

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR L'ENVIRONNEMENT**

**RAPPORT
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
sur les travaux de sa neuvième session**

13 – 26 mai 1981

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-SIXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 25 (A/36/25)



NATIONS UNIES

New York, 1981

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	1 - 2	1
<u>Chapitres</u>		
I. QUESTIONS EXAMINEES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION A SA NEUVIEME SESSION SUR LESQUELLES IL CONVIENT D'APPELER EXPRESSEMENT L'ATTENTION DE L'ASSEMBLEE GENERALE OU DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL	3 - 13	2
II. ORGANISATION DE LA SESSION	14 - 31	6
III. DEBAT GENERAL	32 - 174	11
IV. QUESTIONS DE COORDINATION	175 - 188	38
V. QUESTIONS INTERESSANT LE PROGRAMME	189 - 393	42
A. Projet des objectifs et de la structure du programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement et degré de précision de ce document	190 - 206	42
B. Programme pour l'environnement, 1980-1983 ...	207 - 342	49
C. Allocations budgétaires	343 - 346	74
D. Approbation des décisions	347 - 393	75
VI. FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT	394 - 477	82
A. Exécution du programme du Fonds	395 - 409	82
B. Gestion du Fonds	410 - 464	85
C. Rapport financier et comptes pour l'exercice biennal 1978-1979 terminé le 31 décembre 1979	465 - 469	99
D. Programme d'évaluation des projets	470 - 477	99
VII. QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGETAIRES	478 - 506	103
A. Rapport d'exécution du budget des dépenses du programme et d'appui au programme pour l'exercice biennal 1980-1981 et projet de budget pour l'exercice biennal 1982-1983	480 - 498	103

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
VII. QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGETAIRES (<u>suite</u>)		
B. Rapport financier et comptes intérimaires (non vérifiés) de la première année de l'exercice biennal 1980-1981 terminée le 31 décembre 1980	499 - 504	108
C. Locaux des Nations Unies à Nairobi	505 - 506	109
VIII. QUESTIONS DIVERSES	507	110
IX. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE, LIEU ET DATE DE LA DIXIEME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	508 - 510	110
X. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE, LIEU ET DATE DE LA SESSION D'UN CARACTERE PARTICULIER DU CONSEIL D'ADMINISTRATION QUI SERA REUNIE A L'OCCASION DU DIXIEME ANNIVERSAIRE DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT	511 - 512	110
XI. ADOPTION DU RAPPORT	513 - 536	111
XII. CLOTURE DE LA SESSION	537	115

ANNEXES

I. DECISIONS ADOPTEES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION A SA NEUVIEME SESSION	117
II. ACTIVITES RELATIVES AUX RELATIONS RECIPROQUES ENTRE LA POPULATION, LES RESSOURCES, L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT	173
III. DOCUMENTS DONT LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ETAIT SAISI A SA NEUVIEME SESSION	180

INTRODUCTION

1. Le rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur les travaux de sa neuvième session est présenté à l'Assemblée générale conformément à sa résolution 2997 (XXVII) du 15 décembre 1972.
2. La neuvième session du Conseil d'administration s'est tenue au siège du PNUE, à Nairobi du 13 au 26 mai 1981. Le Conseil a adopté le présent rapport à la 9ème séance de la session, le 26 mai.

CHAPITRE PREMIER

QUESTIONS EXAMINEES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION A SA NEUVIEME SESSION SUR LESQUELLES IL CONVIENT D'APPELER EXPRESSEMENT L'ATTENTION DE L'ASSEMBLEE GENERALE OU DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

3. Par sa résolution 3345 (XXIX) du 17 décembre 1974, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de présenter sur une base continue au Conseil économique et social un rapport sur les résultats des recherches multidisciplinaires coordonnées entreprises sur les relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement, avec les observations, le cas échéant, du Conseil d'administration du PNUÉ. Ayant examiné le deuxième rapport du Secrétaire général sur la question (E/1981/65), le Conseil, par les dispositions du paragraphe 10 de sa décision 9/1, section 11, du 26 mai 1981 (voir l'annexe 1 au présent rapport), a appelé l'attention du Conseil économique et social sur les vues exprimées au sujet de ce rapport aux paragraphes 6 à 8 de ladite décision. Au paragraphe 9 de cette même décision, il a été décidé d'annexer au présent rapport le rapport que le Directeur exécutif avait établi d'après les recommandations du Groupe d'experts de haut niveau sur la question qu'il avait réuni en janvier 1981. Le rapport considéré était annexé à la note du Directeur exécutif sur la question (UNEP/GC.9/2/Add.4) et est reproduit dans l'annexe II au présent rapport. Les vues exprimées par les délégations qui ont participé aux travaux de la neuvième session du Conseil sur le rapport du Secrétaire général et sur la note du Directeur exécutif sont exposées aux paragraphes 67 à 69, 179 et 288 du présent rapport.
4. A la section III de sa décision 9/1 du 26 mai 1981, le Conseil d'administration a pris note des intentions du Directeur exécutif (exposées dans son rapport sur la question, UNEP/GC.9/2/Add.1) en ce qui concerne l'application des résolutions intéressant le PNUÉ qui ont été adoptées par l'Assemblée générale à sa trente-cinquième session et par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1980. Au paragraphe 3 de la section III, le Conseil a décidé par ailleurs, comme suite à la résolution 35/219 de l'Assemblée en date du 17 décembre 1980 sur les services linguistiques arabes, d'amender le texte du paragraphe 1 de l'article 63 du règlement intérieur du Conseil pour y inclure l'arabe parmi les langues officielles et langues de travail du Conseil.
5. Comme suite aux dispositions du paragraphe 13 de la résolution 35/74 de l'Assemblée générale en date du 5 décembre 1980, par lesquelles l'Assemblée a décidé de convoquer en 1982 une session d'un caractère particulier du Conseil d'administration, le Conseil, par sa décision 9/2 du 26 mai 1981, ayant considéré le rapport présenté par le Directeur exécutif en application du paragraphe 15 de cette résolution (UNEP/GC.9/2/Add.2), a recommandé à l'Assemblée d'adopter un projet de résolution concernant la session d'un caractère particulier. Le texte de ce projet de résolution figure au paragraphe 1 de la décision (voir l'annexe 1 au présent rapport). L'attention de l'Assemblée est appelée en outre sur le paragraphe 6 de cette décision, dans lequel le Conseil l'invite à considérer avec bienveillance les incidences financières de la tenue de la session d'un caractère particulier. Les vues des délégations sur la question sont exposées aux paragraphes 84 à 87 ci-après.

6. L'Assemblée générale pourrait également noter qu'au paragraphe 2 de sa décision 9/4 du 25 mai 1981, concernant l'environnement et la course aux armements, le Conseil invite le Comité préparatoire de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement à envisager d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de cette session une question relative aux effets de la course aux armements sur la nature. Les vues des délégations sur la question sont exposées aux paragraphes 81, 82 et 137 à 142 ci-après. La décision a été adoptée à la suite d'un vote par appel nominal dont les résultats sont indiqués au paragraphe 140.

7. Par sa résolution 3436 (XXX) du 9 décembre 1975, l'Assemblée générale a prié le Conseil d'administration de la tenir chaque année au courant de toutes nouvelles conventions internationales qui seraient conclues dans le domaine de l'environnement et de l'état des conventions existantes, notamment en ce qui concerne les ratifications, les adhésions et l'entrée en vigueur, ainsi que de l'intention de devenir parties à ces conventions exprimée par les gouvernements entre les sessions du Conseil pendant l'année considérée. Au paragraphe 5 de sa décision 9/10 A du 26 mai 1981 (voir l'annexe 1 ci-après), le Conseil a donc autorisé le Directeur exécutif à transmettre à l'Assemblée générale, à sa trente-sixième session, son rapport sur les conventions et protocoles internationaux dans le domaine de l'environnement (UNEP/GC.9/5/Add.1), en même temps que le quatrième supplément à la liste de ces conventions et protocoles (UNEP/GC.9/5/Supplément 4), les deux documents seront présentés séparément à l'Assemblée à ladite session.

8. Par sa résolution 34/183 du 18 décembre 1979, l'Assemblée générale a prié le Conseil d'administration de lui faire rapport à sa trente-sixième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, sur les problèmes liés à la pollution marine. Au paragraphe 6 de sa décision 9/10 A, le Conseil a autorisé le Directeur exécutif à présenter le rapport sur la question (UNEP/GC.9/5/Add.4), en son nom, à l'Assemblée, comme suite à la résolution précitée. Ce rapport sera soumis au Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1981 et à l'Assemblée générale à sa trente-sixième session, sous forme d'un document distinct. Les vues des délégations sur la question de la pollution des mers sont exposées aux paragraphes 295 à 299 ci-après.

9. Par sa résolution 1980/49 du 23 juillet 1980, le Conseil économique et social a demandé au PNUE, en application de la résolution 34/188 de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1979, de mettre au point des propositions concrètes et spécifiques concernant l'énergie et l'environnement susceptibles d'apporter une contribution effective et valable à la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, et de soumettre à ce sujet, par l'intermédiaire du Conseil d'administration, un rapport au Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1981. Au paragraphe 6 de sa résolution 35/74 du 5 décembre 1980, l'Assemblée a souligné l'importance de la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables et a demandé au PNUE de contribuer activement et de participer aux travaux préparatoires de la Conférence. L'Assemblée voudra donc peut-être noter que, comme suite à la résolution du Conseil économique et social, le Conseil d'administration a autorisé, au paragraphe 7 de sa décision 9/10 A du 26 mai 1981, le Directeur exécutif à présenter son rapport sur le PNUE et la Conférence sur l'énergie (UNEP/GC.9/5/Add.4) en son nom au Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1981. Le Conseil a adopté également des décisions concernant la Conférence (décision 9/7 du 25 mai 1981) et les travaux consacrés à l'énergie en tant qu'éléments du programme pour l'environnement (décision 9/18 du 26 mai 1981). Les vues des délégations sur ces questions sont exposées aux paragraphes 104, 105 et 312 à 317 ci-après.

10. Par sa résolution 34/186 du 18 décembre 1979 sur la coopération dans le domaine de l'environnement en matière de ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats, l'Assemblée générale a prié le Conseil d'administration de lui présenter à sa trente-sixième session un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de cette résolution. Ayant examiné le rapport établi par le Directeur exécutif en tant que fondement de son rapport (UNEP/GC.9/2/Add.5), le Conseil, par sa décision 9/19 B du 26 mai 1981 (voir l'annexe 1 ci-après), a estimé que ce rapport, tel qu'il était présenté, ne suffisait pas et a prié le Directeur exécutif, en consultation avec les gouvernements, d'établir à l'intention du Conseil à sa dixième session un rapport qui serait exclusivement consacré aux progrès enregistrés en ce qui concerne l'application de la résolution, et ne comprendrait aucune recommandation touchant l'identification ou la définition des ressources naturelles partagées. Le rapport en question sera donc soumis à l'Assemblée générale à sa trente-septième session par l'intermédiaire du Conseil économique et social (voir par. 521 ci-après). On trouvera aux paragraphes 323, 324 et 374 à 380 le compte rendu des délibérations du Comité de session I du Conseil d'administration sur cette question.

11. Par sa résolution 35/72 du 5 décembre 1980, l'Assemblée générale a prié le Conseil d'administration de continuer à lui faire rapport chaque année, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, sur l'application du Plan d'action pour lutter contre la désertification dans la région soudano-sahélienne. Par le paragraphe 5 de sa décision 9/22 B du 26 mai 1981, le Conseil a donc autorisé le Directeur exécutif à soumettre son rapport sur la mise en oeuvre du Plan d'action dans la région soudano-sahélienne (UNEP/GC.9/8/Add.1), accompagné de la décision du Conseil, à l'Assemblée à sa trente-sixième session. Ce rapport sera donc présenté sous forme d'un document distinct au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale. L'Assemblée pourrait également noter que le paragraphe 3 de cette décision, par lequel le Conseil a décidé d'inscrire le Bénin au nombre des pays qui peuvent recevoir une assistance par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, est la suite donnée à la demande formulée par l'Assemblée au paragraphe 5 de sa résolution 35/72. Il est rendu compte des délibérations du Conseil d'administration sur la question aux paragraphes 99, 251 et 252 ci-après.

12. Au paragraphe 12 de sa résolution 35/74, l'Assemblée générale, reprenant les termes du paragraphe 9 de la résolution 1980/49 du Conseil économique et social, a invité les gouvernements à envisager des propositions en vertu desquelles les contributions supplémentaires au Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement seraient utilisées pour financer les mesures visant à résoudre de graves problèmes écologiques dans les pays en développement, compte tenu des dispositions pertinentes de la résolution 34/188 de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1979, et a prié le Conseil d'administration de soumettre un rapport à ce sujet au Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1981. Le Directeur exécutif a donc présenté au Conseil d'administration à sa neuvième session un rapport sur les ressources supplémentaires visant à résoudre les problèmes écologiques dans les pays en développement (UNEP/GC.9/10/Add.2), dans lequel il passait en revue une série de mesures tendant à mobiliser des ressources supplémentaires en faveur du Fonds pour l'environnement, envisageant de nouveaux moyens de financement, l'augmentation des contributions obtenues par les moyens financiers établis et la proposition présentée par la Suède à la huitième session du Conseil

d'administration 1/ et a examiné également par la Deuxième Commission de l'Assemblée générale à sa trente-cinquième session, à l'effet d'ouvrir un "guichet spécial" au Fonds pour l'environnement. A l'issue des délibérations du Comité de session II (voir par. 438 à 451 ci-après), le Conseil, par sa décision 9/24 du 26 mai 1981 (voir l'annexe I) a cependant décidé de différer jusqu'à sa dixième session ordinaire l'adoption de mesures pour donner suite à la demande formulée par l'Assemblée générale et par le Conseil économique et social.

13. Par sa décision 9/27 C du 26 mai 1981, le Conseil d'administration a prié l'Assemblée générale de charger le Comité consultatif pour les questions tratives et budgétaires d'examiner de façon approfondie les dépenses du programme et d'appui au programme du Fonds pour l'environnement, au regard des débats qui ont eu lieu à ce sujet à la neuvième session du Conseil d'administration, et de rendre compte de cet examen au Conseil à sa dixième session. Il est rendu compte des délibérations consacrées à la question aux paragraphes 113 et 480 à 498 ci-après.

1/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément No 25 (A/35/25), par. 20.

CHAPITRE II

ORGANISATION DE LA SESSION

A. Ouverture de la session

14. En l'absence du Président, la session a été ouverte par M. V. A. Kozlov (République socialiste soviétique de Biélorussie), vice-président du Conseil d'administration à sa huitième session.

B. Participation

15. Les Etats ci-après, membres du Conseil d'administration 1/, étaient représentés à la session :

Allemagne, République fédérale d'	Malaisie
Arabie saoudite	Malawi
Argentine	Mexique
Australie	Nouvelle-Zélande
Bangladesh	Ouganda
Belgique	Pakistan
Botswana	Panama
Brésil	Pays-Bas
Bulgarie	Pérou
Burundi	République démocratique allemande
Chili	République socialiste soviétique
Chine	de Biélorussie
Egypte	République socialiste soviétique
Emirats arabes unis	d'Ukraine
Etats-Unis d'Amérique	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et
Ethiopie	d'Irlande du Nord
France	Soudan
Gabon	Sri Lanka
Ghana	Suède
Guinée	Suisse
Inde	Thaïlande
Indonésie	Togo
Iraq	Turquie
Islande	Union des Républiques socialistes
Italie	soviétiques
Japon	Uruguay
Kenya	Venezuela
Koweït	Yougoslavie
Libéria	Zaïre

1/ La composition du Conseil d'administration a été déterminée par voie d'élections qui ont eu lieu aux 85ème et 91ème séances plénières de la trente-troisième session de l'Assemblée générale, le 15 et le 21 décembre 1978 respectivement, à la 107ème séance plénière de la trente-quatrième session, le 18 décembre 1979, et à la 84ème séance plénière de la trente-cinquième session, le 5 décembre 1980 (décisions 33/323, 34/320 et 35/313).

16. Les Etats ci-après, non membres du Conseil d'administration, étaient représentés :

Algérie	Jamaïque
Autriche	Kampuchea démocratique
Bénin	Nigéria
Canada	Norvège
Chypre	Oman
Colombie	Philippines
Congo	Pologne
Côte d'Ivoire	République de Corée
Danemark	Rwanda
Espagne	Saint-Siège
Finlande	Somalie
Grèce	Swaziland
Hongrie	Tchécoslovaquie
Israël	Tunisie
	Yémen démocratique

17. L'African National Congress, l'Organisation de libération de la Palestine et le Pan Africanist Congress of Azania étaient également représentés en qualité d'observateurs.

18. Le Secrétariat de l'ONU était représenté par le Département des affaires économiques et sociales internationales.

19. Etaient également représentés les organismes des Nations Unies et les services du Secrétariat de l'ONU ci-après :

- Commission économique pour l'Afrique (CEA)
- Commission économique pour l'Europe (CEE)
- Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL)
- Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO)
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
- Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)
- Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH)
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
- Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS)

20. Etaient représentées les institutions spécialisées suivantes :

- Organisation internationale du Travail (OIT)
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
- Organisation mondiale de la santé (OMS)
- Organisation météorologique mondiale (OMM)

21. Etaient également représentées les organisations intergouvernementales suivantes :

Banque africaine de développement
Organisation de la Ligue arabe pour l'éducation, la culture et la science
(ALECSO)
Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM)
Communauté économique européenne
Ligue des Etats arabes
Organisation de l'unité africaine (OUA)

En outre, 37 organisations non gouvernementales étaient représentées en qualité d'observateurs.

C. Election du bureau

22. A la séance d'ouverture de la session, le 13 mai 1981, le Conseil d'administration a élu le bureau ci-après par acclamation :

Président : M. M. J. Magariños de Mello (Uruguay)
Vice-Présidents : M. Abdulbar A. Al-Gain (Arabie saoudite)
M. Lothar Hertel (République démocratique allemande)
M. John Kofi Offeh (Ghana)
Rapporteur : M. F. L. Schlingemann (Pays-Bas)

D. Vérification des pouvoirs

23. Conformément au paragraphe 2 de l'article 17 du règlement intérieur du Conseil d'administration, le bureau a examiné les pouvoirs des délégations participant à la neuvième session du Conseil. Le bureau a trouvé les pouvoirs en bonne et due forme; il en a informé le Conseil, qui a approuvé son rapport à la 9ème séance, le 26 mai.

E. Ordre du jour

24. Lors de l'examen de l'ordre du jour provisoire auquel il a été procédé à la séance d'ouverture de la session, un certain nombre de représentants ont protesté contre la présence au Conseil d'administration d'un représentant de l'Etat dénommé "Kampuchea démocratique", Etat qui n'existait pas. Le régime sanguinaire de Pol Pot avait été renversé par le peuple kampuchéen et ne représentait personne; la présence, à une session du Conseil, du représentant d'un régime qui avait exterminé des millions de personnes était déplacée. Le seul représentant légitime du peuple kampuchéen était le Gouvernement de la République populaire du Kampuchea.

25. Conformément à l'article 67 du règlement intérieur, le Président a donné la parole au représentant du Kampuchea démocratique, qui a déploré que l'Union soviétique et d'autres délégations se livrent de nouveau à des manoeuvres tendant à contester la participation de sa délégation aux réunions des Nations Unies, faisant observer que la question avait été réglée par l'Assemblée générale dans sa résolution 35/4 A et B du 13 octobre et du 15 décembre 1980, respectivement. Le Conseil devrait condamner ces manoeuvres, qui visaient à légitimer la guerre d'agression menée par le Viet Nam, avec l'appui de l'Union soviétique, contre le Kampuchea démocratique; il demandait donc le retrait des troupes vietnamiennes, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

26. Le représentant de la Chine a déclaré que les délégations étaient venues à la session du Conseil animées d'un esprit de coopération et d'entente. La déclaration du représentant de l'Union soviétique troublait cet esprit et constituait une ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat Membre indépendant et souverain. La résolution 35/4 A et B de l'Assemblée générale avait été adoptée sans qu'il soit procédé à un vote, reconnaissant ainsi implicitement le Gouvernement du Kampuchea démocratique comme le représentant légitime du peuple kampuchéen. En tant que Membre du système des Nations Unies, le PNUE devait se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale et sa délégation considérait par conséquent que le Conseil devrait reprendre immédiatement ses travaux selon la procédure établie.

27. Le Conseil a adopté l'ordre du jour provisoire de la session tel qu'il avait été approuvé à la huitième session 2/. L'ordre du jour ainsi adopté était le suivant :

- "1. Ouverture de la session.
2. Organisation de la session :
 - a) Election du bureau;
 - b) Ordre du jour et organisation des travaux de la session.
3. Vérification des pouvoirs des représentants.
4. Rapport du Directeur exécutif et état de l'environnement.
5. Questions de coordination.
6. Questions intéressant le programme.
7. Coordination et poursuite de l'exécution du Plan d'action pour lutter contre la désertification.
8. Fonds pour l'environnement :
 - a) Exécution du programme du Fonds en 1980;
 - b) Gestion du Fonds du PNUE;
 - c) Rapport financier et comptes pour l'exercice biennal 1978-1979 terminé le 31 décembre 1979;
 - d) Evaluation des projets et du programme.
9. Questions administratives et budgétaires.

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément No 25 (A/35/25), p. 167 et 168.

10. Ordre du jour provisoire, date et lieu de la dixième session du Conseil d'administration.
11. Ordre du jour provisoire, date et lieu de la session d'un caractère particulier du Conseil d'administration qui sera réunie à l'occasion du dixième anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement.
12. Questions diverses.
13. Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale.
14. Clôture de la session."

F. Organisation des travaux de la session

28. A la séance d'ouverture de la session, le Conseil d'administration a examiné la question de l'organisation des travaux de la session en tenant compte des suggestions formulées par le secrétariat dans les annotations à l'ordre du jour provisoire et du calendrier des séances proposé par le Directeur exécutif (UNEP/GC.9/1/Add.1 et Corr.1). Il a été décidé que le point 4 serait examiné dans le cadre du débat général.

29. A la même séance, le Conseil d'administration a décidé de créer deux comités de session et de leur confier le soin d'examiner les points ci-après de l'ordre du jour :

Comité de session I : points 6 et 7 de l'ordre du jour

Comité de session II : points 8 a), b), c) et d) et 9 de l'ordre du jour

M. Abdular A. Al-Gain (Arabie saoudite) et M. Lothar Hertel (République démocratique allemande), vice-présidents, ont été désignés comme présidents des comités de session I et II, respectivement.

G. Travaux des comités

30. Le Comité I a tenu 14 séances du 13 au 25 mai. A sa 1ère séance, il a élu M. Jean-Baptiste Mukuri (Burundi), rapporteur, et il a adopté son plan de travail et son calendrier provisoire. Le texte du rapport du Comité est reproduit au chapitre V ci-après.

31. Le Comité II a tenu 14 séances du 13 au 25 mai. A sa 1ère séance, il a élu M. Gilbert Sabathé (France), rapporteur, et il a approuvé le calendrier provisoire de ses travaux. Le texte du rapport du Comité est reproduit aux chapitres VI et VII ci-après.

CHAPITRE III

DEBAT GENERAL

32. Pour l'examen du point 4 auquel il a été procédé de la 2ème à la 7ème séance plénière de la session, le Conseil était saisi des documents suivants : rapport introductif du Directeur exécutif (UNEP/GC.9/2), et additifs concernant les résolutions et les décisions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social qui intéressent le PNUE (Add.1), la session du Conseil d'administration d'un caractère particulier de 1982 (Add.2 et Add.2/Corr.1 et 2), les relations avec les organisations non gouvernementales (Add.3), les relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement (Add.4; ce document comporte un supplément relatif au rapport sur cette question que le Secrétaire général a adressé au Conseil économique et social); déclaration liminaire du Directeur exécutif (Add.5); rapport préliminaire sur l'établissement d'une liste des substances chimiques dangereuses (Add.6) et rapport sur "l'état de l'environnement; sélection de sujets - 1981" (UNEP/GC.9/3).

33. Dans la déclaration liminaire qu'il a faite à la séance d'ouverture, le Directeur exécutif a mis l'accent sur les principaux faits survenus dans le monde depuis la huitième session du Conseil d'administration, sur les préparatifs en vue de la session du Conseil d'administration d'un caractère particulier, ainsi que sur les questions intéressant le programme et le Fonds.

34. Au cours de la série de négociations globales, qui avaient pour objet de permettre de faire face à l'instabilité et aux bouleversements des structures qui caractérisaient l'économie mondiale, l'environnement était apparu comme un domaine où les conflits devaient faire place à la coopération. Face à la sombre conjoncture économique qui prévalait, les questions écologiques pouvaient paraître bien moins préoccupantes mais, si l'on en était arrivé à la présente situation, c'était dans une large mesure en raison du peu d'intérêt qu'on leur avait porté. La course aux armements, qui avait de graves effets sur l'environnement, se poursuivait à un rythme effréné et engloutissait chaque année plus de 500 milliards de dollars qu'il serait préférable d'affecter au développement. Il fallait espérer que des mesures visant à contrôler la course aux armements et à réduire les tensions internationales seraient adoptées lors de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le désarmement.

35. Depuis la huitième session du Conseil d'administration, l'Assemblée générale avait adopté la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement (résolution 35/36), qui accordait aux préoccupations écologiques la place qui leur revenait. Les efforts visant à accroître la production alimentaire, à améliorer les normes nutritionnelles et à rationaliser les modes de production et d'utilisation de l'énergie revêtaient une importance particulière. L'Assemblée avait également demandé que de nouvelles recherches soient entreprises à l'échelon international sur les relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement; le Conseil était saisi des propositions touchant cette question.

36. La troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, la Conférence sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables et la Conférence sur les pays les moins avancés, qui allaient avoir lieu ou reprendre dans un avenir proche feraient une large place à l'environnement. Le Directeur exécutif comptait que les

débats du Conseil permettraient de définir la position qu'il conviendrait d'adopter au cours de ces conférences et a indiqué aux membres du Conseil que le secrétariat du PNUE ne manquerait pas d'y contribuer comme il se devait de le faire.

37. Au cours de la présente session, le Conseil d'administration allait amorcer les préparatifs en vue de la célébration du dixième anniversaire, en 1982, de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement. La session d'un caractère particulier ferait simultanément le bilan des réalisations à ce jour et des prévisions pour la fin du présent siècle et au-delà. Le rapport du Directeur exécutif au Conseil exposait les diverses activités proposées par le secrétariat pour célébrer cet anniversaire.

38. L'examen des principaux progrès enregistrés dans la mise en oeuvre du Plan d'action de Stockholm et du rapport sur l'état de l'environnement dix ans après la Conférence sur l'environnement ainsi que l'étude des buts du PNUE pour 1982 devraient permettre de déterminer quelle avait été l'évolution en matière d'environnement au cours de la dernière décennie. Au nombre des préparatifs figuraient des documents à caractère prospectif, à savoir le descriptif des orientations du programme, l'examen des tendances que le PNUE devrait examiner au cours de la prochaine décennie ainsi que le programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement pour 1984-1989. Le secrétariat envisageait d'établir au cours des préparatifs, le plus d'imbrications possible entre les activités et de faciliter, dans toute la mesure du possible, les influences réciproques. Il avait cherché à fixer un calendrier unique des préparatifs qui prévoyait les consultations avec les gouvernements, la communauté scientifique, les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales.

39. S'agissant du descriptif des orientations du programme, il ressortait des consultations que l'établissement d'un calendrier d'activités pour le long terme et le choix d'objectifs répondant aux aspirations de la communauté mondiale devaient être postérieurs aux efforts ayant pour objet de dégager une conception commune des réalités et devaient, dans une large mesure, tenir compte des vues des gouvernements. En conséquence, il suggérait que seule la première partie du descriptif des orientations du programme soit élaborée pour 1982 et que l'examen de l'ensemble du document soit reporté à 1984.

40. Afin d'aider le Conseil dans sa double tâche qui consistait à examiner les principaux progrès enregistrés et à identifier les principales tendances en matière d'environnement qu'il conviendrait d'étudier au cours de la prochaine décennie, le secrétariat proposait d'établir un document d'information unique comportant quatre parties. Dans la première partie seraient récapitulés les changements subis par l'environnement et l'on y exposerait la façon dont ils étaient perçus, sur la base du rapport sur l'état de l'environnement en 1982; la deuxième partie passerait en revue les progrès enregistrés dans la mise en oeuvre du Plan d'action de Stockholm; la troisième exposerait la conception commune des questions d'environnement à long terme alors que la dernière partie formulerait les recommandations relatives aux principales tendances que devrait étudier le PNUE au cours de la prochaine décennie.

41. A sa huitième session, le Conseil avait décidé que les buts pour 1982 devaient être fixés à temps pour la dixième session. Cependant, dans la mesure où le programme à moyen terme à l'échelle du système avait pour objet d'énoncer en détail les objectifs pour 1989, et dans la mesure où le Conseil devait en 1982 définir les

tendances qu'il conviendrait d'examiner au cours de la prochaine décennie, le Conseil pourrait envisager de reporter l'examen des buts pour 1982 à la onzième session.

42. A sa huitième session, le Conseil avait également examiné des propositions concernant l'établissement d'une liste des substances dangereuses et la convocation d'un colloque scientifique. Il avait été ultérieurement décidé que le colloque se tiendrait après la session d'un caractère particulier. S'agissant de la liste des substances dangereuses, le Conseil était saisi d'une note dans laquelle le Directeur exécutif demandait que des orientations soient données quant à la marche à suivre.

43. Au sujet des questions intéressant le programme et le Fonds, le Directeur exécutif a fait observer que le Conseil était saisi pour la première fois d'un rapport sur l'exécution du programme qui faisait état des progrès enregistrés dans la mise en oeuvre des plans de travail et des décisions approuvées par le Conseil. Il serait reconnaissant au Conseil de bien vouloir lui faire part de ses vues tant sur la présentation que sur la teneur du rapport.

44. Le plan à moyen terme, qui couvrait la période qui s'écoulerait avant l'entrée en vigueur, le 1er janvier 1984, du plan à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement, avait été conçu compte tenu des dispositions de la Stratégie internationale du développement pour les années 80. Le Conseil était de nouveau invité à formuler ses vues sur la présentation et la teneur du plan et à fixer le montant des ressources nécessaires à sa mise en oeuvre. Le Conseil était également saisi des objectifs provisoires du programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement au sujet desquels il importait de disposer des directives du Conseil car cela faciliterait grandement les négociations touchant le programme engagées avec les organismes coopérants.

45. En dépit des appels lancés par le Conseil d'administration, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale, le montant total des contributions annoncées était à peine supérieur à 125 millions de dollars alors que l'objectif pour la période 1978-1981 avait été fixé à 150 millions de dollars. La situation était aggravée par le retard intervenu dans le versement de certaines contributions et un nombre important de pays n'avaient toujours pas versé leur contribution correspondant à l'année pour laquelle ils l'avaient annoncée. Cela était d'autant plus regrettable que l'environnement était souvent un domaine sur lequel s'accordaient des pays voisins, dont certains étaient en guerre; en témoignaient les arrangements auxquels étaient parvenus les pays d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale et des Caraïbes, les pays relevant du Plan d'action de Koweït, les pays d'Asie du Sud et les pays appartenant à la région de l'ANASE, et dont il est fait état dans les documents présentés au Conseil. Le Directeur exécutif estimait nécessaire d'accroître les ressources financières du Fonds pour l'environnement et recommandait au Conseil de fixer un objectif de 120 millions de dollars pour les contributions qui seraient versées au cours de l'exercice biennal 1982-1983. La décision du Conseil à ce sujet serait la plus importante de toutes celles qu'il serait appelé à prendre au cours de la présente session.

46. Compte tenu des objectifs que le système des Nations Unies s'efforcerait d'atteindre au cours de la période 1984-1989, il était demandé au Conseil d'indiquer le montant des ressources qui, à son avis, devraient être mises à la disposition du Fonds pour l'environnement au cours de cette période de six ans; ce chiffre indicatif pourrait être déterminé sur la base de l'objectif qui serait fixé en matière de contributions à verser au Fonds pour l'exercice biennal 1982-1983.

Le Conseil pourrait également envisager d'instituer un système en vertu duquel les contributions seraient annoncées pour une période de plusieurs années dans les limites de la période-cadre de six ans.

47. La part des avoirs en monnaies non convertibles par rapport au montant total des avoirs du Fonds avait été ramenée à 58,9 p. 100 en 1980. Si le montant des avoirs libellés en ces monnaies n'avait pas affecté outre mesure le choix des projets, il convenait néanmoins que le Conseil presse à nouveau les pays de verser, en 1982, au minimum 25 p. 100 de leurs contributions en monnaies convertibles et que par la suite, les pays considérés augmentent la part de leurs contributions dans ces monnaies.

48. Abordant la question des fonds d'affectation spéciale dont le PNUE était également responsable, il a fait état des progrès enregistrés en ce qui concernait le Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée et a instamment demandé que les contributions soient versées sans retard de façon à permettre de faire des prévisions et d'éviter que la mise en oeuvre du programme se heurte à des difficultés.

49. Les Etats signataires du Plan d'action de Koweït avaient mis en place leur propre organisation régionale et, de ce fait, à la fin de l'année, le PNUE n'assumerait plus la responsabilité de la supervision du secrétariat du Plan ni la gestion de son fonds d'affectation spéciale. C'était là un exemple probant du succès avec lequel le PNUE et le Fonds pour l'environnement s'acquittaient de leur rôle de catalyseur.

50. Il était proposé de créer des fonds d'affectation spéciale supplémentaires pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale ainsi que pour les Caraïbes. En raison de ses nouvelles responsabilités, le PNUE ne pouvait manquer de contribuer dans une moindre mesure sur le plan financier aux programmes en cours. Le Directeur exécutif comptait que le Conseil inviterait les gouvernements intéressés à assurer les ressources financières et techniques nécessaires à la mise en oeuvre desdits plans d'action.

51. Le Conseil était également saisi des rapports sur les ressources additionnelles nécessaires pour faire face aux graves problèmes écologiques qui se posaient aux pays en développement ainsi que sur les modalités de financement des plans d'action (UNEP/GC.9/10/Add.2 et 3). Il comptait que le Conseil lui adresserait des recommandations touchant ces questions.

52. Les quatre prochaines années, pour lesquelles on lui avait fait l'honneur de le réélire au poste de Directeur exécutif du PNUE, seraient une période cruciale pour l'environnement et le PNUE. Pour la grande majorité de l'humanité, il était impérieux d'accélérer le développement économique et, à cet égard, l'on avait reconnu l'importance de l'environnement. En matière d'environnement, l'adoption d'une nouvelle politique de coopération permettrait de passer d'un univers caractérisé par le gaspillage des ressources et le maintien de privilèges à un monde où le bien le plus précieux, à savoir la coopération entre les peuples et les nations serait préservé et enrichi en vue de promouvoir l'intérêt général et de sauvegarder les droits des générations futures. Faute de procéder à cette transition, nos efforts et nos ressources seraient voués au néant et, partant, notre avenir.

53. Le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) a déclaré que la coopération entre le Centre et le PNUE, dont il avait fait état lors de la précédente session, se développait en dépit de la pénurie de ressources.

54. L'évaluation des progrès enregistrés au cours des dix dernières années, à laquelle avait procédé le PNUE, devait être mise en regard des rapports existant entre le développement des établissements humains et la nécessité de préserver l'environnement dans lequel était appelée à vivre une population mondiale en pleine expansion. Après avoir rappelé les recommandations 1 et 4 de la Conférence de Stockholm, le Directeur exécutif a indiqué qu'il restait encore beaucoup à faire pour assurer leur mise en oeuvre; alors que la plupart des besoins essentiels des couches démunies n'étaient pas satisfaits, une minorité de nantis pâtissaient des effets secondaires de leur propre abondance. En outre, bien souvent, les déshérités étaient victimes des dommages occasionnés par les techniques des nantis.

55. L'expansion des établissements humains classiques se traduisait souvent par un ralentissement de la circulation et une saturation des voies de communication, la mise en place d'équipements coûteux, la pollution des cours d'eau et la destruction de l'environnement. L'eau potable, des systèmes d'évacuation des déchets hygiéniques, des habitations décentes et des transports efficaces et bon marché faisaient défaut à des centaines de millions d'habitants des pays en développement. Bien souvent, le développement des infrastructures et des services n'avait pas suivi l'accroissement démographique.

56. Les systèmes de transport inadaptés constituaient l'une des principales sources de pollution atmosphérique et l'on ne pouvait remédier à la saturation des réseaux qu'en construisant plus de routes et d'aires de stationnement, à grands frais. Les améliorations à long terme supposaient que l'on planifie longtemps à l'avance, que l'on favorise les transports publics et que l'on institue des priorités en matière d'utilisation des sols.

57. La construction de bâtiments et d'infrastructures présentait également des risques pour l'environnement. A mesure qu'elles devenaient plus exigeantes, les populations se détournaient des matériaux de construction dont elles pouvaient aisément disposer localement au profit des matériaux utilisés par les pays industrialisés. Cependant, s'il advenait qu'elles préfèrent utiliser le bois, ce choix aurait de graves incidences sur les forêts de la planète. Il était nécessaire de procéder à des recherches à l'échelle mondiale en vue de déterminer l'impact de la construction d'un milliard de logements, échelonnée sur 30 à 50 ans sur les ressources du globe.

58. La communauté internationale était parfaitement consciente des problèmes qui se posaient dans les villes les plus importantes, mais il ressortait des données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur l'approvisionnement en eau et l'hygiène que les conditions que connaissaient les populations rurales étaient bien plus précaires que celles dans lesquelles vivaient les citadins défavorisés. Le fait de concentrer les investissements publics dans les villes et de priver les régions rurales de toute possibilité de développement rendait quasiment inévitable la prolifération continue de taudis et d'établissements humains précaires. Nombre des remèdes classiques aux problèmes posés par la croissance urbaine sont demeurés sans effet à long terme. Pourtant, l'on pourrait contribuer utilement au développement en planifiant judicieusement les implantations d'établissements humains précaires. En levant les obstacles qui s'opposaient à l'amélioration de ce type d'habitat, on permettrait à ceux qui y vivent d'apporter une contribution

extrêmement utile à la société par la vigueur et l'ingéniosité dont ils avaient déjà fait preuve dans les pays en développement. En d'autres termes, pour ralentir l'exode rural, il fallait répartir les investissements publics afin de remédier aux problèmes économiques et écologiques qui se posaient dans les villes et les zones rurales. Parallèlement, toute mesure visant à modifier la répartition de la population devait s'inscrire dans une politique de développement d'ensemble mise en oeuvre aux échelons national et local.

59. Un nombre toujours croissant des gouvernements désireux d'améliorer leurs établissements humains avait constaté que les techniques de planification existantes ne comportaient aucune méthode comptable appropriée. Afin d'accorder aux facteurs environnementaux l'importance qui leur revenait tout en maximisant les avantages économiques et sociaux, de nouvelles méthodes étaient nécessaires. Des points de vue économique, social et écologique, l'on pourrait considérer être parvenu au seuil de rentabilité lorsqu'il y aurait équilibre, pour la collectivité, des coûts et des avantages. Il convenait de prendre en considération la totalité des coûts et des avantages et d'établir des normes qui soient en rapport avec les objectifs visés. Les normes existantes concernant la durée de vie des bâtiments et le nombre d'équipements sanitaires publics, ainsi que les nouvelles normes adoptées dans le domaine de la qualité de l'air et de l'eau, devaient être complétées par des normes en matière de dimensions, d'espacement et de densité des constructions, notamment. En outre, des dispositions institutionnelles devaient être adoptées qui s'inspireraient effectivement desdites normes ainsi que des méthodes comptables appliquées à l'environnement chaque fois que d'importantes décisions devaient être prises au sujet du développement des établissements humains. A une conception sectorielle étroite du développement des établissements humains, il conviendrait de substituer une planification d'ensemble en vue de prévenir ou d'atténuer les effets secondaires et les conséquences néfastes du développement. Pour améliorer les méthodes d'élaboration des politiques et de planification ainsi que la prise de décisions, il faudrait tenir compte de la prise de conscience des facteurs écologiques.

60. Dans le seul cadre des plans nationaux, il n'était pas possible de prendre en considération les problèmes d'environnement qui se posaient aux échelons régional et local. En conséquence, une planification à ces niveaux était nécessaire en vue d'instituer un cadre dans lequel s'inscriraient des projets de développement d'intérêt national et local et de fournir des directives qui permettent de choisir en connaissance de cause les emplacements industriels ainsi que les infrastructures et les établissements humains à développer. Toutefois, nombre de pays ne disposaient malheureusement ni des institutions ni du personnel nécessaires à ce type de planification.

61. En attendant, les plans régionaux d'ensemble devraient prévoir des pôles de développement urbain, la répartition des industries et les emplacements des infrastructures, des systèmes d'évacuation des déchets et des zones récréatives ainsi que les moyens de protéger les terres agricoles. Une planification locale détaillée avait pour objet de permettre une programmation des investissements ainsi que leur répartition. La planification des activités - emplacements et nombre - permettait d'intégrer les constructions à l'environnement naturel.

62. Une planification multisectorielle coordonnée, en dépit de nombreuses variables mal connues ou échappant à tout contrôle, demeurerait préférable au cloisonnement et à l'échelonnement des décisions. L'accroissement démographique, la

saturation des installations et la détérioration de l'environnement des établissements humains imposaient de chercher à limiter les conflits entre secteurs. Il fallait faire flèche de tout bois, quel que soit le degré de développement atteint, pour concevoir, aménager et préserver un milieu habitable.

63. Au cours du débat général, qui a eu lieu de la 2ème à la 7ème séance plénière, nombre d'orateurs ont rendu hommage au PNUE pour ses réalisations et ont loué le Directeur exécutif et son personnel pour leurs travaux.

64. De nombreux participants ont estimé que la neuvième session du Conseil d'administration, qui était la dernière avant le dixième anniversaire de la Conférence de Stockholm, revêtait une importance particulière du fait qu'elle était appelée à fixer des lignes directrices que devrait suivre le Directeur exécutif pour la préparation de la session du Conseil d'un caractère particulier en 1982 et de la dixième session ordinaire qui esquisserait la voie dans laquelle devrait s'engager le programme.

65. Le climat économique était sombre un peu partout dans le monde et les nations devaient maintenant faire face au problème crucial que représentait la pénurie des ressources et affronter l'inflation et le chômage qui étaient des problèmes épineux. Dans un contexte de difficultés économiques où il fallait procéder à des choix délicats et fixer des priorités, la nécessité de préserver et sauvegarder l'environnement allait faire l'objet d'un examen rigoureux. Tout relâchement dans la volonté de s'attaquer aux problèmes écologiques traduirait toutefois une absence de perspicacité certaine. Les difficultés économiques ne faisaient que renforcer l'argument selon lequel il convenait de mettre en commun les ressources et contraignaient indubitablement le PNUE à faire preuve d'un plus grand dynamisme dans sa défense de l'environnement.

66. A cet égard, nombre de délégations ont pris note avec satisfaction du fait que partout dans le monde l'environnement venait à être considéré comme un paramètre tout aussi important que les paramètres économiques habituellement pris en considération dans la planification du développement national. En conséquence, elles se sont félicitées du fait que l'Assemblée générale ait adopté la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et ont loué le Directeur exécutif pour avoir veillé à ce qu'une place appropriée y soit faite aux considérations relatives à l'environnement. Le PNUE devrait maintenant se préparer à donner un contenu opérationnel aux dispositions de la Stratégie qui le concernent en vue d'assurer un développement durable sur le plan de l'environnement.

67. Plusieurs représentants ont déclaré qu'ils appuyaient les initiatives prises par le PNUE dans le domaine des relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement et étaient en faveur de la méthode des études de cas approuvant aussi le choix des priorités fait par le Directeur exécutif. Certaines délégations ont fait observer que les scientifiques des pays socialistes devraient être associés à l'étude de la question pour que toutes les optiques soient prises en considération.

68. Le rapport du Secrétaire général sur les relations réciproques (UNEP/GC.9/2/Add.4/Supplement) a été présenté par le Sous-Secrétaire général au Département des affaires économiques et sociales internationales, qui a fait remarquer que si l'on tardait à prendre les mesures nécessaires pour modifier les tendances observées en matière de population, de ressources et

d'environnement, on s'interdirait plusieurs options importantes sur le plan du développement. D'autre part, il fallait placer ces mesures dans le cadre d'une optique pluridisciplinaire du développement. Il a donc insisté sur la nécessité de compléter les efforts actuellement déployés pour mobiliser, synthétiser et intégrer les connaissances relatives aux relations réciproques par des recherches empiriques sur des questions et problèmes bien définis. Il était évident qu'il fallait associer à ces travaux, dont l'ampleur dépassait les moyens du système des Nations Unies, toutes les organisations et institutions concernées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système.

69. Commentant le rapport du Secrétaire général, une délégation a déclaré qu'il contenait bien des conclusions intéressantes, mais qu'en raison de son caractère abstrait il ne contribuait pas à présenter de façon concrète les activités continues du système des Nations Unies ni à offrir des propositions concernant un programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement. Comme le rapport du groupe d'experts de haut niveau réuni par le Directeur exécutif contenait de nombreuses suggestions concrètes au sujet du programme de travail, le texte intégral de ce document devrait être joint en annexe au rapport du Conseil d'administration sur sa neuvième session.

70. Les délégations se sont déclarées satisfaites des efforts faits par le PNUE pour susciter une plus grande prise de conscience des questions d'environnement ainsi que de l'avènement d'un consensus, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, sur la nécessité d'instituer des modes de développement écologiquement rationnels. L'on comptait que la session d'un caractère particulier viendrait renforcer cette prise de conscience. Quelques délégations ont souligné à ce propos qu'il faudrait réexaminer le rôle de catalyseur joué par le PNUE et peut-être le redéfinir pour permettre au PNUE d'apporter une assistance pratique et de participer directement à l'exécution de projets, afin que l'oeuvre du PNUE produise l'effet qu'elle doit avoir et qu'elle mérite d'avoir dans un grand nombre de pays en développement, en particulier en Afrique.

71. Les délégations ont accueilli favorablement les suggestions faites par le Directeur exécutif pour garantir que les considérations d'environnement seront dûment prises en considération dans les prochaines négociations globales. Une délégation, cependant, a fait observer que l'environnement ne figurait pas parmi les grandes questions inscrites à l'ordre du jour de ces négociations et a exprimé l'avis que le PNUE ne devrait pas s'en mêler.

72. Les délégations ont insisté sur la nécessité de mettre en oeuvre sans tarder la Stratégie mondiale de la conservation qui, de l'avis d'une délégation, avait énoncé l'idée que la concertation était tout aussi importante que le développement, qu'elle était essentielle pour le développement et qu'elle le complétait. A ce propos, il a été fait état de la particularité de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), dont les membres étaient des gouvernements ainsi que des organisations non gouvernementales et l'on a exprimé l'espoir que le PNUE n'interromprait pas l'appui qu'il accorde à l'Union au titre de certains projets.

73. De nombreuses délégations ont fait l'exposé des mécanismes dont disposaient leurs pays en matière d'environnement et ont mentionné les décisions importantes qu'ils avaient récemment adoptées dans ce domaine. Une délégation a déclaré que le PNUE pourrait contribuer dans une large mesure à l'information du public en ce qui concernait les efforts déployés à l'échelon national pour qu'il soit tenu compte des questions écologiques dans les plans de développement et qu'il

pourrait signaler ces efforts à l'attention d'autres pays, à l'attention notamment des pays en développement. Il a été fait état de certaines manifestations propres à sensibiliser le public : journées nationales consacrées à la plantation d'arbres et campagnes hebdomadaires et mensuelles ayant pour thèmes l'érosion des sols et la protection de l'environnement. Un représentant a indiqué qu'un festival international de films écologiques était organisé chaque année et a proposé que ledit festival soit organisé en 1982 sous les auspices du PNUE aux fins de célébration du dixième anniversaire de la Conférence de Stockholm.

74. De nombreux représentants ont appelé l'attention sur le développement de la coopération internationale dans le domaine de l'environnement et ont indiqué que leurs gouvernements avaient adhéré à diverses conventions internationales portant sur une gamme étendue de domaines et qu'ils participaient à des conférences internationales sur l'environnement.

75. Il a été fait état d'activités conjointes entreprises à l'échelon régional en matière d'environnement au sein du système des Nations Unies et hors de ce cadre. Des représentants étaient d'avis que le PNUE devrait chercher à promouvoir ce type d'activités et que le Conseil devrait examiner, à sa dixième session, l'éventualité d'un financement d'éléments régionaux par le Fonds pour l'environnement. Une délégation était même d'avis que le PNUE devrait identifier des sous-régions qui deviendraient des pôles de programmation et d'appui financier. Une délégation a proposé de renforcer les commissions régionales pour qu'elles puissent faire face aux problèmes de portée incontestablement régionale, ce qui permettrait au PNUE de se consacrer à des activités de recherche et à l'information et de contribuer à la mise en oeuvre des programmes nationaux. Nombre d'autres délégations cependant estimaient que le PNUE devrait procéder à une décentralisation et confier de plus grandes responsabilités aux bureaux régionaux dans les domaines de la planification et de la mise en oeuvre de ses projets et activités, de façon que l'action du PNUE à l'échelle mondiale puisse être renforcée et s'adapter aux objectifs et besoins régionaux. A cette fin, elles ont prié le Directeur exécutif de consolider les structures des bureaux régionaux du PNUE.

76. A de nombreuses reprises, il a été fait état d'activités régionales déterminées. Une assistance a été demandée au PNUE au titre de divers programmes : programme de coopération dans le domaine de l'environnement pour l'Asie du Sud, programme régional pour l'environnement de l'ANASE, programme des mers régionales pour l'Asie de l'Est, programme régional pour l'environnement du Pacifique sud, programme pour la mer Rouge et programme pour l'environnement des Caraïbes.

77. Un certain nombre de délégations ont fait observer qu'en Europe la réunion de haut niveau sur la protection de l'environnement de la Commission économique pour l'Europe (CEE) avait ouvert une nouvelle perspective en matière de coopération internationale et ont exprimé l'espoir que le PNUE continuerait d'appuyer les activités de la Commission, conformément à la décision 8/6 A du Conseil, notamment en raison du fait que leur importance débordait du cadre de l'Europe.

78. Un certain nombre de représentants a fait l'éloge des travaux menés à bien par le PNUE au titre du programme des mers régionales et a pris note avec satisfaction des succès toujours plus nombreux qu'il enregistrait dans diverses régions du monde. Un représentant voyait dans le programme une illustration du rôle de catalyseur joué par le PNUE tandis que d'autres étaient d'avis qu'il s'agissait là de l'une des initiatives les plus heureuses du PNUE. Un représentant s'est félicité du choix

d'Athènes comme siège du secrétariat du Plan d'action pour la Méditerranée tandis qu'un autre a demandé que des modifications soient apportées au programme pour la mer Rouge afin que toutes les parties intéressées puissent y participer pleinement.

79. Le Président de la réunion intergouvernementale sur le programme pour l'environnement des Caraïbes, qui s'est tenue à la Jamaïque en avril 1981, a présenté au Conseil un rapport détaillé sur les mesures qui avaient été prises pour lancer le programme et a exprimé l'espoir que le PNUE continuerait d'y coopérer.

80. Après avoir fait observer que la dégradation de l'environnement dans certaines régions représentait une menace sérieuse pour la qualité de la vie et que l'application des remèdes nécessaires pourrait se révéler difficile en raison de l'absence de volonté politique pour ce faire et des intérêts divergents des nations, un représentant a demandé au Conseil d'administration d'adopter une décision sur un "plan de sécurité en matière d'environnement" afin de protéger les pays contre les conséquences néfastes des activités de développement entreprises dans les Etats voisins. Cependant, un autre représentant a souligné que la question considérée avait un caractère bilatéral et qu'en conséquence le Conseil d'administration ne devait pas en être saisi.

81. Un certain nombre de délégations a déploré que la course aux armements entraîne le gaspillage de ressources dont il pourrait être fait un meilleur usage si elles étaient affectées à des projets relatifs à l'environnement, ainsi que les conséquences néfastes que cette course pouvait avoir sur l'environnement. Elles ont insisté sur la nécessité de prendre d'urgence des initiatives en la matière, sur le fait que le PNUE ne pouvait ignorer des questions telles que le désarmement, la paix et la sécurité, que le Directeur exécutif devrait s'employer à accélérer la préparation du rapport du Secrétaire général sur les effets néfastes de la course aux armements et que le PNUE devrait participer activement à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le désarmement. Une délégation cependant était d'avis que le PNUE devrait laisser les questions d'armement aux organismes spécialisés dans ce domaine.

82. Des représentants ont instamment demandé au PNUE d'oeuvrer en vue de l'application de la résolution 35/8 de l'Assemblée générale relative à la responsabilité historique des Etats concernant la préservation de la nature pour les générations présentes et futures, et ils étaient d'avis que cette question n'était pas sans rapport avec la course aux armements.

83. Un représentant a réitéré la demande de son pays tendant à ce qu'une réunion internationale soit convoquée aux fins d'examen du grave problème posé par les restes matériels des guerres et, notamment, par l'indemnisation pour les préjudices causés par ces restes et a instamment demandé au PNUE de procéder aux démarches nécessaires pour la convocation d'une réunion de ce type dans un proche avenir. Un autre représentant a déploré le fait qu'aucun progrès n'ait été enregistré dans l'application de la résolution 35/71 de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1980.

84. Les propositions du Directeur exécutif relatives aux préparatifs de la session d'un caractère particulier ont recueilli l'assentiment général. Plusieurs délégations étaient d'avis que les sessions de 1982 devraient se tenir à Nairobi, entre autres, pour des raisons économiques. Le représentant du Mexique a déclaré que son gouvernement n'insisterait pas pour que la session du Conseil d'un caractère particulier se tienne à Mexico comme il l'avait proposé pour célébrer le

dixième anniversaire de la Conférence de Stockholm et qu'il fournirait au Gouvernement kényen tout l'appui nécessaire. Un certain nombre de représentants ont instamment demandé que la session d'un caractère particulier soit aussi brève que possible, certains d'entre eux estimant qu'elle ne devrait pas durer plus de six jours ouvrables. D'autres délégations cependant ont estimé qu'elle devrait nécessairement durer plus longtemps. Pour plusieurs délégations, sept jours seraient suffisants pour la session ordinaire, d'autant plus que le Directeur exécutif avait, à juste titre, indiqué qu'aucun débat général ne serait nécessaire.

85. De l'avis général, le Conseil d'administration devrait annoncer aux pays, sans ambiguïté et le plus tôt possible, qu'ils devraient se faire représenter à la session d'un caractère particulier au niveau politique le plus élevé et, de préférence, par des ministres.

86. Plusieurs délégations ont insisté sur le fait que le Conseil devrait s'employer à éviter que les deux sessions fassent double emploi; la session d'un caractère particulier devrait avoir pour objet de raviver l'intérêt des gouvernements pour l'environnement et de les amener à réaffirmer leur volonté politique de se consacrer à cette cause. Plusieurs délégations ont souligné le fait que l'on aurait là une excellente occasion de passer en revue l'ensemble des réalisations du PNUE au cours de la première décennie de son existence et d'ébaucher certaines des activités futures. Il a été proposé d'examiner au cours de cette session une étude préparée sur la base d'un rapport d'experts, sur les incidences écologiques de certaines activités militaires, les moyens permettant de remédier à l'inobservance des principes énoncés lors de la Conférence de Stockholm, ou d'en faciliter l'application, et l'appui financier que prête le PNUE à d'autres organismes des Nations Unies, en vue de déterminer la rentabilité de cette aide.

87. La plupart des représentants se sont ralliés à la proposition du Directeur exécutif selon laquelle un seul document principal devrait être présenté à la session d'un caractère particulier. Un représentant a suggéré que le Conseil envisage d'organiser des réunions régionales en vue d'harmoniser les vues des différentes parties sur ledit document et que des rapports nationaux et régionaux sur l'environnement soient également présentés lors de la session. Un autre a instamment demandé au Conseil de commander une étude spéciale sur les divers aspects de la dégradation des sols qui constituait la plus grave des menaces écologiques pesant sur l'environnement. L'on comptait que les divers rapports dont on avait demandé l'établissement pourraient être fusionnés, de façon que la session d'un caractère particulier ne soit pas caractérisée par une prolifération excessive de documents.

88. Plusieurs délégations ont souligné que le rapport sur l'état de l'environnement, dix ans après la Conférence de Stockholm, devrait être utile aux décideurs et établi en étroite collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies. D'autres délégations ont insisté sur la nécessité de tenir dûment compte des réalisations des pays socialistes et ont indiqué qu'un représentant des pays d'Europe de l'Est devrait participer à la rédaction de la version finale du rapport. Au nombre des questions qu'il était proposé d'examiner en profondeur figuraient la production alimentaire, l'énergie et les sols.

89. Une délégation, appuyée par d'autres délégations, a proposé la création d'une commission constituée d'éminentes personnalités, similaire aux commissions Pearson et Brandt, qui serait chargée de l'étude de l'environnement jusqu'à l'an 2000 et au-delà. Des délégations ont proposé que le descriptif des

orientations du programme soit établi par un comité préparatoire intergouvernemental, qui serait créé par l'Assemblée générale, avec le concours de la commission d'éminentes personnalités et se sont ralliées à la proposition selon laquelle seule la première partie du descriptif des orientations du programme, c'est-à-dire la partie consacrée à la communauté de vues, devrait être présentée à la session d'un caractère particulier. Une délégation n'était pas favorable à de nouvelles consultations sur le descriptif des orientations du programme qui se tiendraient hors du cadre du Conseil d'administration. Un certain nombre de délégations a estimé que la formulation des buts du PNUE pour 1982 devrait être repoussée de façon que le volume de la documentation soit maintenu dans des limites acceptables.

90. Une délégation a déploré le fait que le programme en matière d'information pour les sessions de 1981, proposé par le Directeur exécutif ne comporte aucun renseignement sur les contributions que l'on comptait obtenir d'autres organismes des Nations Unies ni sur le rôle crucial que pourraient jouer les organisations non gouvernementales et a prié le Directeur exécutif de donner plus d'indications en la matière, tandis qu'une autre délégation estimait que le programme devrait être plus précis et axé sur un nombre limité d'éléments qui auraient un plus grand impact. Un représentant était d'avis que les activités entreprises par les pays pourraient accroître l'impact de la célébration du dixième anniversaire, alors qu'un autre estimait que des prix et des médailles devraient être accordés pour promouvoir la protection de l'environnement.

91. Plusieurs délégations ont souligné la nécessité pour le PNUE de se borner à des domaines écologiques où lui seul était en mesure de réaliser des objectifs déterminés et de ne pas entreprendre de projets trop ambitieux ou controversés. Des délégations ont souligné que les intéressés sauraient faire fructifier les efforts que le PNUE déployait en tant que catalyseur ainsi que les activités de préinvestissement qu'il entreprenait au sein de groupements intergouvernementaux régionaux. De l'avis d'une délégation, le Conseil d'administration devrait poser le principe selon lequel les programmes avaient pour objet de favoriser les pays qui en avaient le plus besoin; d'autres ont instamment demandé que l'assistance fournie aux pays en développement soit répartie plus équitablement tandis qu'un petit nombre de délégations insistait sur la nécessité d'allouer plus de crédits aux projets intéressant l'Afrique; une délégation a indiqué qu'à l'avenir, le PNUE devrait être plus sélectif en ce qui concernait le choix des programmes prioritaires tandis qu'une autre a demandé que l'on procède à une analyse approfondie des raisons pour lesquelles les objectifs assignés à certains programmes tels que le Système mondial de surveillance continue de l'environnement (GEMS), les océans et les écosystèmes arides et semi-arides, n'avaient pas été atteints.

92. Les participants étaient dans l'ensemble satisfaits de la concision et de l'utilité du rapport sur l'exécution du programme présenté par le Directeur exécutif (UNEP/GC.9/5 et Corr.1 et Add.5). Une délégation a suggéré de faire dudit rapport une publication annuelle, dont on accentuait éventuellement le caractère analytique, tandis qu'une autre était d'avis qu'il convenait d'insister davantage sur les systèmes de lutte contre les parasites ainsi que sur l'évaluation des terrains de parcours.

93. Un certain nombre de délégations s'est félicité du plan à moyen terme pour la période 1982-1983. De l'avis d'une délégation, il était essentiel de veiller à ce que le plan soit suffisamment précis pour orienter l'action du PNUE, exclure toute possibilité d'interprétation erronée et permettre des modifications le cas échéant, tandis qu'une autre a indiqué que les rapports entre les divers éléments devraient être clairement définis.

94. Dans l'ensemble, les participants ont accueilli favorablement le rapport sur l'état de l'environnement pour 1981; un orateur, cependant, estimait qu'il ne tenait pas suffisamment compte des conditions socio-économiques prévalant dans les pays socialistes. Une délégation a déclaré que le Conseil d'administration ne devait pas se contenter de prendre note du rapport, mais qu'il fallait que les gouvernements s'engagent à prendre des mesures concrètes. Une autre délégation a appuyé la suggestion du Directeur exécutif selon laquelle les pays devraient allouer une partie de leur produit national brut à la lutte contre la pollution et a proposé de modifier la section du rapport sur les eaux souterraines de façon que les zones humides et les zones arides fassent l'objet de rubriques distinctes. Une délégation a notamment souligné l'importance que revêtait l'économie de l'environnement en tant que méthode permettant d'analyser l'efficacité des diverses mesures adoptées pour protéger l'environnement et d'évaluer les dommages occasionnés par une planification du développement économique défectueuse.

95. Nombre de représentants ont indiqué qu'ils attachaient une importance particulière au Plan Vigie. Les renseignements toujours plus nombreux fournis par le GEMS étaient accueillis favorablement; toutefois, une délégation a souligné que le GEMS ne pourrait jouer de rôle vraiment utile que dans la mesure où il aurait une portée véritablement mondiale, tandis qu'une autre était d'avis que le programme devait être plus précis et faire l'objet d'une coordination plus poussée.

96. On a estimé qu'en raison de la grande importance qu'il revêtait, le programme du Système international de référence aux sources de renseignements sur l'environnement (INFOTERRA) méritait d'être appuyé; toutefois, une délégation a critiqué l'appareil administratif du réseau qui était pléthorique, ainsi que le peu d'avantages qu'en tiraient les pays.

97. Plusieurs représentants ont fait l'éloge des travaux menés à bien au titre du Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques (RISCPT) et ont instamment demandé au PNUE de développer ses activités afin qu'il soit possible de faire face à la menace de plus en plus grande que faisait peser l'utilisation généralisée des substances chimiques toxiques, et de veiller à ce que les pays en développement ne deviennent pas des dépotoirs de produits pharmaceutiques et chimiques dangereux. Un représentant a souligné la nécessité de dissuader les exportateurs de produits chimiques dangereux, de commercialiser lesdits produits dans les pays en développement. On a souligné que les efforts devaient être coordonnés de façon à étendre les activités du RISCPT relatives à des substances chimiques déterminées et y inclure l'étude des substances chimiques potentiellement toxiques découvertes ou élaborées depuis l'étude précédente. Après avoir rappelé la proposition selon laquelle une liste de substances chimiques dangereuses devrait être établie aux fins de présentation au Conseil à sa dixième session, et après avoir accueilli favorablement le rapport préliminaire du Directeur exécutif sur cette question, une délégation a exprimé l'espoir qu'aux fins d'établissement de ladite liste, le Directeur exécutif ferait appel aux spécialistes dont disposait le RISCPT et, le cas échéant, à d'autres experts.

98. Certaines délégations ont instamment demandé au PNUE de faire plus d'efforts pour la mise en oeuvre du programme mondial d'études de l'incidence du climat; d'autres ont demandé qu'un programme international consacré à l'oxyde de carbone soit entrepris. Un certain nombre de délégations s'est déclaré favorable à la rédaction d'une convention pour la protection de la couche d'ozone. Il a été proposé de créer un groupe de travail qui en établirait l'avant-projet et de confier au Comité de coordination pour la couche d'ozone la supervision de cette opération.

99. Bon nombre de représentants se sont déclarés gravement préoccupés par la progression de la désertification et ont appuyé le PNUE dans ses efforts pour coordonner la mise en oeuvre du Plan d'action pour lutter contre la désertification. Ils se sont félicités de la coopération qui s'était établie entre le PNUE et le PNUD, ainsi que par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS) pour la lutte contre la désertification dans la région soudano-sahélienne, et il a été demandé que le Bénin soit inscrit sur la liste des pays qui peuvent recevoir une assistance par l'intermédiaire du BNUS. Le représentant du Mexique a offert d'étudier la possibilité pour son gouvernement d'accueillir une conférence sur la surveillance du processus de la désertification, à laquelle participeraient les pays de l'hémisphère occidental, ou même un plus grand nombre de pays.

100. Une délégation a estimé que les fonctions du Groupe consultatif de la lutte contre la désertification devraient être redéfinies et précisées, tandis qu'une autre a dit que le Service de la lutte contre la désertification du PNUE devrait être étoffé et renforcé pour pouvoir donner la priorité à l'évaluation de la mise en oeuvre du Plan d'action bien avant l'échéance de 1985.

101. Une délégation a demandé au Conseil d'administration d'ajouter le Bangladesh à la liste des pays susceptibles de recevoir une assistance dans le cadre du Plan d'action pour lutter contre la désertification. Une autre a indiqué qu'elle s'opposerait fermement à toute proposition tendant à cette fin.

102. Les activités entreprises par le PNUE dans le domaine des forêts tropicales ont été appuyées. Une délégation a regretté que la deuxième réunion d'experts prévue n'ait pas pu avoir lieu, soulignant qu'il fallait d'urgence dresser un plan d'action mondial. Une autre délégation a toutefois dit que ce plan n'était pas nécessaire et qu'il entraînerait des violations inacceptables de la souveraineté nationale. Une délégation a souligné la nécessité de recueillir et de diffuser des renseignements, d'élaborer des stratégies, de mettre au point des techniques de gestion et de développer la formation relative aux forêts tropicales.

103. On a loué le PNUE pour les efforts qu'il déployait en vue de formuler une politique mondiale des sols et on a suggéré qu'il étudie davantage la productivité des sols. De l'avis d'une délégation, les lignes directrices que le PNUE établissait au sujet de l'érosion des sols et de l'envasement seraient extrêmement utiles. Une autre s'est déclarée en faveur de la surveillance mondiale de la dégradation des sols, tandis qu'une troisième a appelé l'attention sur le rapport de la deuxième réunion d'experts sur la politique mondiale des sols et a insisté sur la nécessité de prendre de nouvelles mesures pour donner suite à ses recommandations aux niveaux national, régional et international. Une délégation a demandé instamment au PNUE de veiller à ce qu'on donne la priorité à la solution des problèmes relatifs à la dégradation des sols, auxquels la nouvelle stratégie internationale du développement faisait une place spéciale.

104. Nombre de délégations ont appelé l'attention sur la crise mondiale de l'énergie et sur ses effets sur un grand nombre de pays en développement, particulièrement du fait de l'appauvrissement des ressources forestières que les pays exploitaient pour y remédier. Certains ont mis en évidence les efforts déployés pour satisfaire les besoins en combustible domestique au moyen du gaz de fermentation, par exemple, ou par l'amélioration du rendement énergétique des systèmes de combustion du bois. On a estimé que le PNUE pourrait soutenir utilement ces efforts en aidant les Etats à développer leurs recherches et les moyens nécessaires à l'exploitation des sources nouvelles d'énergie, plus particulièrement l'énergie éolienne, le gaz de fermentation, etc.

105. Bon nombre de délégations ont insisté sur l'importance, plus particulièrement pour les pays en développement, de la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, qui devait se tenir bientôt, soulignant les liens qui existaient entre le développement, l'utilisation des sources nouvelles d'énergie et la conservation et la protection de l'environnement. Un certain nombre de délégations ont insisté pour que le PNUE apporte une contribution technique à la Conférence et participe, le cas échéant, à l'application des recommandations qu'elle adoptera. Une délégation a appelé plus spécialement l'attention sur la gravité de la crise du bois de chauffage et, appuyée par d'autres, a proposé que le Conseil lance un appel au Comité préparatoire de la Conférence à ce sujet. Un autre représentant a offert de communiquer deux études réalisées dans son pays sur les questions énergétiques en tant que contribution aux travaux de la Conférence.

106. Plusieurs délégations se sont félicitées de l'intention du PNUE de contribuer aux préparatifs de la Conférence sur les pays les moins avancés, qui devait avoir lieu sous peu. On a fait observer que les participants à cette conférence ne devraient pas perdre de vue que l'énergie conditionne dans une large mesure les perspectives de développement de ces pays.

107. Plusieurs délégations ont accueilli avec intérêt le rapport du Directeur exécutif sur la coopération internationale en matière de ressources naturelles partagées. Une délégation a demandé instamment que le Conseil adopte les principes relatifs aux ressources naturelles partagées et invite les gouvernements à les respecter. Une autre a cependant souligné que le PNUE ne devrait pas aller au-delà de ce qui a été décidé par l'Assemblée générale, et qu'il ne devrait surtout pas agir comme si les principes étaient déjà largement acceptés.

108. Il a été jugé que le droit de l'environnement prenait une importance croissante et les travaux menés par le PNUE dans ce domaine ont été appuyés. Une délégation s'est félicitée en particulier que le PNUE ait l'intention d'entreprendre la rédaction d'une convention mondiale sur l'évaluation des effets exercés sur l'environnement.

109. Un certain nombre de délégations se sont félicitées des travaux réalisés pour préparer la réunion spéciale de hauts fonctionnaires d'administrations nationales spécialistes du droit de l'environnement qui doit se tenir à Montevideo en novembre 1981 et dont les participants devraient établir un cadre et un programme en vue du développement à long terme du droit de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne les intérêts des pays en développement. Une délégation a estimé que le programme devrait être formulé de manière à englober les éléments ayant trait à l'évaluation et à la gestion ainsi que les mesures d'appui. D'autres, tout en se félicitant de la tenue d'une réunion préparatoire officieuse à Ottawa en 1980, ont estimé qu'il faudrait élargir les priorités dont ils avaient dressé la liste en y inscrivant les problèmes que posent aux pays en développement la gestion, la protection et l'exploitation rationnelle de leurs ressources naturelles. Une autre délégation a souligné que le Conseil devrait donner des directives précises au Comité préparatoire pour l'établissement de l'ordre du jour de la réunion spéciale et a exprimé l'espoir que les travaux préparatoires aboutiraient à identifier des problèmes et des thèmes de discussion qui justifieraient la participation de son gouvernement.

110. Notant que l'éducation en matière d'environnement était d'une importance capitale si l'on voulait former ceux qui devraient s'occuper plus tard de la gestion de l'environnement, une délégation a dit qu'on ne saurait assez insister sur la nécessité d'établir un centre d'activité du programme pour l'éducation en matière

d'environnement. Le PNUE devrait redoubler d'efforts pour encourager l'établissement de réseaux d'institutions chargées de l'éducation et de la formation en matière d'environnement et il devrait accorder la priorité, dans le cadre du programme, à l'assistance technique et financière nécessaire aux gouvernements. Une autre délégation s'est déclarée du même avis, félicitant le PNUE d'appuyer le Centre international de formation et d'éducation en sciences de l'environnement (CIFCA), et accueillant favorablement les travaux tendant à créer un réseau d'établissements d'éducation en matière d'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes.

111. Un certain nombre de délégations se sont félicitées du rôle joué par les organisations non gouvernementales dans les activités du PNUE, particulièrement en ce qui concerne la sensibilisation du public aux questions écologiques, et ont fait observer que ces organisations pourraient apporter une contribution spéciale à la célébration du dixième anniversaire de la Conférence de Stockholm. Une délégation a demandé que l'UICN soit ajoutée aux organisations dont le Directeur exécutif traite dans son rapport sur les relations avec les organisations non gouvernementales.

112. Plusieurs délégations ont exprimé l'opinion que le montant des dépenses prévues par le Directeur exécutif dans le plan à moyen terme pour 1982-1983, qui était de l'ordre de 120 millions de dollars, était raisonnable, tandis que d'autres le jugeaient un peu faible : si l'on voulait que les activités augmentent de 25 p. 100 en termes réels au cours de l'exercice biennal, il faudrait que les contributions au Fonds atteignent 150 millions de dollars environ. D'autres, en revanche, ont estimé qu'il n'était pas réaliste de fixer ce chiffre à 120 millions de dollars et que le Conseil ne devrait pas approuver un programme s'il semblait qu'on ne recueillerait pas assez de fonds pour en assurer le financement et qu'il devrait au contraire se fonder sur le niveau des contributions escomptées pour établir le budget pour 1982-1983. Une délégation a déclaré que l'on pourrait également fixer en plus un chiffre indicatif qu'il serait souhaitable d'atteindre. Une autre délégation a proposé de présenter différents programmes établis sur la base de différents niveaux de contributions et plusieurs ont souligné que si le niveau de contributions ne pouvait pas être déterminé avec certitude, le PNUE devrait revoir ses priorités. Une délégation a suggéré que le PNUE tienne compte des ressources financières disponibles dans le cadre de ses activités de planification tandis qu'une autre a déclaré que le Conseil d'administration devait avoir toute latitude pour modifier des projets ou y mettre fin chaque année selon que de besoin.

113. Une délégation a fait remarquer que le PNUE avait continué à encourir des dépenses d'administration considérables, notamment au titre de missions coûteuses mais pas toujours efficaces. En outre, le PNUE avait toujours tendance à imputer au budget ordinaire de l'ONU le coût de services qui par le passé étaient pris en charge par le Fonds. Il faudrait remédier à cette situation, non seulement pour améliorer l'efficacité du programme mais aussi pour faciliter la mobilisation des ressources disponibles.

114. Les participants se sont félicités des efforts déployés pour augmenter les ressources du Fonds. Plusieurs délégations ont demandé aux gouvernements d'accroître leurs contributions au Fonds ou au moins de les maintenir à leur niveau actuel en valeur réelle. De nombreuses délégations ont annoncé les contributions de leurs gouvernements pour la période 1982-1983, contributions qui, dans de nombreux cas, étaient en hausse par rapport à la période précédente.

115. On a jugé regrettable l'écart entre le montant effectif des contributions et les prévisions et on s'est déclaré préoccupé par la tendance à différer les versements au Fonds. Un représentant s'est inscrit en faux contre les accusations selon lesquelles un gouvernement déterminé était responsable des retards intervenus dans l'exécution du programme. Le PNUE disposait d'investissements importants qu'il aurait pu utiliser; en outre, ces retards pouvaient être imputables au nombre important de postes vacants et au renouvellement rapide des effectifs.

116. De nombreuses délégations ont appuyé la proposition tendant à créer un guichet spécial en vue de fournir des ressources financières supplémentaires pour faire face aux problèmes écologiques qui se posent dans les pays en développement, comme l'avait demandé l'Assemblée générale. L'une d'elles a déclaré que ce guichet spécial devrait attirer des ressources qui viendraient s'ajouter à celles du Fonds, et qu'il constituerait un mécanisme approprié pour financer une série de programmes concrets. D'autres ont exprimé l'opinion que cette proposition méritait d'être étudiée attentivement tandis qu'une délégation a souligné que si elle était adoptée, il faudrait que les bénéficiaires attachent un degré de priorité élevé aux problèmes environnementaux. Un troisième groupe de délégations, toutefois, s'est opposé à cette proposition, faisant valoir que le PNUE n'était pas un organisme d'aide au développement et que le guichet spécial disputerait à d'autres mécanismes les maigres ressources disponibles tout en contribuant à accroître les frais généraux. Plusieurs délégations ont exprimé des réserves devant l'idée de modifier les règles de gestion financière pour permettre d'affecter des ressources à des fins spéciales, ce qui aurait des incidences sur la nature et le rôle du Fonds.

117. Un représentant a souligné qu'il ressortait des échanges de vues que les différents mécanismes proposés pour obtenir des ressources supplémentaires, comme par exemple l'imposition à l'échelle internationale, de redevances, de droits ou de taxes n'étaient ni opportuns ni réalistes et a déclaré que le PNUE devrait abandonner cette idée.

118. Des délégations se sont déclarées préoccupées par le niveau des avoirs en monnaies non convertibles du Fonds. Plusieurs délégations ont indiqué qu'elles appuyaient énergiquement les efforts déployés par le Directeur exécutif pour encourager les gouvernements qui versent des contributions libellées en monnaies non convertibles à verser au moins 25 p. 100 de leurs contributions en monnaies convertibles en 1982 et qu'ensuite, chaque année, ils augmentent cette proportion. Certaines délégations ont souligné que le fait de verser des contributions en monnaies non convertibles revenait à destiner lesdites contributions à des fins précises, dans le pays contribuant. D'autres délégations ont déclaré qu'elles jugeaient extrêmement important que le Fonds soit alimenté par des contributions volontaires soumises à aucune restriction, et il a été souligné que, du fait de l'accroissement des activités entreprises dans les pays qui versaient des contributions en monnaies non convertibles, les avoirs libellés dans ces monnaies étaient en baisse et que le rapport du Directeur exécutif montrait que les difficultés dont il avait été fait état n'existaient pas.

119. On s'est félicité du progrès que représentait l'adoption de l'arabe comme langue de travail du Conseil d'administration. Un représentant a exprimé l'espoir que toutes les mesures nécessaires avaient été prises à cet effet.

120. Plusieurs délégations se sont déclarées satisfaites des efforts déployés par le PNUE pour mettre en application la décision 8/4 du Conseil, en date du 28 avril 1980, concernant l'assistance au peuple palestinien, tandis qu'une autre a demandé des renseignements sur les mesures prises pour appliquer les diverses résolutions adoptées à ce sujet.

121. Le représentant de l'OLP a dénoncé les pratiques inhumaines auxquelles Israël a recours pour déraciner le peuple palestinien de sa patrie. Parmi les faits nouveaux, intervenus récemment, il convenait de citer de nouvelles annexions de terres, la fermeture de lieux saints et l'adoption de mesures répressives à l'encontre des universités. Israël s'était également livré à des attaques contre les réfugiés palestiniens au Liban tout en s'ingérant dans les affaires intérieures de ce pays. En outre, les politiques adoptées par le nouveau Gouvernement des Etats-Unis avaient amené le monde au bord de la guerre. Le représentant de l'OLP a demandé au Conseil d'administration de condamner Israël, les Etats-Unis d'Amérique et leurs alliés, qui étaient résolus à détruire non seulement l'environnement mais l'existence même du peuple palestinien.

122. Le représentant d'Israël, exerçant son droit de réponse, a déploré que le représentant de l'OLP abuse de son droit de parole au Conseil d'administration. Les conditions de vie des Arabes de Palestine s'étaient beaucoup améliorées depuis 13 ans, et la région jouissait d'une prospérité sans précédent et d'une liberté de religion absolue. Au centre du conflit israélo-arabe, il y avait le refus inflexible de nombreux Etats arabes de reconnaître à Israël le droit d'exister, auquel venaient s'ajouter les activités terroristes de l'OLP, organisation qui ne jouit d'aucune représentativité et dont l'objectif est de détruire l'Etat d'Israël. Israël coopérait avec le PNUD à l'exécution d'un certain nombre de projets dont le peuple palestinien est le bénéficiaire; la meilleure façon de contribuer au bien-être de la population palestinienne était de mobiliser et de coordonner l'assistance internationale.

123. La délégation des Etats-Unis, exerçant également son droit de réponse, a déploré que l'OLP continue à utiliser un organe scientifique et technique à des fins de polémique et de propagande; l'intervention de l'OLP ne méritait aucune réponse digne de ce nom.

124. Un représentant a dénoncé la guerre d'agression menée contre son pays par les autorités d'Hanoï avec l'appui de l'Union soviétique. Les appels lancés par l'Assemblée générale pour qu'il soit mis fin à cette agression et que les troupes vietnamiennes se retirent étaient restés vains, et le Kampuchea était désormais un pays dévasté et inculte. L'agresseur avait pratiqué une politique de la terre brûlée afin de provoquer la famine, tout en ayant recours à des armes chimiques, en violation des accords internationaux. Une commission des Nations Unies devrait être envoyée au Kampuchea pour confirmer la véracité des renseignements fournis. Un autre représentant a déploré les agressions perpétrées récemment contre le Kampuchea et l'Afghanistan, lesquelles entravaient le développement et avaient des effets néfastes sur l'environnement dans ces pays.

125. Plusieurs délégations se sont félicitées que le Directeur exécutif ait donné suite à la décision 8/3 du Conseil, en date du 28 avril 1980, concernant les relations avec l'Afrique du Sud et l'une d'elles l'a prié instamment de veiller à ce que les pays sachent que la situation en Afrique du Sud présentait un risque considérable du point de vue de l'environnement. Une délégation a déclaré que l'apartheid constituait une violation flagrante des principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et a demandé au Conseil d'administration de condamner ce régime et d'assurer toute l'aide requise aux victimes de l'apartheid.

126. La représentante du secrétariat du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) a résumé brièvement les résultats obtenus par le CAEM, dans le domaine de la coopération en matière d'environnement. Les activités prévues pour la période 1981-1985, qui concernaient des domaines d'action prioritaires tels que les techniques peu polluantes ou sans déchets, l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et la mise en place d'un système mondial de surveillance, contribueraient à réaliser les objectifs définis lors de la réunion de haut niveau sur la protection de l'environnement, tenue en 1979 dans le cadre de la CEE. Elle a également fait état d'activités en cours dans le cadre de l'accord de coopération entre le CAEM et le PNUE.

127. Le Directeur exécutif par intérim du programme coopératif pour l'Asie du Sud en matière d'environnement a déclaré que le programme, qui concrétisait l'intérêt profond que les pays participants portaient aux questions d'environnement, avait été conçu comme un effort autonome grâce auquel les ressources de la sous-région seraient gérées de façon à appuyer son développement de façon durable. Il a félicité le PNUE et son Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, dont les efforts inlassables avaient permis que le programme devienne une réalité, et il a fait appel aux organismes donateurs pour qu'ils fournissent l'assistance voulue.

128. Le représentant de la Communauté économique européenne s'est félicité de la coopération entre la Communauté et le PNUE, qui avait conduit à une convergence de vues très marquée entre les deux organisations. Les questions d'environnement occupaient une place importante parmi les nombreuses initiatives prises par la Communauté, notamment en matière d'aide au développement et de réglementation. La Communauté s'intéressait particulièrement aux activités du PNUE relatives au droit de l'environnement et aux mers régionales, et elle y participait activement.

129. La représentante du Centre de liaison pour l'environnement (CLE), prenant la parole au nom de plusieurs organisations non gouvernementales représentées à la session, s'est déclarée préoccupée de constater que l'appui financier au PNUE se relâchait. Elle a accueilli avec satisfaction les propositions du Directeur exécutif concernant la participation des organisations non gouvernementales aux sessions de 1982, qui susciteraient un renouveau d'intérêt pour les problèmes d'environnement, et a donné un aperçu de diverses activités qui étaient envisagées dans le cadre de la commémoration du dixième anniversaire du Programme. Les organisations non gouvernementales se félicitaient de voir que la responsabilité des relations avec les organisations non gouvernementales avait été établie à un niveau élevé de la hiérarchie du PNUE, mais elles persistaient à penser que le fonctionnaire chargé des relations devrait y consacrer tout son temps.

130. Le Directeur général de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) a remercié le PNUE de sa collaboration et les gouvernements de leur appui, a fait état des diverses activités menées à bien par l'Union dans le domaine de la conservation aux fins du développement et il s'est référé tout particulièrement à la Stratégie mondiale de la conservation - qui, de toutes les mesures prises depuis la Conférence de Stockholm, était peut-être celle qui avait fait le plus pour attirer l'attention de la communauté mondiale sur les problèmes de la conservation - dans laquelle on pouvait voir l'expression la plus fidèle du très large mandat conféré à l'UICN dans le domaine de la conservation. L'UICN avait pris diverses mesures pour faciliter l'application directe de la Stratégie, et elle envisageait avec satisfaction de signer avec le PNUE une nouvelle série d'accords de coopération concernant des projets, série qui, espérait-elle, serait prochainement encore élargie.

131. Le Président de la Commission de l'environnement de la Chambre de commerce internationale (CCI), parlant également au nom du Centre international pour l'industrie et l'environnement, a fait savoir que les "Directives en matière d'environnement à l'intention de l'industrie mondiale", qui avaient été adoptées en 1974, allaient être mises à jour et révisées. Il a décrit les activités entreprises par la CCI et ses organes subsidiaires, ainsi que les plans à l'étude pour marquer le dixième anniversaire de la Conférence de Stockholm par une conférence industrielle. Les milieux industriels étaient tout disposés à tenir compte des considérations d'environnement, et même à les anticiper, mais ils rejetaient les contraintes superflues et les simplifications excessives qui vont de pair avec certains slogans ou formules toutes faites comme "pollueur, payeur" et "pollution zéro". Le Président demandait instamment qu'un esprit de coopération et une bonne intelligence président aux rapports entre les gouvernements, l'industrie et les écologistes et qu'aucun partenaire ne doute de la volonté des autres d'atteindre l'objectif commun, à savoir l'amélioration de l'environnement.

132. Après avoir remercié les délégations des observations positives faites pendant le débat général au sujet des réalisations du programme, le Directeur exécutif a attiré l'attention sur un certain nombre de points à propos desquels un accord s'était dégagé. Il s'agissait en particulier de l'intention que le Directeur exécutif avait de continuer à donner un contenu opérationnel aux considérations environnementales incorporées dans la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, de l'importance de l'environnement dans les négociations globales, de la façon d'aborder l'étude des relations réciproques entre la population, les ressources, le développement et l'environnement, de l'utilité du programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement en tant qu'instrument de coordination, et de la teneur de la première section du descriptif des orientations de programme et du processus d'élaboration de cette section. Notant que plusieurs représentants avaient émis des doutes quant à la capacité du PNUE d'influer sur le système des Nations Unies, le Directeur exécutif a souligné que les membres du système des Nations Unies réagissaient de façon très positive aux prises de position du PNUE et a mis en évidence quelques-unes des difficultés auxquelles il fallait faire face en particulier dans les relations avec les institutions : le fait que les institutions n'avaient pas encore de système uniforme d'établissement d'un budget-programme n'était pas la moindre de ces difficultés.

133. Notant que les divergences de vues profondes semblaient exister au sujet de l'objectif financier du Fonds pour l'exercice biennal 1982-1983 et que certains gouvernements demandaient que des économies plus importantes soient réalisées et que les activités soient concentrées, le Directeur exécutif a appelé l'attention sur le nombre d'activités nouvelles qui avaient été proposées et de demandes de fonds qui avaient été faites pendant la session en cours. Bien entendu, le Directeur exécutif se conformerait toujours aux vœux des gouvernements mais il avait besoin de directives claires et précises pour s'acquitter efficacement des responsabilités confiées au Programme. Cela dit, il ne voyait pas comment on pourrait envisager la création d'un mécanisme permanent chargé de surveiller la gestion du Fonds et l'administration des projets alors qu'en sa qualité de Directeur exécutif il était chargé, en vertu de la résolution de l'Assemblée générale portant création du PNUE, de l'administration du Fonds.

134. A propos de la durée de la session d'un caractère particulier et de la dixième session ordinaire, il était important que les gouvernements comprennent qu'il fallait prévoir suffisamment de temps pour que les représentants puissent participer efficacement à la session. Pendant la session en cours, 68 orateurs

étaient intervenus dans le débat général, auquel six séances avaient été consacrées; il y aurait beaucoup plus d'orateurs à la session d'un caractère particulier. A sa dixième session ordinaire, le Conseil serait appelé à adopter des décisions concernant le rapport sur l'état de l'environnement, la périodicité et la durée des sessions du Conseil d'administration, le rapport du Comité administratif de coordination (CAC), le rapport sur les réunions communes des bureaux du PNUE et du Centre Habitat, la présence du PNUE au niveau régional, le programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement et le rapport sur l'exécution du programme, la gestion du Fonds et l'exécution du programme du Fonds, entre autres questions. Compte tenu de ces exigences, le Directeur exécutif était parvenu à la conclusion que la session ordinaire devrait durer au moins neuf jours, et que la session d'un caractère particulier ne devrait pas durer moins de sept jours.

135. Le Directeur exécutif a accueilli favorablement la suggestion tendant à ce que le Conseil rédige une déclaration de principe à l'intention de la Conférence sur l'énergie. Il a également expliqué en détail la nature du rapport sur l'état de l'environnement dix ans après la Conférence de Stockholm. Ce document n'exigeait pas de négociations avec les gouvernements, puisque c'était un rapport du Directeur exécutif. Il serait publié en trois versions différentes : une version scientifique, une version destinée au grand public et un résumé établi par le Directeur exécutif à l'intention des responsables de l'élaboration des politiques.

136. Se référant aux observations faites par une délégation au sujet du solde disponible du Fonds et de ses placements en banque, le Directeur exécutif a expliqué que si les comptes faisaient apparaître des placements d'un montant total de 11,2 millions de dollars à la fin de 1980, divers éléments du passif étaient à déduire de cette somme. Le chiffre le plus important était le solde disponible du Fonds à la fin de l'année, soit 10,8 millions de dollars en monnaies convertibles, dont 6,8 millions de dollars représentant des contributions annoncées mais qui n'avaient pas encore été versées à cette date. Pour cette raison, le Directeur exécutif n'aurait pas été en mesure de prendre des engagements supplémentaires en comptant sur ces fonds, alors qu'il attendait de recevoir des renseignements non seulement sur la date du paiement des contributions de l'Etat en question, mais aussi et surtout sur la question de savoir si cet Etat verserait d'autres contributions.

Décision du Conseil d'administration

137. A la huitième séance de la session, le 25 mai, le Conseil d'administration a examiné un projet de décision présenté par les délégations de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la République démocratique allemande, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur l'environnement et la course aux armements (UNEP/GC.9/L.6/Rev.2).

138. Le représentant de la Chine a rappelé au Conseil la position adoptée par son pays au sujet de l'adoption de la résolution 35/8 de l'Assemblée générale relative à la responsabilité historique des Etats concernant la préservation de la nature pour les générations présentes et futures. La Chine avait toujours été en faveur d'un désarmement véritable, mais estimait que le Conseil d'administration devrait laisser cette question aux conférences des Nations Unies qui étaient spécialement tenues pour en discuter. Sa délégation ne participerait donc pas au vote sur le projet de décision.

139. Le représentant des Pays-Bas, parlant au nom des Etats membres des communautés européennes qui étaient membres du Conseil d'administration, a déclaré que ces pays avaient indiqué leur attitude à l'égard de la résolution 35/8 de l'Assemblée générale lorsqu'ils s'étaient abstenus de prendre part au vote à son sujet à l'Assemblée. Il existait au sein du système des Nations Unies d'autres instances qui étaient compétentes pour étudier les questions relatives au désarmement et il convenait d'éviter les doubles emplois. Les pays au nom desquels il prenait la parole n'estimaient pas que le PNUÉ devrait être appelé à allouer une partie de ses maigres et précieuses ressources à l'examen spécial de questions que d'autres instances étaient mieux à même de traiter. C'est pourquoi ils ne prendraient pas part au vote sur le projet de décision.

140. Le Président a mis alors le projet de décision aux voix. A la demande de la délégation des Etats-Unis d'Amérique, le vote a lieu par appel nominal. Le projet de décision a été adopté par 11 voix contre zéro, avec 33 abstentions (voir la décision 9/4 à l'annexe I). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Bangladesh, Bulgarie, Ethiopie, Ghana, Guinée, Jamahiriya arabe libyenne, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Ont voté contre : Néant.

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Arabie saoudite, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Inde, Indonésie, Islande, Italie, Japon, Kenya, Koweït, Libéria, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Panama, Pays-Bas, Pérou, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Suisse, Thaïlande, Turquie, Uruguay, Venezuela.

141. Le représentant de la Suède a déclaré que son pays n'avait pas cru possible d'appuyer la résolution 35/8 de l'Assemblée générale car elle n'était pas suffisamment précise et ne semblait en mesure de donner de résultats tangibles autres que ceux qui avaient déjà été acquis au moyen de certains accords internationaux. La décision qui venait d'être adoptée faisait en réalité suite à la résolution 35/8, de sorte que la délégation suédoise n'avait pas jugé bon de l'appuyer. Son abstention ne devait cependant nullement être interprétée comme l'indication d'un manque d'appui en faveur du rôle que le PNUÉ jouait légitimement en étudiant les aspects environnementaux des guerres et des conflits armés.

142. Le représentant du Brésil a déclaré que la délégation de son pays s'était abstenue de prendre part au vote sur la résolution 35/8 à l'Assemblée générale et au vote sur la décision que le Conseil venait d'adopter, qui était de nature similaire. Cette décision ne soulignait pas la responsabilité primordiale des puissances nucléaires et ne faisait pas ressortir que les responsabilités des puissances non nucléaires n'étaient pas nécessairement du même ordre.

143. A la même séance, le Conseil a examiné un projet de décision sur les restes matériels des guerres, présenté par le Groupe des Etats d'Afrique.

144. Le représentant de la République fédérale d'Allemagne, parlant également au nom des délégations de l'Australie, de la Belgique, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Italie, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, a demandé que le projet de décision soit mis aux voix. Ces neuf délégations n'estimaient pas que le Conseil était l'instance appropriée pour débattre de la question des restes matériels des guerres et n'étaient pas d'avis qu'il fallait augmenter inutilement la charge du travail du PNUC en lui imposant cette question. Ces problèmes étaient étudiés avec plus de fruits lors d'entretiens bilatéraux. En outre, le projet de décision reposait sur des hypothèses fondamentales d'une validité douteuse concernant certaines questions de droit international général.

145. Le représentant de la Suisse a déclaré que, si le paragraphe 1 du projet de décision était mis séparément aux voix, il ne prendrait pas part au vote, considérant que la question devait faire l'objet de négociations bilatérales. Les revendications des pays victimes des restes matériels des guerres étaient cependant légitimes et il fallait trouver une solution à ce problème, de sorte qu'il voterait en faveur du projet de décision.

146. Le projet de décision a été adopté par 16 voix contre 8 avec 6 abstentions (voir la décision 9/5 de l'annexe I).

147. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit qu'il avait voté en faveur du projet de décision pour les raisons que la délégation de son pays avait déjà exposées lors du vote sur la résolution 35/71 de l'Assemblée générale. Le représentant de la République démocratique allemande a souscrit à ces observations.

148. A la même séance, le Conseil a adopté par consensus un projet de décision présenté par les délégations de l'Indonésie, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, du Nigéria, de la Norvège, des Pays-Bas, du Soudan et du Sri Lanka intitulé "Liste de substances chimiques dangereuses" (UNEP/GC.9/L.11) (voir la décision 9/6 à l'annexe I).

149. Le Conseil a ensuite adopté par consensus un projet de décision concernant la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables présenté par les délégations du Bangladesh, du Bénin, du Canada, de la Chine, du Danemark, de la France et des Pays-Bas (UNEP/GC.9/L.13) (voir la décision 9/7 de l'annexe I).

150. A la 9ème séance de la session, le 26 mai, le Conseil a adopté par consensus un projet de décision sur la politique et la mise en oeuvre du programme dont le texte avait été proposé par le Président (UNEP/GC.9/L.14 et Corr.1) (voir la décision 9/1 de l'annexe I).

151. Le représentant du Koweït, parlant au nom du Groupe des pays arabes, a fait consigner au procès-verbal que, selon leur interprétation du paragraphe 1 de la section III de la décision qui venait d'être adoptée, le Directeur exécutif poursuivrait ses entretiens avec l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement au sujet de la mise au point définitive de la proposition de projet d'assistance au peuple palestinien qui était décrite dans le rapport introductif du Directeur exécutif (UNEP/GC.9/2, par. 20). Selon leur interprétation

encore, ces entretiens seraient rapidement menés à bonne fin et le projet serait réalisé sans tarder, et le Directeur exécutif étudierait d'autres activités tendant à assurer l'application de la résolution 34/133 de l'Assemblée générale dans le domaine de compétence du Programme.

152. Le Conseil d'administration a ensuite adopté par consensus un projet de décision dont le texte était proposé par le Bureau du Conseil d'administration au sujet de la session d'un caractère particulier de 1982 (UNEP/GC.9/L.9) (voir la décision 9/2 de l'annexe I).

153. A la même séance, le Conseil a examiné un projet de décision présenté par le Groupe des Etats africains au sujet des dépenses mondiales d'armement (UNEP/GC.9/L.10/Rev.1), ainsi qu'un ensemble de propositions d'amendements à ce projet qui lui étaient présentés par le Groupe des Etats d'Europe orientale (UNEP/GC.9/L.10/Rev.1/Add.1).

154. Le représentant de la Chine a dit que, s'ils étaient retenus, les amendements proposés enlèveraient au projet de décision une partie de sa force et qu'ils étaient en fait un écran de fumée cachant l'expansion militaire, les préparatifs de guerre et une politique d'agression. C'est pourquoi il ne prendrait pas part au vote. Le représentant du Bangladesh s'est déclaré du même avis.

155. Les représentants de l'Egypte et du Libéria ont déploré l'absence de consultations avec les auteurs du projet de décision au sujet des amendements proposés, que ceux-ci rejetaient catégoriquement.

156. Conformément à l'article 53 de son règlement intérieur, le Conseil a ensuite procédé à un vote sur les amendements qu'il était proposé d'apporter au projet de décision. Ils ont été rejetés par 11 voix contre 5, avec 25 abstentions.

157. Le Conseil a ensuite abordé l'examen du projet de décision lui-même. Le représentant des Pays-Bas, prenant la parole au nom des Etats membres des communautés européennes qui étaient membres du Conseil d'administration, a fait remarquer qu'il existait dans d'autres organismes des Nations Unies des instances appropriées pour traiter des questions de désarmement et qu'il convenait d'éviter tout double emploi. De plus, pour pouvoir allouer une partie des fonds consacrés aux dépenses militaires à la protection de l'environnement ou au développement, il faudrait au préalable établir des instruments efficaces et sûrs pour mesurer et comparer le montant de ces dépenses dans les pays à économie de marché et dans les pays à économie planifiée centralement. Sinon, toute tentative pour établir un lien entre les dépenses militaires et d'autres programmes aboutirait à des résultats sujets à caution.

158. Le représentant de la Suède a fait remarquer que son gouvernement s'occupait très activement d'encourager les initiatives tendant au désarmement dans les diverses instances des Nations Unies et faisait aussi de son mieux pour favoriser la coopération internationale dans le domaine de l'environnement. Le lien proposé dans le projet de décision entre les dépenses d'armement et les ressources destinées à l'amélioration de l'environnement était toutefois contraire à la politique de la Suède.

159. Le représentant de l'Arabie saoudite a dit que le PNUE n'était pas le lieu approprié pour débattre des questions de désarmement. De plus, en l'absence d'accords internationaux prévoyant des arrangements différents, les ressources

destinées au PNUE provenaient nécessairement des contributions volontaires. Enfin, sous sa forme actuelle, le projet de décision portait atteinte à la souveraineté des Etats.

160. Le représentant de la Suisse a déclaré que, bien que son pays se soit constamment opposé à la course aux armements et comprenne l'inquiétude que soulevaient les conséquences éventuelles de l'utilisation des armes pour l'environnement, son gouvernement estimait qu'il n'était pas du ressort du PNUE de s'occuper de ces questions, qui devraient être laissées à d'autres organismes internationaux. Il s'abstiendrait par conséquent de prendre part au vote sur le projet de décision.

161. Le Président a alors mis le projet de décision aux voix. Celui-ci a été adopté par 17 voix contre 2, avec 23 abstentions (voir la décision 9/8 de l'annexe I).

162. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'il s'était abstenu de prendre part au vote sur le projet de décision car son gouvernement estimait que les ressources supplémentaires qui seraient affectées au développement et à la protection de l'environnement devraient provenir d'une partie des ressources libérées par la compression des dépenses militaires, conformément à la résolution 3093 A (XXVIII) de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1973. Les représentants de la Bulgarie et de la République démocratique allemande ont souscrit à cette déclaration.

163. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a regretté que cette décision établisse un lien entre le désarmement et la protection de l'environnement. En exprimant les objectifs sous forme d'un pourcentage déterminé, on ne ferait que restreindre les efforts déployés pour protéger l'environnement et, dans le cas des Etats-Unis, on aboutirait en fait à diminuer fortement les fonds alloués à cette fin.

164. Le Conseil est passé ensuite à l'examen du projet de décision sur la solidarité avec les victimes de l'apartheid en Afrique australe, présenté par le Groupe des Etats d'Afrique (UNEP/GC.9/L.17).

165. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a appelé l'attention sur le fait que le projet de décision n'avait pas été soumis dans les délais prévus à l'article 43 du règlement intérieur. Il a proposé que le Conseil refuse d'examiner le projet pour ne pas créer un précédent regrettable et a demandé qu'il soit procédé à un vote par appel nominal.

166. Le Conseil a soumis alors la motion du représentant des Etats-Unis à un vote. Celle-ci a été rejetée par 25 voix contre 13, avec 6 abstentions.

167. Le représentant de l'Argentine a déclaré qu'il n'avait pas pris part au vote sur la motion de procédure parce que, tout en regrettant de ne pas avoir eu l'occasion de débattre du projet de décision, il ne désirait pas entériner une pratique contraire au règlement intérieur du Conseil.

168. Le Conseil ayant repris l'examen du projet de décision, un certain nombre de représentants ont exprimé des réserves au sujet de certaines de ses dispositions, qui sortaient à leur avis du domaine de compétence du Conseil. Les auteurs ont alors demandé qu'un délai leur soit accordé pour procéder à d'autres

négociations au sujet du projet. Le représentant du Royaume-Uni, appuyé par le représentant des Etats-Unis d'Amérique, a demandé que le projet soit mis aux voix immédiatement. Les représentants de la Malaisie et de l'Argentine se sont opposés à cette motion. Le Conseil a alors voté sur la motion tendant à mettre immédiatement aux voix le projet de décision. Cette motion a été rejetée par 32 voix contre 12, avec 3 abstentions.

169. Le projet a ensuite été retiré brièvement pour que des consultations puissent avoir lieu. Par la suite, le représentant de l'Ethiopie a présenté une version révisée du projet, appuyé par la délégation de l'Inde qui, d'après lui, tenait compte des critiques formulées.

170. Le représentant des Pays-Bas, parlant au nom des Etats membres des communautés européennes qui étaient membres du Conseil, a déclaré que le Directeur exécutif ne devrait pas être impliqué directement dans des questions comme la lutte contre l'apartheid, qui étaient du ressort d'autres instances. Les délégations de ces pays, qui avaient exprimé à plusieurs reprises leur aversion pour l'apartheid, voteraient donc contre le projet de décision. Les représentants de l'Australie, des Etats-Unis d'Amérique et de la Nouvelle-Zélande se sont joints à cette déclaration.

171. Le représentant de la Suède a dit que la proposition consistant à inviter le Directeur exécutif à rechercher des moyens qui permettraient d'assurer un appui aux activités tendant à amener le public à prendre conscience des effets de l'apartheid sur l'environnement était extrêmement contestable. Bien que l'apartheid puisse avoir des conséquences pour l'environnement, la Suède estimait que c'était contre l'apartheid même qu'il fallait lutter et que la lutte devrait être menée en d'autres lieux, où la communauté internationale tout entière était représentée.

172. Le représentant de la Suisse a dit que son gouvernement avait toujours souligné qu'il importait de ne pas politiser les débats des organismes spécialisés des Nations Unies. La Suisse condamnait l'apartheid, mais pour préserver l'universalité des organismes des Nations Unies, il voterait contre le projet de décision.

173. Le représentant de l'Argentine s'est félicité des consultations qui venaient d'avoir lieu et qui avaient permis d'aboutir à un texte acceptable. Le projet de décision était maintenant conforme à la nature du PNUE et aux préoccupations qu'inspirait l'environnement, et il reposait sur des principes qui étaient déjà universellement admis.

174. Le Conseil a procédé alors au vote sur le projet de décision. A la demande du représentant de l'Ethiopie, le vote a lieu par appel nominal. Le projet a été adopté par 37 voix contre 12, avec 3 abstentions (voir la décision 9/9 à l'annexe I). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Arabie saoudite, Argentine, Bangladesh, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burundi, Chine, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Ghana, Guinée, Inde, Indonésie, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Koweït, Libéria, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, République socialiste soviétique de Biélorussie,

République socialiste soviétique d'Ukraine, Soudan,
Thaïlande, Turquie, Union des Républiques socialistes
soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre.

Ont voté contre : Allemagne, République fédérale d', Australie, Belgique,
Etats-Unis d'Amérique, France, Islande, Italie,
Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Suisse.

Se sont abstenus : Chili, Japon, Malawi.

CHAPITRE IV

QUESTIONS DE COORDINATION

175. Le point 5 de l'ordre du jour a été examiné lors de la 7ème séance plénière; les délégations étaient saisies à ce propos des documents UNEP/GC.9/4 et Add.1 à 3, Add.3/Corr.1 et Supplément, Add.4 et 5 et Add.5/Corr.1. De nombreuses délégations avaient présenté des observations sur les questions de coordination dans leur intervention au cours du débat général : les opinions qu'elles ont exprimées sont néanmoins résumées dans le présent chapitre.

176. De nombreuses délégations ont félicité le secrétariat des préparatifs qu'il avait faits en vue de l'élaboration du programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement (1984-1989). Plusieurs délégations se sont félicitées des efforts faits pour obtenir le concours d'autres organisations du système des Nations Unies, ainsi que de la réaction positive de ces organisations aux décisions et aux résolutions pertinentes du Conseil d'administration, du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale, dont témoignait le rapport du Comité administratif de coordination au Conseil d'administration. D'autres délégations, toutefois, ont déclaré qu'elles n'étaient pas entièrement convaincues que la coordination et la coopération entre le PNUE et d'autres éléments du système des Nations Unies fussent aussi fructueuses et effectives qu'elles devraient l'être. Elles ont insisté sur la nécessité d'une coopération active entre le PNUE et les autres organismes du système des Nations Unies et ont prié instamment les gouvernements de donner des instructions à cet effet à leurs délégations dans les différents organes directeurs. Plusieurs délégations, soulignant que l'adoption du programme à l'échelle du système amènerait à examiner sérieusement la façon dont le PNUE s'acquittait de sa fonction de coordination et de son rôle de catalyseur au sein du système des Nations Unies, ont prié le Directeur exécutif d'analyser les mesures que les autres organismes des Nations Unies se proposaient de prendre pour appliquer les dispositions du programme à l'échelle du système se rapportant à leurs mandats respectifs, et d'étudier également la mesure dans laquelle les décisions du Conseil d'administration du PNUE avaient influé sur les programmes de ces organisations, et de présenter au Conseil d'administration, à sa dixième session, un rapport sur les résultats de cette analyse.

177. Quelques délégations, tout en s'associant aux commentaires favorables qui avaient été faits par d'autres délégations au sujet de la structure et de la teneur du projet de programme à l'échelle du système, ont estimé néanmoins que comme les ressources disponibles pour exécuter ce programme étaient limitées, il importait d'évaluer clairement l'ordre de priorité des mesures à prendre, et de délimiter avec précision les responsabilités respectives du PNUE et des autres organismes intéressés du système des Nations Unies. Il fallait profiter de ce que de nombreux organismes des Nations Unies avaient déjà commencé à incorporer les considérations relatives à l'environnement dans leurs programmes.

178. Une délégation a fait observer que le programme à moyen terme à l'échelle du système ne pourrait être appliqué si des crédits suffisants n'étaient pas dégagés à cet effet dans l'ensemble du système des Nations Unies.

179. De nombreuses délégations se sont référées au descriptif des orientations du programme qu'elles jugeaient extrêmement important. Elles ont approuvé la structure proposée par le CAC et le Directeur exécutif et elles ont reconnu que pour la session d'un caractère particulier le PNUE devrait s'efforcer de définir seulement l'attitude collective de la communauté mondiale à l'égard des problèmes d'environnement de l'avenir; le document entier devrait être prêt en 1984. Une délégation a estimé que le descriptif des orientations du programme était le fondement politique naturel du programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement, et constituait le principal point de départ des efforts tendant à incorporer les considérations relatives à l'environnement dans l'évaluation de la nouvelle Stratégie internationale du développement; en établissant le document, il faudrait exploiter pleinement les résultats des travaux des organismes des Nations Unies sur les relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement. Une autre délégation a estimé que le travail d'élaboration du descriptif des orientations du programme pourrait aider à déterminer les tendances environnementales auxquelles il faudrait s'intéresser à l'avenir, tandis qu'une autre encore a souligné que ce travail pourrait contribuer pour beaucoup à renforcer la coordination des programmes d'environnement du système des Nations Unies.

180. Plusieurs délégations ont présenté des suggestions quant à l'élaboration du descriptif des orientations du programme de manière à garantir la pleine participation des gouvernements, des organisations régionales, des milieux scientifiques et du système des Nations Unies; il a été proposé en particulier que l'Assemblée générale crée un comité préparatoire intergouvernemental, et qu'une commission indépendante d'experts de haut niveau soit constituée. Une délégation a toutefois déclaré qu'elle ne pouvait approuver l'idée de créer un nouveau mécanisme gouvernemental en dehors du cadre offert par le Conseil d'administration.

181. Plusieurs délégations ont prié instamment le Directeur exécutif de prendre en considération le bon travail réalisé par les commissions économiques régionales dans le cadre des arrangements actuels selon lesquels le PNUE finançait des groupes de coordination de l'environnement dans les secrétariats de quatre des commissions, et elles ont demandé au Directeur exécutif d'envisager de continuer à fournir cet appui en attendant que les commissions puissent s'acquitter elles-mêmes des fonctions considérées. Une délégation a souligné que les commissions régionales étaient particulièrement bien placées pour aider les pays en développement à résoudre des problèmes de protection de l'environnement, qui, pour ces pays, étaient au coeur même du bien-être des populations. Quelques délégations ont mentionné avec satisfaction la coopération qui s'était établie entre le PNUE et la CEE, en particulier dans le cadre de la suite à donner aux conclusions de la Réunion de haut niveau sur la protection de l'environnement tenue en 1979.

182. Plusieurs délégations se sont déclarées satisfaites de l'exposé fait par le Directeur exécutif du Centre Habitat sur la coopération entre le Centre et le PNUE et ont souligné que cette coopération devrait se poursuivre et s'étendre. Une des délégations a insisté sur l'idée que cette coopération devrait trouver son expression essentiellement et avant tout au niveau opérationnel, elle a émis des doutes quant à la valeur des réunions communes des bureaux sous l'angle du rapport coût/avantages, et elle a prié instamment le Directeur exécutif d'étudier cette question en collaboration avec le Directeur exécutif d'Habitat. Une autre délégation a suggéré d'encourager le PNUE et Habitat à promouvoir d'autres activités de recherche-développement sur l'étude des établissements humains dans la perspective des écosystèmes.

183. Le représentant de la FAO a indiqué qu'un groupe de travail interservices des ressources naturelles et de l'environnement avait été créé à la FAO, et il a mis l'accent sur quelques-uns des principaux secteurs de coopération entre la FAO et d'autres organismes des Nations Unies, y compris le PNUE, dans le domaine de l'environnement. La FAO continuerait à apporter son concours à l'harmonisation des programmes d'environnement du système des Nations Unies et elle avait l'intention de jouer pleinement son rôle à cet effet.

184. Le représentant de l'UNESCO, parlant également au nom de l'OIT, a souligné l'importance du rôle que le PNUE jouait dans la coordination globale et à la promotion des activités en matière d'environnement à l'échelle du système des Nations Unies. Il a demandé que les ressources du PNUE soient plus fortement concentrées sur des projets de coopération avec les organismes des Nations Unies et déclaré que le PNUE devrait éviter de disperser ses efforts ou d'entrer en concurrence avec d'autres organismes. L'UNESCO et l'OIT étaient disposées à apporter leur contribution à l'élaboration d'un programme à l'échelle du système dans lequel leurs activités en matière d'environnement trouveraient leur place. Du point de vue de l'UNESCO, l'évaluation du rôle de catalyseur du PNUE se révélerait certainement positive.

185. Résumant les opinions exprimées au Conseil, le Directeur exécutif a noté que les délégations avaient accueilli favorablement le rapport du CAC, et que la plupart d'entre elles étaient fermement convaincues que l'élaboration du programme à l'échelle du système contribuerait à mieux harmoniser les programmes dans l'ensemble du système des Nations Unies. Se référant aux observations faites par quelques délégations qui estimaient que l'influence du PNUE sur le reste du système des Nations Unies n'était pas assez forte, le Directeur exécutif a rappelé que les autres organismes des Nations Unies représentés au niveau le plus élevé dans le cadre du CAC apportaient au PNUE leur appui et leur collaboration et il a déclaré que sans cette compréhension mutuelle, le niveau actuel de coopération n'aurait jamais été atteint. A partir de 1984, la plupart des organismes du système auraient le même cycle de planification à moyen terme et de budgétisation des programmes, ce qui faciliterait beaucoup l'harmonisation des programmes; le Directeur exécutif espérait que de cette façon, les institutions qui collaboraient avec le PNUE à l'exécution du programme relatif à l'environnement seraient en mesure d'annoncer leurs engagements pour le premier exercice budgétaire biennal de la période du programme à moyen terme. Le PNUE continuerait de jouer son triple rôle dans le système des Nations Unies : coopérer avec les autres organismes des Nations Unies, en exerçant son influence par l'intermédiaire de son apport intellectuel et des capitaux de lancement fournis par le Fonds pour l'environnement; exercer une fonction de coordination conformément au mandat conféré au PNUE par l'Assemblée générale; exécuter, en réponse aux demandes spécifiques du Conseil d'administration, des projets tels que le GEMS, INFOTERRA et le RISCPT.

186. Le Conseil dans son ensemble avait largement appuyé le descriptif des orientations du programme. La plupart des délégations avaient approuvé les propositions du Directeur exécutif concernant la structure du document et étaient d'accord avec le Directeur exécutif pour considérer que seule la première partie du document, à savoir l'exposé des vues de la communauté mondiale et des moyens d'y apporter une réponse, devrait être présentée au Conseil d'administration en 1982, dans le document sur les tendances futures de l'action internationale en matière d'environnement. Pour l'essentiel, trois propositions avaient été faites au sujet de la préparation des deux autres parties du document : on avait proposé

un processus intergouvernemental s'appuyant sur une commission indépendante, un processus entièrement indépendant et une troisième solution consistant à ne pas pousser plus avant l'élaboration du document. Le Directeur exécutif a expliqué de façon détaillée la nature et le mode de financement d'une commission indépendante d'experts, soulignant en particulier que les organes de ce genre étaient essentiellement financés par des gouvernements ou des institutions privées. Le Directeur exécutif espérait que le Conseil formulerait des recommandations précises avant la fin de la session après avoir bien pesé les incidences financières et administratives des différentes propositions à l'étude.

187. Le Directeur exécutif a pris note du très vif intérêt que plusieurs délégations témoignaient à la poursuite de la coopération entre le PNUE et les commissions régionales, et il a assuré le Conseil qu'avant de prendre une décision sur l'opportunité de prolonger l'appui fourni aux groupes de coordination de l'environnement créés dans ces commissions, le cas échéant il procéderait à une évaluation approfondie des moyens financiers disponibles et de la capacité des commissions d'assumer les responsabilités en question.

Décision du Conseil d'administration

188. A sa 9ème séance, le 16 mai, le Conseil d'administration a adopté par consensus un projet de décision présenté par le Bureau relatif aux questions de coordination (UNEP/GC.9/L.16) (voir annexe I, décision 9/3).

QUESTIONS INTERESSANT LE PROGRAMME

189. L'examen des points 6 et 7 de l'ordre du jour a été confié au Comité de session I. A cette fin, le Comité était saisi des documents UNEP/GC.9/5 et Corr.1 et Add.1 à 5, UNEP/GC.9/6 et Corr.1 et 2 et Add.1, UNEP/GC.9/7, UNEP/GC.9/8 et Add.1, UNEP/GC.9/INF.1, UNEP/GC/INF.1/Rev.2/Supplément 2, UNEP/GC/INF.5/Supplément 4 et UNEP/GC.9/4/Add.1 et 4. Il est rendu compte au paragraphe 30 ci-dessus de l'organisation des travaux du Comité.

A. Projet des objectifs et de la structure du programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement et degré de précision de ce document

190. Lorsqu'il a présenté le document UNEP/GC.9/7, qui expose, à titre de projet, les objectifs et la structure du programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement, ainsi qu'un programme particulier présenté comme modèle, le Sous-Directeur exécutif a souligné que les organes et organismes concernés des Nations Unies avaient été étroitement associés à l'établissement de ce document, de sorte que celui-ci était une oeuvre commune. Le projet de programme présenté dans le document UNEP/GC.9/7 et ses annexes correspondait donc aux objectifs visés par le programme pour l'environnement du système des Nations Unies tout entier, bien que l'on ait pris soin de ne pas reproduire intégralement les programmes d'autres organismes. Les cycles de programmation des divers organes de l'ONU devaient certes être harmonisés à partir de 1984, mais il n'en restait pas moins difficile d'établir un plan dénué d'ambiguïté jusqu'en 1989, si bien qu'il convenait de s'attacher aux questions d'ordre général de façon à éviter la rigidité. Lorsque le Conseil d'administration aurait donné son avis sur le projet de la structure et des objectifs ainsi que sur le degré de précision du programme à l'échelle du système, le secrétariat multiplierait les consultations avec d'autres membres du système afin d'établir, selon le schéma approuvé, un programme plus détaillé qui serait soumis au Conseil à sa dixième session.

191. Les délégations se sont félicitées du sérieux avec lequel on avait défini la structure et les objectifs du programme à l'échelle du système. En raison du lien étroit qui existait entre la formulation de ce programme et les questions de coordination en matière d'environnement au sein du système des Nations Unies, il fallait que le Conseil examine le programme sous l'angle de cette coordination. La rédaction du programme était une entreprise exaltante, d'autant plus qu'elle impliquait le système tout entier, et une oeuvre de pionnier. Une fois approuvé sous sa forme définitive, le programme devrait être un instrument de coordination interorganisations grâce auquel les efforts internationaux tendant à analyser et atténuer les problèmes écologiques pourraient produire le maximum d'effet. Il devait influencer en particulier le programme de travail et le budget des divers organismes des Nations Unies, auxquels il devait être intégré. A cet égard, il convenait de renforcer la coordination au sein du système pour ne plus avoir à déplorer, par exemple, le fait que certaines organisations n'aient pas fait parvenir au PNUE des renseignements budgétaires suffisants sur les divers programmes indiqués dans le plan à moyen terme du PNUE pour 1982-1983. Il fallait également que les organisations prennent une part plus active aux consultations de programmation en commun portant sur les divers programmes.

192. Certaines délégations ont demandé dans quelle mesure le programme à l'échelle du système liait les organismes du système. Le Comité a donc pris note avec approbation des observations du Comité administratif de coordination, selon lesquelles, "du fait qu'il était conçu et établi en commun, le programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement serait utile au système des Nations Unies tout entier et chacun des organismes tiendrait compte de ses dispositions conformément au mandat que lui avait donné son acte constitutif et à ses procédures de programmation" (UNEP/GC.9/4/Add.1, par. 5).

193. Les délégations ont reconnu que la coordination interorganisations serait grandement facilitée si les représentants des divers gouvernements qui participent aux réunions des organes directeurs des membres du système des Nations Unies s'accordaient sur les questions d'environnement. Il a été unanimement reconnu qu'il fallait redoubler d'efforts pour assurer systématiquement la coordination interministérielle au sein des gouvernements dans ce domaine et qu'il importait que le PNUE soit représenté à un niveau élevé aux sessions des organes directeurs de ces organismes lorsqu'on y examinerait leurs programmes pour l'avenir. Le Comité a noté qu'une fois approuvé à titre définitif par le Conseil d'administration, le programme à l'échelle du système serait soumis pour examen aux organes directeurs des organismes intéressés des Nations Unies.

194. De l'avis général, le programme ne devrait pas englober les domaines dans lesquels les gouvernements étaient seuls à pouvoir et devoir agir. Il devrait toutefois guider les gouvernements dans l'orientation et la mise en oeuvre de leurs programmes relatifs à l'environnement.

195. Un long débat s'est engagé sur la structure du programme à l'échelle du système. Plusieurs délégations se sont félicitées des efforts conjugués déployés par les divers organismes pour présenter un ensemble relativement complet de sous-programmes afin d'offrir un tableau clair de la nature et de l'ampleur des activités que le système des Nations Unies prévoyait de réaliser dans le domaine de l'environnement. Certaines ont toutefois jugé difficile de se prononcer sur les objectifs qui leur étaient présentés, en l'absence de renseignements sur les activités correspondant à chacun d'eux, étant donné que les objectifs étaient forcément formulés en termes généraux. Il a donc été suggéré que, si possible, le PNUE soumette aux gouvernements, pour avis, un projet de programme complet à l'échelle du système, pour leur permettre de participer plus utilement aux travaux préparatoires du programme. Il a été souligné aussi que le programme devrait traduire les vues exprimées lors des réunions intergouvernementales et autres réunions et comités d'experts sur les domaines qui faisaient l'objet des divers programmes.

196. D'aucuns ont déclaré qu'il était indispensable de relier le programme à l'échelle du système aux buts du PNUE pour 1982 et au-delà et au descriptif des orientations du programme qui serait soumis au Conseil d'administration à sa session d'un caractère particulier en 1982, et elles ont fait observer qu'il fallait revoir le programme, tous les deux ans, par exemple, au regard des problèmes qui apparaissaient et des constatations qui étaient faites dans le domaine de l'environnement. Ces examens et perfectionnements périodiques seraient aussi utiles dans la mesure où les plans et allocations budgétaires des sous-programmes se préciseraient avec le temps. Le secrétariat a donné l'assurance que les divers documents pour 1982 étaient préparés parallèlement mais que les liens organiques qui existaient entre eux seraient maintenus.

197. Il a été reconnu que le programme à l'échelle du système ne devait pas comprendre uniquement les activités relatives à l'environnement qui bénéficieraient d'un appui du PNUE ou qui seraient catalysées d'une autre manière par lui, et que toutes activités qui y étaient mentionnées ne devaient pas forcément être coordonnées par le secrétariat du PNUE. Le programme visait à offrir un cadre général aux activités des organismes des Nations Unies en matière d'environnement, et à améliorer leur cohésion et leur coordination par un appui et une influence mutuelle de manière à les rendre rentables et à leur donner le maximum d'impact.

198. Certaines délégations ont fait remarquer qu'un programme complet à l'échelle du système en matière d'environnement ne mettrait peut-être pas clairement en lumière le rôle spécifique du PNUE dans le système. Plutôt que de viser à tout englober, le programme devrait donc définir avec précision les domaines dans lesquels le PNUE devrait intervenir par priorité en fonction de ce qui avait déjà été accompli par le système, et mettre par conséquent l'accent sur les lacunes à combler et l'appui à donner aux initiatives d'importance capitale dans le domaine de l'environnement. Il fallait en particulier mettre en évidence les éléments des sous-programmes de caractère polyvalent qui avaient un lien étroit avec les problèmes de développement des divers pays, par exemple la gamme des questions relatives à la gestion des sols, des ressources en eau et des forêts et à la lutte contre la dégradation des sols. Le programme devrait aussi insister sur l'aide à apporter aux pays en développement dans la réalisation des activités ayant trait à l'environnement.

199. Selon certaines délégations, les objectifs proposés sous forme de projet mettaient trop l'accent sur l'établissement d'études, la collecte de données et la surveillance. Il convenait de faire une plus large place aux travaux pratiques, à l'application des techniques connues et nouvelles en vue de protéger et d'améliorer l'environnement dans les divers pays, notamment par la réalisation de projets pilotes, et au renforcement des centres régionaux de formation et de recherche ainsi que des établissements nationaux pour formuler, appliquer et suivre les programmes d'amélioration de l'environnement. D'autres ont toutefois considéré qu'il était légitime d'insister sur l'évaluation de l'environnement, car le PNUE avait les moyens d'apporter une contribution unique et essentielle dans ce domaine.

200. Plusieurs délégations ont fait remarquer que la structure proposée semblait englober les grands problèmes environnementaux, alors que les directives et critères qui avaient présidé à sa formulation n'étaient pas explicités. Etant donné le caractère souvent très général et transectoriel des problèmes environnementaux, il était peut-être difficile de faire entrer le programme dans des catégories bien définies, mais il n'en restait pas moins possible d'améliorer la structure envisagée en réduisant les chevauchements entre les sous-programmes, qui pourraient éventuellement être restructurés et regroupés, de manière à y mettre en évidence les liens organiques entre les divers sous-programmes, et à rendre la présentation fonctionnelle des objectifs plus homogène au niveau de chacun des sous-programmes. Ainsi, les éléments "recherche", "formation" et "instruments juridiques et études" étaient mentionnés pour certains sous-programmes mais non pour d'autres, même là où ils pouvaient sembler pertinents. Il a été convenu qu'on préparerait une brève annexe au programme qui indiquerait les divers domaines transectoriels et renverrait aux sous-programmes dans lesquels il en était fait mention. Une délégation a appuyé le Directeur exécutif qui se proposait d'élaborer des programmes d'un caractère interdisciplinaire et d'une portée mondiale tels que le GEMS, qui feraient partie du PMTESE.

201. Il a été proposé en particulier de réunir les programmes 9 à 13 sous le titre de "Mise en valeur des ressources naturelles", 4 et 5 sous le titre de "Questions environnementales relatives aux établissements humains", 13 et 14 sous le titre de "Protection des espèces menacées", d'intituler le programme 17 à 19 "Milieu marin", et de réunir les programmes 20 à 22 sous le titre de "Environnement et développement" et 24 et 26 sous le titre de "Mesures d'appui". Une autre proposition consistait à grouper les programmes sous les rubriques terres, eau, air, océans, biotes, établissements humains, industrie, énergie, catastrophes naturelles et les mesures d'appui que sont l'éducation, l'information, la formation et la recherche.

202. Plusieurs délégations ont souligné qu'il convenait de maintenir "Mers régionales" et "Industrie et environnement" sous forme de programmes distincts. Certaines délégations ont suggéré de fusionner "Ressources génétiques" et "Faune et flore sauvages et zones protégées". Plusieurs suggestions ont été présentées au sujet de l'élargissement de la structure. Il a été suggéré en particulier d'envisager d'inclure dans le programme les activités relatives aux écosystèmes de mangroves, aux écosystèmes des zones humides, à l'environnement et au transport, à l'exploitation minière des nodules des fonds marins, aux restes matériels des guerres, en particulier les mines, à l'entreposage des denrées alimentaires et à la prévention des pertes alimentaires, à la contamination de l'espace extra-atmosphérique, aux effets nocifs des produits pharmaceutiques, aux statistiques de l'environnement et au renforcement des établissements nationaux qui s'occupent de l'environnement. Certaines délégations et le représentant de l'UICN ont avancé l'argument selon lequel le champ de la Stratégie mondiale de la conservation était trop vaste pour être restreint au programme relatif à la faune et à la flore sauvages et aux zones protégées et qu'en conséquence devaient s'inspirer de ces éléments tous les programmes pertinents. On a reconnu toutefois que c'était aux gouvernements qu'incombait la responsabilité de mettre en oeuvre la stratégie.

203. Les observations faites au sujet des améliorations à apporter aux différents programmes étaient très précisément les suivantes :

Programme 1 : Une délégation était d'avis qu'il faudrait mentionner d'autres effets que ceux ayant trait à l'acidité à l'objectif iv) du sous-programme 1 a) intitulé "Surveillance et évaluation". Il a également été proposé de limiter le programme aux effets sur l'homme;

Programme 3 : Une délégation a suggéré d'inscrire le problème des maladies professionnelles des travailleurs migrants au sous-programme 3 c) tandis que deux autres considéraient que cette question revêtait un rang de priorité peu élevé;

Programme 4 : On a estimé que dans la mesure où le PNUE devrait s'attacher aux aspects environnementaux de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement, il serait bon que ce programme soit remanié et fusionné avec le programme 9;

Programme 5 : On a souligné qu'il conviendrait de prendre en compte les aspects environnementaux de la planification au niveau des communautés. Il a été proposé en particulier d'ajouter le membre de phrase "aux niveaux national, régional et local" après "la planification et l'aménagement des établissements humains" dans le libellé de l'objectif i) du sous-programme 5 a). Il a également été proposé de faire figurer dans ce programme la protection de l'héritage culturel, y compris les monuments, et la participation du public à l'amélioration de l'environnement des établissements humains;

- Programme 7 : On a estimé que les objectifs du sous-programme 7 d) relatif à la protection de la couche d'ozone étaient plutôt vagues et on a suggéré d'ajouter un élément prévoyant l'élaboration d'un système juridique efficace aux fins de la protection de la couche d'ozone;
- Programme 9 : Il a été proposé d'améliorer la structure d'ensemble des objectifs du programme en y incorporant les éléments environnementaux du programme 4 et en y ajoutant les éléments "formation et recherche";
- Programme 11 : On a estimé que ce programme devait être conçu de façon à mieux répondre aux conditions nécessaires à la mise en oeuvre de la politique mondiale des sols;
- Programme 13 : Il a été proposé d'ajouter trois sous-programmes intitulés "écosystèmes côtiers", "écosystèmes des mangroves" et "écosystèmes des terres humides";

Programmes
17 à 19

- 20 : Une délégation a estimé que l'on pourrait étoffer le programme relatif à la pollution des mers en s'inspirant du programme relatif aux mers régionales. Selon une proposition, le programme 18 devrait comporter des études océanographiques ainsi que d'autres travaux pertinents entrepris par l'UNESCO et d'autres organisations compétentes. Le représentant de l'UNESCO était d'avis de faire figurer dans le programme à l'échelle du système relatif aux mers régionales non seulement les travaux menés à bien par le PNUE au titre de son programme relatif aux mers régionales mais également les travaux entrepris dans ce domaine par les autres organisations du système des Nations Unies;
- Programme 20 : Une délégation a proposé de compléter, dans le libellé du sous-programme 20 b), le membre de phrase "des méthodes appropriées pour évaluer le rapport coût-avantages des politiques environnementales" par le membre de phrase suivant : "et/ou des méthodes pour évaluer le rapport coût-efficacité des dépenses engagées en vue d'obtenir les améliorations de l'environnement souhaitées";
- Programme 21 : Une délégation a déclaré que les rapports entre la condition de travailleur migrant et la dégradation des terres méritaient d'être étudiés;
- Programme 22 : Il a été proposé d'inclure les sous-programmes :
- Incidences écologiques des politiques d'implantation des industries;
 - Traitement, évacuation et recyclage des déchets industriels (les objectifs de cet élément seraient les suivants : élaboration de directives et de manuels concernant le traitement des déchets de certaines industries; définition de critères aux fins de l'élaboration et de l'application de normes en matière d'effluents; organisation de programmes de formation aux techniques de traitement et d'évacuation des déchets industriels;

- Echange de renseignements au niveau international sur la surveillance des effets de l'industrie sur l'environnement;
- Renforcement des organismes responsables de la surveillance des effets de l'industrie sur l'environnement;

Programme 23 : Une délégation a proposé de modifier le titre de ce programme qui se lirait comme suit : "Energie et environnement"; le sous-programme 23 a) devrait, selon elle, être axé sur les nouvelles techniques en matière d'énergie. Une autre délégation a indiqué qu'à son avis le sous-programme 23 c) sortait du cadre d'un programme relatif à l'environnement, qui devait avoir pour principal objectif d'identifier et de promouvoir des méthodes de production et de consommation de l'énergie écologiquement rationnelles. Une autre délégation a proposé d'ajouter un élément intitulé "Méthodes permettant d'économiser l'énergie". Une délégation a suggéré de faire figurer l'énergie d'origine biologique parmi les nouvelles sources visées à l'objectif ii) du sous-programme 23 a), tandis qu'une autre a demandé que l'on insiste sur le caractère non renouvelable des sources d'énergie classiques;

Programme 24 : Il a été convenu d'ajouter le membre de phrase suivant "dans le cadre des institutions existantes" afin d'assortir l'objectif d'ensemble d'une réserve. Une délégation a proposé de remplacer le mot "application" dans le titre du sous-programme 24 a) par les mots "Amélioration et mise en oeuvre". En ce qui concerne le sous-programme 24 b), il a été proposé d'ajouter le mot "directives" après le mot "accords", à la deuxième ligne ainsi qu'après les mots "code de conduite", à la septième ligne, et de modifier le libellé en conséquence. Il a également été proposé de supprimer les mots "un nouvel ensemble" dans le titre du sous-programme et de remplacer le membre de phrase "à la nouvelle Convention sur le droit de la mer" (cinquième ligne) par "aux résultats de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer". On a en outre suggéré de remplacer l'adjectif "juridiques" par les mots "législatives et réglementaires" à la première ligne du libellé de l'objectif i) du programme 24 c);

Programme 25 : Un certain nombre de délégations ont demandé que l'on mette en relief le rôle joué par les universités pour a) que les questions écologiques viennent s'ajouter aux disciplines traditionnelles et b) que de nouveaux programmes d'études sur l'environnement soient entrepris, en particulier dans les pays en développement, où devaient être renforcés les moyens institutionnels nécessaires à cette fin;

Programme 26 : Une délégation a estimé qu'il fallait insister davantage sur la nécessité de promouvoir la gestion de l'environnement à divers niveaux.

204. Le Comité a examiné le modèle détaillé du programme à moyen terme à l'échelle du système relatif aux ressources génétiques présenté à l'annexe III du document UNEP/GC.9/7, afin de déterminer la structure et le degré de précision dont devrait

s'inspirer l'élaboration du reste du programme. De l'avis général, le modèle présenté était satisfaisant tant du point de vue de la structure que du degré de précision, bien que l'on ait estimé de l'améliorer de façon à donner un aperçu plus complet, plus cohérent et plus clair des activités entreprises à l'échelle du système, et partant, d'en faciliter l'exécution. On a estimé également que les remarques liminaires concernant les orientations générales des programmes et des sous-programmes pouvaient être présentées de façon plus succincte; en fait, une simple référence aux décisions et résolutions pertinentes des organisations compétentes du système des Nations Unies suffirait. Le représentant de l'OIT était d'avis qu'il ne devrait être faite aucune distinction entre les objectifs du secrétariat et ceux des organisations intergouvernementales, car le PNUE comme ces organisations appartenaient à un même système. Seuls les moyens pouvaient faire l'objet d'une telle distinction.

205. On a estimé qu'il était important de mettre en évidence les relations entre les programmes et les sous-programmes ainsi qu'entre les responsabilités des divers organismes intéressés. La section relative à la coordination, en particulier, devrait définir avec précision la nature et l'ampleur de la participation de chaque organisation intéressée aux activités considérées et devrait indiquer clairement le montant des crédits que chacune d'entre elles prévoit d'allouer pour chaque élément des sous-programmes. Inversement, on a émis l'opinion selon laquelle les modalités et l'ampleur de cette coordination seraient plus faciles à définir si la nature et l'ampleur de la participation de chaque organisation étaient indiquées pour chaque sous-programme. Une délégation a suggéré de fournir ces renseignements sous forme de tableaux. Une autre délégation a proposé d'indiquer le cas échéant, dans le descriptif qui serait élaboré, les groupes cibles visés par les différents programmes.

206. Les représentants de la CEA, de l'OIT, de la FAO, de l'UNESCO, de l'OMS et de l'OMM se sont félicités des efforts déployés en commun aux fins de l'élaboration du programme à l'échelle du système. Ils ont souligné qu'il importait de tenir de nouvelles consultations interorganisations sur une base bilatérale aussi bien que multilatérale au titre de l'élaboration du programme en vue d'assurer l'harmonisation d'activités compatibles avec les mandats et les méthodes de programmation des organisations concernées. S'il convenait que le programme reflète toutes les activités considérées par chaque organisation comme présentant un caractère écologique ou une importance écologique particulière, l'on pouvait néanmoins traiter brièvement de celles qui n'intéressaient plus particulièrement qu'un organisme. Le représentant de l'UNESCO a souligné que la structure du programme à l'échelle du système devrait être générale et cohérente et qu'au moment de l'élaborer dans ses détails, il faudrait associer les activités relatives à l'évaluation et à la gestion rationnelle des ressources naturelles aux activités concernant la protection de ces ressources. Les représentants ont déclaré que la conception du PMTESE devrait être caractérisée par une certaine souplesse et ne devrait pas être trop ambitieuse, afin que l'on puisse obtenir des résultats concrets. Ils ont indiqué que leurs organisations continueraient de collaborer étroitement avec le PNUE aux travaux ultérieurs d'élaboration du programme à l'échelle du système dans le contexte des mécanismes de coordination globale du système des Nations Unies.

B. Programme pour l'environnement, 1980-1983

1. Introduction

207. Dans sa déclaration liminaire, le Sous-Directeur exécutif a déclaré que le secrétariat accueillerait volontiers toutes observations, tant sur la forme que sur le fond, des deux nouveaux documents dont le Comité était saisi, à savoir le rapport sur l'exécution du programme (UNEP/GC.9/5 et Corr.1 et Add.5) et le plan à moyen terme (UNEP/GC.9/6 et Corr.1-3), particulièrement en ce qui concerne l'ordre des priorités défini dans le plan. Il a aussi appelé l'attention sur la liste des thèmes prioritaires en matière d'évaluation de l'environnement dans les quelques années à venir présentée dans l'étude approfondie du Plan Vigie et développée dans le document UNEP/GC.9/INF.1.

208. Les délégations sont unanimement convenues que, dans leur forme comme dans leur présentation, le rapport sur l'exécution du programme et le Plan à moyen terme étaient succincts, logiques et bien documentés et qu'ils représentaient un grand progrès par rapport aux documents présentés les années précédentes. Deux délégations ont fait remarquer que les documents en question portaient sur une vaste gamme de questions et une délégation a estimé qu'il eût été bon de consacrer plus de temps à leur examen. Une autre délégation a relevé un certain nombre de contradictions entre les différentes sections des deux documents et a émis l'avis que les rapports rétrospectifs et prospectifs sur le programme devraient à l'avenir être harmonisés de manière méthodique. D'autres observations ont porté sur le fait qu'il faudrait s'efforcer de rapporter davantage l'avancement des travaux à des objectifs spécifiques dans le rapport sur l'exécution du programme que, sans pour autant augmenter le volume du document, il faudrait réduire la partie consacrée aux rapports administratifs sur les activités et les réunions et faire une plus large place aux résultats, aux conséquences pratiques et aux obstacles matériels rencontrés pour pouvoir fixer l'ordre de priorité à adopter par la suite, qu'il serait utile de présenter simultanément les budgets de l'année en cours et ceux des années précédentes et que, enfin, il faudrait annexer la liste des publications du PNUE parues l'année précédente pour mieux faire connaître le programme pour l'environnement, sur lequel on possédait peu de renseignements.

209. Au sujet du plan à moyen terme, plusieurs délégations ont estimé qu'il serait utile de procéder à une ventilation budgétaire pour chacun des éléments des stratégies proposées et d'indiquer plus clairement le rôle des principaux agents sur le plan de l'action et du financement. Ces précisions seraient en effet utiles s'il fallait établir un ordre de priorité pour ramener un programme trop ambitieux à de plus justes proportions compte tenu des moyens financiers disponibles. Une autre délégation a émis à nouveau l'avis que les éléments soumis à une évaluation devaient être choisis en fonction de leur intérêt pour la solution des problèmes mondiaux, de leur degré d'urgence, de leur importance et des possibilités de coopération et de formation au niveau régional qu'ils offraient. Par conséquent, les terres arides, la désertification, les forêts et les océans devraient constituer des secteurs généraux auxquels il convenait d'accorder la priorité pour le Plan Vigie. Une délégation a fait observer que les objectifs énoncés au paragraphe 4 du plan à moyen terme avaient été pour certains d'entre eux approuvés par le Conseil d'administration. A son avis, le Conseil d'administration avait effectivement approuvé une série d'objectifs, de stratégies, de domaines d'action prioritaires

et de buts pour 1982 de façon à orienter le programme pour l'environnement. On ne voyait donc pas pourquoi de nouveaux objectifs et stratégies avaient été incorporés au document. Il convenait que les modifications soient présentées au Conseil d'administration aux fins d'approbation.

2. Evaluation de l'environnement

210. Un grand nombre de délégations ont estimé que le Plan Vigie constituait la pierre angulaire du Programme pour l'environnement, étant donné qu'il ne pouvait y avoir de gestion rationnelle de l'environnement sans évaluation et qu'aucune autre institution n'était en mesure de procéder à cette évaluation aussi bien que le PNUÉ. Expriment sa conviction que le Conseil ferait sienne la suggestion du Directeur exécutif (UNEP/GC.9/6, par. 10) selon laquelle l'orientation future du programme devrait traduire cette nécessité, une délégation a prié instamment le Directeur exécutif d'affecter au Plan Vigie les ressources nécessaires pour qu'il puisse s'acquitter efficacement de cette tâche.

211. Deux délégations se sont félicitées de la création d'une nouvelle rubrique budgétaire couvrant la recherche et l'évaluation, car les programmes rationnels de recherche étaient indispensables à tout travail d'évaluation.

212. Quelques délégations ont souligné que les efforts fournis et les ressources utilisées dans le cadre du Plan Vigie ne devaient pas être dispersés et qu'il convenait à cet égard de se limiter à un petit nombre d'activités susceptibles d'aboutir à des résultats concrets. Les participants se sont néanmoins unanimement accordés sur les questions qui devraient faire l'objet de l'évaluation de l'environnement et qui sont indiquées dans l'étude approfondie du Plan Vigie et au paragraphe 18 du rapport sur l'exécution du programme ainsi que les questions indiquées dans le Plan à moyen terme et dans le document UNEP/GC.9/INF.1. Un certain nombre de délégations ont émis un jugement favorable sur l'étude approfondie, estimant qu'elle constituait un recueil complet des activités d'évaluation qui faciliterait l'organisation des activités futures.

213. Notant que les activités entreprises au titre du Plan Vigie étaient généralement orientées vers la satisfaction des besoins des pays les plus développés, lesquels étaient en mesure de produire, d'analyser et d'utiliser l'information relative à l'environnement, deux délégations ont déclaré qu'il convenait d'adapter plus étroitement les divers éléments du Plan Vigie aux besoins et aux moyens des pays en développement qui, du fait que l'évaluation nécessitait souvent des moyens techniques très perfectionnés et coûteux ainsi qu'un personnel très qualifié, pouvaient, au départ, être contraints d'accorder un rang de priorité peu élevé à l'évaluation de l'environnement.

214. Une délégation s'est félicitée de la coopération pratique qui s'était instaurée entre le PNUÉ et les institutions spécialisées dans le cadre du Plan Vigie. Les représentants de la FAO, de l'UNESCO et de l'OMM se sont associés à cette déclaration, particulièrement en ce qui concerne les projets réalisés conjointement dans le cadre du GEMS (voir les paragraphes 221 et 222 ci-après).

a) Système mondial de surveillance continue de l'environnement (GEMS)

215. Dans l'ensemble, les délégations se sont déclarées satisfaites de tous les projets concernant les deux principales subdivisions du GEMS - les ressources naturelles renouvelables, la pollution (notamment le transport à longue distance des polluants) et le climat. Une délégation a fait observer que sans les données réunies par le réseau de surveillance du GEMS, on ne pourrait évaluer efficacement l'environnement : les indicateurs de résultats indiqués dans le plan à moyen terme tels que méthodes nouvelles, évaluations des systèmes de surveillance et publication de rapports d'évaluation, en particulier, attestaient le rôle du GEMS dans le domaine de l'environnement. Deux délégations ont déclaré que leurs pays attachaient un grand prix à la méthode d'évaluation de la dégradation des sols qui avait été publiée récemment par le PNUE/la FAO/l'UNESCO.

216. De l'avis d'une délégation, les activités entreprises dans le cadre du GEMS tendaient à être isolées de celles d'autres organisations. Le mémorandum d'accord entre le PNUE et le CAEM devrait aboutir à une meilleure coordination de certaines activités du GEMS. Une autre délégation a fait remarquer que certaines activités PNUE/FAO/OMS pourraient bénéficier de l'expérience acquise par l'Organisation de coopération et de développement économiques dans le cadre de son programme sur les substances chimiques et qu'il serait utile de mieux coordonner ces programmes. En revanche, les représentants d'un certain nombre d'organisations se sont déclarés très satisfaits du degré actuel de coordination, et une délégation a insisté pour que le secrétariat continue d'appuyer le programme conjoint PNUE/CEE de surveillance et d'évaluation dans le cadre du GEMS.

217. Certaines délégations ont estimé que les progrès signalés au titre du GEMS concernaient principalement les activités locales et régionales. Le Colloque international qui devait avoir lieu prochainement sur la surveillance intégrée (Tbilissi, octobre 1981) devrait déboucher sur des propositions tendant à grouper certaines activités du GEMS en un programme véritablement mondial qui reposerait sur un certain nombre d'activités scientifiques.

218. Une délégation, appuyée par une autre, a souligné la nécessité d'inclure la surveillance des océans dans le GEMS, afin que la surveillance des océans ne porte pas simplement sur les mers régionales. Elle pourrait, par exemple, être placée sous l'égide du Groupe mixte d'experts chargés d'étudier les aspects scientifiques de la pollution (GESAMP), lequel serait assorti d'un groupe de coordination comme on l'avait fait pour le Programme de recherches sur l'atmosphère globale (GARP).

219. Le représentant du Kenya a dit que la station de base du BAPMON située sur le Mont Kenya avait été partiellement équipée et que son gouvernement était très désireux d'obtenir les ressources nécessaires pour que la station puisse entrer pleinement en activité.

220. Le représentant de la FAO a déclaré que le projet de surveillance du couvert forestier tropical avait été mené à bien et que l'évaluation des ressources forestières tropicales était sous presse. Ces deux projets conjoints PNUE/FAO, qui avaient été réalisés avec succès, avaient des prolongements et devaient par conséquent être suivis des mesures indiquées dans le plan à moyen terme.

221. Le représentant de l'UNESCO a exprimé la satisfaction de son organisation devant la coopération étroite qui s'était établie avec le Centre d'activité du programme du GEMS et des organismes compétents pour la définition des activités à réaliser en commun dans le domaine des ressources naturelles renouvelables. Il a fait observer que la surveillance de la qualité de l'eau faite dans le cadre du GEMS ne devrait pas se limiter à l'eau potable et a reconnu avec un orateur précédent que la surveillance des océans devrait faire partie du GEMS.

222. Le représentant de la CEA a fait remarquer que les projets du GEMS ayant trait aux ressources naturelles renouvelables avaient été réalisés à l'origine en Afrique. A ce propos, une délégation a exprimé l'espoir que la surveillance des terrains de parcours serait étendue à d'autres régions.

b) Système international de référence aux sources de renseignements sur l'environnement (INFOTERRA)

223. Dans l'ensemble, on s'est déclaré satisfait des progrès réalisés par INFOTERRA, qui, aux yeux de certaines délégations, constituait l'une des activités les plus importantes du PNUE. Une délégation a fait état de l'augmentation du taux d'utilisation, tandis qu'une autre a noté que le réseau comptait maintenant plus de 8 500 sources. Une autre encore a fait remarquer que le réseau d'INFOTERRA pouvait être aisément adapté à différents niveaux de service et la plupart des représentants ont reconnu qu'il faudrait donner l'ordre de priorité le plus élevé aux services d'information. Une délégation a suggéré de revoir la liste des descripteurs. Une autre a mis en question le rapport global coût-efficacité du système et une troisième a suggéré d'étendre graduellement le nombre de sources et d'utilisateurs.

224. Les recommandations formulées dans le rapport d'évaluation ont reçu un appui quasi unanime. Certaines délégations ont souscrit à toutes les recommandations, tandis qu'une autre a demandé si elles étaient toutes nécessaires. La plupart des délégations se sont prononcées en faveur d'un renforcement des points focaux nationaux, et plusieurs ont dit que les points focaux pouvaient avoir besoin de l'aide du Centre d'activité du programme sur le plan de l'information ou de la formation de leur personnel. Certaines réserves ont été exprimées au sujet du surcroît de travail que la mise en oeuvre des recommandations imposerait aux points focaux nationaux, et une délégation a estimé que les points focaux ne devraient pas se charger d'attributions supplémentaires, étant donné que leurs moyens financiers étaient limités. Différentes solutions ont été exposées pour l'exécution des tâches des points focaux : une délégation a annoncé que son point focal était sur le point d'être informatisé, tandis qu'une autre a dit que son point focal avait augmenté ses activités par les recherches manuelles. Deux délégations de pays développés ont déclaré que leur gouvernement ne pouvait plus prendre en charge les frais croissants d'établissement d'un répertoire national, tandis qu'une autre a dit que son point focal national s'efforçait d'obtenir plus de fonds du gouvernement.

225. Plusieurs délégations ont demandé qu'un appui accru soit apporté au Centre d'activité du programme pour INFOTERRA afin qu'il puisse se conformer aux recommandations du rapport d'évaluation, en particulier, comme l'a dit une délégation, pour renforcer les communications, fournir des renseignements de fond et augmenter la publicité. La recommandation sur laquelle INFOTERRA devrait faire plus que renvoyer aux sources et fournir lui-même des renseignements de fond a

été appuyée dans l'ensemble, bien que plusieurs délégations, tout en reconnaissant l'utilité ultime de cette démarche, ont émis l'avis qu'elle pourrait être trop coûteuse. Une délégation a dit qu'il fallait veiller à ce qu'INFOTERRA ne devienne pas un simple système de communication des documents. Une autre enfin a demandé que le système INFOTERRA travaille en coopération encore plus étroite avec les systèmes d'information coexistants dans le cadre des Nations Unies. Selon une troisième, l'élargissement du système ne devrait pas être imposé par le Centre, mais devrait aller de pair avec le développement des points focaux nationaux. Devant les recommandations tendant à fournir un appui financier accru à INFOTERRA, une délégation a demandé si INFOTERRA resterait une entreprise valable au cas où des fonds supplémentaires ne seraient pas disponibles. Une autre a souligné qu'il faudrait faire preuve de réalisme dans le choix de la stratégie future.

226. Le représentant de l'UNESCO a dit que, suite à l'évaluation qui avait été faite dans le cadre du Système mondial d'information scientifique et technologique (UNISIST), l'UNESCO serait disposée à entreprendre, en coopération avec le PNUE, une étude visant à déterminer si les points focaux nationaux pourraient raisonnablement faire plus que de renvoyer aux sources de renseignements.

227. Le Sous-Directeur exécutif a dit qu'on avait estimé qu'il faudrait 400 000 dollars de plus par an pour passer de la référence au stade de la fourniture des renseignements et qu'il faudrait aussi des fonds pour renforcer les moyens des points focaux nationaux.

c) Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques (RISCPT)

228. Le RISCPT était considéré comme un élément important du Plan Vigie auquel il convenait de continuer à assurer des ressources suffisantes pour en renforcer les activités de rassemblement et de diffusion des données. De nombreuses délégations ont fait l'éloge des progrès enregistrés dans le cadre du RISCPT et ont indiqué être persuadées que le Registre serait bientôt opérationnel.

229. Plusieurs délégations ont fait l'éloge des relations de travail établies entre le RISCPT et les correspondants nationaux et ont souligné la nécessité de donner une formation plus poussée aux correspondants des pays en développement et de leur assurer une aide plus importante. On a également souligné l'importance que revêtait l'assistance du RISCPT pour l'établissement de registres nationaux de substances chimiques potentiellement toxiques et certaines délégations ont fait observer que le RISCPT avait un rôle très important à jouer dans le domaine de la communication de renseignements sur les substances chimiques dangereuses qui étaient exportées dans les pays en développement. Une délégation a appelé l'attention sur la nécessité d'instituer une coopération avec les programmes internationaux pertinents, et notamment le Programme international de sécurité des produits chimiques.

230. L'idée de mettre en place des réseaux de rassemblement et de diffusion des données sur les substances chimiques a été jugée très intéressante et l'on a souligné la nécessité pour les gouvernements, les organisations internationales et les industries de participer activement avec le RISCPT, auxdits réseaux.

231. Une délégation a loué les efforts, couronnés de succès, que le RISCPT avait déployés aux fins de la mise en oeuvre de la décision 8/8 du Conseil d'administration du 29 avril 1980 relative à l'exportation et à l'évacuation des déchets chimiques dangereux.

d) Limites extrêmes

232. Nombre de délégations ont estimé qu'il convenait d'accorder un haut degré de priorité aux activités en cours et envisagées concernant les changements climatiques et le gaz carbonique (CO₂) et ont exprimé l'espoir que des progrès rapides seraient enregistrés en collaboration avec d'autres organisations intéressées. Plusieurs délégations et organismes ont pris note de l'extrême complexité des éléments du Programme climatologique mondial et de leurs relations réciproques et ont souligné la nécessité d'instituer une étroite coordination dans les domaines de la planification et de la mise en oeuvre de façon qu'aucun élément ne soit défavorisé par rapport aux autres. Une délégation et le représentant de l'OMM ont proposé que le service du PNUE qui assurerait le secrétariat du programme mondial concernant l'étude des incidences du climat, soit implanté à Genève, de même que le secrétariat du PCM. Plusieurs délégations se sont déclarées satisfaites de la création du Comité consultatif scientifique du programme, ainsi que des activités spécialisées prévues par le Plan à moyen terme.

233. Un certain nombre de délégations a indiqué qu'il conviendrait d'accorder la priorité à la question du gaz carbonique dans le cadre du programme mondial concernant l'étude des incidences du climat. Une délégation a demandé qu'il soit fait preuve de prudence car du fait que toutes les recherches sur le CO₂ n'avaient pas encore été menées à bien, l'on ne pouvait en toute sécurité faire des prévisions concernant les changements climatiques à partir des projections relatives aux niveaux de CO₂. L'on pensait que la question du gaz carbonique pouvait être une pomme de discorde, une délégation a proposé que le PNUE, l'OMM et le Conseil international des unions scientifiques (CIUS) mettent en place un organisme permanent qui serait chargé d'orienter et de coordonner les activités. Le représentant australien a indiqué que son pays souhaitait accueillir la conférence sur le gaz carbonique que l'on prévoyait d'organiser au cours du deuxième semestre de 1982, ou toute autre réunion qui serait organisée conjointement par le PNUE, l'OMM et le CIUS dans ce domaine.

234. Des délégations ont souligné les rapports existant entre le climat et l'agriculture. Le représentant de l'UNESCO a fait observer que d'étroits rapports existaient entre le programme climatologique mondial et les activités de la FAO et de l'UNESCO et a indiqué que le climat influait sur les écosystèmes naturels comme sur l'agriculture.

235. Plusieurs délégations ainsi que le représentant de l'OMM étaient favorables à l'appui apporté par le PNUE aux activités relatives aux modifications du climat mais ne lui accordaient pas un degré de priorité élevé. Une délégation cependant a noté que la modification du climat pourrait très sensiblement atténuer les sécheresses et a instamment demandé que l'appui au projet relatif à l'augmentation des précipitations soit maintenu.

236. Les activités relatives à l'évaluation et à la protection de la couche d'ozone ont recueilli l'assentiment général. Des délégations se sont félicitées de la coopération entre les membres du Comité de coordination pour la couche

d'ozone qui avait favorisé la coordination des efforts déployés à l'échelon international. Une délégation a demandé que les activités du Comité soient développées tandis qu'une autre a félicité le Directeur exécutif pour le rapport du Comité qui représentait un bel exemple d'évaluation de l'environnement.

237. Le représentant de la Communauté économique européenne, rappelant les mesures prises pour limiter la production de chlorofluorocarbones, a fait observer qu'il convenait de donner suite à la décision 8/7 B du Conseil d'administration du 29 avril 1980. A cet égard, une délégation a exprimé sa préoccupation au sujet du fait que les pays développés, tout en appliquant les réglementations sur leur territoire, exportaient dans le même temps des produits chimiques susceptibles d'avoir des incidences sur la couche d'ozone.

238. S'agissant des limites extrêmes appliquées au domaine social, une délégation a indiqué que, du fait qu'il s'agissait d'une activité relativement nouvelle on ne devrait lui accorder une certaine priorité que dans la mesure où les crédits le permettaient. Pour le représentant de l'UNESCO, il s'agissait là d'un domaine virtuellement important mais mal défini; il conviendrait de tenir compte des activités d'un certain nombre d'institutions, dont l'UNESCO, lorsqu'un programme bien défini serait établi en la matière.

e) Données sur l'environnement

239. Plusieurs délégations ont souligné l'importance cruciale de l'information en matière d'environnement, et plus particulièrement des statistiques sur l'environnement, lorsqu'on voulait assurer un développement optimal et durable en recourant à l'évaluation et à la gestion de l'environnement. Un certain nombre de délégations ont fait état de l'importance du concours apporté par le PNUE en vue de l'établissement d'un programme de statistiques relatives à l'environnement et ont estimé qu'il était souhaitable de maintenir cette contribution. Le programme considéré devrait porter plus précisément sur la collecte et l'interprétation des données, et l'on devrait s'accorder un délai relativement plus long pour constituer la base de données informatisées.

240. Une délégation a rendu compte de l'avancement de l'étude pilote entreprise à l'échelon national avec l'appui du PNUE, sur les statistiques relatives à l'environnement, étude à laquelle on se proposait d'ajouter ultérieurement la formation de statisticiens.

3. Gestion de l'environnement

a) Aspects environnementaux de la planification des établissements humains, de la santé humaine et de l'hygiène du milieu

i) Aspects environnementaux de la planification des établissements humains

241. Tout en soulignant la place importante qu'occupent les établissements humains dans le programme pour l'environnement, plusieurs délégations ont suggéré que le PNUE revoie ses engagements dans ce domaine, compte tenu du fait que le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) fonctionnait désormais normalement et devrait jouer un rôle de premier plan à cet égard.

242. Une délégation a déclaré toutefois que le fait de réduire encore davantage les crédits consacrés à ce secteur, dans lequel on n'avait guère enregistré de progrès au cours de l'année écoulée, risquerait de compromettre l'aptitude du programme à y jouer un rôle essentiel alors qu'une action concertée demeurerait indispensable, puisque des millions de personnes vivaient toujours dans un environnement dégradé, en particulier dans les pays en développement.

243. D'autres délégations ont souligné que le programme devrait accorder la même importance à la gestion qu'à la planification des établissements humains et qu'il conviendrait de mettre au point un mécanisme plus efficace pour coordonner les activités entre le PNUE et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat).

244. Le représentant de l'UNESCO a dit que la plupart des questions qui avaient trait à la gestion de l'environnement intéressaient directement l'UNESCO. Il a souligné l'utilité de la méthode des écosystèmes dans l'étude de la planification et de la gestion des systèmes urbains, qui était mise au point dans le cadre du Programme sur l'homme et la biosphère (MAB).

245. Le représentant du Directeur exécutif a déclaré qu'il n'était pas logique de vouloir à la fois réduire les ressources budgétaires consacrées aux établissements humains et renforcer les relations de travail étroites qui existent entre le PNUE et le Centre.

ii) Santé humaine et hygiène du milieu

246. La plupart des délégations ont déclaré qu'elles appuyaient le programme d'activités prévu pour l'exercice biennal 1982-1983, tout en soulignant que le PNUE devrait continuer à jouer son rôle de coordonnateur et à maintenir et consolider des relations de travail étroites avec l'OMS. Deux délégations ont recommandé de mettre l'accent sur l'approvisionnement en eau salubre, tandis que d'autres ont convenu que puisque le PNUE devrait se borner à jouer un rôle de catalyseur dans ce domaine, son nom ne devrait pas figurer dans la colonne "Principaux agents" dans le plan à moyen terme.

247. Les objectifs du programme de lutte contre les parasites ont rencontré l'adhésion des délégations, et on a souligné la nécessité d'éviter les chevauchements d'efforts. D'une manière générale, on a estimé que les ressources budgétaires consacrées à ce domaine ne devraient pas être réduites et une délégation a proposé d'élargir le programme afin qu'il ne soit pas limité aux trois plantes cultivées sur lesquelles il porte actuellement.

248. Des délégations ont souligné l'importance fondamentale du Programme international OMS/OIT/PNUE de sécurité des produits chimiques qui, avec le RISCT et le GEMS s'inscrivaient dans le cadre du programme mondial à long terme d'évaluation de l'environnement.

249. Le représentant de l'OMS a dit qu'au cours de l'année écoulée, on avait enregistré des progrès encourageants dans l'exécution du Programme international de sécurité des produits chimiques, lequel avait pour objectif d'élaborer des critères sanitaires applicables à un groupe prioritaire de produits chimiques industriels d'utilisation courante, de mettre au point des méthodes d'expérimentation et d'évaluation et de dispenser une formation portant sur tous les

aspects de la toxicologie et des disciplines connexes. La Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement figurait parmi les domaines d'intérêt commun dans lesquels une collaboration était souhaitable entre le PNUE et l'OMS; cette coopération devait notamment porter sur la révision des normes internationales relatives à la qualité de l'eau potable dont un volume distinct traiterait des besoins des pays les moins avancés; la mise en place de dispositifs d'intervention pour faire face aux accidents mettant en jeu des produits chimiques; la gestion des déchets toxiques; la sécurité des produits chimiques et la protection des travailleurs; les additifs alimentaires et les pesticides; la corrélation entre la gestion environnementale et la santé et le bien-être de l'homme; la surveillance de la santé; les incidences de la pollution intérieure sur la santé humaine. L'OMS s'est félicitée de la signature d'un mémorandum d'accord entre le PNUE, la FAO et l'OMS au sujet de la prévention des maladies d'origine hydrique et des maladies liées à l'utilisation des ressources en eau à des fins agricoles.

250. Le représentant de l'OIT a décrit les activités entreprises dans le cadre du Programme international pour l'amélioration des conditions de travail et du milieu de travail, dans le cadre duquel le PNUE devrait continuer à jouer un rôle de coordination. L'OIT continuerait à collaborer avec le PNUE à la réalisation des activités prévues dans le plan à moyen terme, tout en restant responsable au premier chef de leur exécution avec l'OMS. Deux délégations ont estimé que le rôle du PNUE en matière d'amélioration des conditions de travail devait rester strictement catalytique.

b) Ecosystèmes terrestres

i) Terres arides et semi-arides, y compris la désertification

251. Le Directeur du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS) a exposé en détail les méthodes de travail du Bureau, indiqué quelles seraient les grandes lignes de son action pendant la période 1982-1983, et demandé instamment que la coopération interinstitutions s'intensifie. Dans l'ensemble, les délégations ont appuyé l'activité du BNUS, et l'une d'elles a suggéré que le Bénin soit ajouté à la liste des pays auxquels le Bureau apporte une assistance.

252. Le Comité s'est déclaré satisfait de la suite donnée aux recommandations de la Conférence des Nations Unies sur la désertification, et quelques délégations ont appelé l'attention sur les contributions bilatérales et multilatérales versées par leurs pays pour appuyer l'exécution du Plan et confirmé que leurs gouvernements avaient l'intention de continuer à fournir un tel appui. Plusieurs délégations ont déclaré qu'elles appréciaient particulièrement la façon dont était menée la lutte contre la désertification dans la région soudano-sahélienne, par l'intermédiaire du BNUS. De nombreuses délégations ont insisté sur la nécessité d'une coopération régionale pour la recherche et la formation en matière de lutte contre la désertification, et ont invité instamment le PNUE à continuer d'appuyer ces activités en collaboration avec le BNUS, d'autres organismes des Nations Unies et les gouvernements.

253. Une délégation s'est déclarée préoccupée par le rythme des actions entreprises pour lutter contre la désertification et a souligné qu'il faudrait prendre des mesures appropriées pour obtenir des résultats effectifs, afin que la

désertification puisse être maîtrisée avant qu'il ne soit trop tard. Une délégation a déclaré qu'en attendant que les postes vacants au Service de la désertification soient pourvus - ce qui devrait être fait de toute urgence - il conviendrait de réorganiser les priorités en fonction des ressources en personnel. Deux délégations ont souligné que les efforts de lutte contre la désertification devraient être faits essentiellement au niveau national, avec un appui bilatéral ou multilatéral, et de nombreuses délégations ont insisté sur la nécessité de mobiliser plus de ressources dans les pays en développement.

254. Une délégation a réaffirmé qu'elle s'opposait au principe du Compte spécial pour lutter contre la désertification, estimant que toutes les ressources disponibles devraient être acheminées par les mécanismes de financement existants; d'autres délégations se sont déclarées en faveur du Compte spécial.

255. Une délégation a fait observer que les objectifs du plan à moyen terme mettaient trop l'accent sur la surveillance, les travaux de cartographie et les services de consultants, et elle a demandé instamment que l'on adopte des mesures plus pratiques. Une autre délégation a exprimé l'opinion qu'avant de créer de nouveaux systèmes nationaux ou régionaux de surveillance de la désertification, il faudrait organiser des réunions régionales pour déterminer ce qui était à faire et quels étaient les indicateurs à surveiller. Dans le domaine de la surveillance, comme pour la protection de la faune et de la flore, le PNUE devrait apporter un appui à la création de réserves de la biosphère dans les zones arides et semi-arides. Dans le cadre de l'effort fait pour fixer une méthodologie dont la validité soit reconnue à l'échelle internationale pour l'évaluation de la désertification et l'établissement de la carte de la désertification, il conviendrait de réexaminer le projet commun PNUE/FAO sur les méthodes d'établissement des cartes, compte tenu du coût très élevé des activités préliminaires et de l'utilité douteuse d'une carte à l'échelle de 1/5 000 000. En outre, il faudrait élaborer, publier et tenir à jour un inventaire des activités nationales de lutte contre la désertification. Il faudrait appuyer la collecte et la diffusion des données au niveau régional; il a été fait mention à ce propos du projet visant à établir un réseau d'information pour les pays à climat méditerranéen. Le Directeur exécutif ne devrait pas attendre jusqu'à 1985 pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Plan d'action; ce travail devrait bénéficier d'un rang élevé de priorité, étant donné qu'il permettrait aux gouvernements et aux organisations internationales de planifier des projets et d'affecter leur personnel de façon plus réaliste.

256. En réponse à ces observations, le représentant du Directeur exécutif a déclaré que l'on envisageait d'établir des cartes de la désertification à une échelle plus grande, et que 1985 était le moment le plus rapproché possible pour faire un bilan, car à ce moment-là tous les éléments du programme de lutte contre la désertification progresseraient simultanément.

257. Le représentant de l'UNESCO a dit que le programme MAB, qui était un programme interdisciplinaire de formation et de recherche orienté vers les problèmes concrets, progressait de façon satisfaisante et serait passé en revue et développé lors d'une conférence-exposition qui se tiendrait en septembre 1981. S'agissant des terres arides et de la désertification, le réseau des projets pilotes et de démonstration intégrés mis en place dans le cadre du MAB - au nombre desquels figurait le Projet intégré sur les terres arides exécuté au Kenya et en Tunisie - répondait bien à l'objectif visé par l'Assemblée générale dans sa résolution 35/73, à savoir, faire des recherches sur la lutte contre la désertification et dispenser une formation dans ce domaine, de sorte qu'il faudrait continuer à les appuyer.

258. Le représentant de la CEA a déclaré que depuis la Conférence des Nations Unies sur la désertification, la Commission n'avait cessé de s'occuper de la lutte contre la désertification. Son programme de travail comprenait des études sur l'établissement de cartes des eaux souterraines dans les zones arides, ainsi que l'organisation, en coopération avec l'UNESCO et la FAO, de programmes de formation concernant la lutte contre la désertification.

259. Le représentant de la Communauté économique européenne a fait savoir qu'il communiquerait une liste des projets de lutte contre la désertification financés par la Communauté.

ii) Ecosystèmes des forêts et bois tropicaux

260. Les délégations ont noté que l'on se rendait compte de plus en plus que le déboisement dans les zones tropicales est au centre de tout un ensemble de problèmes humains urgents et de grande envergure qui concernent le monde entier. Les inondations, la perte de terres cultivables et la pénurie croissante de bois de feu résultant de la régression des forêts se soldaient par un coût économique et social très élevé; il était donc indispensable de lancer une offensive internationale concertée contre le problème du déboisement, en mettant en oeuvre des moyens financiers considérables.

261. Plusieurs délégations ont déclaré qu'elles appuyaient les recommandations de la réunion du Groupe d'experts sur les forêts tropicales qui s'était tenue à Nairobi en 1980, et plusieurs autres ont accueilli favorablement la proposition de convoquer une deuxième réunion de ce genre. Quelques délégations ont souligné que les recommandations de la première réunion du Groupe d'experts, qui constituaient des éléments sérieux et solides pour élaborer un plan d'action international intégré, mettaient par ailleurs l'accent sur l'idée que les pays où il existe des forêts tropicales devraient de toute urgence adopter des méthodes rationnelles de gestion des forêts. Il a été suggéré que la deuxième réunion, pour déterminer si des fonds supplémentaires étaient nécessaires, utilise les résultats de l'étude entreprise par la CNUCED et la FAO sur les mécanismes internationaux de financement, et plusieurs délégations ont proposé que la réunion examine attentivement, entre autres questions, celle de l'abattage illicite des arbres et la nécessité de trouver des modes de faire valoir qui associent l'agriculture à la sylviculture et réduisent ainsi les pressions excessives exercées sur les terres des forêts tropicales.

262. Deux délégations ont fait observer que comme dans les régions rurales le bois de feu est le combustible principal, il faudrait associer les populations à l'exécution des mesures de reboisement, et éviter d'insister trop sur le rôle des gouvernements et des grandes organisations. Elles ont également souligné l'importance de la conservation et de la bonne gestion des forêts, et l'intérêt qu'il y aurait à planter des arbres doublement utiles, comme les arbres fruitiers ou les acacias. L'une de ces délégations a insisté en outre sur l'importance d'un système de commercialisation des sous-produits forestiers qui garantirait aux pays producteurs un rendement financier équitable pour leurs produits, et a souligné que la formation en matière de gestion des forêts tropicales devrait, autant que possible, avoir lieu dans les régions où les problèmes se posent. Une délégation a demandé que l'on accorde l'attention voulue aux zones boisées tropicales et aussi aux forêts des zones tropicales humides.

263. Une délégation s'est félicitée des progrès réalisés dans la création d'un centre régional d'information et de documentation scientifiques sur l'écologie tropicale à Yaoundé, et a prié le PNUE d'envisager la possibilité de créer un centre analogue pour la région de l'Afrique orientale.

264. Deux délégations ont déclaré qu'elles ne pouvaient accepter les objectifs généraux relatifs aux forêts tropicales, puisqu'ils n'avaient pas été approuvés par le Conseil d'administration, qui devait se prononcer sur les objectifs avant d'élaborer un plan d'action. En outre, les éléments de la stratégie ne pouvaient être mis au point qu'en consultation et en coordination étroite avec les pays concernés. Tel qu'il se présentait, le programme relatif aux forêts tropicales aurait des incidences sur la souveraineté des pays, les priorités nationales et les accords régionaux : il irait donc bien au-delà de la coopération technique et scientifique. D'autres délégations ont appelé l'attention du Conseil sur le fait que le programme devrait tenir compte des accords et conventions en vigueur à ce sujet et être exécuté conformément à ces accords et conventions, et qu'il devrait refléter pleinement les besoins précis des pays où il existe des forêts tropicales.

265. Le représentant de la FAO a déclaré que les activités de son organisation, tant au titre du programme ordinaire que dans le cadre de projets sur le terrain, étaient entièrement conformes aux vœux des Etats intéressés. La FAO respecterait également ce principe en coopérant avec le PNUE à l'exécution des mesures prises à la suite de la première réunion du groupe d'experts sur les forêts tropicales.

266. Le représentant de l'UNESCO a déclaré que l'UNESCO apporterait son concours à la deuxième réunion d'experts envisagée, et il a souligné que le réseau MAB de projets pilotes intégrés bénéficiant de l'appui du PNUE relatifs aux écosystèmes forestiers tropicaux se développait de façon satisfaisante, et qu'il faudrait poursuivre cette activité et l'étendre à d'autres pays.

267. Le représentant du Directeur exécutif a donné au Comité l'assurance que les suggestions faites par les gouvernements seraient étudiées avec la plus grande attention et qu'à l'avenir, comme jusqu'à présent, les activités seraient exécutées conformément aux vœux des pays intéressés.

iii) Ecosystèmes montagneux, insulaires, côtiers et autres

268. Le Comité s'est déclaré satisfait d'une manière générale des objectifs et des stratégies proposés. De nombreuses délégations ont prié le PNUE de collaborer étroitement avec le programme MAB dans le cadre de ces objectifs et stratégies. Une autre, notant la relation d'interdépendance entre les éléments du sous-programme et d'autres parties du programme, a déclaré que l'on pourrait certainement éviter des chevauchements d'activités, et que le PNUE devrait réexaminer soigneusement le programme afin de réaliser des économies. Quelques délégations, tout en approuvant l'objectif financier défini pour la période 1982-1983, ont fait remarquer que dans certains cas, les activités relevant du programme pour les mers régionales et d'autres programmes se rapportaient à des problèmes visés à la rubrique 1105 du budget, et elle a fait valoir qu'il conviendrait peut-être de réexaminer les allocations de fonds correspondantes dans deux ou trois ans. Une autre a recommandé expressément que le PNUE et l'UICN se consultent pour éviter que leurs activités fassent double emploi et pour établir le plan d'une stratégie internationale de protection des zones humides. En élaborant ce plan, il faudrait absolument mettre l'accent sur la structure et les fonctions des zones humides.

269. Une délégation a déclaré qu'en l'absence d'indications précises, elle se demandait quel rôle les gouvernements joueraient dans l'action entreprise pour promouvoir la conclusion d'accords intergouvernementaux visant à établir et à protéger des régions constituant des écosystèmes irremplaçables d'importance internationale, et comment ces régions seraient délimitées.

270. Le représentant de l'UNESCO a déclaré qu'il ne fallait pas négliger les écosystèmes montagneux, insulaires et côtiers; en particulier, il faudrait établir un rapport sur l'état des connaissances relatives aux écosystèmes côtiers.

iv) Sols

271. De nombreuses délégations ont vivement appuyé les efforts faits par le PNUE pour élaborer une politique mondiale des sols acceptable au niveau international, en application de la décision 8/10 du Conseil d'administration, et ont souhaité que ces efforts se poursuivent. Une délégation a souligné que le transfert de technologie aux pays en développement était subordonné à l'adoption d'un système de classification des sols reconnu sur le plan international, et a attiré l'attention sur la nécessité d'élargir et d'intensifier les efforts faits pour définir les caractéristiques des sols dans les zones intertropicales, afin de pouvoir établir un système de classification de ces sols; les activités au niveau national constituaient d'importantes sources de données et d'idées sur les sols et sur leur gestion, et les chercheurs scientifiques des pays en développement devraient donc être associés à toutes les activités qui se rapportent à la classification des sols.

272. Une autre délégation a approuvé l'intention du secrétariat de promouvoir la gestion et la protection intégrées des sols et a demandé que soient entreprises des études sur les principaux problèmes qui se posent à ce sujet. De nombreuses délégations ont insisté sur la nécessité d'une conception intégrée de la gestion des sols et des eaux.

273. Le représentant de la FAO a souligné que la FAO s'occupait depuis longtemps d'apporter une assistance aux pays en développement dans le domaine de la mise en valeur des terres et des eaux, et en particulier en ce qui concerne les questions de conservation et les questions socio-économiques et juridiques connexes, et il a rappelé que la FAO collaborait avec le PNUE, l'UNESCO et d'autres organismes des Nations Unies dans le domaine des sols, et il a insisté particulièrement sur le rôle qu'elle avait joué dans l'élaboration de la politique mondiale des sols.

v) Eau

274. De nombreuses délégations ont insisté sur l'importance de la qualité aussi bien que de la quantité de l'approvisionnement en eau, et se sont félicitées de voir que les organismes des Nations Unies coopéraient entre eux dans ce domaine. Une délégation a appelé l'attention sur les efforts faits par la Communauté économique européenne dans le domaine de la qualité de l'eau, et a demandé que les activités relatives à l'eau fassent l'objet d'efforts de coopération plus concertés, aux niveaux bilatéral et multilatéral. Une autre délégation a déclaré qu'il faudrait accorder la priorité à l'exécution, dans certains bassins hydrographiques, de projets de démonstration portant sur des conceptions et des méthodes intégrées de conservation et d'utilisation des ressources en eau, tandis que d'autres délégations ont souligné que les activités dans le domaine de l'eau devraient apporter une assistance

concrète aux pays en développement par l'intermédiaire d'éléments de programme de caractère pratique et bien choisis, par exemple une assistance pour la définition de méthodes économiques de défluoration des eaux souterraines. Le rôle de la formation en matière de gestion des ressources en eau a été souligné.

275. Une délégation s'est demandé si le programme relatif à l'eau tenait bien compte des conclusions du rapport de 1981 sur l'état de l'environnement, dans lequel il est dit que "les connaissances sur les eaux souterraines sont fort limitées", et pour cette raison elle a exprimé quelques réserves au sujet des activités proposées pour 1982-1983.

276. Une délégation, tout en appréciant le rôle que le PNUE et d'autres organisations jouaient dans la mise en oeuvre de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, a fait observer que les pays en développement auraient besoin d'une assistance plus importante pour atteindre l'objectif fixé, à savoir assurer à tous une alimentation en eau potable salubre d'ici à 1990.

277. Le représentant de l'UNESCO a indiqué que le Programme hydrologique international s'orientait progressivement vers des activités de recherche et de formation axées sur les problèmes, et il a mentionné la Conférence internationale sur l'hydrologie et la gestion rationnelle des ressources en eau, qui devait avoir lieu en 1981.

278. Le représentant du Centre de liaison pour l'environnement a approuvé le programme relatif à l'eau. Il a fait observer que l'on n'avait jamais suffisamment diffusé les renseignements disponibles au sujet de l'impact des grands barrages sur l'environnement, et il a appelé l'attention sur le fait qu'il existe des directives concernant l'impact des lacs artificiels et la relation entre les grands barrages et l'environnement.

vi) Ressources génétiques

279. De nombreuses délégations ont accueilli favorablement le programme relatif aux ressources génétiques, mais une délégation, tout en approuvant les objectifs, les stratégies et les activités proposées, a remarqué que l'on n'envisageait pas d'organiser la surveillance génétique des êtres humains dans les milieux pollués, et a proposé de mettre à la disposition du programme, à cette fin, des chercheurs scientifiques et des données recueillies dans son pays. Une autre délégation, mentionnant la nécessité de préserver la riche diversité des ressources génétiques, s'est déclarée préoccupée à l'idée que les plans futurs de protection des ressources ne seraient peut-être pas suffisants compte tenu de l'augmentation importante des populations humaines et de l'impact de ce phénomène sur l'environnement. Cette délégation a réaffirmé son appui aux mesures de conservation des ressources génétiques des forêts et à l'intensification de la recherche sur les méthodes permettant de conserver les ressources génétiques animales, et elle a attiré l'attention sur la nécessité de préserver les ressources génétiques de plantes cultivées et de faciliter, grâce à un accord international, l'accès aux réserves de matériels génétiques de plantes cultivées. Il importait que le PNUE, en collaboration avec l'OMS, le BIT, l'UNESCO et la FAO, suive de près les problèmes de sécurité liés aux manipulations génétiques, en particulier celles qui touchent l'ADN. Une évaluation objective des risques s'imposait, ainsi que l'établissement d'un code international pour que le développement de ces techniques se fasse dans le cadre d'une sécurité efficace et internationalement garantie.

vii) Faune et flore sauvages et zones protégées

280. Les mesures prises pour appliquer la stratégie mondiale de la conservation ont été hautement appréciées, et plusieurs délégations ont rendu compte des activités menées dans ce sens dans leur pays. Une délégation a noté que, depuis le lancement de la Stratégie, la notion nouvelle d'un développement sans effets nocifs sur l'environnement devenait largement acceptée; elle a demandé que la Stratégie soit rapidement mise en oeuvre au niveau national comme sur le plan international, et a demandé instamment au PNUE d'appuyer les efforts de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources dans ce domaine. Une autre délégation a estimé que la mise en oeuvre de la Stratégie serait un instrument efficace pour promouvoir un développement équilibré qui tienne compte des problèmes de l'environnement.

281. Plusieurs délégations se sont déclarées préoccupées de constater que le PNUE n'avait pas prévu d'apporter un appui financier au secrétariat provisoire de la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats de la sauvagine, et elles ont fait état du désir de leurs gouvernements de contribuer au financement du secrétariat, tout en soulignant que le soutien du PNUE demeurerait nécessaire pendant sa période intérimaire. Une délégation a proposé d'accorder une priorité plus élevée à la protection des zones humides qu'à l'aide aux conférences internationales sur les parcs nationaux et autres zones protégées ou aux publications dans ce domaine. Concernant la Convention de Washington, il a été demandé que le PNUE continue, à titre provisoire, à apporter son soutien au Fonds d'affectation spéciale.

282. Le représentant de la Communauté économique européenne a souligné l'importance des décisions adoptées lors de la troisième session des parties à la Convention de Washington (New Delhi, 1981) et notamment de la décision relative aux baleines selon laquelle, à compter du 1er janvier 1982, toutes les importations de caractère commercial des principaux produits baleiniers seront interdites. Il a demandé au PNUE d'intervenir pour s'assurer qu'il serait tenu compte de cette décision dans les prochaines délibérations de la Commission internationale baleinière (CIB). En devenant partie à la Convention de Bonn relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, la Communauté contribuait à la conclusion d'accords régionaux, comme il était prévu dans cette convention. Cependant, pour assurer l'application de ces diverses conventions, une formation technique appropriée et des services de gestion étaient indispensables, et la CEE était prête à envisager d'apporter son appui à d'éventuels projets dans ce domaine.

283. Le représentant de l'UNESCO s'est félicité de l'efficacité accrue du Groupe de la conservation des écosystèmes et a souligné qu'il importait de poursuivre les travaux relatifs au réseau de réserves de la biosphère.

c) Environnement et développement

i) Conception intégrée de l'environnement et du développement et techniques appropriées et rationnelles du point de vue de l'environnement

284. La plupart des délégations ont appuyé la partie du plan à moyen terme consacrée à l'environnement et au développement et ont pris note avec satisfaction des efforts déployés par le PNUE pour promouvoir une conception intégrée du

développement et de la gestion de l'environnement. Plusieurs délégations, après avoir souligné que plusieurs organismes internationaux de développement avaient approuvé les directives élaborées par le PNUE en vue d'assurer la prise en considération des facteurs environnementaux dans la planification du développement, ont demandé au PNUE de poursuivre ses travaux sur cette question et de vérifier dans quelle mesure ces directives étaient respectées. Quelques délégations ont exprimé des réserves au sujet de l'inclusion, sous la rubrique "Environnement et développement" (à laquelle correspondait un poste budgétaire), de projets qui concernaient ou même qui faisaient partie intégrante d'autres parties du programme, relevant d'autres postes budgétaires relatifs à des thèmes d'activité tels que l'énergie, les océans, les écosystèmes terrestres et les établissements humains (sous l'angle écologique). Il était donc à craindre que le PNUE ne parvienne pas à obtenir un rendement maximal dans les grands secteurs de l'environnement dans lesquels des plans de développement étaient en cours d'élaboration, en particulier dans les pays en développement.

285. Une délégation a déclaré que le plan à moyen terme devrait tenir davantage compte des besoins des pays en développement, tandis que plusieurs autres ont proposé de réorganiser les objectifs et les stratégies de manière à éviter les chevauchements; une autre délégation a indiqué qu'à son avis l'évaluation des besoins essentiels de l'homme en fonction des limites extrêmes devrait faire partie de la conception intégrée. On a également exprimé l'opinion que la formation à dispenser à des économistes et à des spécialistes de la planification au titre de la rubrique "Education et formation en matière d'environnement" devrait être rattachée à l'élément de formation prévu dans la rubrique "Environnement et développement". Une délégation a fait observer que les sections relatives à l'environnement et au développement et à la gestion de l'environnement avaient été fusionnées et que le nouvel objectif qui avait été formulé était plus restreint que ceux que le Conseil d'administration avait approuvés antérieurement, et elle a relevé la disparition de la notion d'écodéveloppement - qui avait été définie à l'origine par le PNUE - ainsi que les projets sur l'environnement et le développement au Kenya et au Venezuela. De l'avis de cette délégation, le plan à moyen terme pour 1982-1983 devrait prévoir une suite à ces activités, qui étaient très importantes pour les pays en développement.

286. Plusieurs délégations ont déclaré que pour réaliser une croissance économique soutenue, il fallait évaluer l'incidence écologique des projets de développement non seulement avant leur exécution, mais aussi après, et elles ont recommandé que le PNUE accorde un degré de priorité élevé à l'élaboration de techniques pour procéder à des études de cas sur de telles évaluations environnementales a posteriori.

287. Deux délégations ont déclaré qu'en égard en particulier à leur coût, les travaux d'analyse coûts-avantages prévus dans ce programme ne devraient pas être retenus.

288. Une délégation s'est déclarée préoccupée par les insuffisances que représentait, sur le plan théorique, le document relatif aux relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement (UNEP/GC.9/2/Add.4); cela tenait peut-être au fait que l'on n'avait pas procédé à une analyse générale de l'expérience de pays ayant des systèmes économiques différents de sorte que le document soulevait des questions épineuses sans les examiner en profondeur.

289. Une délégation a déclaré qu'elle appuyait les activités intéressant les techniques appropriées et rationnelles du point de vue de l'environnement, et a suggéré d'y rattacher les travaux du PNUE intéressant les techniques peu polluantes ou sans déchets, au lieu de les faire figurer dans la rubrique "industrie et environnement".

ii) Industrie et environnement

290. Dans l'ensemble, les participants ont reconnu que le problème de l'industrie et de l'environnement était important et ils se sont déclarés satisfaits des travaux du PNUE, que l'une des délégations a qualifiés d'efficaces et d'utiles pour les pays en développement. Il a été proposé que d'autres organismes des Nations Unies, en particulier l'ONUUDI, se chargent d'une bonne partie du travail dans ce domaine et il a été dit que l'industrie devrait jouer un plus grand rôle dans l'application des programmes. Une délégation a déclaré qu'il convenait d'appuyer les efforts tendant à résoudre les problèmes soulevés par la pollution industrielle et elle a offert l'assistance spécialisée de son pays dans l'exécution des projets pertinents du PNUE. Une autre délégation a souligné la nécessité de considérer l'industrie comme l'un des moteurs du développement et a estimé qu'il convenait d'élaborer des lignes directrices concernant l'implantation des industries qui tiennent compte de la répartition nécessaire des populations.

291. Deux délégations ont déclaré qu'il était indispensable de fixer des principes directeurs écologiques lorsque l'on formulait des programmes industriels. Une autre s'est félicitée des activités menées conjointement par le PNUE et l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, en consultation avec l'Association de l'industrie pétrolière internationale pour la protection de l'environnement, qui ont abouti à une publication commune sur l'utilisation des substances chimiques dans la lutte contre les déversements d'hydrocarbures, laquelle était un bon exemple de la coopération entre le PNUE et les autres organismes.

292. Les participants se sont déclarés fermement en faveur de la formulation et de l'application de politiques de conservation des ressources pour plusieurs secteurs déterminés de l'industrie. Il a toutefois été signalé qu'il était probable que les pays en développement ne seraient pas en mesure de faire face au coût élevé de l'équipement perfectionné nécessaire à la lutte contre la pollution et que le PNUE devrait par conséquent encourager, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, la mise au point de méthodes de lutte contre la pollution qui feraient appel aux techniques peu polluantes ou sans déchets et au recyclage de déchets.

293. Une délégation a estimé que les programmes élaborés au niveau régional ou sous-régional seraient sans doute plus efficaces que ceux qui mettaient l'accent sur une stratégie mondiale. Une autre a demandé qu'on consacre plus de recherches à l'industrie et à l'environnement et qu'on publie plus de renseignements et d'ouvrages sur la question, appelant l'attention sur le rôle actif que son pays jouait à cet égard.

d) Océans

294. Une délégation a dit que les programmes des mers régionales étaient des sources de renseignements et de données qu'il conviendrait d'utiliser pour appuyer

les activités entreprises dans le cadre du programme relatif aux océans et aux ressources biologiques marines en évitant les doubles emplois. Une délégation a indiqué que la pollution des mers et les ressources biologiques marines étaient des domaines dont d'autres organismes s'occuperaient mieux et a instamment demandé au PNUE de se borner à son rôle de catalyseur et de ne pas étendre ses activités à ces domaines.

i) Pollution des mers

295. Les délégations se sont félicitées des travaux réalisés par le PNUE et d'autres organismes au sujet de l'évaluation de l'environnement marin et ont souligné la nécessité d'une collaboration entre le PNUE et la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO. Elles ont fait observer qu'il fallait réaliser des études de base et prendre des mesures pour lutter contre la pollution. Une délégation a appelé l'attention sur le risque majeur de pollution que constituaient les hydrocarbures déversés délibérément par les pétroliers, et une autre sur les alluvions entraînées par les cours d'eau, le DDT et les autres produits agrochimiques ainsi que les effluents chimiques et biologiques, tandis qu'une autre a déclaré que la lutte contre le déversement d'hydrocarbures, de déchets et d'autres matières dangereuses dans les océans devrait être menée conformément aux principes fixés lors de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

296. Une délégation a déclaré que la surveillance de la haute mer progressait plus lentement que les autres éléments du Programme pour l'environnement. Il était urgent d'établir un plan d'étude systématique des polluants de l'environnement océanique en tant que première étape indispensable à l'évaluation de leur impact sur les écosystèmes océaniques et côtiers. Le programme de surveillance de la haute mer dont l'adoption a été recommandée à la réunion de Monterey (Etats-Unis d'Amérique) en septembre 1980 devrait être réalisé sans tarder, de même que des études pratiques des régions où la pollution avait un impact élevé et une étude de toute la question de l'évacuation des déchets en mer. De plus, l'évacuation continue des sources, quantités et effets des polluants marins devrait bénéficier d'un appui actif au titre du Plan Vigie, les systèmes de surveillance étant partie intégrante des divers programmes sur les mers régionales, qui avaient déjà permis de recueillir un volume impressionnant de données de base qui pourraient utilement être exploitées par le Système mondial de surveillance continue de l'environnement.

297. Une autre délégation a déclaré que l'étalonnage était indispensable si l'on voulait que les programmes de mesure et de surveillance du milieu marin aboutissent à des résultats comparables.

298. On a fait observer que le Kenya venait de créer un institut de recherche sur les mers et les pêcheries et l'on a invité le PNUE à l'aider à développer ses moyens de recherche.

299. Une délégation a déclaré qu'il faudrait inscrire au programme la prévention de la pollution des lacs et cours d'eau intérieurs qui constitueraient un élément distinct.

ii) Ressources biologiques des mers

300. Les activités que le PNUE se propose d'entreprendre au sujet de la conservation des mammifères marins ont été appuyées dans l'ensemble et l'on a exprimé l'espoir que le programme d'activités ambitieux mais essentiel esquissé pourrait être mené à bien pendant la période couverte par le plan à moyen terme. Les délégations ont demandé avec instance que la première phase du plan d'action PNUE/FAO sur les mammifères marins soit réalisée en 1982-1983 et elles ont souligné que tous les organismes impliqués devraient agir de concert, sans oublier qu'outre la nécessité d'assurer par des méthodes traditionnelles et prudentes une productivité optimale durable aux mammifères marins, l'on pouvait utiliser ceux-ci à d'autres fins que la consommation.

301. Il a été préconisé de revoir le Plan d'action du fait que la définition du niveau optimal qu'il contenait, à savoir "préserver la productivité et la santé des écosystèmes marins et maintenir ou ramener les réserves d'animaux et de plantes à un niveau optimal", n'était pas acceptée universellement par les scientifiques. A cet égard, le représentant de la FAO a fait observer qu'on avait établi un Comité scientifique consultatif qui était chargé d'aboutir à un accord sur les aspects scientifiques du projet du plan.

302. Les activités de la Commission internationale baleinière ont été appuyées de même que la proposition tendant à établir une zone protégée dans l'océan Indien et à étendre ses limites méridionales. Selon une délégation, le seul moyen efficace de protéger les baleines était d'en interdire complètement la chasse. D'autres délégations ont invité instamment le PNUE à formuler un plan d'action pour la conservation d'autres espèces marines menacées d'extinction, comme les tortues de mer, et à prendre des mesures pour harmoniser au niveau régional la législation relative à la protection des espèces marines menacées telles que les dugongs. On a fait état de la nécessité de sensibiliser davantage le public à l'importance de la conservation des espèces marines et le Directeur exécutif a été prié instamment d'utiliser le vaste réseau des organisations non gouvernementales auxquelles le PNUE a accès pour diffuser plus largement les renseignements pertinents.

303. Le rôle de coordonnateur et de catalyseur joué par le PNUE serait sans doute l'un des éléments qui inciterait le plus les gouvernements à conclure des accords régionaux ou bilatéraux pour protéger des réserves déterminées de ressources marines biologiques, et il a été avancé en outre que le programme des mers régionales pourrait être un mécanisme utile pour atteindre les objectifs du présent programme.

304. Une délégation a estimé qu'il était de la plus haute importance de conserver et d'utiliser rationnellement les ressources marines biologiques car elles présentaient une grande valeur comme source renouvelable d'aliments.

iii) Programme des mers régionales

305. Les délégations ont appuyé unanimement le programme, que l'une d'elles a qualifié de mécanisme d'étude des problèmes écologiques uniques du littoral, et d'étape vers une meilleure solution des problèmes écologiques de la haute mer. Elles se sont félicitées de son extension à l'Afrique orientale, à l'Atlantique du Sud-Ouest et aux mers de l'Asie de l'Est, car il acquerrait ainsi

une meilleure couverture géographique, et le PNUE a été invité instamment à poursuivre ses efforts pour appliquer les plans d'action déjà adoptés par les gouvernements afin d'entretenir l'enthousiasme qu'ils ont suscité dans les régions intéressées.

306. Les participants ont fait mention de l'atelier CEA/UNESCO qu'il était prévu d'organiser au sujet du développement de l'océanographie et des techniques marines en Afrique, dont on tirerait des éléments utiles à l'établissement du répertoire du PNUE sur les centres de recherche et de mise en valeur des ressources marines, et de l'atelier PNUE/Département des affaires économiques et sociales internationales sur la mise en valeur et la gestion des zones côtières, qui devait être organisé vers la fin de 1981.

307. Plusieurs délégations se sont déclarées préoccupées par la réduction des crédits qu'il était proposé d'ouvrir en faveur du programme des mers régionales, car elle mettrait le programme dans l'impossibilité de répondre aux espoirs placés en lui.

308. Un certain nombre de délégations ont estimé qu'il faudrait continuer d'appuyer le programme pour la Méditerranée, car il servait de modèle au programme d'autres régions, bien qu'une délégation ait dit que le PNUE devrait veiller à ne pas financer les plans d'action plus longtemps qu'il ne le fallait.

309. On a appelé l'attention sur le plan d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures et de matières dangereuses dans les îles Caraïbes, qui faisait partie du Plan d'action des Caraïbes établi en 1980. Une délégation a exposé le programme bilatéral et multilatéral mis en oeuvre par l'intermédiaire de l'Association régionale de la Commission océanographique intergouvernementale (COI) pour les Caraïbes et a souligné qu'il importait d'établir des plans pour entreprendre les activités de recherche, de surveillance et d'évaluation du milieu marin prévues par le Plan d'action des Caraïbes et de les mener à bien. Le Coordonnateur du projet concernant l'environnement des Caraïbes s'est félicité du concours apporté par les organismes des Nations Unies à la formulation du Plan d'action.

310. Certaines délégations, tout en soulignant l'utilité du programme sur le plan régional, ont insisté pour qu'on s'occupe davantage des problèmes mondiaux des océans et ont demandé que le PNUE élargisse ses activités en coopération avec l'OMCI pour répondre à cette préoccupation.

311. Le représentant de l'UNESCO a demandé que les moyens d'étude et de surveillance des océans à l'échelle mondiale soient renforcés par la coopération avec la COI et les programmes SMISO (Système mondial intégré de stations océanographiques) et MARPOLMON (Programme COI/OMM de surveillance de la pollution marine) de la Commission. Il se félicitait du développement rapide du programme des mers régionales, mais soulignait que la participation des organisations coopérantes était limitée par l'ampleur du programme et le fait que leurs organes directeurs n'avaient pas de mandat bien défini.

e) Energie

312. Plusieurs délégations ont appelé l'attention sur la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables qui devait se tenir bientôt et l'une d'elles a dit qu'il faudrait établir un mécanisme permettant

d'assurer le suivi de la Conférence et que le PNUE devrait être associé à l'application des décisions de la conférence. Une autre a cependant fait observer qu'il ne faudrait pas formuler de nouvelles stratégies tant que les résultats de la Conférence n'auraient pas été étudiés de façon approfondie. Une délégation a demandé des précisions sur le rôle que le PNUE jouerait dans la mise en valeur des sources nouvelles d'énergie après la Conférence, et des questions ont été posées au sujet des rapports entre le Programme et le Comité des ressources naturelles.

313. Des délégations ont reconnu qu'il incombait au PNUE de souligner l'importance des considérations écologiques dans les débats sur les rapports entre les différentes sources nouvelles d'énergie. Les efforts tendant à encourager l'exploitation efficace des sources d'énergie qui seraient écologiquement saines ont été encouragés et une délégation a estimé que cette question était tout aussi importante que le mauvais usage actuel des sources d'énergie. Une autre délégation a souligné l'importance de la recherche et de la mise au point de techniques de conservation de l'énergie afin que les maigres ressources puissent être mieux exploitées.

314. Certaines délégations ont exprimé leur préoccupation au sujet d'un chevauchement possible des efforts, faisant observer que l'on encourageait, tant au niveau national qu'international, des activités qui avaient pour objet de permettre de comprendre les incidences écologiques de la production et de l'utilisation de l'énergie.

315. Une délégation a noté que l'on disposait de peu de renseignements au sujet des nouvelles sources d'énergie et doutait que les stratégies envisagées pour permettre de mieux comprendre les incidences sur l'environnement de la production et de l'utilisation de l'énergie développent sensiblement les connaissances en la matière, car, en raison de l'extrême diversité des régions, il était rarement possible de tirer, d'études réalisées dans un pays, des conclusions universellement valables.

316. Des participants ont exprimé leur préoccupation au sujet du montant des crédits alloués au titre du programme relatif à l'énergie qu'ils jugeaient insuffisant pour permettre au PNUE de jouer un rôle satisfaisant dans ce domaine. Une délégation a cependant souligné qu'en raison de la pénurie des ressources financières et du fait que d'autres s'occupaient de ce problème, il serait préférable d'allouer ces ressources à d'autres activités prioritaires.

317. Une délégation a demandé qu'il soit fait état, au paragraphe 7 du rapport du Directeur exécutif du PNUE sur la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, de la réunion du Groupe d'experts internationaux qui avait eu lieu à Munich du 17 au 27 novembre 1980 et au cours de laquelle avait été examiné le rapport sur l'évaluation comparée des incidences des différentes sources d'énergie pour l'environnement.

f) Catastrophes naturelles

318. Une délégation a fait l'éloge du mémorandum d'accord sur les catastrophes naturelles signé par le Directeur exécutif et les chefs de secrétariat de huit autres organisations appartenant au système des Nations Unies. Une autre délégation a pris note avec satisfaction du fait que le programme esquissé dans le plan à moyen terme avait été développé et a instamment demandé que la priorité

soit accordée aux activités visant à épargner des vies humaines. Une délégation a fait valoir que les efforts devraient porter sur la prévention des catastrophes naturelles et a indiqué que son gouvernement était prêt à organiser des séminaires sur la prévision des séismes dans les pays en développement. D'autres délégations étaient d'avis que le PNUE devrait, en raison de la présente situation financière, se borner aux activités prévues par le plan.

319. Le représentant de l'OMM a indiqué que les progrès enregistrés par cette organisation dans le domaine des catastrophes naturelles étaient imputables dans une large mesure à la coopération, à l'assistance et à l'appui que lui avait assurés le PNUE, notamment en Asie du Sud-Est et sur le sous-continent indien, mais aussi dans les Caraïbes et ailleurs. Il a prié le PNUE de continuer à fournir un appui pour que soit menée à bien l'expérience sur les typhons et d'autres activités entreprises par l'OMM, dont il était fait mention dans le plan à moyen terme, ainsi que des activités en matière de diffusion des renseignements, d'éducation et de formation.

g) Droit de l'environnement

320. Plusieurs délégations se sont félicitées des conclusions du Groupe de travail d'experts du droit de l'environnement touchant les aspects juridiques de l'exploitation minière et du forage en mer dans les limites de la juridiction nationale; les participants avaient le sentiment que ces conclusions contribueraient très sensiblement à prévenir la pollution occasionnée par la prospection et l'exploitation offshore des hydrocarbures et d'autres minéraux. Une délégation a suggéré de recommander aux Etats Membres de considérer les conclusions comme un ensemble minimum de principes à suivre pour les opérations effectuées dans les limites de la juridiction nationale; une autre délégation a indiqué qu'il convenait d'étudier soigneusement ces conclusions avant de les incorporer aux législations nationales tandis qu'une autre était d'avis qu'il ne faudrait les adopter qu'après les avoir communiquées aux gouvernements aux fins d'observation. Une délégation a exprimé des réserves au sujet des conclusions de la réunion au motif qu'elles ne prenaient pas en considération les responsabilités des Etats en ce qui concernait les dommages occasionnés à l'environnement.

321. Une délégation a émis des réserves au sujet de l'utilité que présentaient pour le PNUE les réunions bi-annuelles envisagées d'experts du droit de l'environnement qui seraient chargés d'examiner les nouveaux besoins en matière de programme et de recherche; elle était en outre d'avis que le séminaire envisagé sur l'enseignement du droit de l'environnement au niveau universitaire pourrait être reporté sans inconvénient majeur, tandis qu'une autre délégation a demandé que les moyens en matière de formation au droit de l'environnement soient perfectionnés.

322. Une délégation a pris note de l'adoption par la CEA d'une résolution relative au renforcement des moyens considérés comme un aspect de la stratégie du développement, qui devaient permettre aux Etats d'adopter des législations et des méthodes d'évaluation et de gestion dans le domaine de l'environnement, dans laquelle il était demandé auxdits Etats de réexaminer leur législation touchant les principaux secteurs du développement.

323. Une autre délégation a rappelé qu'à la huitième session du Conseil, elle avait émis des objections au sujet du programme de travail proposé par le Directeur exécutif car ce programme lui semblait déborder du cadre fixé par le

mandat accordé par l'Assemblée générale; en conséquence, le rapport du Directeur exécutif sur la coopération dans le domaine de l'environnement en matière de ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats ainsi que le programme de travail dont était saisi le Comité, lui semblaient inacceptables. Un petit nombre de délégations ont indiqué être préoccupées par le fait que le PNUE ait élaboré des principes juridiques à l'usage des Etats. L'une d'entre elles a insisté sur le fait que le PNUE devrait se cantonner à élaborer des lignes directrices plutôt que des principes. Il appartenait aux Etats d'identifier les ressources naturelles partagées; le PNUE devrait limiter ses activités aux consultations avec les gouvernements et se contenter de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale. D'autres délégations se sont félicitées des projets de principe destinés à orienter les Etats dans leurs activités de conservation et d'exploitation rationnelle des ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats et ont exhorté les participants à les adopter dans les plus brefs délais.

324. L'attention a été appelée sur le fait que le PNUE, conformément à ses obligations, ferait un rapport sur la question à l'Assemblée générale à sa trente-sixième session; l'on était d'avis qu'un bref rapport suffirait, étant entendu que l'on ne tiendrait pas compte des recommandations du Directeur exécutif concernant de nouvelles mesures, qui seraient examinées dans le contexte approprié.

325. Une délégation a indiqué que les renseignements figurant dans le rapport sur l'exécution du programme relatifs à la réunion consultative officielle qui avait été convoquée en novembre 1980 à Ottawa étaient inexacts dans la mesure où les participants n'avaient ni examiné ni commenté le projet d'étude approfondie du droit de l'environnement; en fait, il n'y avait eu ni débat officiel, ni débat officieux important sur le projet. On a également souligné que les participants à la réunion n'avaient été en aucune façon à même de convenir que les questions de pollution des mers, de l'épuisement de la couche d'ozone et des déchets dangereux soient traitées en priorité au cours de la réunion de hauts fonctionnaires des administrations nationales experts du droit de l'environnement qui allait avoir lieu.

326. Une délégation a pris note avec satisfaction des questions qu'il était prévu d'examiner lors de la réunion spécialisée et a demandé qu'un point supplémentaire intitulé "Droit de l'environnement : élaboration de dispositions en vue de la protection des ressources naturelles", soit inclus. Une autre délégation a indiqué qu'il devrait être procédé à l'élaboration des dispositions du droit de l'environnement correspondant aux échelons mondial, régional ou national, en tenant pleinement compte et avant tout des efforts déployés par les pays en développement pour concilier le respect de l'environnement avec les priorités en matière de développement socio-économique; c'était en fonction de ce principe que la réunion spécialisée devrait choisir les domaines prioritaires qui seraient inscrits à la section du programme à moyen terme à l'échelle du système consacrée au droit de l'environnement tout en veillant à ce que lesdites priorités puissent être acceptées tant par les pays développés que par les pays en développement.

327. A cet égard, une délégation a souligné qu'il importait de formuler des lignes directrices et de fournir une assistance aux fins d'élaboration de législations et de réglementations nationales en matière d'environnement et de méthodes d'évaluation de l'environnement qui, si elles pouvaient être élevées au rang d'instruments

juridiques universellement reconnus, constitueraient un pas décisif dans l'élaboration progressive du droit de l'environnement, même si la diversité des préoccupations, et notamment les besoins concrets des pays en développement, imposait une approche pragmatique du droit.

328. Une délégation s'est ralliée à l'opinion selon laquelle le PNUE était l'organisme le plus à même de coordonner la surveillance de la pollution des mers d'origine tellurique à l'échelle mondiale.

329. On a souligné l'importance du PNUE en tant qu'organisme chargé de veiller à ce que les objectifs et stratégies expressément prévus par le plan à moyen terme soient compatibles avec l'objectif d'ensemble du programme. Une délégation a exprimé certaines réserves au sujet de plusieurs éléments de la stratégie dont le plan faisait état, comme par exemple les références à des conventions qui ne pouvaient être appliquées du fait qu'elles n'existaient pas et, dans le cas du droit de la mer, à des mesures tendant à promouvoir une application rationnelle, du point de vue de l'environnement, d'un traité qui n'avait pas encore été adopté. Le droit de l'environnement devrait, en toute justice, n'être qu'un aspect de la politique environnementale et ne pas être considéré comme un domaine en soi. Une autre délégation a indiqué qu'aucun principe directeur juridique ne devrait être formulé tant que les divers pays n'en auraient pas reconnu le fondement scientifique.

4. Mesures d'appui

a) Education et formation en matière d'environnement

330. De nombreuses délégations ont appuyé les objectifs, les plans et les activités concernant l'éducation et la formation en matière d'environnement, qui, à leur avis, étaient tout à fait compatibles avec le rôle de catalyseur joué par le PNUE. Un certain nombre de délégations se sont déclarées toutefois préoccupées par le fait qu'il n'était pas suffisamment tenu compte des besoins régionaux dans la formulation des programmes d'éducation et de formation en matière d'environnement, tandis que d'autres ont estimé qu'il convenait de faire une plus large place aux programmes de formation et d'éducation dans les autres parties du programme.

331. Une délégation a déclaré qu'il convenait d'accorder un rang de priorité élevé aux objectifs 2, 3, 5 et 7 assignés à l'éducation en matière d'environnement et aux objectifs 1, 2, 3 et 4 concernant la formation en matière d'environnement. Une autre délégation a constaté le bien-fondé de la conférence internationale sur la formation en matière d'environnement proposée dans le plan à moyen terme.

332. Un grand nombre de délégations ont appuyé les programmes de formation mis en oeuvre conjointement par le PNUE et l'UNESCO dans le domaine de l'écologie et l'une d'entre elles a déclaré que la coopération qui s'était établie entre les deux organisations avait abouti à de bons résultats dans divers pays, en particulier dans ceux qui reconnaissaient désormais l'importance des questions relatives à l'environnement. Les pays les moins avancés, en particulier, ne disposaient cependant pas encore du personnel qualifié nécessaire pour établir et mettre en oeuvre des plans de développement écologiquement sains à long terme et à moyen terme. Deux délégations ont fait savoir que le gouvernement de leur pays organisait des stages de formation supérieure sur de nombreux thèmes importants concernant l'environnement à l'intention des étudiants des pays en développement.

333. Une délégation, appuyée par d'autres délégations de pays africains francophones, a exprimé l'inquiétude que lui inspirait le fait que le Bureau régional pour l'Afrique n'ait entrepris aucune activité dans les domaines de la coopération, de l'information et de la formation touchant l'environnement, et a instamment prié ledit Bureau de s'employer à remédier au plus vite à cette situation.

334. Une délégation a insisté sur la nécessité de donner une éducation écologique aux enfants, tout particulièrement en ce qui concerne la présence des produits chimiques dangereux présents dans le milieu et leurs propriétés. Une autre délégation s'est plainte de la pauvreté du matériel pédagogique en langue espagnole.

335. Une délégation a émis l'avis que les crédits alloués à la formation en matière d'environnement étaient insuffisants : son gouvernement avait créé un centre de formation en matière d'environnement et serait heureux de recevoir un appui financier du PNUE.

336. Le représentant de l'UNESCO a déclaré que, si l'on pouvait s'estimer satisfait de ce qui avait été fait jusqu'à présent dans le domaine de l'éducation et de la formation en matière d'environnement, il restait encore beaucoup à faire, en particulier des mesures concrètes. La nouvelle phase du programme viserait des fins pratiques sur le terrain ainsi que la production dans différentes langues, d'un matériel pédagogique qui soit adapté à la situation et aux besoins locaux. Le programme MAB constituerait une contribution utile à cet égard. Il était également favorable au développement, en collaboration avec le PNUE, de programmes d'éducation en matière d'environnement destinés aux ingénieurs et aux économistes. Nombreuses étaient les activités entreprises dans le domaine de la formation mais il était essentiel de renforcer l'appui assuré au titre de la formation de spécialistes à la gestion intégrée des ressources du milieu, car cette formation était encore plus importante que la conférence sur la formation écologique envisagée.

337. Le représentant de la CEA a fait état de l'élément du Plan d'action de Lagos relatif à la formation, qui visait à développer les moyens dont les établissements nationaux chargés de l'évaluation de l'environnement, de la collecte des données relatives à l'environnement et de la gestion de l'environnement disposent pour donner une formation écologique.

b) Assistance technique

338. Plusieurs délégations ont fait savoir qu'elles appuyaient les programmes d'assistance technique envisagés. Une délégation a toutefois souligné que l'assistance ne devait pas se limiter à l'aide juridique et administrative et qu'il convenait aussi de prévoir des fonds pour financer des voyages d'études, des bourses, etc., en faveur d'experts des pays en développement. Une autre délégation a signalé que les pays en développement avaient besoin d'une aide extérieure pour élaborer et formuler leur législation nationale sur l'environnement et que les activités entreprises à cet égard devaient être rattachées aux activités relatives au droit de l'environnement.

339. Le représentant de la CEA a appelé l'attention sur la résolution adoptée par la Conférence des ministres de la Commission à sa septième session dans laquelle sont définies les attributions, dans le domaine de l'environnement, du Comité

intergouvernemental régional des établissements humains et de l'environnement récemment créé. Le Comité sera chargé, entre autres, de l'assistance technique et de la coopération régionale instituées en Afrique au titre du programme pour l'environnement.

c) Information

340. Il a été jugé urgent de renforcer la prise de conscience de l'importance de l'environnement tout particulièrement dans les pays en développement à forte densité de population. Une délégation a répété sa conviction que le PNUE devait prendre des dispositions pour être mieux à même de dresser et de distribuer des listes à jour de la documentation qu'il publiait sur l'environnement, ce qui permettrait, entre autres, d'informer les gouvernements de ses activités passées et présentes. Une autre délégation a ajouté que ces listes devraient comprendre des renseignements sur les publications des autres organes et organismes des Nations Unies, qui concernaient l'environnement.

341. Une délégation a déclaré que son gouvernement appuyait activement les activités du PNUE dans le domaine de l'information relative à l'environnement destinée au grand public et qu'il diffusait actuellement dans des langues vernaculaires des documents scientifiques et des publications de vulgarisation sur l'environnement. Il convenait que le PNUE fasse preuve de plus d'initiative dans ce domaine et, en particulier, qu'il produise, à l'intention du grand public, des publications scientifiques dont le contenu soit plus accessible.

5. Conclusion des débats

342. Les représentants du Directeur exécutif ont remercié les délégations des nombreuses suggestions utiles qu'elles avaient faites. Ils ont confirmé que les objectifs et stratégies approuvés ne seraient modifiés que par une décision du Conseil d'administration expressément adoptée à cet effet; au cours de la présente session les modifications demandées avaient exclusivement trait au programme relatif à l'évaluation des besoins fondamentaux de l'homme en fonction des limites extrêmes.

C. Allocations budgétaires

343. Après que le Président du Comité de session II eut communiqué par lettre au Président du Comité de session I les vues du Comité II sur les chiffres correspondant à l'objectif et aux prévisions en matière de ressources du Fonds pour l'environnement, de nombreuses délégations ont indiqué qu'il était difficile de se prononcer quant au choix des priorités à assigner au programme et à la répartition des ressources entre les différents postes budgétaires à deux chiffres présentée à l'annexe I du plan à moyen terme. Deux délégations ont proposé que le choix des priorités et la répartition des ressources soient effectués sur la base des rubriques budgétaires à quatre chiffres.

344. Certaines délégations ont déclaré que si le montant de 120 millions de dollars qui avait été fixé comme objectif n'était pas atteint, la réduction globale envisagée des ressources destinées au financement des différents postes budgétaires serait inacceptable du point de vue des pays en développement. Il était proposé

dans cette éventualité de ne pas modifier les crédits alloués aux postes budgétaires à deux chiffres correspondant aux établissements humains et à la santé humaine, à l'environnement et au développement, aux écosystèmes terrestres et aux terres arides et semi-arides, y compris la désertification, et de réduire les ressources affectées aux autres postes budgétaires de façon à équilibrer le budget.

345. Nombre d'autres délégations, cependant, étaient d'avis qu'il était pratiquement impossible au Comité, à un stade aussi avancé de ses travaux, de décider de la répartition finale des ressources et du choix définitif des priorités; en conséquence, la répartition globale des crédits, exprimée en pourcentage, figurant à l'annexe I, serait acceptable. On a également souligné que cette répartition était le fruit de débats approfondis et d'une longue expérience.

346. Le Directeur exécutif adjoint a déclaré que le PNUE souhaitait, dans la mesure où il disposerait du temps nécessaire, qu'il soit procédé à un débat plus approfondi sur les éléments de la stratégie énoncée dans le plan à moyen terme. Il conviendrait toutefois d'avoir présent à l'esprit le fait que si le Conseil d'administration avait pour rôle de définir les grandes lignes de la politique générale du PNUE en la matière, il appartenait au Directeur exécutif de tenir le Conseil pleinement informé de la mise en oeuvre du programme. En conséquence, il proposait que la répartition des crédits entre les postes budgétaires à deux chiffres indiquée à l'annexe I du plan ainsi que les recommandations figurant dans la lettre du Président du Comité II soient provisoirement approuvées. Comme par le passé, le Directeur exécutif ferait rapport au Conseil, à sa prochaine session, sur les faits nouveaux intervenus ainsi que sur la répartition effective des crédits en vue d'une modification éventuelle des priorités et de la répartition des ressources.

D. Approbation des décisions

347. A l'issue de ses délibérations, le Comité a recommandé au Conseil d'administration, pour adoption, un certain nombre de projets de décisions sur les sujets indiqués ci-après. Le texte de ces décisions, telles qu'elles ont été approuvées par le Comité, figure à l'annexe I ci-après. Aux paragraphes ci-dessous figurent les numéros des décisions adoptées, tandis qu'au chapitre XI sont consignés les débats auxquels a donné lieu leur adoption.

Questions intéressant le programme

348. Le Comité a recommandé au Conseil d'administration d'adopter un projet de décision présenté par le Président (décision 9/10).

349. Après un débat prolongé, au cours duquel un petit groupe de rédaction officieux a été constitué pour élaborer un texte révisé, le Comité a également recommandé pour adoption, tel qu'il avait été révisé, un projet de décision présenté par le Groupe des Etats d'Asie et intitulé "Le programme pour l'environnement : Problèmes à long terme" (décision 9/11).

350. Le Comité a également examiné un projet de décision présenté par le Groupe des Etats d'Afrique, qui avait trait à l'ordre de priorité des graves problèmes écologiques des pays en développement. Après un débat prolongé, un petit groupe de rédaction officieux a été constitué, mais il n'a pas pu se mettre d'accord sur

un texte révisé. Afin d'éviter que la décision soit mise aux voix, le représentant de l'Australie a proposé des amendements que les auteurs du projet ont accepté, et le Comité a décidé de recommander le texte ainsi modifié au Conseil d'administration, pour adoption (décision 9/12).

Limites extrêmes

351. Le Comité a recommandé au Conseil d'administration d'adopter un projet de décision relatif au Programme concernant les incidences du climat qui avait pour auteurs l'Autriche, la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique (décision 9/13 A). Le secrétariat a indiqué que cette décision pourrait être mise en oeuvre au moyen des ressources existantes.

352. Le Comité a recommandé au Conseil d'administration d'adopter un projet de décision sur la protection de la couche d'ozone, tel qu'il avait été amendé par la délégation de la République démocratique allemande, présenté à l'origine par les délégations des pays suivants : Allemagne, République fédérale d', Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Gabon, Grèce, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Suisse, Uruguay (décision 9/13 B).

353. Au nom des auteurs du projet, il a été précisé que les mots "experts techniques" figurant au paragraphe 2 du dispositif devaient être interprétés dans leur sens le plus large, comme s'appliquant à des experts de toutes les disciplines scientifiques et techniques pertinentes.

354. Deux délégations ont déclaré que, comme il fallait encore approfondir la connaissance scientifique de la couche d'ozone et son interaction avec les autres éléments de l'atmosphère, il serait prématuré de commencer à élaborer une convention, fût-ce qu'une convention-cadre. Ces délégations auraient donc préféré qu'il soit question, dans le texte de la décision, de "directives", et elles se sont réservé le droit de revenir sur cette question en séance plénière.

355. Le secrétariat a indiqué que, compte tenu de l'offre généreuse du Gouvernement suédois d'accueillir la première réunion du Groupe spécial qui serait créé en vertu de la décision, les seules dépenses supplémentaires à la charge du PNUE, à savoir les frais de voyage des fonctionnaires envoyés à la réunion, pourraient être couvertes au moyen des ressources disponibles. Le secrétariat a également indiqué qu'à son sens, les travaux "en cours ailleurs", mentionnés au paragraphe 3 a) du dispositif, étaient des travaux en cours dans des organisations internationales telles que l'OCDE, le CAEM et la Commission des communautés européennes.

Etablissements humains

356. Le Comité a recommandé au Conseil d'administration d'adopter un projet de décision relatif à la planification et à la gestion environnementales des établissements humains à l'échelon local, qui avait pour auteurs le Bénin, la Colombie et l'Uruguay (décision 9/14).

357. Tout en appuyant cette décision quant au fond, une délégation a déclaré qu'elle jugeait important que le PNUE évite de prendre unilatéralement des mesures dans des domaines qui relevaient de la compétence d'autres organismes des Nations Unies.

358. Le secrétariat a indiqué que cette décision pourrait être mise en oeuvre avec les ressources disponibles.

Ecosystèmes terrestres

359. Le Comité a recommandé au Conseil d'administration d'adopter un projet de décision sur les écosystèmes des terres arides et semi-arides, présenté par le Groupe des Etats d'Afrique (décision 9/15 A).

360. Le secrétariat a fait observer qu'il n'était pas possible pour le moment de chiffrer le coût des projets mentionnés dans ce texte. Le PNUE ferait tout son possible pour donner suite à la décision dans les limites des ressources disponibles.

361. Le Comité a également recommandé au Conseil d'administration d'adopter un projet de décision sur la politique mondiale des sols (décision 9/15 B) qui avait pour auteurs les pays suivants : Arabie saoudite, Bénin, Bulgarie, Burundi, Canada, Chili, Colombie, Chypre, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Kenya, Nigéria, Norvège, Panama, Suède, Union des Républiques socialistes soviétiques et Uruguay.

362. Le secrétariat a indiqué que le rapport demandé dans le paragraphe 6 du dispositif serait inclus dans la section appropriée du rapport sur l'exécution du programme qui serait présenté au Conseil à sa dixième session et que les autres dispositions de cette décision n'auraient aucune incidence financière supplémentaire sur le Fonds pour l'environnement.

Environnement et développement

363. Le Comité a examiné un projet de décision présenté par les délégations du Kenya et du Venezuela.

364. La délégation de l'Union soviétique a fait observer que, comme dans le cas de plusieurs autres projets de décision soumis au Conseil, les délégations étaient invitées à donner une suite favorable aux recommandations contenues dans des documents qu'elles n'avaient pas eu la possibilité d'étudier.

365. Le secrétariat a fait observer que les conclusions des projets relatifs à l'environnement et au développement ne pouvaient être mises en application qu'après avoir fait l'objet d'une appréciation positive, et toujours sous réserve que les ressources nécessaires soient disponibles. Il serait prématuré au stade actuel, un an avant que le programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement soit soumis au Conseil pour approbation, de prendre une décision ferme concernant des augmentations futures du crédit ouvert au poste budgétaire considéré.

366. Les auteurs du projet de résolution ont révisé leur texte en fonction des observations faites, et le Comité a recommandé au Conseil d'administration d'adopter le texte ainsi modifié (décision 9/16).

Océans

367. Le Comité a recommandé au Conseil d'administration d'adopter deux projets de décision relatifs aux mers régionales, présentés par les délégations des pays suivants : Allemagne, République fédérale d', Belgique, Colombie, Côte d'Ivoire, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Italie, Malaisie, Mexique, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Tunisie, Turquie, Venezuela, Yougoslavie et par la délégation du Kenya (décision 9/17 A et B).

368. A propos du premier projet de décision, le secrétariat a appelé l'attention sur les dispositions de la décision 7/8 du Conseil d'administration, mentionnée dans le projet, dans laquelle le Conseil d'administration priait le Directeur exécutif d'envisager, dans le cadre du prochain plan à moyen terme, le maintien de la participation du PNUE aux dépenses de programme du Plan d'action pour la Méditerranée, en fonction des ressources disponibles. Il semblait évident que les ressources totales nécessaires pour exécuter le plan à moyen terme - comprenant quelque 9 millions de dollars au titre du programme pour les mers régionales - ne seraient probablement pas réunies, et le montant qui pourrait être dépensé effectivement en application de cette disposition dépendrait donc également des ressources disponibles.

369. Deux des auteurs du projet de résolution ont fait observer que le texte de la décision elle-même prévoyait sa mise en oeuvre "dans le cadre du budget".

370. Une autre délégation a fait observer que la disposition en vertu de laquelle des fonds provenant d'autres postes budgétaires pouvaient être utilisés pour appuyer des activités relevant du programme pour les mers régionales, lorsque ces activités étaient compatibles avec les objectifs et les stratégies correspondant à ces postes budgétaires, risquait, si l'on ne faisait pas attention, de constituer un précédent dangereux qui permettrait de détourner des ressources d'activités présentant un grand intérêt pour les pays en développement et déjà insuffisamment financées.

Energie

371. Le Comité a recommandé au Conseil d'administration d'adopter un projet de décision présenté par le Kenya, tel qu'il avait été modifié par les représentants de l'Australie et de la France (décision 9/18).

Droit de l'environnement

372. Le Comité a recommandé au Conseil d'administration d'adopter un projet de décision relatif à la réunion spéciale de hauts fonctionnaires d'administrations nationales spécialistes du droit de l'environnement, qui avait pour auteurs les pays suivants : Arabie saoudite, Autriche, Bangladesh, Botswana, Canada, Colombie, Emirats arabes unis, Indonésie, Kenya, Malaisie, Mexique, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Soudan, Suède, Uruguay et Yougoslavie (décision 9/19).

373. Deux délégations ont demandé qu'il soit fait état de leurs réserves au sujet des trois domaines spécifiques qui seraient traités au cours de la réunion spéciale.

374. Le secrétariat a souligné qu'il avait besoin de directives au sujet du nombre de participants à inviter. Le coût probable de cette réunion, était estimé à environ 300 000 dollars, dont 200 000 dollars devraient être prélevés sur la réserve du Fonds du programme.

375. Le Comité a examiné et approuvé en outre un projet de décision sur la coopération dans le domaine de l'environnement en matière de ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats présenté par la délégation des Etats-Unis d'Amérique.

376. Après l'approbation du projet de décision, le Directeur exécutif adjoint a appelé l'attention du Comité sur une erreur technique qui s'était glissée dans la rédaction d'un paragraphe qui avait été proposé oralement au Comité, et il a proposé un texte révisé qui éliminerait cette erreur, avec des modifications correspondantes au paragraphe du dispositif, afin que les vues du Comité soient plus fidèlement exprimées.

377. Le représentant du Brésil a déclaré que sa délégation, tout en comprenant fort bien les préoccupations exprimées, verrait à contre-cœur rouvrir le débat sur un texte qui avait déjà été approuvé. Toutefois, le représentant du Brésil ne contesterait pas la décision du Président sur ce point, puisqu'il s'agissait en fait d'apporter au texte une précision conforme à la position que sa délégation avait exposée dans le débat précédent. Il souhaitait cependant souligner que la décision du Comité ne devrait pas constituer un précédent permettant de rouvrir un débat déjà clos. En outre, le représentant du Brésil a proposé de supprimer les mots "à sa trente-septième session" du nouveau paragraphe du dispositif qui était proposé.

378. Le Président a répété qu'il serait inapproprié de rouvrir le débat sur des questions de fond déjà réglées. La décision du Comité sur un point technique de rédaction ne constituait donc en aucune manière un précédent.

379. Le représentant du Venezuela a reconnu que la décision du Comité ne constituerait nullement un précédent, et il a fait observer qu'il aurait été préférable de présenter cette rectification en séance plénière. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré qu'il partageait pleinement le point de vue des représentants du Brésil et du Venezuela. Toutefois, en tant qu'auteur du texte initial, sa délégation acceptait les modifications proposées par le secrétariat, à condition qu'elles soient considérées comme de simples corrections techniques.

380. Le Comité a décidé de recommander au Conseil d'administration d'adopter le texte révisé du projet de décision, tel qu'il avait été modifié par le représentant du Brésil.

Education et formation en matière d'environnement

381. Le Comité a recommandé au Conseil d'administration d'adopter un projet de décision, présenté par l'Arabie saoudite, le Canada, le Chili, la Colombie et l'Uruguay relatif à l'université et l'environnement (décision 9/20 A).

382. S'agissant des centres régionaux, le secrétariat a souligné que, comme dans le cas du Centre international de formation et d'éducation en sciences de l'environnement (CIFCA), il fallait attendre d'avoir reçu une offre ferme de financement avant d'entreprendre quoi que ce soit.

383. Le Comité a également recommandé au Conseil d'administration d'adopter trois projets de décision présentés par le Groupe des Etats d'Amérique latine, le Groupe des Etats d'Asie et le Groupe des Etats d'Afrique, respectivement (décisions 9/20 B, C et D).

384. Le secrétariat a fait observer que la meilleure façon d'organiser les activités d'éducation et de formation en matière d'environnement dans les régions était celle qui était déjà appliquée dans la région d'Amérique latine, où un gouvernement (dans d'autres régions, ce pourrait être une organisation) avait accepté à l'avance de prendre à sa charge une grande partie du coût du programme. Le CIFCA avait coûté, sur une période de quatre ans, près de 9,5 millions de dollars dont 4 millions de dollars avaient été fournis par le Gouvernement espagnol. Les fonds nécessaires pour les activités proposées dans les projets de décision du Groupe des Etats d'Afrique et du Groupe des Etats d'Asie n'étaient pas inscrits au plan à moyen terme. A propos du projet de décision présenté par le Groupe des Etats d'Afrique, le secrétariat considérait comme entendu que les mesures que le Directeur exécutif était prié de prendre en vertu du paragraphe 2 du dispositif ne pourraient être prises qu'à la demande expresse des gouvernements. A propos du projet de décision présenté par le Groupe des Etats d'Asie, il convenait de souligner que l'expérience montrait que dans le domaine de l'éducation et de la formation en matière d'environnement, la solution des centres d'activités de programme était moins efficace que la formule du type CIFCA; le secrétariat s'efforcerait, dans les limites des ressources disponibles, de fournir une assistance préliminaire au Centre de développement pour l'Asie et le Pacifique, afin de créer un réseau d'établissements de formation dans la région.

385. Le représentant de l'UNESCO a souligné que les programmes d'éducation et de formation en matière d'environnement devraient être menés en étroite coopération avec les institutions spécialisées compétentes.

386. Les représentants du Groupe des Etats d'Afrique et du Groupe des Etats d'Asie ont présenté des amendements à leurs projets de décision respectifs pour tenir compte des observations du secrétariat, et l'interprétation que le secrétariat donnait du paragraphe 2 du dispositif du projet présenté par le Groupe des Etats d'Afrique a été confirmée.

Programmes régionaux et appui au programme

387. Le Comité a recommandé au Conseil d'administration d'adopter un projet de décision présenté par le Groupe des Etats d'Asie et le Groupe des Etats d'Amérique latine (décision 9/21).

388. Le secrétariat a déclaré qu'il était prématuré de recommander pour adoption un projet de décision sur la présence du PNUE au niveau régional, puisque cette question serait étudiée de manière approfondie par le Conseil à sa dixième session. Etant donné qu'en raison des difficultés budgétaires probables il ne serait vraisemblablement pas possible d'augmenter les crédits destinés à appuyer la présence du PNUE au niveau régional, il serait peut-être préférable de supprimer la référence faite au renforcement de la capacité des bureaux régionaux.

389. Au nom des auteurs du projet, les représentants de l'Inde et de la Malaisie ont déclaré que l'intention des auteurs n'était pas forcément de fournir plus de ressources aux bureaux régionaux, mais plutôt de renforcer leur capacité et d'améliorer leur efficacité.

Lutte contre la désertification

390. Le Comité a recommandé au Conseil d'administration d'adopter un projet de décision relatif à la coordination et à la poursuite de l'exécution du Plan d'action pour lutter contre la désertification, projet qui avait été présenté par le Président (décision 9/22 A).

391. Le secrétariat a indiqué que l'assistance demandée dans le paragraphe 3 du dispositif de ce projet pourrait être fournie à condition que les ressources nécessaires soient disponibles.

392. Une délégation a demandé qu'il soit pris acte qu'elle préférerait que l'on utilise les mots "prévenir et combattre la désertification" plutôt que les mots "lutter contre la désertification" chaque fois que cette expression figurait dans le corps du texte.

393. Le Comité a également recommandé au Conseil d'administration d'adopter un projet de décision concernant l'application, dans la région soudano-sahélienne, du Plan d'action pour lutter contre la désertification, projet présenté par le Groupe des Etats d'Afrique (décision 9/22 B).

CHAPITRE VI

FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT

394. L'examen du point 8 de l'ordre du jour a été confié au Comité de session II. Il est rendu compte au paragraphe 31 ci-dessus des travaux du Comité.

A. Exécution du programme du Fonds

395. Pour l'examen du point 8 a) de l'ordre du jour, le Comité était saisi des documents UNEP/GC.9/9 et Add.1.

396. Présentant le rapport du Directeur exécutif sur l'exécution du programme du Fonds (UNEP/GC.9/9 et Add.1), le Sous-Directeur exécutif par intérim chargé du Bureau du Fonds pour l'environnement et de l'administration a fait remarquer qu'il avait fallu freiner l'exécution du programme en raison des préoccupations qu'inspiraient au Directeur exécutif les liquidités du Fonds, dans l'incertitude où l'on s'était trouvé quant au versement des contributions au cours du deuxième semestre de 1980. Malgré cela, 89 p. 100 des crédits alloués en 1980 avaient été engagés à la fin de l'année. En pourcentage des engagements prévisionnels (83,5 p. 100) ou des allocations (74 p. 100), les dépenses engagées en 1980 avaient été supérieures à celles de n'importe quelle année précédente; en raison de l'inflation et du fait que le montant total du programme du Fonds était moins élevé, la proportion des projets internes dans l'ensemble des dépenses allait en s'accroissant tandis que le montant des dépenses afférentes à des projets réalisés par des institutions coopérantes dans le cadre du système des Nations Unies allait en diminuant. De plus, la proportion des projets régionaux et interrégionaux par rapport aux projets mondiaux augmentait et un montant de 8,5 millions de dollars n'avait pas été engagé en 1980, montant que le Directeur exécutif envisageait de reporter à 1981. En outre, alors que les recettes avaient été supérieures aux dépenses en 1978 et les années précédentes, les dépenses étaient supérieures aux recettes depuis 1979. Cet excédent des dépenses sur les recettes avait pu être supporté grâce à l'utilisation des liquidités accumulées. On s'attendait toutefois qu'en 1981 le montant des dépenses serait supérieur de 10 millions de dollars à celui des recettes et que le montant des liquidités en monnaies convertibles dont le Fonds disposerait au début de 1982 ne dépasserait pas le niveau minimal.

397. En ce qui concerne la décision du Directeur exécutif de mettre un frein à l'exécution du programme en 1980, plusieurs délégations ont noté avec inquiétude que la programmation était faite "par à-coups", et que ce phénomène n'était pas limité à 1980. A leur avis, le problème de la solvabilité ne se posait pas et le PNUE avait des placements importants qu'il aurait pu réaliser pour disposer des liquidités nécessaires. Une délégation a exprimé l'opinion que, quand on prévoyait une pénurie de liquidités, il valait mieux réduire le budget des dépenses du programme et d'appui au programme que diminuer les activités du programme du Fonds. Une autre délégation a suggéré que la réserve du programme du Fonds soit portée à 2 millions de dollars afin que le Fonds puisse disposer, en cas de pénurie de liquidités, d'un volant immédiatement disponible. Par

ailleurs, l'accent a été mis sur la nécessité de faire en sorte que les projets soient programmés à long terme et soient conçus en vue de répondre aux besoins du programme au lieu d'être liés au versement des contributions. Une délégation a exprimé son inquiétude devant les retards enregistrés dans l'exécution du programme de 1980. Une autre délégation a déclaré que la pratique consistant à engager, au cours d'une année donnée, une proportion aussi importante des ressources du Fonds en début d'année signifiait que la souplesse du programme, qui était une nécessité, n'était pas assurée.

398. Plusieurs délégations se sont déclarées satisfaites de la réaction du Directeur exécutif à la décision 7/3 relative à la réduction et à l'élimination progressive de l'appui financier apporté aux projets en cours d'exécution depuis quatre ans et plus.

399. A propos des agents d'exécution des projets (tableau 6 du document UNEP/GC.9/9), une délégation a cherché à savoir quelle était la politique du Secrétariat en ce qui concerne le rapport entre les institutions coopérantes et les organismes de soutien en matière d'exécution des projets. Une autre délégation a demandé si la déclaration faite à la séance d'ouverture par le Directeur exécutif, selon laquelle l'utilisation des monnaies non convertibles n'avait pas gêné excessivement l'exécution du programme, n'était pas incompatible avec le fait que la proportion des projets exécutés par les organismes de soutien par rapport aux projets exécutés par les institutions coopérantes s'était accrue, en raison essentiellement de l'augmentation du nombre de projets exécutés par les organismes de soutien et financés à l'aide de monnaies non convertibles. La même délégation a demandé également si la réduction du nombre de projets exécutés par les institutions coopérantes était la conséquence des difficultés d'ordre administratif inhérentes à ce type de projets, qui faisaient d'ailleurs que les institutions en question répugnaient à en assumer la responsabilité. Un autre représentant a demandé dans quelle proportion les crédits étaient répartis entre les projets exécutés respectivement par les organismes de soutien et par les institutions coopérantes et a soulevé la question des incidences financières éventuelles que le programme à moyen terme à l'échelle du système pourrait avoir sur cette répartition des crédits. Plusieurs délégations ont formulé des observations sur l'augmentation du nombre des projets internes, qui n'était ni souhaitable, ni conforme aux décisions prises par le Conseil d'administration à ses sessions précédentes.

400. A propos de la répartition géographique des activités relevant du programme du Fonds (tableau 7), une délégation a demandé pourquoi le pourcentage correspondant à l'Amérique latine était si faible. Une autre délégation a fait l'éloge des efforts faits par le Secrétariat, relevant avec satisfaction que le pourcentage des activités entreprises en Asie avait augmenté et exprimant l'espoir que cette tendance se poursuivrait. Une question a été posée au sujet des critères utilisés pour la définition des projets mondiaux, interrégionaux et régionaux. Plusieurs délégations ont mentionné des secteurs spécifiques qui, selon elles, méritaient une attention particulière en raison de leur importance ou des résultats acquis à ce jour, à savoir : les océans, la désertification, l'environnement et le développement, l'énergie. Plusieurs délégations ont souligné l'importance de la coopération avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains et des questions ont été posées sur les dépenses engagées dans des activités conjointes du PNUE et du Centre.

401. Plusieurs délégations ont déclaré qu'il était possible d'améliorer la présentation du document. La façon dont les termes définis dans le glossaire étaient utilisés dans le document a fait l'objet de critiques; les "engagements prévisionnels de dépenses", les "dépenses" et "les activités du programme du Fonds" n'étaient pas clairement différenciés dans les tableaux. Une délégation a suggéré d'élaborer un tableau unique dans lequel figureraient les crédits ouverts, les allocations, les engagements prévisionnels de dépenses, les dépenses et les recettes correspondant à toutes les années considérées et à tous les postes budgétaires.

402. Répondant à des questions soulevées par les délégations, le Sous-Directeur exécutif par intérim s'est d'abord référé à la programmation "par à-coups". Le Directeur exécutif était extrêmement conscient de la nécessité de maintenir à tout moment la liquidité du Fonds; il avait par conséquent estimé que les règles d'une sage gestion financière lui imposaient de ne pas approuver de nouveaux projets à financer en monnaies convertibles. Il reconnaissait toutefois qu'il faudrait étudier d'autres mécanismes qui permettraient d'éviter les crises de liquidités. Quant à la suggestion tendant à augmenter la réserve du programme du Fonds et à l'utiliser comme "volant de sécurité" en période de faible liquidité, le Sous-Directeur exécutif par intérim a fait observer que des règles très précises régissaient l'utilisation de la réserve du programme du Fonds, qui était destinée à financer l'application des décisions du Conseil d'administration et la réalisation d'autres activités non prévues. ce n'était pas un fonds de réserve pouvant servir à appuyer le programme ordinaire. Il serait donc difficile de réduire les dépenses du programme et d'appui au programme en période de crise de liquidité pour ne pas réduire les activités du programme du Fonds proprement dites, étant donné que ces dépenses comprenaient des engagements à long terme, comme les contrats passés avec le personnel.

403. En ce qui concerne la politique consistant à recourir aux institutions coopérantes ou aux organismes de soutien pour l'exécution des projets, il fallait conserver au programme un caractère équilibré et homogène. De manière générale, le PNUÉ était tenu d'associer autant que possible les organismes des Nations Unies à l'exécution du programme, afin de mettre en évidence son rôle de catalyseur, et les décisions du Conseil d'administration régissaient l'exécution des projets internes. Le programme à moyen terme à l'échelle du système aurait certainement pour effet d'accroître le nombre de projets exécutés par les institutions coopérantes, mais on n'en connaissait pas encore les incidences financières.

404. Trois institutions coopérantes avaient exprimé le désir de coopérer avec le PNUÉ à la réalisation de projets financés en monnaies non convertibles. L'UNESCO réalisait déjà un projet de formation à l'écogestion (FP/1102-78-01) pour le PNUÉ à Dresde (République démocratique allemande) et si cet exemple était suivi par d'autres, le rapport entre les projets exécutés par des institutions coopérantes et les projets exécutés par des organismes de soutien serait rétabli à son niveau antérieur. L'argument selon lequel les avoirs en monnaies non convertibles n'avaient pas gêné l'exécution du programme restait valable.

405. L'augmentation du nombre de projets internes était due aux décisions adoptées par le Conseil d'administration à sa huitième session et qui devaient être appliquées par le PNUE : réunions sur le droit de l'environnement, le déboisement des forêts tropicales, la politique des sols et l'analyse coût-avantages. Le secrétariat était préoccupé, lui aussi, par la situation, à laquelle il s'efforçait de porter remède.

406. Le Directeur exécutif était très conscient de l'importance politique attachée à la répartition géographique et il s'efforçait d'équilibrer, à long terme, la répartition des activités entre les différentes régions. Du fait de la nature cyclique des activités, il pouvait arriver qu'une région ait plus de projets qu'une autre à un moment donné. La portée géographique d'un projet était déterminée par la zone qui en bénéficiait le plus directement : un projet régional présentait des avantages directs pour une région entière et un projet interrégional en présentait pour un ensemble plus grand, par exemple la plupart des pays en développement, mais n'avait pas d'incidences mondiales - c'était le cas, par exemple, des projets de formation financés en monnaies non convertibles à l'intention des pays en développement. Un projet mondial consistait en une enquête ou une évaluation concernant le monde entier et dont les résultats seraient d'application mondiale. Un projet national ou régional devait avoir des résultats susceptibles d'être extrapolés et utilisés à l'échelle mondiale, mais tant que ces résultats n'étaient pas d'application mondiale, on continuait de le ranger parmi les projets nationaux ou régionaux. Le recueil des projets, qui comportait une section spéciale sur la répartition géographique et les projets mondiaux, serait publié sous peu.

407. A l'avenir, on continuerait de présenter dans un additif au document principal un tableau indiquant les crédits ouverts, les allocations, les engagements prévisionnels de dépenses, les dépenses et les recettes pour toutes les années considérées et pour tous les postes budgétaires, étant donné que les comptes du PNUE n'étaient pas arrêtés définitivement au moment où était rédigé le document principal.

408. La coopération avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains était régie par un mémorandum d'accord. Le total des dépenses consacrées à des activités conjointes s'élevait à 247 892 dollars pour 1979 et 176 242 dollars pour 1980, tandis que les engagements de dépenses pour 1981 s'élevaient actuellement à 233 485 dollars.

409. A l'issue de ses débats, le Comité a pris note du rapport du Directeur exécutif sur l'exécution du programme du Fonds en 1980.

B. Gestion du Fonds

410. Pour l'examen du point 8 b) de l'ordre du jour, le Comité disposait des documents UNEP/GC.9/10 et Corr.1 et 2 et Add. 1-9.

1. Contributions

411. Le Sous-Directeur exécutif par intérim chargé du Bureau du Fonds pour l'environnement et de l'administration, présentait le rapport du Directeur exécutif sur la gestion du Fonds ainsi que la note du Directeur exécutif sur les faits nouveaux qui se sont produits entre le 1er janvier et le 30 avril 1981 (UNEP/GC.9/10 et Corr.1 et 2, et UNEP/GC.9/10/Add.5), a appelé plus particulièrement l'attention sur l'incertitude qui entourait le montant des ressources dont le Fonds disposerait. En raison de l'inflation et de la diminution de la valeur réelle des contributions versées au Fonds depuis 1978, la valeur effective du Fonds avait diminué, ce qui avait eu une incidence sensible sur le niveau des activités relevant du programme du Fonds. Les variations du taux de change des monnaies nationales par rapport au dollar avaient eu, elles aussi, une incidence sur les contributions versées au Fonds et engendraient de l'incertitude quant à l'estimation des ressources dont il disposerait. Tout avait été mis en oeuvre pour augmenter le niveau des contributions et accroître la convertibilité des contributions versées en monnaies non convertibles, mais ces efforts n'avaient eu qu'un succès limité. Deux pays avaient en effet réduit leurs contributions en 1980 et un pays n'en avait pas versé du tout. Contrairement aux années précédentes, les liquidités avaient diminué en 1980 et à la fin de 1981 les soldes détenus par le Fonds atteindraient un niveau minimal de fonctionnement et le Fonds serait entièrement tributaire des contributions de l'exercice en cours, tout au moins pour ce qui était du programme financé en monnaies convertibles. Dans ces conditions, il serait très difficile de renforcer le rôle de catalyseur et de coordonnateur du Fonds, à moins d'une augmentation sensible des contributions volontaires en 1982 et 1983.

412. Pour faire face à cette situation, le Directeur exécutif demandait deux choses au Conseil d'administration, c'est-à-dire d'examiner, d'évaluer et d'approuver le plan à moyen terme pour 1982-1983 qui était présenté dans le document UNEP/GC.9/6 et qui prévoyait un programme d'activités dont la réalisation exigerait au total 120 millions de dollars environ, et ensuite, au cas où le niveau d'activités proposé ne serait pas jugé acceptable, de l'informer des activités et des éléments du programme à réduire, et de l'ampleur de ces compressions.

413. Le chiffre de 120 millions de dollars reposait sur le noyau d'activités auxquelles le Conseil d'administration avait recommandé à diverses reprises, depuis sa première session, d'accorder la priorité, sur les projets que les organismes des Nations Unies avaient demandé de réaliser en commun dans le cadre du programme à l'échelle du système en matière d'environnement et sur les besoins des organismes de soutien. Il reposait aussi sur une évaluation de ce qui pourrait être considéré comme un niveau minimal des programmes nouveaux, et était calculé d'après les taux actuels d'inflation et un taux de croissance modéré de 5 p. 100 en valeur réelle. Si l'on approuvait l'objectif de 120 millions de dollars, cela ne signifiait pas que les contributions des donateurs traditionnels seraient automatiquement augmentées; le chiffre de 120 millions de dollars était un objectif que le Directeur exécutif s'efforcerait d'atteindre.

414. Bon nombre de délégations ont appuyé la proposition du Directeur exécutif. D'autres ont estimé que le chiffre qu'il fixait comme objectif était beaucoup trop modeste; quelques-unes ont émis l'avis qu'il faudrait prévoir les ressources nécessaires à un taux de croissance de 25 p. 100, ce qui signifiait que l'objectif se situerait entre 145 millions de dollars et 150 millions de dollars. D'autres encore, tout en reconnaissant que le chiffre de 120 millions de dollars était faible par rapport aux besoins globaux de l'environnement, considéraient que les contributions requises pour atteindre un objectif de 145 millions de dollars ne seraient pas obtenues et se sont par conséquent rangées à la proposition du Directeur exécutif. Plusieurs délégations étaient d'avis que l'objectif pour 1982-1983 devrait être déterminé par les besoins du programme plutôt que par les contributions qui avaient des chances d'être versées. Quatre délégations ont annoncé qu'elles augmenteraient probablement la contribution de leurs gouvernements au Fonds. Trois ont informé le Comité que leurs gouvernements ne prévoyaient pas de majorer leurs contributions.

415. La délégation de l'un des pays rangé parmi ceux qui avaient réduit leur contribution en 1980 a expliqué qu'il avait versé une contribution exceptionnellement élevée en 1979 et que la réduction apparente tenait au fait qu'il était tout simplement revenu à son niveau habituel de contribution. Une autre délégation a fait observer que les variations des taux de change avaient en fait signifié que les gouvernements avaient dû verser un montant plus élevé en monnaies nationales pour maintenir leurs contributions au même niveau.

416. Plusieurs autres délégations ont été d'avis que la proposition du Directeur exécutif manquait de réalisme. Elles ont fait observer que pour assurer le taux de croissance proposé de 5 p. 100 et faire face à un taux d'inflation estimé à 14 p. 100, il faudrait doubler les contributions actuellement versées au Fonds. Il a été rappelé que, lors des consultations officieuses de décembre 1980, l'opinion qui avait très largement prévalu était que le taux de croissance devrait être maintenu à zéro, et il a été demandé que le secrétariat présente au Comité des chiffres fondés sur un taux de croissance zéro et sur un taux de croissance de 2,5 p. 100. Des questions ont été posées au sujet du taux de 14 p. 100 retenu pour l'inflation; il a été observé à cet égard que le Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA) avait recommandé un taux de 12 p. 100 et que le Centre des Nations Unies pour les établissements humains avait accepté récemment un taux de 11 p. 100.

417. Un certain nombre de délégations ont estimé qu'il faudrait réduire le programme pour l'aligner sur les fonds disponibles et se sont déclarées en faveur d'un programme qui se situerait entre 65 millions de dollars et 67 millions de dollars. De l'avis de deux délégations, le programme pourrait être amélioré par l'élimination des projets moins efficaces et par de meilleures méthodes de gestion. Une délégation a proposé de calculer le montant total du budget du programme en appliquant le taux d'inflation de 12 p. 100 recommandé par le CCQA au montant correspondant de la période biennale 1980-1981, ce qui aboutirait à un programme de 75 millions de dollars.

418. Plusieurs délégations se sont déclarées préoccupées par le niveau relativement élevé du budget du programme et des dépenses d'appui au programme par rapport au niveau des activités du programme du Fonds, et ont estimé que si des compressions budgétaires se révélaient nécessaires, elles devraient s'appliquer au premier plutôt qu'au second.

419. Une délégation a souligné qu'une gestion appropriée et rationnelle de l'environnement était nécessaire à une économie solide et faisait partie intégrante de tout programme de développement, et a appelé l'attention sur l'illogisme qui consistait à réduire le programme pour l'environnement en période de récession économique. Tout en reconnaissant que c'était la réalité des faits, elle a demandé instamment aux gouvernements de renverser la tendance et de verser des contributions plus généreuses au Fonds. Une autre délégation a fait écho à cet appel, faisant observer que si les gouvernements versaient 0,001 p. 100 seulement du budget qu'ils consacraient à la défense nationale, les ressources du Fonds augmenteraient de 5 millions de dollars par an.

420. Le Sous-Directeur exécutif par intérim a appelé l'attention sur les chiffres qu'il avait fait distribuer à la demande de plusieurs délégations et qui présentaient des variantes du programme 1982-1983 établies d'après un taux de croissance zéro, un taux de croissance de 2,5 p. 100 et un taux de croissance de 5 p. 100, avec un taux d'inflation de 12 p. 100 et 14 p. 100. Il a dit qu'il existait de nombreuses possibilités en ce qui concernait le chiffre à choisir comme objectif et que le Directeur exécutif se conformerait bien entendu aux directives du Conseil d'administration. Le Conseil serait toutefois invité à fixer les priorités. Le Directeur exécutif avait proposé un programme qui lui paraissait le meilleur possible à une époque de restrictions financières et il convenait de rappeler que, quel que soit l'objectif choisi, pour la mise en oeuvre des activités du programme du Fonds il fallait tenir compte de certains éléments fondamentaux, à savoir le niveau réel des contributions versées, la structure des contributions (c'est-à-dire le montant des contributions reçues en monnaies convertibles et non convertibles), la liquidité du Fonds et la répartition des ressources entre les activités prioritaires.

421. Au cours de l'examen approfondi du chiffre fixé comme objectif, les membres du groupe de délégations des Etats d'Asie se sont écartés de l'avis de la majorité du Comité, selon lequel le Président devrait signaler dans sa lettre au Président du Comité de session 1 au sujet de l'objectif du Fonds pour l'exercice biennal 1982-1983, que les contributions escomptées ne dépasseraient sans doute pas le montant de 77 millions de dollars, étant donné qu'il y aurait alors moins de chance que l'objectif de 120 millions soit atteint. Après des délibérations officielles, elles ont toutefois accepté cette façon de présenter la situation qui, pour d'autres délégations était une projection réaliste, fondée sur l'expérience des années précédentes et dont l'une d'elles a fait observer qu'elle était conforme à l'évaluation de la situation faite par le Directeur exécutif lui-même.

422. Le Comité a décidé par la suite de communiquer au Comité de session 1 ses vues (exposées aux paragraphes 11 à 13 de la décision 9/23) touchant l'objectif du Fonds pour l'exercice biennal 1982-1983.

423. Suite à une observation du secrétariat, une délégation a souligné la nécessité de disposer d'un rapport qui contiendrait des renseignements sur l'exécution du programme et sur les activités et projets, classés d'après leur caractère mondial, régional, interrégional, sous-régional et national, et qui indiquerait les engagements prévisionnels de dépenses et les dépenses engagées, mais elle a reconnu que ces renseignements pourraient être donnés dans le Rapport aux gouvernements à condition que le rapport qu'on demandait au Directeur exécutif de présenter contienne les renvois appropriés.

424. A l'issue de ses délibérations, le Comité a recommandé au Conseil d'administration d'adopter la décision dont il lui présentait le projet (pour le texte adopté par le Conseil, voir la décision 9/23 à l'annexe I ci-après).

425. Après que ce projet de décision a été approuvé, le représentant du Royaume-Uni parlant également au nom des délégations de la Belgique, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, de la République fédérale d'Allemagne et de la Suisse, s'est déclaré préoccupé de la façon dont le Conseil d'administration avait été obligé de mener ses travaux pendant la session en cours. Ces délégations jugeaient inacceptable la procédure consistant à présenter au Comité un objectif budgétaire très supérieur au montant probable des contributions. Tout en comprenant bien qu'il était souhaitable de calculer généreusement le montant des crédits demandés afin d'inciter les pays à augmenter leurs contributions, ces délégations estimaient que si le chiffre opposé était largement supérieur aux estimations actuelles du montant total des recettes, les règles d'une bonne gestion financière exigeaient que le Conseil d'administration eût l'occasion d'étudier un programme réaliste. Les délégations en question ont estimé qu'il incombait au Directeur exécutif de soumettre au Conseil d'administration une étude analytique qui lui permettrait d'envisager de manière raisonnable la question de l'ouverture des crédits, à partir de différentes hypothèses touchant le niveau total des contributions, et elles l'ont invité à présenter au Conseil une étude analytique de ce genre si une situation analogue se reproduisait à l'avenir. Les représentants de l'Australie et du Japon ont déclaré que leurs délégations souscrivaient aux vues ainsi exposées.

2. Monnaies non convertibles

426. Présentant le rapport du Directeur exécutif (UNEP/GC.9/10/Add.1) qui avait été établi en réponse à la demande formulée par le Conseil d'administration au paragraphe 8 de sa décision 8/18, le Sous-Directeur exécutif par intérim chargé du Bureau du Fonds pour l'environnement et de l'administration a rappelé au Comité combien le problème des monnaies non convertibles était devenu grave en 1979, lorsque ces monnaies formaient 62 p. 100 des ressources du Fonds. Le Comité des commissaires aux comptes et le Conseil d'administration avaient alors demandé tous deux que des mesures soient prises pour rectifier la situation. En 1980, à la suite des efforts conjugués du Directeur exécutif

et des gouvernements des pays qui versent leurs contributions dans des monnaies non convertibles, les dépenses faites dans ces monnaies avaient été supérieures aux recettes, atteignant un montant équivalent à 5,8 millions de dollars. Les projets financés en monnaies non convertibles formaient maintenant partie intégrante du programme tout entier, bien qu'ils concernent principalement le domaine de la formation. Les conclusions du Directeur exécutif étaient exposées au paragraphe 20 du rapport; selon l'une d'elles le montant du solde actuel du Fonds pour l'environnement en monnaies non convertibles n'avait pas une incidence excessive sur la sélection des projets. Les mesures que le Directeur exécutif suggérerait de prendre pour améliorer la situation consistaient notamment à demander aux gouvernements des pays qui versaient leurs contributions en monnaies non convertibles d'en verser une proportion plus grande en monnaies convertibles et à fixer un plafond de 20 p. 100 du volume total du programme aux projets financés en monnaies non convertibles.

427. Dans l'ensemble, le rapport du Directeur exécutif a été bien accueilli, même si l'attention a été appelée sur certaines conclusions troublantes : le coût plus élevé de réalisation des projets financés en monnaies non convertibles, le travail et les dépenses supplémentaires d'appui administratif qu'ils exigent, et l'infléchissement du programme, ne serait-ce que par l'emplacement géographique des projets réalisés. Une délégation a fait remarquer que les normes de sélection des projets semblaient moins rigoureuses pour les projets financés en monnaies non convertibles que pour les autres et une autre a dit qu'il faudrait appliquer les mêmes normes à tous les projets. D'autres délégations, faisant observer que les monnaies non convertibles, par leur nature même, étaient d'un emploi limité, ont demandé instamment que les pays qui versent leurs contributions dans ces monnaies redoublent d'efforts pour les verser dans des monnaies convertibles, étant donné qu'il fallait garder la plus grande latitude possible dans l'utilisation des maigres ressources du Fonds. Il a été souligné que les ressources devaient pouvoir être utilisées n'importe où, par n'importe qui et dans l'intérêt de tous, particulièrement dans celui des pays en développement, et l'on a fait observer que bon nombre de pays dont les monnaies nationales n'étaient pas convertibles n'en réussissaient pas moins à verser leurs contributions en monnaies convertibles. On a fait remarquer aussi qu'une partie du coût des projets financés en monnaies non convertibles devait être couverte par des monnaies convertibles, de sorte que le PNUE ne devrait pas dépenser des monnaies non convertibles dans le simple but de s'en débarrasser, étant donné que le total des ressources en monnaies convertibles dont le programme du Fonds disposait s'en trouverait diminué.

428. Une délégation a demandé ce qu'étaient les roubles "convertibles" et les "conditions" auxquelles ils pouvaient être convertis, pourquoi les soldes détenus dans certaines monnaies non convertibles augmentaient alors qu'aucune contribution ne semblait avoir été versée dans ces monnaies, si certaines monnaies non convertibles étaient plus faciles à convertir que d'autres, s'il y avait des contributions qui étaient versées dans des monnaies non convertibles autres que celles qui étaient indiquées dans le tableau du rapport (UNEP/GC.9/10/Add.1, par. 6), lesquelles étaient convertibles au sein des Nations Unies, pourquoi les stages financés en monnaies non convertibles étaient plus longs et plus coûteux que d'autres et s'il y avait une tendance à

l'augmentation ou à la diminution du nombre d'Etats versant leurs contributions en monnaies non convertibles. Une autre délégation a dit que, comme la plupart des pays qui versaient leurs contributions en monnaies convertibles avaient à faire des dépenses dans les pays qui versaient la leur en monnaies non convertibles, notamment pour y entretenir leurs ambassades, une partie des avoirs accumulés par le PNUE en monnaies non convertibles pourrait être échangée avec eux contre des monnaies convertibles, dans l'intérêt des trois parties concernées.

429. Répondant aux questions ci-dessus, le chef du Service de gestion du programme du Fonds a déclaré que la contribution de l'URSS pouvait être convertie dans cette devise en dollars à concurrence de 25 p. 100 par le remboursement des dépenses qu'entraînaient l'emploi de ressortissants de l'URSS comme membres du personnel ou comme consultants, l'achat de billets d'avion à utiliser sur la compagnie Aeroflot, l'achat des fournitures et du matériel utilisés pour les projets réalisés en URSS ainsi que le transport et le montage du matériel acheté en URSS mais destiné à des projets réalisés à l'étranger. La partie convertible des roubles n'avait pas été utilisée dans une proportion aussi grande que la partie non convertible en raison des restrictions dont son utilisation était assortie. Si les avoirs détenus dans certaines monnaies non convertibles avaient augmenté plus que les contributions versées dans ces monnaies, c'était à cause des variations des taux de change. Certaines monnaies non convertibles étaient plus faciles à utiliser que d'autres parce que des projets étaient réalisés dans le pays qui les avait versées; ainsi, les marks de la République démocratique allemande étaient utilisés en grande partie pour financer le stage de formation à la gestion écologique de Dresde. En outre, certains pays, comme l'Inde, versaient leurs contributions dans la monnaie nationale, mais cette contribution pouvait être échangée contre des monnaies convertibles au sein du système des Nations Unies. Le rapport des contributions versées en monnaies non convertibles aux contributions versées en monnaies convertibles était resté pratiquement constant.

430. Plusieurs délégations se sont déclarées en principe en faveur de la décision proposée par le Directeur exécutif (UNEP/GC.9/10/Add.1, annexe II), mais quelques-unes ont estimé qu'il faudrait modifier les dispositions de la règle 203.4 de gestion financière du Fonds pour éviter de devoir restreindre l'exécution du programme.

431. Plusieurs autres se sont opposées à la décision proposée; à leur avis, le versement des contributions en monnaies non convertibles ou leur utilisation ne soulevait aucune difficulté, puisque les projets financés au moyen de ces contributions bénéficiaient aux pays les moins avancés. Le caractère volontaire des contributions au Fonds était bien souligné, de sorte qu'il ne faudrait pas imposer de restrictions aux gouvernements quant au type ou à la forme de leurs contributions. Quoi qu'il en soit, le problème des avoirs accumulés en monnaies non convertibles semblait avoir été résolu puisqu'en 1980 les dépenses dans ces monnaies avaient dépassé d'environ 1,5 million de dollars le montant des contributions versées dans ces mêmes monnaies. Un certain nombre de délégations estimaient qu'on avait fait un problème artificiel de l'accumulation des avoirs détenus dans des monnaies non convertibles. Les projets financés dans ces monnaies étaient entièrement conformes au programme du PNUE, dont

ils formaient un élément capital, et ils incitaient les pays à coopérer largement. Plusieurs délégations ont considéré qu'on enlèverait aux contributions leur caractère volontaire si l'on modifiait la règle 203.4. Elles ont mis en doute, d'autre part, que le Conseil d'administration ait la capacité juridique de modifier les règles de gestion financière du Fonds.

432. Comme il a été demandé si le Conseil d'administration avait compétence pour modifier les règles de gestion financière, le chef du Service de gestion du programme du Fonds a dit que c'était le Conseil d'administration qui avait rédigé les règles de gestion financière du Fonds, lesquelles avaient ensuite été approuvées par l'Assemblée générale, de sorte qu'il n'y avait en principe aucune raison pour qu'il ne puisse proposer des modifications à ces règles, sous réserve qu'elles soient approuvées de la même façon.

433. Une délégation a fait observer que les monnaies non convertibles avaient, par rapport aux monnaies convertibles, l'avantage de ne pas être touchées par l'inflation ni soumises à des fluctuations. Une autre a dit qu'il était préférable d'utiliser des monnaies non convertibles pour financer un projet que de renoncer entièrement à l'activité considérée. D'autres ont fait remarquer que les monnaies non convertibles étaient versées dans un but déterminé et il a été suggéré que les donateurs conseillent le PNUE sur la meilleure façon de les utiliser dans l'intérêt du programme. Une autre délégation a signalé que si cette pratique aboutissait à ce que chaque pays décide de l'activité qui serait financée au moyen de sa contribution, il n'y aurait plus aucune raison que le Conseil d'administration décide de la façon dont les ressources mises en commun au sein du Fonds seraient allouées.

434. En réponse à une question concernant le membre de phrase "à concurrence de" au paragraphe c) du projet de décision figurant à l'annexe II du document, le Sous-Directeur exécutif par intérim a indiqué que le plafond, ou la limite de 20 p. 100 concernant la partie du programme qui devait être financée en monnaies non convertibles avait été proposé dans le seul but de disposer d'un programme équilibré. Le Comité pouvait bien évidemment recommander la limite qui lui convenait. Etant donné que le montant estimatif des ressources du Fonds en monnaies convertibles pour l'exercice biennal 1982-1983 était de 30 millions de dollars et que le montant des ressources en monnaies non convertibles exprimé en dollars s'élevait à 16 millions, le Directeur exécutif avait jugé souhaitable d'établir une limite au montant des ressources en monnaies non convertibles destinées à l'exécution de projets qui seraient entrepris au titre du programme proposé. On n'avait en aucune façon l'intention de modifier la nature des contributions versées au Fonds du PNUE qui devaient demeurer des contributions volontaires. S'agissant de l'éventualité d'un infléchissement du programme que l'utilisation des monnaies non convertibles aurait entraîné aucune modification importante n'était intervenue mais un certain changement avait eu lieu dans la répartition géographique des projets. Le texte des paragraphes 4 et 5 du projet de décision présenté au Conseil d'administration (UNEP/GC.9/10, annexe), qui réitéraient l'appel lancé par le Conseil à sa huitième session, était conforme à la règle 203.4 des Règles de gestion financière du Fonds aux termes de laquelle les contributions volontaires étaient acceptées dans des monnaies qui étaient aisément utilisables par le Fonds.

435. Se référant à la proposition tendant à fixer une limite aux montants des engagements prévisionnels en monnaies non convertibles, une délégation a indiqué qu'il serait bon que le Directeur exécutif obtienne l'appui du Conseil d'administration de façon à éviter un infléchissement du programme. D'autres délégations étaient d'avis qu'il n'était pas nécessaire de fixer un plafond dans la mesure où rien n'indiquait qu'il y eut un infléchissement sensible. Plusieurs délégations ont souligné la nécessité de disposer de contributions aisément utilisables ainsi que de ressources plus importantes en monnaies convertibles dont les pays en développement pourraient tirer un plus grand parti.

436. Plusieurs délégations estimaient que le texte du projet de décision avait des incidences juridiques et imposait de modifier les Règles de gestion financière du Fonds: elles n'étaient pas favorables à la fixation d'un pourcentage en ce qui concernait le montant des contributions à verser en monnaies convertibles pas plus qu'à la fixation d'un plafond en ce qui concernait les engagements prévisionnels dans ces monnaies. A cet égard, une délégation estimait que le texte du projet de décision porterait atteinte à la souveraineté des Etats. Son gouvernement versait une contribution en monnaie non convertible dans l'intérêt des pays en développement.

437. A l'issue de ses délibérations, le Comité a recommandé au Conseil d'administration d'adopter la décision dont il lui présentait le projet (pour le texte adopté par le Conseil, voir la décision 9/23 à l'annexe I ci-après).

3. Ressources supplémentaires visant à résoudre les problèmes écologiques dans les pays en développement

438. Présentant le rapport du Directeur exécutif sur les ressources supplémentaires visant à résoudre les problèmes écologiques dans les pays en développement (UNEP/GC.9/10/Add.2), qui avait été préparé en application du paragraphe 9 de la résolution 1980/49 du Conseil économique et social, le Sous-Directeur exécutif par intérim chargé du Bureau du Fonds pour l'environnement et de l'administration a expliqué que le Conseil d'administration était invité à donner son avis sur les nouveaux moyens suggérés pour mobiliser en faveur du Fonds des ressources supplémentaires qui serviraient à résoudre les graves problèmes écologiques des pays en développement. Parmi les quatre moyens nouveaux proposés, la formule du "guichet spécial" méritait une attention particulière du fait qu'elle était la plus commode.

439. Le rapport, et en particulier l'idée du "guichet spécial", ont été bien accueillis par un grand nombre de délégations. Une délégation, rappelant qu'à sa huitième session le Conseil d'administration avait prié le Directeur exécutif de lui rendre compte des faits nouveaux qui se produiraient dans l'intersession, a demandé quels étaient les éléments nouveaux à signaler du "guichet spécial". Le fait que cette formule soit particulièrement bien adaptée aux besoins écologiques des pays en développement a été souligné par d'autres délégations, qui ont appuyé sans réserve la proposition, compte tenu en particulier de la modicité des ressources du Fonds. Certaines délégations, tout en approuvant les motifs qui avaient inspiré la proposition,

ont cependant souligné la complexité de la question, qui exigeait une étude attentive. Elles ont fait observer qu'en réservant à des fins spécifiques les fonds versés au PNUE, on pourrait enlever au programme dans son ensemble une partie de sa souplesse, l'orienter vers l'assistance technique, ce qui serait contraire au rôle de coordonnateur et de catalyseur du PNUE, sanctionner le principe des contributions "liées", auquel on avait objecté dans le cas des monnaies non convertibles, et avoir pour effet de déterminer vers le "guichet spécial" des fonds que l'on aurait pu affecter au programme général, ce qui pourrait compromettre la bonne marche du Fonds et contrevenir à la règle 203.4 de gestion financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

440. Des éclaircissements ont été demandés au sujet de la façon dont seraient alloués les fonds au "guichet spécial". Une délégation a demandé si un fonds d'affectation spéciale ne servirait pas la même cause et une autre a demandé si on ne pourrait pas parvenir au même but en modifiant l'ordre des priorités fixé par le Comité de session 1.

441. La délégation suédoise, qui avait eu l'idée du "guichet spécial", a expliqué que les fonds seraient alloués aux programmes qui, selon le Conseil d'administration, seraient propres à résoudre les problèmes écologiques les plus graves des pays en développement; le Directeur exécutif identifierait ensuite, au sein de ces programmes, les projets et activités à entreprendre et un rapport spécial serait présenté à leur sujet au Conseil d'administration à chacune de ses sessions. La formule du "guichet spécial" ne répondait pas mieux à la finalité du Programme des Nations Unies pour le développement, étant donné que certaines activités de développement touchaient, par divers aspects à l'environnement et ne relevaient donc pas de l'aide internationale au développement ou des groupes d'aide bilatérale habituels; il en allait ainsi, par exemple, de la sélection des espèces d'une plantation d'arbres selon des critères écologiques. En revanche, certains secteurs du programme du PNUE, comme celui de l'environnement et du développement, intéressaient déjà le développement. L'idée du "guichet spécial" avait été présentée pour qu'on puisse faire appel aux sources d'aide internationale et bilatérale plus importantes dont les fonds étaient habituellement destinés aux projets de développement.

442. Certaines délégations craignaient que l'adoption de cette formule ne conduise le programme à donner la priorité à des activités de caractère national, alors que le PNUE était tenu, par son mandat, de mettre l'accent sur les activités mondiales ou régionales. D'autres ont estimé que cette formule permettrait aux pays les moins avancés de bénéficier d'une assistance accrue de la part de donateurs multilatéraux pour des projets régionaux.

443. Le Sous-Directeur exécutif par intérim a dit que la liste complète des offres reçues en réponse aux propositions du Directeur exécutif serait distribuée. Etant donné que le Directeur exécutif était tenu de prélever une commission d'administration de 13 p. 100 sur les ressources des fonds d'affectation spéciale, le Gouvernement suédois, après avoir consulté le PNUE, avait émis l'idée d'un "guichet spécial". Selon cette formule, le PNUE, pourrait recevoir des fonds dont rien ne serait déduit au titre des frais

d'administration. Deux catégories de projets pourraient être financés au moyen des ressources du "guichet spécial" : ceux qui consisteraient à faire une évaluation appropriée de l'environnement et une étude de l'impact qu'un grand projet de développement aurait sur l'environnement avant que le projet même ne soit mis en chantier, et ceux qui porteraient sur des activités de portée mondiale dont la coordination et la programmation exigent des sommes élevées; la désertification et le déboisement en étaient de bons exemples. Bien qu'également préoccupé par le fait que certains donateurs puissent verser des contributions au "guichet spécial" aux dépens du programme ordinaire, il ne pouvait donner aucune assurance à ce sujet car il appartenait à chaque gouvernement de contribuer comme il l'entendait, les contributions étant exclusivement volontaires. Le Directeur exécutif était d'avis qu'au nombre des mesures prises pour s'assurer des ressources supplémentaires destinées au financement de programmes ayant trait à de graves problèmes écologiques dans les pays en développement, le "guichet spécial" était une initiative encourageante.

444. Au cours du débat qui a suivi, les tenants de la proposition tendant à la création d'un "guichet spécial" ont invoqué d'autres arguments favorables et l'on a souligné le fait que ledit guichet visait principalement à développer les activités à caractère écologique entreprises dans les pays en développement car celles qu'avaient entreprises le PNUE n'y avait eu pratiquement aucun effet. A cet égard, on estimait qu'en raison de l'extrême modicité des ressources du PNUE il conviendrait de ne pas refuser des ressources supplémentaires par crainte de difficultés d'ordre technique découlant de l'application des Règles de gestion financière; certaines délégations étaient d'avis que si les dispositions des Règles de gestion financière s'opposaient à la création d'un "guichet spécial", il fallait les modifier. Ceux qui étaient en faveur d'une modification des Règles de gestion financière pensaient que la nature du Fonds n'en serait pas changée pour autant; les pays pouvaient verser des contributions au "guichet spécial" comme au Fonds. Une délégation a annoncé que son gouvernement entendait verser des contributions au "guichet spécial" s'il était ouvert.

445. D'autres délégations estimaient qu'en modifiant les Règles de gestion financière l'on créerait un précédent dangereux qui entraînerait une modification de la structure et de la finalité du Fonds. Une délégation a déclaré que son gouvernement serait amené à reconsidérer sa contribution si les Règles de gestion financière étaient modifiées dans le sens indiqué. Plusieurs délégations ont à nouveau manifesté leur préoccupation au sujet d'une diminution du montant des contributions qui seraient versées au Fonds et de la tendance consistant à réserver les contributions à des fins précises qui ne manqueraient pas de s'affirmer parmi les donateurs.

446. Un certain nombre de délégations ont indiqué que si leurs gouvernements n'étaient pas fermement opposés à l'ouverture d'un "guichet spécial" ils n'avaient néanmoins aucune intention d'y contribuer; en conséquence, il y avait fort à craindre que le montant des ressources qui y seraient versées soit très faible. Une délégation cependant estimait que dans un premier temps les contributions versées seraient probablement peu importantes mais que leur montant pourrait augmenter par la suite. Il proposait que le "guichet spécial" soit ouvert sous réserve qu'après six ou sept ans d'existence il fasse l'objet d'un nouvel examen.

447. A l'issue de ses délibérations, le Comité a recommandé au Conseil d'administration d'adopter la décision dont il lui présentait le projet (pour le texte adopté par le Conseil, voir la décision 9/24 à l'annexe I ci-après).

4. Financement des plans d'action

448. Dans la déclaration qu'il a faite pour présenter le rapport du Directeur exécutif sur le financement des plans d'action (UNEP/GC.9/10/Add.3), établi conformément aux dispositions de la section VII de la décision 8/1 du Conseil d'administration, le Sous-Directeur exécutif par intérim chargé du Bureau du Fonds pour l'environnement et de l'administration, a souligné que l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et le Conseil d'administration lui-même avaient souvent approuvé des plans d'action sans avoir pris des dispositions financières en vue de leur exécution. Cinq mécanismes de financement que le Directeur exécutif estimait viables étaient exposés dans le paragraphe 12 et les conclusions et recommandations, au sujet desquelles le Directeur exécutif souhaitait obtenir l'avis du Comité, figuraient dans les paragraphes 19 à 29.

449. Plusieurs délégations ont déclaré apprécier hautement le rapport, qui donnait un aperçu intéressant des solutions pouvant être apportées au problème, mais plusieurs d'entre elles se sont déclarées préoccupées par la différence entre les conclusions et recommandations et la décision proposée dans l'annexe, tendant à ce que le Conseil se borne à prendre note du rapport et à approuver les recommandations. Une délégation a souligné qu'il était important que le PNUE veille à ne pas retirer trop rapidement son appui technique et financier aux projets assortis de plans d'action approuvés, et a proposé d'ajouter une disposition dans ce sens à la décision proposée au Conseil. Cette proposition a été appuyée par plusieurs autres délégations. Une autre délégation a demandé des éclaircissements au sujet du paragraphe 23 où il était dit que le financement des activités régionales devrait incomber au premier chef aux Etats de la région; les pays les moins avancés risquaient d'éprouver des difficultés à financer de telles activités et cette délégation se demandait ce qui arriverait en pareil cas.

450. Le Sous-Directeur exécutif par intérim a répondu que si la responsabilité d'assurer le financement initial des plans d'action régionaux devait être assumée essentiellement au niveau national, la communauté internationale devrait être prête à fournir une assistance lorsqu'elle était en mesure de le faire. Des éclaircissements pourraient être apportés dans ce sens au paragraphe 23.

451. A l'issue de ses délibérations, le Comité a recommandé au Conseil d'administration d'adopter la décision dont il lui présentait le projet (pour le texte adopté par le Conseil, voir la décision 9/25 à l'annexe I ci-après).

5. Procédures générales révisées relatives à la conduite des opérations du Fonds pour l'environnement

452. Présentant le rapport du Directeur exécutif sur les procédures générales révisées relatives à la conduite des opérations du Fonds pour l'environnement (UNEP/GC.9/10/Add.4), le chef du Service de gestion du programme du Fonds a informé le Comité que, comme la forme définitive du programme à moyen terme

à l'échelle du système aurait une incidence sur les procédures, le Directeur exécutif estimait qu'il serait prématuré d'adopter une révision définitive à ce stade. Des propositions seraient soumises au Conseil d'administration à sa dixième session, et, pour l'heure, le Comité était seulement prié de prendre note du document.

453. Une délégation a demandé quelle était la différence entre les procédures relatives à la conduite des opérations du Fonds et les Règles de gestion financière du Fonds, et a demandé qu'on lui donne l'assurance que les procédures révisées proposées ne porteraient atteinte en aucune façon aux Règles de gestion financière.

454. Le chef du Service de gestion du programme du Fonds a répondu que les Règles de gestion financière régissaient les opérations financières du Fonds, tandis que les procédures générales concernaient les modalités du fonctionnement courant du Fonds. Le programme à moyen terme à l'échelle du système, qui intéresse le système des Nations Unies dans son ensemble, était largement concerné par les modalités de fonctionnement courant et il était donc important que les relations de travail avec les organisations des Nations Unies dans le cadre du programme à moyen terme à l'échelle du système soient bien clarifiées avant qu'une décision finale soit prise sur la façon dont les procédures générales seraient modifiées. Il était peu probable que les procédures révisées portent atteinte en aucune manière aux Règles de gestion financière.

455. Le Comité a pris note du rapport du Directeur exécutif sur les procédures générales révisées relatives à la conduite des opérations du Fonds pour l'environnement.

6. Gestion des fonds d'affectation spéciale

456. Le chef du Service de gestion du programme du Fonds, présentant le rapport du Directeur exécutif sur la gestion des fonds d'affectation spéciale (UNEP/GC.9/10/Add.6), a demandé aux membres du Comité d'excuser le secrétariat d'avoir distribué tardivement ce document, et expliqué que ce retard était inévitable, étant donné que la plupart des réunions consacrées aux fonds d'affectation spéciale n'avaient pas eu lieu avant mars ou avril 1981. Il a attiré l'attention sur les documents UNEP/GC.9/9/Background 4 et UNEP/GC.9/9 (par. 20 à 27), qui étaient également en rapport avec la question à l'examen. Se référant au Fonds d'affectation spéciale pour les ateliers régionaux de formation à la gestion de l'environnement, il a fait observer que la création d'un fonds d'affectation spéciale était apparue comme la seule solution institutionnelle permettant d'accepter les fonds offerts par l'Organisme suédois de développement international (SIDA) pour financer des ateliers régionaux de formation à la gestion de l'environnement. La commission de 13 p. 100 mentionnée au paragraphe 2 du rapport était une commission que le Directeur exécutif, tout comme les chefs de secrétariat des organisations du système des Nations Unies, est tenu de prélever sur instructions du Secrétaire général.

457. Une délégation a demandé s'il était bien nécessaire de proroger le Fonds d'affectation spéciale du Koweït jusqu'au 31 décembre 1981, alors que le secrétariat intérimaire devait être transféré à l'Organisation régionale avec effet au 1er juillet. D'autres délégations ont demandé des renseignements sur les mécanismes que la création d'un fonds d'affectation spéciale met en jeu et sur la façon dont est exécuté le programme d'un fonds d'affectation spéciale. Une autre délégation a demandé si le mécanisme employé à propos des ateliers de formation pour l'industrie des pâtes et des papiers serait appliqué également à d'autres ateliers de formation.

458. Répondant à la première question, le chef du Service de gestion du programme du Fonds a expliqué qu'il fallait prolonger le Fonds d'affectation spéciale du Koweït jusqu'au 31 décembre 1981 pour pouvoir régler toutes les factures restant à payer; cela fait, les comptes du Fonds seraient clos. Le fonds d'affectation spéciale du SIDA était l'aboutissement de l'initiative spécifique d'un pays; à sa connaissance, il n'était pas envisagé d'étendre cette formule à d'autres secteurs.

459. Le Sous-Directeur exécutif par intérim, se référant à la procédure appliquée pour constituer un fonds d'affectation spéciale, a déclaré que cette opération prenait beaucoup de temps, puisqu'il fallait organiser des réunions des parties intéressées, à divers niveaux, pour aboutir à un accord sur un plan d'action et sur le financement. Lorsque les parties étaient d'accord pour demander la création d'un fonds d'affectation spéciale, le projet était soumis au Conseil d'administration pour approbation.

460. Présentant la note du Directeur exécutif sur la création d'un fonds régional d'affectation spéciale pour la région de l'Asie de l'Est (UNEP/GC.9/10/Add.9), le Sous-Directeur exécutif par intérim a expliqué que la demande dont il était question dans le rapport considéré avait été reçue après l'ouverture de la session en cours, de sorte qu'elle ne figurait pas à l'ordre du jour adopté.

461. Le Comité a pris acte de la note du Directeur exécutif concernant la création d'un fonds régional d'affectation spéciale pour la mise en oeuvre du Plan d'action pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Asie de l'Est et a approuvé la suggestion du Directeur exécutif tendant à obtenir l'accord du Secrétaire général sur la création du fonds considéré (voir la décision 9/26).

462. Le Sous-Directeur exécutif par intérim a appelé l'attention sur la note du Directeur exécutif (UNEP/GC.9/10/Add.7) relative à une communication de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, qui était suffisamment explicite pour se passer de commentaires.

463. Le Comité a pris acte de la note du Directeur exécutif sur la mise en place d'un secrétariat permanent et les arrangements intérimaires concernant la Convention de Ramsar.

464. A l'issue de ses délibérations sur les fonds d'affectation spéciale, le Comité a recommandé au Conseil d'administration d'adopter la décision dont il lui présentait le projet (pour le texte adopté par le Conseil, voir la décision 9/26 à l'annexe I ci-après).

C. Rapport financier et comptes pour l'exercice biennal 1978-1979
terminé le 31 décembre 1979

465. Pour l'examen du point 8 c) de l'ordre du jour, le Comité était saisi du document UNEP/GC.9/L.1.

466. Le Sous-Directeur exécutif par intérim chargé du Bureau du Fonds pour l'environnement et de l'administration, présentant la note du Directeur exécutif sur le rapport financier et les comptes vérifiés de l'exercice biennal 1978-1979 (UNEP/GC.9/L.1), a déclaré que le Comité était invité à prendre note des observations du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) ainsi que des observations présentées à ce sujet par le Directeur exécutif. Le Directeur exécutif avait pris les mesures demandées par le Comité des commissaires aux comptes et le CCQAB.

467. Les délégations ont posé des questions sur les progrès réalisés dans le contrôle de l'utilisation des fonds servant à rémunérer les consultants et des concours extérieurs, sur les principes régissant l'emploi d'experts extérieurs qui avaient été approuvés par l'Assemblée générale mais qui n'étaient pas appliqués par le PNUE, et sur les résultats des efforts faits pour pourvoir les postes vacants à la Section des finances. Une délégation a demandé que le secrétariat établisse un organigramme à jour faisant apparaître la répartition des postes et des vacances de postes.

468. Le chef de la Section des finances a lu le texte intégral des observations faites par le Comité des commissaires aux comptes et a déclaré que pour améliorer la situation, les six services constituant la Section des finances avaient été regroupés en quatre services, un chef adjoint avait été nommé à la Section des finances, une version modifiée du manuel de comptabilité du Siège était en préparation à l'intention du PNUE et serait mise au point définitivement lorsque le manuel de l'Organisation des Nations Unies aurait été révisé; que la situation des vacances de postes à la Section des finances s'était améliorée et pouvait désormais être considérée comme normale, et que dans le cas de contrats émis et de paiements faits pour des concours extérieurs sans autorisation régulière, la coordination entre les agents certificateurs, les fonctionnaires demandeurs et la Section des finances s'était améliorée. Une instruction administrative avait été publiée à ce sujet.

469. Le Comité a pris acte de la note du Directeur exécutif sur le rapport financier et les comptes vérifiés du Fonds pour l'environnement pour l'exercice biennal 1978-1979 terminé le 31 décembre 1979.

D. Programme d'évaluation des projets

470. Pour l'examen du point 8 d) de l'ordre du jour, le Comité disposait du document UNEP/GC.9/11.

471. Le Sous-Directeur exécutif par intérim du Bureau du Fonds pour l'environnement et de l'administration, qui présentait le rapport du Directeur exécutif sur le programme d'évaluation des projets (UNEP/GC.9/11), a déclaré que le PNUE avait accordé une plus grande attention à l'élaboration des méthodes d'évaluation. On

avait compris que l'évaluation n'était pas la seule solution possible aux difficultés de programmation; la nécessité de mieux concevoir les projets constituait une condition préalable à une évaluation judicieuse des projets dont on avait pris conscience et à laquelle on accordait une plus grande attention. Le Directeur exécutif proposait deux modifications à la présentation, dans le Rapport aux gouvernements, des projets de la série UNEP/FUND/PROJECTS/C, à savoir : la section intitulée "incidences" devrait être remplacée par une section dans laquelle on comparerait les résultats auxquels on était effectivement parvenu aux résultats escomptés et, plutôt que de continuer à faire rapport sur tous les projets menés à bien, l'on devrait exposer d'une manière plus approfondie les projets plus représentatifs ou plus importants.

472. S'agissant de l'évaluation de la coopération du PNUE avec les commissions régionales, un certain nombre de délégations ont exprimé l'espoir que tout renforcement de l'appui du PNUE n'entraînerait pas de conséquences défavorables pour les bureaux régionaux du PNUE car il ne fallait en aucune façon porter atteinte à leurs responsabilités en tant qu'organes de liaison avec les gouvernements pour les questions touchant le PNUE.

473. Plusieurs délégations ont exprimé leur préoccupation au sujet des difficultés de programmation et des contraintes concernant le programme d'évaluation dont il avait été fait état dans le rapport. Après avoir souligné que l'on avait déjà signalé ce même type de difficultés, une délégation a recommandé d'accorder d'urgence toute l'attention requise à ces questions. Une autre délégation a demandé dans quelle mesure les résultats de l'évaluation avaient été pris en considération lors de la formulation du plan à moyen terme pour la période 1982-1983 et dans quelle mesure il en serait tenu compte dans le programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement. Il a également été fait état de la nécessité d'assurer une plus grande diffusion aux résultats des projets, le cas échéant en instituant une coopération plus étroite entre le Bureau du programme et le Service de l'information.

474. Les nouvelles orientations proposées en ce qui concerne le programme d'évaluation ont recueilli l'assentiment général. Des participants ont demandé des renseignements au sujet des critères adoptés pour procéder aux évaluations en profondeur auxquelles il convenait d'accorder une plus grande importance. On a souligné l'importance des opérations tendant à déterminer les incidences des activités du PNUE et on a exprimé l'espoir que cette pratique serait maintenue. Selon une délégation, si le secrétariat ne faisait pas rapport sur tous les projets menés à bien dans les Rapports aux gouvernements, les renseignements sur les projets du PNUE seraient de toute évidence moins nombreux. Une autre délégation a appelé l'attention sur les délais s'écoulant entre la publication de la version anglaise des Rapports aux gouvernements et les versions établies dans d'autres langues. Tout en appuyant les nouvelles orientations proposées, une délégation a souligné la nécessité de maintenir d'étroits contacts avec les services d'évaluation d'autres organismes des Nations Unies et a proposé que, dans les nouvelles orientations, il soit expressément fait état du maintien de ces contacts. Des questions ont également été posées au sujet des raisons qui avaient amené à proposer qu'un ordre de priorité moins élevé soit accordé aux analyses sectorielles et à l'évaluation des processus.

475. Au sujet des observations sur la coopération du PNUE avec les commissions régionales, le Sous-Directeur exécutif par intérim a indiqué que l'évaluation de cette coopération avait été entreprise en raison des difficultés financières auxquelles se heurtait le PNUE pour mener à bien ses activités; il était donc nécessaire de trouver les moyens permettant au PNUE d'agir le plus efficacement possible à l'échelon régional. Des entretiens officiels avaient eu lieu avec des représentants permanents auprès du PNUE à ce sujet et les propositions auxquelles ils avaient abouti seraient présentées au Conseil d'administration à sa dixième session.

476. Répondant à d'autres questions soulevées au cours du débat, le chef de la Section des politiques du Fonds et de l'évaluation a déclaré que l'analyse sectorielle avait donné de moins bons résultats qu'on ne l'avait prévu parce que les projets financés au titre d'un même poste budgétaire étaient souvent de nature très différente et qu'il n'était pas possible d'en tirer des conclusions générales. L'analyse sectorielle n'était pas rayée du programme, mais on donnait un ordre de priorité plus élevé à des travaux plus utiles comme l'évaluation approfondie d'un ensemble de projets étroitement apparentés ainsi que l'avait suggéré précédemment le Conseil d'administration. On ne procédait à des évaluations approfondies que lorsqu'on estimait que les mesures moins coûteuses, comme les examens internes de gestion, ne suffisaient pas à susciter une amélioration sensible du programme. On pouvait procéder à des évaluations approfondies lorsqu'on avait, par exemple, réorienté les programmes ou modifié les projets, lorsqu'il fallait préciser à nouveau les conditions nécessaires à la réalisation d'un projet ou d'un programme, lorsqu'il s'agissait de projets pilotes ou expérimentaux, ou encore de projets à long terme. Les évaluations de projets en cours étaient jugées trop coûteuses par rapport aux résultats qu'elles pourraient produire et les possibilités qu'elles offraient pour l'amélioration du programme étaient inférieures à celles que présentait l'examen des parties organiques du programme. Il était important de déterminer l'impact des activités du PNUE et l'on continuerait de s'efforcer de connaître l'impact des projets, en particulier sur le programme du PNUE et sur ceux qui l'aident à l'exécuter. Il serait cependant plus réaliste de mettre l'accent sur les résultats des projets dans les comptes rendus qui en étaient faits après leur achèvement. Le volume de la série C des documents UNEP/FUND/PROJECTS publiés dans le Rapport aux gouvernements avait augmenté; si le Conseil d'administration le désirait, le secrétariat pourrait continuer de viser à publier un rapport sur tous les projets achevés. Il continuerait aussi de chercher à mieux définir les objectifs des projets et, à cet égard, il était très important de faire un examen préalable des possibilités d'évaluation avant d'approuver les projets. La distinction entre les fonctions d'évaluation et les fonctions de gestion était parfois imprécise, et l'on avait veillé tout particulièrement à éviter les risques de chevauchement entre les services qui en sont chargés. La sous-utilisation des résultats des projets restait une cause de préoccupation, mais la série C des documents UNEP/FUND/PROJECTS offrait un mécanisme supplémentaire de vérification si l'on voulait s'assurer qu'ils soient utilisés efficacement. Le PNUE était conscient de la nécessité de mieux faire connaître les résultats des projets; il y accordait plus d'attention et le secrétariat serait heureux de connaître les réactions et les observations des gouvernements sur les résultats des projets exposés dans le Rapport aux gouvernements. Bien que les résultats des évaluations présentent de l'importance

pour les grands travaux de programmation, comme le plan à moyen terme, la rétro-information devrait être continue et il faudrait aussi insérer les résultats des évaluations dans les programmes à d'autres occasions. Le lien entre projets et programmes était une caractéristique particulièrement importante des programmes du PNUE, car l'appui n'était justifié que si les projets pouvaient contribuer à la réalisation des buts de ces programmes. Il était donc indispensable que le PNUE s'assure que chacun des projets apporte une contribution précise à la réalisation du programme dans lequel il s'insérait.

477. A l'issue du débat, le Comité a pris note du rapport du Directeur exécutif sur le programme d'évaluation des projets, soulignant la nécessité de renforcer la coopération entre le PNUE et les services chargés de l'évaluation dans d'autres organismes des Nations Unies.

CHAPITRE VII

QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGETAIRES

478. L'examen du point 9 de l'ordre du jour a été attribué au Comité de session II. On trouvera au paragraphe 31 ci-dessus un compte rendu des travaux du Comité.

479. Pour l'examen du point 9 de l'ordre du jour, le Comité était saisi des documents UNEP/GC.9/12 et Corr.1, UNEP/GC.9/13 et Corr.1-3 et Add.1 et Corr.1 et Add.2, UNEP/GC.9/14 et Add.1, UNEP/GC.9/L.2 et 3, et UNEP/GC.9/BACKGROUND 3 et 4 et Corr.1.

A. Rapport d'exécution du budget des dépenses du programme et d'appui au programme pour l'exercice biennal 1980-1981 et projet de budget pour l'exercice biennal 1982-1983

480. Présentant le rapport d'exécution du budget des dépenses du programme et d'appui au programme pour l'exercice biennal 1980-1981 et le projet de budget pour l'exercice biennal 1982-1983 (UNEP/GC.9/12 et Corr.1, et UNEP/GC.9/13 et Corr.1-3 et Add.1 et Corr.1 et Add.2), ainsi que les rapports correspondants du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) (UNEP/GC.9/L.2 et L.3), le Sous-Directeur exécutif par intérim chargé du Bureau du Fonds pour l'environnement et de l'administration a déclaré que les ressources additionnelles demandées dans le rapport d'exécution (UNEP/GC.9/12 et Corr.1) étaient estimées à 1 215 100 dollars et représentaient un montant net après ajustement pour tenir compte de l'inflation et des variations des taux de change. A propos des taux de change, le Sous-Directeur exécutif par intérim a ajouté que le PNUE avait pu économiser 655 000 dollars à la suite de la dévaluation du shilling kényen le 2 février 1981, qui s'était traduite par un nouveau taux de change de 8 shillings pour un dollar des Etats-Unis pour les opérations de l'ONU, alors que les prévisions budgétaires pour 1980-1981 étaient calculées sur la base d'un taux de 7,43 shillings kényens pour un dollar.

481. Le Directeur exécutif demandait un crédit de 1 475 700 dollars aux fins suivantes : création d'un poste D-1, d'un poste P-5, d'un poste P-4 et de trois postes P-3 ainsi que de six postes d'agent local pour les services d'appui (790 200 dollars) et financement d'un projet commun PNUE/PNUD d'appui institutionnel au Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, (685 500 dollars), dont le coût était actuellement imputé sur le budget des activités relevant du Programme du Fonds. Il était également proposé de convertir en postes permanents deux postes temporaires de la classe P-4 au Service de la désertification, de convertir en postes permanents 13 postes d'agent local financés au moyen de crédits ouverts au titre du personnel temporaire et d'ouvrir un crédit additionnel de 25 000 dollars pour financer la réunion d'un groupe spécial d'experts qui examinerait un projet de rapport sur le financement additionnel nécessaire pour exécuter le Plan d'action pour lutter contre la désertification, réunion pour laquelle aucun crédit n'avait été inscrit au budget pour 1980-1981.

482. En ce qui concerne le projet de budget des dépenses du programme et d'appui au programme pour 1982-1983 (UNEP/GC.9/L3 et Add.1 et 2), le Directeur exécutif était désireux d'obtenir un taux de croissance positif étant donné qu'en 1980-1981 le taux de croissance réelle avait été négatif. Les ressources supplémentaires demandées au titre du budget des dépenses du programme et d'appui au programme pour 1982-1983 étaient destinées principalement à couvrir les dépenses suivantes : création de deux postes P-1/P-2 au programme des services administratifs, création d'un poste d'agent local au programme "direction exécutive et administration", de trois postes d'agent local aux programmes pour l'environnement, d'un poste d'agent local au Bureau régional pour l'Europe et d'un poste d'agent local au programme des services de conférence; reclassement à P-4 de deux postes P-3 au programme des services administratifs et reclassement à P-4 d'un poste P-3 au programme "direction exécutive et administration"; les crédits nécessaires à la création d'un poste P-4 pour un vérificateur intérieur des comptes avec un poste de secrétaire et des frais de voyage, dépenses qui devaient être partagées avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains dans la proportion de 75 p. 100 et 25 p. 100 respectivement, sous le poste de dépenses "Bourses d'étude, subventions et contributions", la part du PNUE devant être versée à l'ONU à titre de remboursement.

483. Bon nombre de délégations ont estimé que les crédits demandés dans le rapport d'exécution du budget de 1980-1981 et dans le projet de budget des dépenses du programme et d'appui au programme pour 1982-1983 étaient trop élevés. Elles ont appelé l'attention à cet égard sur le rapport du CCQAB concernant le rapport d'exécution du budget 1980-1981 (UNEP/GC.9/L.2) dans lequel il était recommandé au Conseil d'administration de prier le Directeur exécutif de s'efforcer de réduire les dépenses imputables au budget des dépenses du programme et d'appui au programme pour 1980-1981. Une délégation a estimé que les montants estimatifs révisés pour 1980-1981 devraient être réduits de 1 215 000 dollars, c'est-à-dire qu'ils devraient être maintenus au niveau approuvé à l'origine. Il a été dit que les deux postes P-4 du Service de la désertification ne devraient pas être convertis en postes permanents, que la moitié seulement du montant de 685 500 dollars demandé pour l'appui institutionnel au Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS) devrait être transférée des activités relevant du programme du Fonds au budget des dépenses du programme et d'appui au programme, que la conversion en postes permanents de 13 postes d'agent local financés au titre du personnel temporaire ne devrait pas être approuvée et que l'assistance temporaire fournie à l'Office des Nations Unies à Genève et au Bureau de Mexico de la Commission économique pour l'Amérique latine devrait être réduite. Une délégation, appuyant ces suggestions, a proposé de ramener les crédits demandés au titre du budget des dépenses du programme et d'appui au programme pour 1980-1981 à 19 800 000 dollars; cette proposition a été appuyée par plusieurs délégations.

484. Plusieurs délégations, faisant observer que le problème de la désertification devenait de plus en plus grave, ont dit qu'elles étaient opposées à toute compression qui porterait préjudice aux activités du Service de la désertification et ont insisté pour que les deux postes temporaires de la classe P-4 de ce service soient convertis en postes permanents.

485. Répondant aux questions d'une délégation, le représentant du secrétariat a dit que les économies réalisées du fait que la proportion de postes vacants avait été plus élevée que prévu pour les postes d'administrateur financés sur le Fonds s'élevaient à 1 884 000 dollars et non à 500 000 dollars comme il était indiqué dans le rapport du CCQAB sur le budget des dépenses du programme et d'appui au programme pour 1980-1981 (UNEP/GC.9/L.2, par.7). L'économie nette indiquée au paragraphe 20 du rapport d'exécution s'élevait à 409 000 dollars seulement parce que les écarts entre les coûts salariaux types utilisés dans les calculs budgétaires et les paiements effectués en 1980 et les nouveaux coûts salariaux types de 1981 se traduisaient par une dépense supplémentaire d'environ 1,3 million de dollars. Pour les postes d'administrateur, les écarts allaient de 1,2 p. 100 à 9,8 p. 100 selon les classes et pour les postes d'agent des services généraux ils étaient d'environ 25,9 p. 100. Rien que pour les postes d'agent des services généraux, l'écart entre les coûts-types qui avaient servi à l'établissement du budget et les coûts réels de 1980 ainsi que les nouveaux coûts-types pour 1981 s'élevait à quelques 900 000 dollars.

486. Répondant à d'autres questions, le représentant du secrétariat a dit qu'une compression des crédits demandés pour le personnel temporaire en général nuirait beaucoup au bon fonctionnement du PNUE, spécialement en période de surcroît de travail. De plus, le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne comportait deux projets, l'un qui avait le caractère d'un programme et l'autre qui était de l'appui institutionnel. De l'avis du Directeur exécutif, le projet concernant l'appui institutionnel devrait être transféré tout entier des activités relevant du programme du Fonds au budget des dépenses du programme et d'appui au programme, et il ne serait pas indiqué d'en transférer la moitié comme on l'avait proposé.

487. Au cours du débat qui s'est engagé, certaines délégations ont été d'avis qu'il faudrait rejeter la demande de crédit supplémentaire concernant la réunion d'un groupe spécial d'experts. La proposition tendant à convertir en postes permanents 13 postes d'agent local des services généraux financés au titre du personnel temporaire a été longuement étudiée; certaines délégations estimaient qu'en engageant du personnel temporaire pendant une longue période et en demandant ensuite de convertir ces postes en postes permanents, on mettait le Conseil d'administration devant un fait accompli. D'autres délégations ont mis l'accent sur l'aspect humain du problème; un fonctionnaire qui avait travaillé plusieurs années à titre temporaire pouvait légitimement s'attendre à être employé en permanence.

488. Le représentant du secrétariat a fait remarquer que le Conseil d'administration avait été informé à sa septième session que d'autres postes financés au titre du personnel temporaire seraient convertis en postes permanents.

489. A l'issue du débat sur le rapport d'exécution du budget des dépenses du programme et d'appui au programme pour 1980-1981, le Comité a recommandé au Conseil d'administration d'adopter la décision dont il lui présentait le projet (pour le texte adopté par le Conseil, voir la décision 9/27 A et C à l'annexe 1 ci-après).

490. En ce qui concerne le projet de budget des dépenses du programme et d'appui au programme pour 1982-1983 (UNEP/GC.9/13 et Corr.1-3 et Add.1 et Corr.1 et Add.2), une délégation, appuyée par plusieurs autres, a déclaré qu'aucune des propositions du Directeur exécutif n'était acceptable. Une autre délégation, se référant au rapport du CCQAB sur le projet de budget (UNEP/GC.9/L.3), a demandé si le Directeur exécutif désirait présenter des observations à ce sujet. Se fondant sur le rapport du CCQAB, une délégation a exprimé une réserve au sujet du rapport du Directeur exécutif, particulièrement à propos de la conversion des postes et des très fortes augmentations des crédits demandés pour certains postes budgétaires.

491. Le représentant du secrétariat a dit que le rapport du CCQAB avait été étudié très attentivement. S'agissant des observations formulées par le Comité consultatif au paragraphe 10 de ce rapport au sujet du reclassement des postes et de l'absence de définitions d'emploi, étant donné que les fonctions afférentes à ces postes n'avaient pas été modifiées, il n'existait qu'une seule définition pour chacun d'eux et les définitions étaient présentées au Comité de session II dans un document d'information. Quant aux observations présentées au paragraphe 11 au sujet des groupes spéciaux d'experts, le Directeur exécutif avait fait savoir au CCQAB qu'il fallait prévoir des activités préparatoires et consécutives parce que l'exercice biennal 1982-1983 serait quelque peu différent des autres en raison de la tenue d'une session d'un caractère particulier en 1982, pour faire le bilan des dix ans écoulées depuis la Conférence de Stockholm. D'autre part, l'Assemblée générale et le Conseil d'administration confiaient au PNUE un nombre croissant de tâches qui obligeaient souvent à organiser des réunions de ce type. A propos des observations du Comité consultatif relatives aux crédits demandés pour les consultants (par. 12), il convenait de se rappeler que le secrétariat avait besoin de l'aide de consultants d'un niveau très élevé qui devaient souvent traiter de questions de politique générale et que, contrairement à la situation qui existait à New York, il fallait prévoir des crédits importants pour les frais de voyage lorsqu'on engageait des consultants pour Nairobi.

492. Plusieurs délégations ont estimé que la procédure suivie pour l'examen des divers documents budgétaires soumis au Comité ne permettrait pas de faire du bon travail. Elles ont déploré, en particulier, de ne pas avoir assez de temps pour examiner les rapports du CCQAB. Elles ont suggéré qu'à l'avenir les rapports du CCQAB soient examinés en premier lieu et que la décision sur les rapports du Directeur exécutif soit prise au regard des recommandations du CCQAB. Pour les raisons exposées ci-dessus, une délégation a émis une réserve d'ensemble sur les projets des décisions relatives au budget des dépenses du programme et d'appui au programme et a indiqué que s'ils avaient été mis aux voix, elle aurait voté contre.

493. Répondant à une observation sur le taux d'inflation de 10 p. 100 pris pour hypothèse pour 1982 et 1983, le représentant du secrétariat a expliqué que ce chiffre avait été donné dans le premier rapport d'exécution sur le budget ordinaire, mais que le Directeur exécutif avait fait remarquer dans le budget des dépenses du programme et d'appui au programme qu'il lui paraissait trop prudent. Répondant à une question au sujet des deux réunions spéciales dont il

était question au paragraphe 31 du document UNEP/GC.9/13, il a expliqué que ces réunions étaient prévues pour la région Afrique, qu'on n'avait pas encore décidé qui y participerait, mais qu'on avait l'intention d'y inviter un nombre aussi élevé que possible d'experts africains. Les résultats des réunions seraient communiqués aux gouvernements de tous les pays de la région.

494. Une délégation a fait observer que plus les dépenses du budget du programme et d'appui au programme étaient élevées, moins il resterait de fonds pour les activités relevant du programme du Fonds. Les crédits demandés pour les dépenses du programme et d'appui au programme représenteraient 21,6 p. 100 d'un objectif de 120 millions de dollars pour 1982-1983 mais ils représenteraient près du tiers d'un chiffre tel que 77 millions de dollars. Cette délégation a proposé d'approuver une ouverture de crédits de 26 millions de dollars et d'approuver également la création des postes nouveaux à condition que les dépenses du programme et d'appui au programme ne dépassent pas 25 p. 100 des ressources dont le Fonds disposerait effectivement. Plusieurs délégations ont appuyé cette proposition.

495. Le Sous-Directeur exécutif par intérim chargé du Bureau du Fonds pour l'environnement et de l'administration a fait observer que le CCQAB avait soulevé le problème du rapport entre les dépenses du programme et d'appui au programme et les activités du programme du Fonds. Le Directeur exécutif était bien conscient de ce problème et reconnaissait que les besoins réels pour 1982-1983 devraient être déterminés en fonction des contributions et non du chiffre pris comme objectif. Le CCQAB acceptait donc que la question soit revue par le Conseil d'administration à sa session de 1982, compte tenu des renseignements plus récents dont on disposerait alors sur les contributions versées et les annonces fermes de contributions.

496. Une délégation a proposé d'ouvrir pour 1982-1983 des crédits d'un montant de 25 500 000 dollars, en posant comme condition que les dépenses du programme et d'appui au programme ne devraient pas dépasser 33 p. 100 des contributions effectivement versées au cours de chacune de ces deux années. Le Directeur exécutif devrait être invité à présenter un rapport sur la question au Conseil d'administration à sa dixième session. Une autre délégation a cependant fait observer qu'en fixant un pourcentage, on ferait dépendre le volume du budget des dépenses du programme et d'appui au programme pour 1982-1983 des fonds qui seront effectivement disponibles, de sorte qu'il était prématuré d'approuver un montant déterminé pour le budget de 1982-1983.

497. Le Sous-Directeur exécutif par intérim a dit que le Directeur exécutif déplorait qu'un pourcentage de plus en plus élevé des ressources soit affecté au budget des dépenses du programme et d'appui au programme. Il réservait toutefois sa position sur la question de savoir ce qui était des dépenses administratives et ce qui représentait des dépenses du programme. Il se conformerait au pourcentage recommandé. Le Directeur exécutif tenait cependant à appeler spécialement l'attention sur une difficulté d'ordre technique, à savoir qu'il ne connaîtrait pas avant la fin de l'année le montant des contributions dont il disposerait effectivement. Il devrait par conséquent tabler sur des chiffres incertains pour ce qui était des dépenses administratives.

498. A l'issue du débat, le Comité a recommandé au Conseil d'administration d'adopter la décision sur le budget des dépenses du programme et d'appui au programme pour 1982-1983 dont il lui présentait le projet (pour le texte adopté par le Conseil, voir la décision 9/27 B à l'annexe 1 ci-après).

B. Rapport financier et comptes intérimaires (non vérifiés) de la première année de l'exercice biennal 1980-1981 terminée le 31 décembre 1980

499. Le Sous-Directeur exécutif par intérim a présenté le rapport financier et les comptes intérimaires (non vérifiés) de la première année de l'exercice biennal 1980-1981, terminée le 31 décembre 1980 (UNEP/GC.9/L.4 et Corr.1).

500. Une délégation a soulevé la question du problème des liquidités qui, selon certaines déclarations, était imputable au fait que "le pays versant la plus forte contribution au Fonds" n'avait pas payé la totalité de sa contribution en temps voulu, ce qui avait amené le Directeur exécutif à différer l'exécution de certains projets à partir du mois d'août 1980. De l'avis de cette délégation, il fallait chercher ailleurs la cause du problème; c'était la deuxième année de suite que l'on mentionnait le problème des liquidités, alors que le tableau 3.1 du document montrait qu'au 31 décembre 1980 le PNUE avait des placements dont le total s'élevait à près de 11,2 millions de dollars qui rapportaient quelque 2 millions de dollars d'intérêt par an. Rien n'empêchait le PNUE de prélever des fonds sur ses placements s'il devait faire face à un problème de liquidités. Il était normal de disposer d'un fonds de roulement mais pas d'un fonds dont le montant représentait environ le tiers de la valeur du programme. Il n'y avait pas lieu de freiner l'exécution du programme pour protéger un fonds de roulement au contraire, le fonds de roulement était là pour protéger le programme.

501. Le chef du Service de gestion du programme du Fonds a expliqué que le tableau des placements devait être considéré dans la perspective du bilan global du Fonds. Le tableau des placements qui avait été mentionné représentait une partie importante du total des avoirs du Fonds mais comme on pouvait le constater en étudiant le bilan global, ces éléments de l'actif servaient à compenser de nombreux éléments du passif. Le chiffre le plus important était celui du bas du tableau indiquant que le solde disponible du Fonds s'établissait à 25,5 millions de dollars dont 14,7 millions de dollars en monnaies non convertibles et 10,8 millions de dollars en monnaies convertibles. Sur le total des monnaies convertibles, un montant de 6,8 millions de dollars n'avait pas été versé au 31 décembre 1980.

502. Le Sous-Directeur exécutif par intérim chargé du Bureau du Fonds pour l'environnement a signalé qu'un des moyens de résoudre le problème des liquidités serait d'augmenter chaque année la réserve financière d'un certain pourcentage et de revoir son montant total en 1984.

503. Une délégation a indiqué qu'en raison du peu de temps disponible à la présente session, elle demanderait qu'un document soit établi pour la dixième session et qu'une décision soit prise à ce sujet lors de cette session.

504. Le Comité a pris note du rapport financier et des comptes intérimaires (non vérifiés) de la première année de l'exercice biennal 1980-1981 terminée le 31 décembre 1980.

C. Locaux des Nations Unies à Nairobi

505. Le Sous-Directeur exécutif par intérim chargé du Bureau du Fonds pour l'environnement et de l'administration, présentant les rapports du Directeur exécutif sur les locaux des Nations Unies à Nairobi (UNEP/GC.9/14 et Add.1), a informé le Comité que l'Assemblée générale, à sa trente-cinquième session, avait pris toutes les décisions pertinentes à ce sujet.

506. Le Comité a pris note des rapports du Directeur exécutif sur les locaux des Nations Unies à Nairobi.

CHAPITRE VIII

QUESTIONS DIVERSES

507. Aucune question n'a été soulevée au titre du point 12 de l'ordre du jour.

CHAPITRE IX

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE, LIEU ET DATE DE LA DIXIEME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

508. A la 8ème séance de la session, le 25 mai, le Conseil, sur la recommandation du Bureau, a décidé de l'ordre du jour provisoire, du lieu et de la date de la dixième session, et a approuvé l'ordre du jour provisoire de la session (voir la rubrique "Autres décisions" à l'annexe 1 ci-après).

509. Le Directeur exécutif a fait remarquer que le rapport qu'il devait soumettre au titre du point 4 de l'ordre du jour porterait notamment sur la périodicité et la durée des sessions du Conseil (conformément à une décision prise par le Conseil à sa septième session), les questions qu'il était proposé de traiter dans le rapport sur l'état de l'environnement en 1983 et la présence du PNUE au niveau régional. En outre, le point 6 comporterait une évaluation des progrès enregistrés dans la réalisation des buts pour 1982.

510. A cette même séance, et également sur la recommandation du Bureau, le Conseil a décidé de la date et du lieu des consultations officielles d'intersession avec les gouvernements qui se tiendraient entre ses neuvième et dixième sessions (voir la rubrique "Autres décisions" à l'annexe 1 ci-après).

CHAPITRE X

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE, LIEU ET DATE DE LA SESSION D'UN CARACTERE PARTICULIER DU CONSEIL D'ADMINISTRATION QUI SERA REUNIE A L'OCCASION DU DIXIEME ANNIVERSAIRE DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT

511. Le point 11 de l'ordre du jour a été examiné dans le cadre du débat général (voir le chapitre III ci-dessus).

512. A la 9ème séance de la session, le 26 mai, le Conseil d'administration a adopté par consensus un projet de décision présenté par le Bureau sous le titre "Session d'un caractère particulier du Conseil d'administration de 1982" (voir la décision 9/2 à l'annexe 1).

ADOPTION DU RAPPORT

513. Le Conseil d'administration a examiné le projet de rapport sur les travaux de sa neuvième session aux 8ème et 9ème séances plénières de la session, les 25 et 26 mai.

514. Le représentant du Japon a fait observer que plusieurs décisions à caractère politique avaient été adoptées par le Conseil à sa neuvième session. Sa délégation n'avait participé à aucun des votes concernant ces décisions de façon à marquer sa grave préoccupation au sujet de la tendance qui s'affirmait, à savoir l'intrusion des questions politiques dans les travaux du PNUE. Cette tendance menaçait de bouleverser les activités du Conseil et de détourner le PNUE des fins pour lesquelles il avait été initialement créé.

515. Le représentant du Royaume-Uni a indiqué que le Conseil devrait réduire et simplifier la documentation qu'il prévoyait d'établir pour ses prochaines sessions et veiller à ce que les orateurs s'en tiennent aux questions à examiner. En outre, il conviendrait que les projets de décisions soient présentés en temps opportun et que tout soit mis en oeuvre pour parvenir à un consensus ailleurs qu'en séances de façon que le temps imparti au Conseil ne soit pas consacré aux négociations. Enfin, il a dit aux participants que s'ils souhaitaient que le PNUE s'occupe avec une efficacité réelle des questions écologiques véritables, il leur fallait éviter les longs discours et les décisions déplacées et s'abstenir d'attaquer les pays qui étaient à même de contribuer à la solution des problèmes écologiques.

516. Le représentant du Ghana, appuyé par de nombreux autres représentants, a fait part de la grave inquiétude que suscitait en lui la déclaration de l'orateur qui l'avait précédé. Le Conseil d'administration était une instance internationale dont les membres avaient non seulement le droit, mais encore le devoir d'exercer leur pleine souveraineté. Quant à ce qui était ou n'était pas pertinent, les avis pouvaient très sensiblement varier mais il ne doutait pas que tous ceux qui avaient pris la parole l'avaient fait avec l'intention louable de contribuer à la réalisation des objectifs du PNUE. On ne pouvait tolérer que quiconque cherche à dicter aux membres les propos qu'ils pouvaient ou ne pouvaient tenir ou suggère que les positions des délégations soient déterminées par leur qualité de donateurs ou de bénéficiaires.

517. Le représentant de l'Arabie saoudite a fait observer que les divergences de vues qui étaient apparues au cours de la session témoignaient de la complexité des problèmes écologiques. Il a exprimé l'espoir qu'on veillerait à ce que ces divergences ne remettent pas en cause la coopération qui avait été instituée à ce jour.

518. A la 9ème séance, le 26 mai, le Conseil d'administration a pris note du rapport du Comité de session I (voir chap. V ci-dessus) tel qu'il avait été oralement révisé par le Rapporteur du Comité et a adopté le texte des projets de décisions recommandés par le Comité (décisions 9/10 à 9/22). Pour le texte desdites décisions, telles qu'elles ont été adoptées, on se reportera à l'annexe 1 ci-dessous.

519. Une délégation a rappelé qu'au cours des débats qui avaient eu lieu tant au Comité de session I qu'en séance plénière, il avait fait part des sérieuses réserves que lui inspirait le projet de plan à moyen terme pour 1982-1983. En conséquence, s'agissant du paragraphe 9 de la décision relative au programme pour l'environnement, 1980-1983 (décision 9/10 A), il s'abstenait de prendre position.

520. Au sujet de la décision relative aux écosystèmes des terres arides et semi-arides (décision 9/15 A), le Directeur exécutif présumait qu'il était entendu que la demande d'appui aux projets s'accompagnait, comme à l'accoutumée, de la clause restrictive "dans les limites des ressources disponibles".

521. A son avis, le paragraphe 1 de la décision 9/19 A concernant la réunion spéciale des hauts fonctionnaires d'administrations nationales spécialistes du droit de l'environnement signifiait que le Groupe de travail d'experts du droit de l'environnement verrait, en sa qualité de Comité préparatoire de la réunion, le nombre des membres augmenter, sous réserve des incidences financières mentionnées dans le rapport du Comité de session (voir par. 374 ci-dessus), de façon que les représentants de certains pays en développement ayant exprimé l'intérêt qu'ils portaient à la réunion spéciale participent aux travaux du Groupe de travail. En outre, il lui semblait entendu qu'en dépit du paragraphe 4 a) qui faisait vraisemblablement allusion aux Etats ayant exprimé leur intérêt en la matière conformément à la décision 8/15 du 29 avril 1980 du Conseil d'administration, le Conseil souhaitait qu'il ne soit pas tenu compte de la date limite du 30 septembre 1980 figurant dans ladite décision et accepterait donc que tous les pays ayant manifesté de l'intérêt pour la réunion spéciale y participent. Il supposait également que la réunion visée au paragraphe 4 b) aurait lieu deux jours durant, immédiatement après la réunion du Comité préparatoire. Enfin, après avoir fait observer qu'une offre d'assistance avait été reçue qui n'était pas encore confirmée, il demandait instamment aux pays donateurs d'envisager d'assurer un appui à la série des trois réunions prévues.

522. Il a fait observer que la décision relative à la coopération dans le domaine de l'environnement en matière de ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats (décision 9/19 B) ne précisait pas à quelle date le rapport sur les progrès enregistrés dans l'application de la résolution 34/186 de l'Assemblée générale, à l'établissement duquel le Conseil allait procéder, serait présenté à l'Assemblée. Il s'emploierait donc à rassembler les éléments nécessaires en considérant que le rapport serait présenté à la trente-septième session de l'Assemblée générale.

523. Ayant noté que la décision relative à l'éducation et à la formation en matière d'environnement dans la région de l'Asie et du Pacifique (décision 9/20 C) faisait état, aux paragraphes 1 d) et 2, d'un centre d'activités du programme; il a rappelé que le rapport d'évaluation d'un centre similaire qui avait été créé à titre expérimental en Afrique, dont les gouvernements avaient reçu copie, indiquait que de l'avis des évaluateurs du PNUE et de l'UNESCO, le centre n'avait pas rempli la fonction pour laquelle il avait été créé et qu'en conséquence, à l'avenir, il serait plus indiqué de créer des réseaux régionaux d'établissements d'éducation et de formation.

524. S'agissant de la décision relative aux programmes régionaux et à l'appui au programme (décision 9/21), il a fait valoir qu'étant donné que la question de la représentation à l'échelon régional du PNUE devait être examinée par le Conseil à sa dixième session, aucune mesure ne pouvait être prise pour renforcer les bureaux régionaux avant que le Conseil ne soit parvenu à une décision à ce sujet au cours de ladite session.

525. Le représentant de l'Argentine a déclaré qu'en principe toutes les décisions du Conseil d'administration devraient être appliquées sans délai et sans que le Conseil ait à les confirmer lors d'une session ultérieure. Il n'y avait aucune contradiction entre une décision demandant que les moyens des bureaux régionaux soient renforcés et une autre décision selon laquelle la question de la présence du programme à l'échelon régional devrait être examinée à une autre occasion; le Directeur exécutif devrait assumer les responsabilités qui lui avaient été confiées par le Conseil en vertu de la décision 9/21.

526. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré qu'indépendamment de la question considérée, sa délégation espérait que le Conseil pourrait s'en remettre au Directeur exécutif pour qu'il prenne les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de ses décisions. En l'occurrence, il n'y avait aucune incompatibilité entre la décision demandant expressément le renforcement des moyens des bureaux régionaux et la décision demandant qu'en 1982 il soit procédé à l'examen d'ensemble de la question de la présence du programme à l'échelon régional.

527. D'après les explications du Directeur exécutif, il serait difficile d'appliquer la décision sans délai si l'on considérait qu'il s'agissait d'accroître les effectifs des bureaux régionaux. Il n'y avait aucune difficulté à appuyer davantage leurs activités en leur assurant des services de consultants, des crédits leur permettant d'acquitter les frais de voyage, etc.

528. Le représentant de l'Argentine a indiqué que pour les pays en développement il s'agissait de promouvoir des solutions régionales par le biais de mesures multilatérales. Il ne doutait pas que le Directeur exécutif mettrait en oeuvre immédiatement tous les moyens dont il disposait pour que les bureaux régionaux soient mieux à même de conseiller et d'aider les pays appartenant aux régions qu'ils desservaient. S'il s'avérait nécessaire d'accroître leurs effectifs, une demande à cet effet pourrait être présentée au Conseil à sa dixième session.

529. A la 9ème séance, le 26 mai 1981, le Conseil d'administration a pris note du rapport du Comité de session II (voir chap. VI et VII ci-dessus) tel qu'il avait été oralement révisé par le rapporteur du Comité et a adopté le texte des projets de décisions recommandés par le Comité (décisions 9/23 à 9/27).

530. Le représentant de l'Union soviétique, qui s'exprimait au nom des délégations de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la République démocratique allemande, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de la Tchécoslovaquie, a déclaré que le montant des contributions que son gouvernement et les gouvernements de ces pays versaient au Fonds pour l'environnement ainsi que la monnaie dans laquelle ces contributions

étaient libellées relevaient de la souveraineté de chaque Etat conformément à l'esprit et à la lettre de la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale et de l'article 203.4 des Règles de gestion financière du Fonds. En conséquence, toute initiative tendant à imposer des pourcentages et le choix des monnaies constituait une atteinte au principe selon lequel les contributions étaient volontaires et sur lequel reposait le fonctionnement du Fonds pour l'environnement. Ces délégations estimaient que rien dans la décision concernant les monnaies non convertibles ne pouvait être interprété comme une remise en cause du principe et des règles régissant le fonctionnement du Fonds.

531. Une délégation a indiqué que jamais auparavant il ne semblait y avoir eu de débat aussi animé au sujet du montant des dépenses proposé par le Directeur exécutif pour l'exercice biennal suivant; en conséquence, il convenait de se féliciter d'être parvenu en fin de compte à un consensus même si certaines délégations avaient exprimé quelques réserves. L'on semblait être parvenu à la croisée des chemins; d'aucuns craignaient réellement que le montant des ressources pouvant être mobilisé par le biais des contributions volontaires, et notamment les ressources provenant de ceux qui étaient à même de verser des contributions plus importantes, ne permette pas d'atteindre le niveau de participation du PNUE jugée autrefois souhaitable. Il convenait de demander instamment au Directeur exécutif de concilier la plus grande rigueur économique possible avec l'efficacité, en raison en particulier de la situation économique actuelle. Enfin, la compréhension dont le Directeur exécutif avait fait preuve en amorçant le processus qui devait aboutir à la création d'un fonds d'affectation spéciale pour la région de l'Asie de l'Est a fait l'objet de nombreux éloges.

532. S'agissant de la décision 9/23, le Directeur exécutif a indiqué qu'à son avis le rapport dont on demandait l'établissement au paragraphe 9 était une version mise à jour du rapport présenté au Conseil d'administration à sa présente session, et non un nouveau rapport; en outre, le rapport d'activités visé au paragraphe 13 ne produirait pas les données figurant dans le Rapport aux gouvernements mais d'autres renseignements qui recouperaient lesdites données. Se référant ensuite à la dernière phrase du paragraphe 425 ci-dessus, il a indiqué qu'il lui semblait avoir donné au Conseil d'administration les détails qui devraient lui permettre d'avoir une vue pertinente; il avait tenu compte d'une croissance modérée et avait donné ses vues sur les priorités.

533. De l'avis du représentant de l'Argentine, le Conseil d'administration souhaitait que les renseignements qui figuraient au paragraphe 13 de la décision soient mis à la disposition des gouvernements dans toutes les langues de travail et les langues officielles six semaines avant l'ouverture de la session de façon qu'ils puissent procéder à une analyse de la situation et parvenir à de justes vues. Le Directeur exécutif a rappelé qu'à l'exception d'un document, publié avec une semaine de retard dans l'une des langues, la distribution de tous les documents relatifs au Fonds et à l'administration avait été assurée conformément à la règle des six semaines et il a donné au Conseil l'assurance que le secrétariat continuerait de faire preuve à cet égard d'une efficacité équivalente, sinon accrue, dans les années à venir.

534. Le Directeur exécutif a indiqué qu'à son avis les dispositions de la décision 9/25 avaient trait à de nouveaux plans d'action qui seraient adoptés et non aux plans d'action déjà mis en oeuvre, que l'obligation de continuer à appuyer techniquement et financièrement les plans d'action ne signifiait pas nécessairement que cet appui dût être du même ordre mais qu'il devait s'inscrire dans les limites des ressources disponibles et que la décision que le Conseil d'administration devait prendre aurait trait à la recommandation du Directeur exécutif compte tenu de la décision prise par le Conseil à sa septième session selon laquelle il fallait veiller à ce que l'appui financier aux activités prévues au programme qui exigeaient une participation à long terme du Fonds soit progressivement supprimé (décision 7/3, par. 6).

535. Touchant la version préliminaire de la décision 9/27 C, il a fait observer qu'il n'appartenait pas au Conseil d'administration de s'adresser directement au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Le texte de la décision figurant à l'annexe I ci-après est celui du projet tel qu'il a ensuite été modifié conformément à une proposition du représentant du Royaume-Uni.

536. Le Conseil d'administration a adopté le présent rapport à la 9ème séance plénière, le 26 mai, sous réserve de l'incorporation des modifications approuvées aux 8ème et 9ème séances.

CHAPITRE XII

CLOTURE DE LA SESSION

537. Après l'échange de félicitations et de remerciements d'usage, le Président a prononcé la clôture de la neuvième session du Conseil d'administration.

ANNEXE I

Décisions adoptées par le Conseil d'administration
à sa neuvième session

TABLE DES MATIERES

Numéro	Titre	Date de l'adoption	Page
9/1	Politique et mise en oeuvre du programme	26 mai 1981	
9/2	Session du Conseil d'administration d'un caractère particulier de 1982	26 mai 1981	
9/3	Questions de coordination	26 mai 1981	
9/4	Environnement et course aux armements	25 mai 1981	
9/5	Restes matériels des guerres	25 mai 1981	
9/6	Liste des substances chimiques dangereuses	25 mai 1981	
9/7	Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables	25 mai 1981	
9/8	Dépenses mondiales d'armements	26 mai 1981	
9/9	Solidarité avec les victimes de l' <u>apartheid</u> en Afrique australe	26 mai 1981	
9/10	Questions intéressant le programme		
	A. Le programme pour l'environnement, 1980-1983	26 mai 1981	
	B. Programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement	26 mai 1981	
	C. Droit de l'environnement	26 mai 1981	
	D. Système international de référence aux sources de renseignements sur l'environnement (INFOTERRA)	26 mai 1981	
9/11	Le programme pour l'environnement : problèmes à long terme	26 mai 1981	
9/12	Graves problèmes écologiques des pays en développement classés par ordre de priorité	26 mai 1981	
9/13	Limites extrêmes		
	A. Programme concernant l'étude des incidences du climat	26 mai 1981	
	B. Protection de la couche d'ozone	26 mai 1981	

TABLE DES MATIERES (suite)

Numéro	Titre	Date de l'adoption	Page
9/14	Planification et gestion environnementales des établissements humains à l'échelon local	26 mai 1981	
9/15	Ecosystèmes terrestres	26 mai 1981	
	A. Ecosystèmes des terres arides et semi-arides	26 mai 1981	
	B. Politique mondiale des sols	26 mai 1981	
9/16	Environnement et développement		
9/17	Océans : mers régionales		
	A. Application des décisions 7/8 du 3 mai 1979 et 8/13 du 29 avril 1980 du Conseil d'administration	26 mai 1981	
	B. Application de la décision 8/13 C du 29 avril 1980 du Conseil d'administration	26 mai 1981	
9/18	Energie	26 mai 1981	
9/19	Droit de l'environnement		
	A. Réunion spéciale de hauts fonctionnaires d'administration nationales spécialistes du droit de l'environnement	26 mai 1981	
	B. Coopération dans le domaine de l'environnement en matière de ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats	26 mai 1981	
9/20	Education et formation en matière d'environnement	26 mai 1981	
	A. L'université et l'environnement	26 mai 1981	
	B. Education et formation en matière d'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes	26 mai 1981	
	C. Education et formation en matière d'environnement dans la région de l'Asie et du Pacifique	26 mai 1981	
	D. Programmes d'éducation et de formation en matière d'environnement et renforcement des institutions nationales en Afrique	26 mai 1981	
9/21	Programmes régionaux et appui au programme	26 mai 1981	
9/22	Lutte contre la désertification		
	A. Coordination et poursuite de l'exécution du Plan d'action pour lutter contre la désertification	26 mai 1981	
	B. Application de la résolution 35/72 de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1980 relative à l'application, dans la région soudano-sahélienne, du Plan d'action pour lutter contre la désertification	26 mai 1981	

TABLE DES MATIERES (suite)

Numéro	Titre	Date de l'adoption	Page
9/23	Gestion du Fonds pour l'environnement	26 mai 1981	
9/24	Ressources supplémentaires destinées à la solution des problèmes écologiques des pays en développement	26 mai 1981	
9/25	Financement des plans d'action	26 mai 1981	
9/26	Gestion des fonds d'affectation spéciale	26 mai 1981	
9/27	Dépenses du programme et d'appui au programme		
	A. Rapport d'exécution du budget des dépenses du programme et d'appui au programme pour l'exercice biennal 1980-1981	26 mai 1981	
	B. Dépenses du programme et d'appui au programme pour l'exercice biennal 1982-1983	26 mai 1981	
	C. Examen des dépenses du programme et d'appui au programme par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	26 mai 1981	

Autres décisions

Page

Ordre du jour provisoire, date et lieu de la neuvième session du Conseil d'administration	
Consultations officielles avec les gouvernements entre les sessions du Conseil d'administration	

Le Conseil d'administration,

Prenant en considération la résolution 35/74 de l'Assemblée générale en date du 5 décembre 1980 relative à la coopération internationale dans le domaine de l'environnement, ainsi que les résolutions de l'Assemblée générale 35/71 du 5 décembre 1980 sur le problème des restes matériels des guerres, 35/7 du 30 octobre 1980 sur le projet de Charte mondiale de la nature, 35/8 du 30 octobre 1980 sur la responsabilité historique des Etats concernant la préservation de la nature pour les générations présentes et futures, 35/12 du 3 novembre 1980 sur les effets des rayonnements ionisants, 35/204 du 16 décembre 1980 relative à la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, 35/205 du 16 décembre 1980 relative à la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, 35/18 du 10 novembre 1980 sur la proclamation de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, 35/56 du 5 décembre 1980 sur la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, 35/186 du 15 décembre 1980 relative à l'échange d'informations sur les produits chimiques dangereux et les produits pharmaceutiques d'emploi hasardeux qui ont été interdits, 35/111 du 5 décembre 1980 relative à l'assistance au peuple palestinien, 35/203 du 16 décembre 1980 relative à l'application de la section VIII de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale sur la restructuration de secteurs économique et social du système des Nations Unies, 35/219 du 17 décembre 1980 sur les services linguistiques arabes, 35/202 du 16 décembre 1980 sur la coopération technique entre pays en développement, 35/117 du 10 décembre 1980 sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine, 35/9 du 3 novembre 1980 sur le Plan à moyen terme pour la période 1980-1983, 35/210 du 17 décembre 1980 sur les questions relatives au personnel, ainsi que d'autres résolutions et décisions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale à sa trente-cinquième session et par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1980,

Ayant examiné,

- a) Le rapport introductif du Directeur exécutif 1/;
- b) La déclaration liminaire du Directeur exécutif 2/;

1/ UNEP/GC.9/2.

2/ UNEP/GC.9/2/Add.5.

c) Le rapport du Directeur exécutif sur les résolutions et décisions de la trente-cinquième session de l'Assemblée générale et de la seconde session ordinaire du Conseil économique et social de 1980 intéressant les activités du Programme des Nations Unies pour l'environnement 3/;

d) Les notes du Directeur exécutif sur les relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement 4/, et sur le rapport du Secrétaire général à ce sujet 5/ ainsi que ledit rapport 6/;

e) Le rapport du Directeur exécutif sur l'état de l'environnement en 1981 7/;

Prenant en considération les opinions exprimées par les délégations qui ont participé à la neuvième session du Conseil sur les questions relatives à la politique et à la mise en oeuvre du programme,

I

Mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et préparation de la série de négociations globales sur la coopération économique internationale en vue du développement et de conférences internationales

1. Note avec satisfaction qu'il a été tenu compte des considérations relatives à l'environnement dans le libellé de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement 8/;

2. Affirme qu'il importe que le Programme des Nations Unies pour l'environnement joue son rôle dans la mise en oeuvre de la Stratégie, conformément aux conditions fixées par l'Assemblée générale;

3. Souligne la nécessité pour tous les gouvernements et les organisations des Nations Unies qui participent aux conférences ou aux négociations tenues, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, sur d'autres sujets que l'environnement, de tenir pleinement compte des considérations environnementales et demande à nouveau au Directeur exécutif de continuer à donner un contenu opérationnel aux dispositions pertinentes figurant dans la Stratégie et de contribuer aux préparatifs de la série des négociations globales, selon que de besoin;

3/ UNEP/GC.9/2/Add.1.

4/ UNEP/GC.9/2/Add.4.

5/ UNEP/GC.9/2/Add.4/Supplement.

6/ E/1981/65.

7/ UNEP/GC.9/3.

8/ Résolution 35/56 de l'Assemblée générale, annexe.

II

Relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement

1. Se félicite que l'Assemblée générale ait souscrit par sa résolution 35/76 du 5 décembre 1980 aux recommandations du Conseil d'administration relatives aux travaux des organismes des Nations Unies sur les relations réciproques entre les ressources, l'environnement, la population et le développement et ait prié le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires pour y donner suite;
2. Exprime l'espoir qu'il sera donné suite sans tarder à ces recommandations;
3. Souscrit aux propositions du Groupe d'experts hautement qualifiés sur la question, qui ont été communiquées au Conseil d'administration par le Directeur exécutif, et en particulier aux suggestions du Directeur exécutif ^{9/} concernant les études de cas auxquelles le Programme des Nations Unies pour l'environnement devrait donner la priorité sur le plan de l'action;
4. Invite le Conseil économique et social et l'Assemblée générale à envisager favorablement d'appliquer les propositions formulées par le Groupe d'experts en ce qui concerne le programme des travaux;
5. Prend note du rapport du Secrétaire général sur les relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement;
6. Reconnaît la pertinence des vues exprimées aux paragraphes 16, 20 à 26, 36 à 39, 41, 51, 56, 57, 59, 60 et 62 à 64 du rapport du Secrétaire général, qui devraient constituer l'armature des rapports ultérieurs sur la question;
7. Considère que ces rapports devraient avoir au premier chef pour objectif de donner aux gouvernements des avis pratiques sur les résultats des études pertinentes, ce qui permettrait de présenter ces résultats de façon qu'ils puissent sous-tendre les activités qui seront entreprises aux niveaux national, régional et mondial, et constituer l'instrument principal au moyen duquel il sera rendu compte au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale de la réalisation du programme des travaux sur les relations réciproques conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 35/74, qui devrait servir de cadre à ces rapports;
8. Considère d'autre part que si l'on peut attacher de l'importance au perfectionnement des concepts, il faudrait néanmoins s'efforcer, dans l'immédiat, de donner un contenu opérationnel aux concepts déjà élaborés en réalisant des études de cas et des projets pertinents, dont les résultats formeront une base utile pour le perfectionnement des concepts et attesteront que la méthode des relations réciproques permet un développement rapide, rationnel et durable;

^{9/} Voir le paragraphe 4 de l'annexe II ci-après.

9. Décide d'annexer à son rapport sur les travaux de la neuvième session le rapport du Directeur exécutif sur les relations réciproques établi d'après les recommandations du Groupe d'experts de haut niveau sur la question, qu'il avait réuni en janvier 1981 10/;

10. Appelle l'attention du Conseil économique et social sur les vues exprimées aux paragraphes 6 à 8 ci-dessus;

III

Application des résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa trente-cinquième session et par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1980

1. Prend note des intentions du Directeur exécutif en ce qui concerne l'application des résolutions intéressant le Programme des Nations Unies pour l'environnement qui ont été adoptées par l'Assemblée générale à sa trente-cinquième session et par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1980;

2. Rappelle que l'Assemblée générale a décidé à sa trente-cinquième session d'inclure l'arabe parmi les langues de travail de ses organes subsidiaires, au nombre desquels figure le Conseil d'administration, avant le 1er janvier 1982;

3. Décide d'amender le texte du paragraphe 1 de l'article 63 du Règlement intérieur du Conseil pour y inclure l'arabe parmi les langues officielles et les langues de travail du Conseil d'administration.

9ème séance
26 mai 1981

9/2. Session du Conseil d'administration d'un caractère particulier de 1982

Le Conseil d'administration,

Ayant considéré le rapport du Directeur exécutif sur la session du Conseil d'administration d'un caractère particulier de 1982 11/,

1. Recommande à l'Assemblée générale l'adoption du projet de résolution suivant :

"L'Assemblée générale,

Rappelant les paragraphes 13 à 15 de sa résolution 35/74 du 5 décembre 1980 relative à la coopération internationale dans le domaine de l'environnement,

10/ UNEP/GC.9/2/Add.4; voir annexe II ci-après.

11/ UNEP/GC.9/Add.2.

Préoccupée par la nécessité de raviver le sentiment d'urgence et la volonté de coopérer aux niveaux national et international pour protéger et améliorer l'environnement, que les gouvernements avaient exprimés lors de la Conférence des Nations Unies pour l'environnement, tenue à Stockholm en juin 1972 12/,

Considérant que les modifications fondamentales qui sont intervenues depuis lors dans la perception de l'environnement et des problèmes écologiques obligent la communauté mondiale à formuler une réponse appropriée qui tienne compte des relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement,

1. Décide de tenir la session du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement d'un caractère particulier à Nairobi durant la période allant du 10 au 18 mai 1982;
2. Recommande de limiter à 15 minutes le temps imparti, en séance plénière, aux interventions des chefs de délégations;
3. Approuve le projet d'ordre du jour provisoire dont le texte figure à la section I de l'annexe à la présente résolution;
4. Décide en outre que le Règlement intérieur du Conseil d'administration sera appliqué à la session d'un caractère particulier compte tenu des modifications que le Conseil d'administration a recommandé d'apporter aux articles 17, 18, 19, 31 et 67, dont le texte est reproduit à la section II de l'annexe à la présente résolution;
5. Réitère l'invitation adressée aux gouvernements à l'effet de se faire représenter à la session d'un caractère particulier au niveau politique le plus élevé et invite expressément les ministres chargés des questions d'environnement à y participer;
6. Décide de prévoir un programme spécial d'information du public conçu conformément aux orientations données par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
7. Encourage les organisations non gouvernementales à participer à la session d'un caractère particulier conformément à la pratique suivie par le Conseil d'administration;
8. Exprime l'espoir qu'un nouveau concours international sera spécialement organisé en 1982 et que des médailles du Programme des Nations Unies pour l'environnement seront émises en vue de promouvoir une meilleure gestion et protection de l'environnement;"

12/ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, Stockholm, 5-16 juin 1972 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.A.14 et rectificatif), chap. II.

ANNEXE

Session du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement d'un caractère particulier de 1982

I. Ordre du jour provisoire de la session

1. Ouverture de la session
2. Organisation de la session
 - a) Adoption du règlement intérieur
 - b) Election du Bureau
 - c) Ordre du jour et organisation des travaux
3. Vérification des pouvoirs des représentants
4. Examen des principaux progrès réalisés dans l'application du Plan d'action pour l'environnement
5. Principales tendances en matière d'environnement que le PNUE devra étudier au cours des dix prochaines années
6. Adoption du rapport de la session
7. Clôture de la session

II. Modifications apportées au Règlement intérieur du Conseil d'administration aux fins de la session

Article 17 (Représentation et pouvoirs). Etant donné le nombre important de participants qui devraient assister à la session d'un caractère particulier, le Conseil pourrait souhaiter, conformément à l'article 28 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, instituer une commission de vérification des pouvoirs composée de neuf membres comme le sera la Commission de vérification des pouvoirs de l'Assemblée générale à sa trente-sixième session. Si la présente proposition était acceptée, l'application du paragraphe 2 de l'article 17 du Règlement intérieur du Conseil d'administration pourrait être suspendue pour la durée de la session.

Article 18 (Elections)

- a) Le paragraphe 1 de l'article 18 devrait être amendé comme suit :

"Au début de la première séance de la session d'un caractère particulier, le Conseil d'administration élit pour la durée de ladite session, un président, trois vice-présidents et un rapporteur parmi ses membres. Le président, les vice-présidents et le rapporteur constituent le Bureau du Conseil d'administration. Le Bureau assiste le président dans la conduite générale des débats du Conseil d'administration. Les présidents des comités et groupes de travail de session qui peuvent être constitués conformément à l'article 60 sont invités à participer aux réunions du Bureau."

b) Le paragraphe 2 de l'article 18 demeure inchangé;

c) L'application du paragraphe 3 de l'article 18 devrait être suspendue pour la durée de la session.

Article 19 (Durée du mandat). L'application de l'article 19 devrait être suspendue pour la durée de la session d'un caractère particulier de façon qu'un bureau soit expressément élu pour ladite session. S'il n'en était pas ainsi, le Bureau de la neuvième session du Conseil d'administration resterait en fonction durant la session d'un caractère particulier et jusqu'à la première séance de la dixième session ordinaire.

Article 31 (Quorum). Encore une fois, étant donné le nombre important des participants qui devraient assister à la session d'un caractère particulier, il serait souhaitable d'amender cet article de façon qu'il soit libellé comme l'article 67 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale relatif au quorum. L'amendement pourrait se lire comme suit :

"Le Président peut déclarer une séance ouverte et permettre le déroulement du débat lorsqu'un tiers au moins des membres du Conseil d'administration participant à la session d'un caractère particulier sont présents. La présence de la majorité des membres est requise pour la prise de toute décision."

Article 67 (Participation d'Etats qui ne sont pas membres du Conseil d'administration). L'Assemblée générale ayant décidé que la session d'un caractère particulier serait ouverte à tous les Etats, l'application de cet article devrait être suspendue pour la durée de la session.

2. Décide qu'il est possible de présenter dans un seul document la contribution du Secrétariat à l'exposé des principaux problèmes environnementaux que le Programme des Nations Unies pour l'environnement devra aborder au cours des dix prochaines années, exposé qui sera examiné lors de la session d'un caractère particulier, et les éléments qu'il est nécessaire d'incorporer dans un premier temps au descriptif des orientations du programme tel qu'il a été défini au paragraphe 1 de la section III de la décision 9/3 du 26 mai 1981 du Conseil d'administration, y compris les moyens de poursuivre son élaboration afin qu'il soit prêt pour 1984, et estime qu'il est inutile de présenter des documents séparés en ce qui concerne les orientations du programme;

3. Décide en outre que le document susmentionné devra être établi conformément à la procédure et au calendrier définis dans le paragraphe 5 de la note du Directeur exécutif relative à l'élaboration du descriptif des orientations du programme 13/, et souligne en particulier la nécessité pour les représentants des gouvernements de procéder à un examen détaillé du projet de document lors des consultations officielles qui auront lieu du 16 au 20 novembre 1981;

4. Fait siennes les autres recommandations du Directeur exécutif touchant la documentation à établir pour la session d'un caractère particulier du Conseil d'administration;

5. Prie le Directeur exécutif de veiller à ce que le montant des dépenses envisagées au titre de la session d'un caractère particulier soit porté à l'attention de l'Assemblée générale;

6. Invite l'Assemblée générale à considérer avec bienveillance les incidences financières de la tenue de la session d'un caractère particulier;

7. Autorise le Directeur exécutif à recourir aux ressources de la réserve du programme du Fonds pour financer les préparatifs de la session d'un caractère particulier, étant entendu que la réserve sera réalimentée par prélèvement sur le budget ordinaire de l'ONU lorsque l'Assemblée générale se sera prononcée sur les recommandations du Conseil d'administration.

9ème séance
26 mai 1981

9/3. Questions de coordination

Le Conseil d'administration,

Ayant examiné

- a) Le rapport du Directeur exécutif sur les questions de coordination 14/;
- b) Le rapport annuel du Comité administratif de coordination au Conseil d'administration 15/;
- c) Le rapport du Directeur exécutif sur l'établissement du programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement 16/;

13/ UNEP/GC.9/4/Add.5.

14/ UNEP/GC.9/4.

15/ UNEP/GC.9/A/Add.1.

16/ UNEP/GC.9/4/Add.4.

d) La note du Directeur exécutif sur l'élaboration du descriptif des orientations du programme 17/;

e) Le rapport du Directeur exécutif sur la troisième réunion conjointe entre le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et le Bureau de la Commission des établissements humains de l'ONU, d'une part, et le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Bureau du Conseil d'administration du PNUE d'autre part 18/;

f) Le rapport du Directeur exécutif sur la coopération avec les commissions régionales 19/;

g) La déclaration liminaire du Directeur exécutif 20/;

Prenant en considération les vues exprimées par les délégations participant à la neuvième session du Conseil sur les questions de coordination,

I

Rapport annuel du Comité administratif de coordination

1. Prend note avec satisfaction du rapport circonstancié du Comité administratif de coordination au Conseil d'administration, et en particulier de l'intention exprimée par les membres du Comité dans le rapport de continuer à coopérer avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement à l'élaboration du programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement ainsi qu'à celle du descriptif des orientations du programme, des conseils donnés quant à l'orientation ultérieure à imprimer à ces travaux ainsi que de l'identification des domaines d'activités touchant la lutte contre la désertification auxquels il conviendrait de s'attacher en priorité, de l'énumération des conditions à remplir pour répondre aux besoins qui se feront sentir dans les années à venir et de l'invitation lancée aux organismes des Nations Unies d'accorder une attention particulière aux problèmes de la désertification dans tout programme de développement ayant trait aux zones arides et semi-arides qui serait susceptible de faire progresser la mise en oeuvre du Plan d'action pour lutter contre la désertification et de susciter un appui financier en faveur de ces activités et programmes;

2. Se déclare satisfait de la manière dont les rapports annuels du Comité administratif de coordination soumis à l'examen des Comités sont élaborés sous la responsabilité du Directeur exécutif, par le biais de consultations auxquelles

17/ UNEP/GC.9/4/Add.5.

18/ UNEP/GC.9/4/Add.2.

19/ UNEP/GC.9/4/Add.3.

20/ UNEP/GC.9/2/Add.5.

participent les fonctionnaires chargés des questions d'environnement des divers organismes des Nations Unies et de l'étude des questions ayant trait à l'environnement et à la désertification à laquelle il est procédé dans le cadre de l'examen des rapports annuels soumis pour approbation aux membres du Comité administratif au niveau qui est le leur, conformément à la résolution 33/86 de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1978;

3. Prie le Directeur exécutif de continuer à participer pleinement aux réunions du Comité administratif de coordination et de faire régulièrement rapport sur les décisions du Comité intéressant le Conseil d'administration tant en ce qui concerne ses responsabilités d'ordre technique en matière d'environnement que ses responsabilités financières et administratives concernant l'utilisation des ressources du Fonds pour l'environnement;

II

Etablissement du programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement

1. Se félicite des vues du Comité administratif de coordination sur l'établissement du programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement;

2. Se félicite du fait que le programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement donnera au Conseil d'administration, ainsi qu'à tous les autres organismes des Nations Unies intéressés, une vue d'ensemble des activités ayant trait à l'environnement entreprises dans le cadre du système, y compris les programmes entrepris par des organismes à la demande de leurs organes directeurs respectifs auxquels le Programme des Nations Unies pour l'environnement ne participe pas directement;

3. Reconnaît que le programme à l'échelle du système doit tenir compte des besoins et des préoccupations légitimes des organes et organismes du système des Nations Unies et, dans cet esprit :

a) Est sensible aux efforts déployés par les organes et organismes pour définir les objectifs du programme à l'échelle du système examinés par le Conseil d'administration à sa présente session;

b) Demande instamment que la coopération étroite entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et les organes et organismes des Nations Unies soit poursuivie afin de faire progresser l'élaboration du programme à l'échelle du système;

c) Fait appel aux Etats membres pour qu'ils continuent d'appuyer l'établissement et la mise en oeuvre du programme à l'échelle du système et qu'ils prennent des décisions nécessaires au sein des organes directeurs compétents;

4. Prie le Directeur exécutif d'établir le projet définitif du programme à l'échelle du système en tenant compte des dispositions du paragraphe 2 ci-dessus ainsi que des vues exprimées et des décisions prises sur les objectifs, la structure et le degré de détail du programme, et de soumettre ce projet au Conseil d'administration à sa dixième session;

III

Descriptif des orientations du programme

1. Fait siennes les vues du Comité administratif de coordination selon lesquelles le descriptif des orientations du programme devrait viser à définir les perceptions communes des problèmes à long terme de l'environnement et des efforts qu'il conviendrait de déployer pour résoudre les problèmes de la protection et de l'amélioration de l'environnement, à faciliter l'élaboration d'un programme d'action à long terme pour les décennies à venir et à fixer les objectifs que la communauté internationale devrait s'efforcer d'atteindre;

2. Autorise le Directeur exécutif, compte tenu des diverses options qu'il a été proposé d'examiner plus avant, de consulter les gouvernements et les organisations internationales sur l'opportunité et la faisabilité, notamment sur le plan financier;

a) De créer une commission indépendante composée de personnalités éminentes, représentant toutes les régions, chargée d'étudier les perspectives mondiales en matière d'environnement jusqu'à l'an 2000 et au-delà et de faire rapport à ce sujet;

b) De mettre en place un mécanisme intergouvernemental approprié, auquel participeraient les Etats, les organismes des Nations Unies et la communauté scientifique mondiale, pour élaborer et parachever le descriptif des orientations du programme;

c) De recourir à d'autres options envisageables;

3. Décide d'examiner ces questions plus avant à sa dixième session, à la lumière du rapport du Directeur exécutif et des résultats de la session d'un caractère particulier;

IV

Coopération avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

1. Se déclare satisfait de la coopération suivie qui existe entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et dont fait état le rapport du Directeur exécutif sur la troisième réunion conjointe entre le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains et le Bureau de la Commission

des établissements humains de l'ONU d'une part et le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Bureau du Conseil d'administration du PNUE de l'autre 21/;

2. Prie le Directeur exécutif de coopérer avec le Directeur exécutif du Centre des établissements humains pour donner suite à la demande formulée par la Commission des établissements humains à sa quatrième session, afin qu'on procède à :

a) L'étude des possibilités et des moyens de renforcer leur coopération en vue de la rendre plus efficace;

b) L'examen des tâches que la préparation et l'organisation des réunions conjointes des bureaux imposent au personnel et des moyens financiers qu'elles exigent, compte tenu des recommandations sur l'interprétation formulées lors de la troisième réunion conjointe des bureaux;

3. Prie en outre le Directeur exécutif de faire rapport au Conseil d'administration à sa dixième session sur l'application des mesures prévues au paragraphe 2 ci-dessus;

V

Coopération avec les commissions régionales

1. Rappelle la résolution 1979/56 du 2 août 1979 par laquelle le Conseil économique et social faisait siennes les dispositions de la décision 7/1 du 3 mai 1979 dans laquelle le Conseil d'administration demandait aux commissions régionales qui ne l'avaient pas encore fait de créer des comités intergouvernementaux régionaux pour l'environnement;

2. Exprime sa satisfaction devant la coopération fructueuse qui s'est établie entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et certaines des commissions régionales dans le domaine de l'environnement et recommande d'intensifier cette coopération avec la Commission économique pour l'Afrique;

3. Décide d'examiner à sa dixième session la question de la présence du Programme des Nations Unies pour l'environnement dans les régions.

9ème séance
26 mai 1981

9/4. Environnement et course aux armements

Le Conseil d'administration,

Se référant à la résolution 35/8 de l'Assemblée générale en date du 30 octobre 1980 relative à la responsabilité historique des Etats concernant la préservation de la nature pour les générations présentes et futures, et à la résolution 35/47 du 3 décembre 1980 relative à la préparation de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement,

Rappelant le principe 26 de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement 22/, selon lequel il faut épargner à l'homme et son environnement les effets des armes nucléaires et de tous autres moyens de destruction massive et selon lequel les Etats doivent s'efforcer d'arriver, dans les meilleurs délais, à un accord sur l'élimination et la destruction complète de telles armes,

Rappelant en outre le document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale 23/, ainsi que la résolution 4 de la Conférence des Nations Unies sur la désertification, en date du 9 septembre 1977, relative aux effets des armes de destruction massive sur les écosystèmes 24/,

Notant que la poursuite de la course aux armements dans le monde, notamment la course aux armements nucléaires, détourne les efforts et les ressources matérielles que l'humanité devrait consacrer à la solution de ses problèmes économiques, sociaux et écologiques,

Conscient que cette situation accroît très sensiblement les risques d'un conflit nucléaire mondial, qui aurait inévitablement des conséquences catastrophiques pour l'environnement naturel de l'homme et la vie sur terre,

1. Prie le Directeur exécutif d'inscrire au programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement l'analyse périodique des effets de la course aux armements sur la nature;

2. Invite le Comité préparatoire de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement à envisager l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de cette session une question intitulée "Les effets de la course aux armements sur la nature";

22/ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, Stockholm, 5-16 juin 1972 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.A.14 et rectificatif), chapitre premier.

23/ Résolution S-10/2 du 30 juin 1978 de l'Assemblée générale.

24/ A/CONF.74/36, chap. II.

3. Invite le Secrétaire général à présenter à l'Assemblée générale, à sa deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement, le rapport spécial qu'il aura établi avec le concours du Programme des Nations Unies pour l'environnement, conformément aux dispositions de la résolution 35/8 du 30 octobre 1980 de l'Assemblée générale, sur les effets nocifs de la course aux armements pour la nature;

4. Prie en outre le Directeur exécutif de présenter au Conseil d'administration à sa onzième session, un rapport sur les conclusions et propositions essentielles que l'Assemblée générale aura adoptées à sa deuxième session extraordinaire sur la question.

8ème séance
25 mai 1981

9/5. Restes matériels des guerres

Le Conseil d'administration,

Rappelant ses décisions 80 (IV) du 9 avril 1976 et 101 (V) du 25 mai 1977,

Tenant compte des résolutions 3435 (XXX) en date du 9 décembre 1975, 31/111 en date du 16 décembre 1976 et 35/71 en date du 5 décembre 1980 de l'Assemblée générale, dans lesquelles l'Assemblée appuie la revendication légitime des pays victimes de la présence des restes matériels des guerres, en particulier les mines, qui demandent aux pays responsables de la pose de ces mines une indemnisation appropriée,

1. Réaffirme que les pays qui ont posé les mines en question sont responsables de graves préjudices subis par les pays concernés du fait de la pose de ces mines sur leur territoire;

2. Lance un appel aux pays responsables pour qu'ils prennent les dispositions nécessaires afin de fournir aux pays concernés des cartes et tous autres renseignements qui pourraient leur permettre de localiser les champs de mines et, d'autre part, pour qu'ils fassent en sorte que ces pays soient indemnisés comme il convient;

3. Prie le Directeur exécutif de continuer à apporter son concours au Secrétaire général dans ses consultations avec les pays intéressés sur la possibilité de convoquer, sous les auspices des Nations Unies, une conférence internationale qui adopterait des mesures visant à régler immédiatement et définitivement ce problème.

8ème séance
25 mai 1981

9/6. Liste de substances chimiques dangereuses

Le Conseil d'administration,

Ayant examiné le rapport préliminaire du Directeur exécutif sur l'établissement d'une liste de substances chimiques dangereuses 25/,

Reconnaissant que la présentation et l'examen périodiques d'une telle liste pourraient apporter aux gouvernements un élément important pour définir leurs politiques, et contribuer à faire prendre conscience à l'opinion publique des dangers que certaines substances chimiques peuvent présenter pour l'environnement,

Prie le Directeur exécutif de poursuivre ses travaux concernant l'élaboration d'une liste succincte de substances dangereuses pour l'environnement, nuisibles à l'échelle mondiale, auxquelles il faudrait accorder une attention particulière dans l'élaboration des politiques d'environnement, en faisant appel, selon que de besoin et dans la limite des ressources disponibles, au concours d'experts extérieurs, afin de soumettre cette liste au Conseil d'administration à sa dixième session.

8ème séance
25 mai 1981

9/7. Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables

Le Conseil d'administration,

Gravement préoccupé des conséquences écologiques désastreuses qui pourraient résulter à brève échéance de l'utilisation excessive du bois comme unique source d'énergie par l'immense majorité de la population dans un grand nombre de pays en développement,

1. Adresse un appel pressant au Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables pour qu'en arrêtant l'ordre du jour provisoire de la Conférence et en rédigeant le projet de programme d'action à adopter par celle-ci, il accorde une place suffisante et un degré de priorité élevé aux modes d'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables qui permettraient de faire face au problème majeur du bois de feu;

2. Prie le Directeur exécutif de faire en sorte que cet appel soit porté à la connaissance du Comité préparatoire à sa quatrième session.

8ème séance
25 mai 1981

9/8. Dépenses mondiales d'armement

Le Conseil d'administration,

Rappelant la résolution 34/188 de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1979, dans laquelle celle-ci souligne la nécessité pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement d'accroître les ressources disponibles pour ses projets dans les pays en développement,

Notant avec préoccupation que le montant global des crédits alloués aux programmes pour l'environnement reste insuffisant,

Notant en outre avec consternation que les dépenses mondiales d'armement s'élèvent à près de 500 milliards de dollars par an,

Reconnaissant l'effet destructeur des guerres et de l'utilisation des armes de guerre sur le développement et sur l'environnement,

Conscient du fait qu'en dégageant 0,001 p. 100 de 500 milliards de dollars on mobiliserait un montant supplémentaire de 5 millions de dollars qui pourrait utilement servir à la gestion de l'environnement,

Demande aux gouvernements de mettre fin à la course aux armements et, en attendant que le désarmement soit réalisé, d'affecter au moins 0,001 p. 100 des dépenses d'armement aux projets de développement et à la protection de l'environnement.

9ème séance
26 mai 1981

9/9. Solidarité avec les victimes de l'apartheid
en Afrique australe

Le Conseil d'administration,

Rappelant le principe 1 de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement 26/ concernant les droits fondamentaux de l'homme à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes,

Tenant compte de la violation systématique et flagrante des droits des peuples sud-africain et namibien par le régime raciste d'Afrique du Sud,

Prenant note avec satisfaction de l'application par le Programme des Nations Unies pour l'environnement de la décision 8/3 du 28 avril 1980 du Conseil d'administration qui demande au Directeur exécutif de mettre fin à toutes les formes de coopération avec le Gouvernement sud-africain,

Notant avec une préoccupation et une appréhension profondes que le régime raciste sud-africain s'oppose à la mise en oeuvre des décisions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies concernant l'abolition de l'apartheid et de toutes les formes d'oppression et d'injustice dont souffrent les peuples sud-africain et namibien,

Conscient du fait que l'apartheid fait peser une grave menace sur la paix mondiale et l'entente entre les peuples et les pays du monde,

Conscient en outre du fait que la communauté mondiale a l'obligation morale de mettre au plus vite fin à cette injustice historique,

1. Réaffirme être fermement décidé à faire cesser toute forme de coopération entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Gouvernement sud-africain;

2. Prie le Directeur exécutif d'utiliser ses bons offices pour sensibiliser la communauté mondiale au danger que l'apartheid et en particulier la politique des Bantoustans présente pour l'environnement;

3. Invite le Directeur exécutif à rechercher des moyens permettant d'assurer un appui aux activités tendant à amener le public à prendre conscience des effets de l'apartheid sur l'environnement;

4. Prie en outre le Directeur exécutif de faire rapport au Conseil d'administration à sa dixième session sur les incidences de l'apartheid sur l'environnement;

5. Invite les gouvernements à s'opposer par des mesures énergiques à l'apartheid en raison des graves effets écologiques que ce régime entraîne pour ceux qui en sont victimes.

9ème séance
26 mai 1981

26/ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, Stockholm, 5-16 juin 1972 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.A.14 et rectificatif), chapitre premier.

9/10. Questions intéressant le programme

A

Le programme pour l'environnement, 1980-1983

Le Conseil d'administration,

Ayant examiné les documents relatifs au programme dont il était saisi à sa neuvième session,

1. Prend note avec satisfaction du rapport du Directeur exécutif sur l'exécution du programme ainsi que du plan à moyen terme pour 1982-1983 27/;
2. Invite instamment le Directeur exécutif à poursuivre ses efforts pour améliorer, dans ses futurs rapports sur l'exécution du programme, les aspects qui touchent à l'évaluation;
3. Prie le Directeur exécutif de poursuivre les activités d'évaluation désignées dans le rapport sur l'exécution du programme 28/;
4. Approuve les objectifs et les stratégies révisés pour l'évaluation des besoins essentiels de l'homme en fonction des limites extrêmes;
5. Prend acte du rapport 29/ sur les conventions et protocoles internationaux dans le domaine de l'environnement, et autorise le Directeur exécutif à le transmettre, en même temps que le quatrième supplément à la liste de ces conventions et protocoles 30/, à l'Assemblée générale à sa trente-sixième session, conformément aux dispositions de la résolution 3436 (XXX) du 9 décembre 1975;
6. Autorise le Directeur exécutif à présenter le rapport sur la pollution des mers 31/, en son nom, à l'Assemblée générale à sa trente-sixième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, comme il est prévu dans la résolution 34/183 de l'Assemblée générale du 18 décembre 1979;
7. Autorise en outre le Directeur exécutif à présenter le rapport sur le Programme des Nations Unies pour l'environnement et la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables 32/, en son nom au Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1981, conformément aux dispositions de la résolution 1980/49 du Conseil en date du 23 juillet 1980 :

27/ UNEP/GC.9/5 et Add.1 à 5 et UNEP/GC.9/6 et Add.1.

28/ UNEP/GC.9/5, par. 18.

29/ UNEP/GC.9/5/Add.1.

30/ UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 4.

31/ UNEP/GC.9/5/Add.3.

32/ UNEP/GC.9/5/Add.4.

8. Prend note des travaux du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture relatifs à l'élaboration d'un plan d'action pour les mammifères marins, et prie le Directeur exécutif de poursuivre l'élaboration de ce plan pour le soumettre au Conseil d'administration à sa onzième session;

9. Approuve les activités proposées dans le plan à moyen terme pour 1982-1983;

10. Invite le Directeur exécutif à présenter les incidences budgétaires de chaque élément de la stratégie énoncé dans le plan à moyen terme.

9ème séance
26 mai 1981

B

Programme à moyen terme à l'échelle du système
en matière d'environnement

Le Conseil d'administration,

Ayant examiné la note du Directeur exécutif sur le programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement 33/,

1. Approuve provisoirement la structure et les objectifs du programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement, et invite instamment le Directeur exécutif à poursuivre, en tenant compte des opinions exprimées par les délégations à la neuvième session du Conseil et en collaboration avec les organismes des Nations Unies, l'élaboration du programme à l'échelle du système, afin de le soumettre au Conseil à sa dixième session;

2. Prend note de la présentation détaillée à titre d'exemple, de l'élément ressources génétiques du programme à l'échelle du système.

9ème séance
26 mai 1981

C

Droit de l'environnement

Le Conseil d'administration,

Notant avec satisfaction les conclusions du Groupe de travail d'experts du droit de l'environnement qui figurent dans son rapport sur les travaux de sa huitième session,

Désirant aider les gouvernements à promouvoir des instruments juridiques permettant de protéger le milieu marin contre la pollution occasionnée par l'exploration minière et le forage en mer dans les limites de la juridiction nationale,

Ayant présent à l'esprit le fait qu'il lui incombe de promouvoir la coopération internationale dans le domaine de l'environnement et de recommander, selon que de besoin, des politiques à cet effet,

1. Prend note des conclusions de l'étude contenant les lignes directrices relatives à l'exploration minière et au forage en mer dans les limites de la juridiction nationale annexée au rapport du Groupe de travail d'experts du droit de l'environnement sur les travaux de sa huitième session 34/;

2. Prie le Directeur exécutif d'adresser le texte des conclusions à tous les gouvernements aux fins d'observation;

3. Recommande aux Etats de tenir compte desdites lignes directrices lorsqu'ils formuleront des législations nationales ou entreprendront de négocier la conclusion d'accords internationaux visant à prévenir la pollution du milieu marin par suite de l'exploration minière et du forage en mer dans les limites de la juridiction nationale;

4. Prie le Directeur exécutif de faire rapport sur ces questions au Conseil d'administration à sa dixième session.

9ème séance
26 mai 1981

D

Système international de référence aux sources de
renseignements sur l'environnement (INFOTERRA)

Le Conseil d'administration,

1. Note avec satisfaction la conclusion du rapport d'évaluation du Système international de référence aux sources de renseignements sur l'environnement (INFOTERRA) établi à la demande conjointe du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, selon laquelle INFOTERRA s'acquitte comme il convient du mandat que lui a confié le Conseil d'administration;

2. Fait siennes les recommandations du rapport d'évaluation, et en particulier les recommandations demandant que les points focaux nationaux fassent, le cas échéant, plus que renvoyer aux sources, qu'ils accélèrent l'envoi des réponses aux questions adressées au réseau et qu'ils continuent à promouvoir l'utilisation du système;

34/ Voir UNEP/GC.9/5/Add.5, annexe III.

3. Prie les gouvernements de mettre à la disposition de leurs points focaux nationaux des ressources qui leur permettront de développer leurs activités comme le recommande le rapport d'évaluation;

4. Prie le Directeur exécutif, sous réserve qu'il dispose des ressources nécessaires pour ce faire, de mettre en oeuvre les recommandations du rapport d'évaluation de nature à faciliter le développement progressif d'INFOTERRA comme l'envisage ledit rapport.

9ème séance
26 mai 1981

9/11. Le Programme pour l'environnement : Problèmes à long terme

Le Conseil d'administration,

Rappelant le consensus manifeste qui s'était dégagé à sa huitième session sur :

a) Les progrès satisfaisants réalisés à ce jour par les pays pour assurer une gestion rationnelle de l'environnement aux niveaux national et régional;

b) La compréhension que l'on a acquise des problèmes écologiques à long terme et de la corrélation inévitable qui existe entre un développement économique durable et la gestion rationnelle de l'environnement;

c) Le fait que la détérioration de la situation financière et économique de nombreux pays, tant développés qu'en développement, en amenant lesdits pays à accorder davantage d'attention et de ressources aux questions de balance des paiements, de chômage, d'inflation et de récession, pourrait avoir pour effet de léguer les problèmes d'environnement au second plan;

d) La nécessité qui en résulte de redoubler les efforts tendant à promouvoir une prise de conscience aussi large que possible de la complémentarité de la protection de l'environnement et du développement économique, qui sont deux objectifs allant de pair, et d'élaborer les méthodes nécessaires pour assurer concrètement l'intégration des politiques environnementales aux stratégies de développement;

Rappelant que les activités ayant bénéficié de l'attention et de l'appui des délégations lors de la huitième session du Conseil comprenaient l'environnement et le développement, et en particulier les directives pour la prise en considération des facteurs environnementaux dans la planification du développement et les analyses de coût-avantages,

1. Souligne fermement qu'il importe que le système des Nations Unies redouble ses efforts concrets dans les domaines de :

a) La planification de l'environnement et du développement économique, et en particulier dans le domaine de l'évaluation du rapport coût-avantages des mesures de planification intégrée de l'environnement et de l'économie;

b) La gestion de l'environnement en vue de résoudre à long terme les problèmes énergétiques;

c) L'intégration rationnelle des aspects environnementaux au processus de programmation de l'assistance technique au niveau des pays;

d) L'éducation de la population et la diffusion de renseignements sur les relations entre l'environnement et le développement par les moyens d'information et des organisations non gouvernementales;

2. Prie le Directeur exécutif de faire état des questions à long terme rappelées dans le préambule de la présente décision dans la documentation à établir pour la session du Conseil d'administration d'un caractère particulier qui doit avoir lieu en 1982;

3. Demande à la communauté mondiale de se préparer à faire face aux graves crises qui s'annoncent pour les années 80 en s'attaquant aux problèmes environnementaux dans les pays en développement.

9ème séance
26 mai 1981

9/12. Graves problèmes écologiques des pays en développement
classés par ordre de priorité

Le Conseil d'administration,

Rappelant la résolution 34/188 du 18 décembre 1979, dans laquelle l'Assemblée générale souligne la nécessité pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement d'accroître les ressources disponibles pour ses projets dans les pays en développement, en se conformant aux besoins et aux priorités de ces pays,

Notant avec satisfaction les activités entreprises par le Programme des Nations Unies pour l'environnement pour faire face aux problèmes écologiques les plus graves que connaissent les pays en développement,

Reconnaissant la nécessité de fixer un ordre de priorité en ce qui concerne la gravité des problèmes écologiques qui se posent aux pays en développement,

1. Décide d'établir, pour les pays en développement, l'ordre de priorité suivant :

a) Environnement et développement, et notamment élaboration de méthodes de gestion rationnelle de l'environnement;

b) Ecosystèmes terrestres, par exemple les écosystèmes des forêts tropicales humides et la gestion des sols;

c) Mesures d'appui, notamment dans les domaines de l'éducation et de la formation en matière d'environnement et de l'assistance technique;

d) Etablissements humains et santé de l'homme, et notamment approvisionnement en eau salubre des zones rurales et gestion des déchets, y compris la réglementation des substances toxiques;

e) Terres arides et semi-arides, notamment la désertification et la gestion des terrains de parcours;

f) Catastrophes naturelles;

g) Energie et en particulier les politiques énergétiques nationales;

h) Océans et notamment conservation des ressources biologiques marines et des écosystèmes marins, grâce à l'appui aux programmes relatifs aux mers régionales;

2. Décide en outre qu'il sera tenu compte des priorités identifiées ci-dessus dans le programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement;

3. Demande au Directeur exécutif de faire rapport au Conseil d'administration, à sa dixième session, sur l'application des paragraphes 1 et 2 ci-dessus.

9ème séance
26 mai 1981

9/13. Limites extrêmes

A

Programme concernant l'étude des incidences du climat

Le Conseil d'administration.

Rappelant sa décision 7/4 D du 3 mai 1979, dans laquelle il priait le Directeur exécutif de faire savoir à l'Organisation météorologique mondiale que le Programme des Nations Unies pour l'environnement était prêt à collaborer avec l'Organisation météorologique mondiale et les autres organisations concernées par l'exécution du sous-programme du Programme climatologique mondial, relatif à l'étude de l'incidence du climat,

Notant que l'Organisation météorologique mondiale a accepté avec gratitude l'offre du Programme des Nations Unies pour l'environnement,

Prenant note des résultats satisfaisants de la première réunion du Comité consultatif scientifique du Programme concernant l'étude des incidences du climat, et en particulier des recommandations du Comité, à savoir :

a) Que le Programme des Nations Unies pour l'environnement, en collaboration avec l'Organisation météorologique mondiale et le Conseil international des unions scientifiques, devrait organiser une conférence internationale pour étudier l'impact socio-économique des modifications du climat résultant des activités humaines;

b) Que la planification et l'exécution du Programme concernant l'étude des incidences du climat devraient être étroitement coordonnées avec les autres éléments du Programme climatologique mondial;

c) Que le secrétariat devrait fournir un appui efficace à temps complet pour la planification, l'exécution et la surveillance du Programme concernant l'étude des incidences du climat;

d) Qu'il faudrait coordonner étroitement certains thèmes d'étude importants comme le gaz carbonique, les aliments, l'énergie et l'eau, qui intéressent tous les éléments du Programme climatologique mondial;

1. Reconnaît que l'interdépendance étroite entre tous les éléments du Programme climatologique mondial, qui se rapportent à des questions précises, exige que des relations de travail aussi étroites que possible s'instaurent entre les secrétariats qui fournissent un appui à ces programmes.

2. Note qu'un Bureau du Programme climatologique mondial, créé dans le cadre de l'Organisation météorologique mondiale, coordonne effectivement les travaux des institutions et organisations participant aux activités de recherche, d'application et de traitement des données qui relèvent du Programme climatologique mondial;

3. Prend acte avec reconnaissance de l'offre de l'Organisation météorologique mondiale de fournir un appui logistique pour accueillir dans ses propres services les fonctionnaires du Programme des Nations Unies pour l'environnement qui s'occupent du Programme concernant l'étude des incidences du climat;

4. Recommande au Directeur exécutif d'instituer, dans le sens des recommandations du Comité consultatif scientifique, des relations et une liaison aussi étroites que possible avec le Bureau du Programme climatologique mondial qui s'occupe d'autres éléments constitutifs du Programme climatologique mondial;

5. Prie le Directeur exécutif d'engager des consultations avec le Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale pour aboutir à un accord sur les conditions détaillées et les modalités d'une telle coordination;

6. Demande au Directeur exécutif de faire progresser aussi vite que possible l'exécution du Programme mondial concernant l'étude des incidences du climat, en collaboration avec les organisations internationales participantes, tout en gardant présente à l'esprit la nécessité de coopérer étroitement avec d'autres éléments constitutifs du Programme.

B

Protection de la couche d'ozone

Le Conseil d'administration,

Rappelant sa décision 84 C du 25 mai 1977 relative à la création du Comité de coordination pour la couche d'ozone et au Plan mondial d'action concernant la couche d'ozone,

Rappelant en outre sa décision 8/7 B du 29 avril 1980 concernant les mesures relatives à la protection de la couche d'ozone,

Notant que la décision susmentionnée recommande que l'utilisation des chlorofluorocarbones 11 et 12 soit sensiblement réduite et que la capacité de production de ces substances ne soit pas accrue,

Notant en outre qu'il importe de réunir des renseignements détaillés sur l'application de cette décision,

Reconnaissant qu'il serait souhaitable à cette fin d'entreprendre des travaux tendant à l'élaboration d'une convention cadre mondiale qui aurait trait à la surveillance, aux recherches scientifiques et au perfectionnement des techniques les plus éprouvées et les plus rentables pour limiter et peu à peu réduire les émissions de substances qui entraînent un épuisement de la couche d'ozone, ainsi que des dispositions relatives à l'établissement de stratégies et politiques appropriées,

Reconnaissant en outre le rôle et le mandat confié au Programme des Nations Unies pour l'environnement en ce qui concerne la protection et l'amélioration de l'environnement mondial,

Prenant note avec satisfaction des travaux du Comité de coordination pour la couche d'ozone,

1. Décide d'entreprendre des travaux tendant à l'élaboration d'une convention cadre mondiale pour la protection de la couche d'ozone;

2. Décide en outre, à cet effet, de créer un groupe de travail spécial constitué d'experts juridiques et techniques désignés par les gouvernements et les organisations intergouvernementales intéressées qui fera rapport, par l'entremise du Directeur exécutif, au Conseil d'administration sur le déroulement des travaux;

3. Prie le Directeur exécutif :

a) De faire en sorte que les travaux ainsi entrepris prennent en considération les renseignements pertinents et tous les travaux connexes en cours ailleurs, ainsi que tous résultats auxquels auraient abouti les travaux de la Réunion spéciale de hauts fonctionnaires d'administrations nationales, experts du droit de l'environnement sur la question;

b) D'inviter le Comité de coordination pour la couche d'ozone, au titre des activités qu'il entreprend conformément à son mandat, à :

i) Contribuer aux travaux du groupe de travail spécial;

ii) Rassembler tous les renseignements pertinents et notamment des données statistiques et techniques, sur l'application des recommandations formulées dans la décision 8/7 B du 29 avril 1980, et en particulier les renseignements relatifs à la réduction de l'utilisation des chlorofluorocarbones 11 et 12, et de la capacité de production de ces substances, dont on aura approuvé une définition;

c) De fournir une assistance et un appui au groupe de travail spécial durant la phase préparatoire de ses travaux;

d) De présenter au Conseil d'administration à sa dixième session le premier rapport d'activité du groupe de travail spécial, assorti de ses observations;

4. Se félicite de ce que le Gouvernement suédois ait offert d'accueillir la première réunion du groupe de travail spécial.

9ème séance
26 mai 1981

9/14. Planification et gestion environnementales des établissements humains à l'échelon local

Le Conseil d'administration,

Rappelant les principes 13, 14, 15 et 17 de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement 35/ et les recommandations 1, 2, 4 et 7 du Plan d'action pour l'environnement 36/,

Considérant qu'il est important que les questions intéressant l'environnement et les établissements humains soient prises en considération dans les plans de développement nationaux et que les collectivités urbaines et rurales participent à l'élaboration et à la mise en oeuvre de ces plans,

Reconnaissant qu'il faut, par conséquent, promouvoir, notamment grâce à une action coordonnée du Programme des Nations Unies pour l'environnement, du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et des autres organisations et organes des Nations Unies intéressés, l'adoption de politiques de planification environnementale à l'échelon local,

Reconnaissant en outre que l'aménagement d'agglomérations urbaines importantes, lesquelles se développent souvent très vite du fait des migrations, présente de grosses difficultés du point de vue écologique et social,

1. Invite les Etats à envisager favorablement l'adoption de politiques de planification environnementale à l'échelon local et de gestion environnementale des établissements humains;

2. Prie le Directeur exécutif de contribuer, en collaboration avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et les autres organisations et organes des Nations Unies intéressés, à faire prendre en considération les facteurs environnementaux dans les politiques de planification et d'aménagement à l'échelon local ;

a) En élaborant des modèles et des méthodes de planification intégrée au niveau des collectivités locales portant à la fois sur des problèmes environnementaux et sur d'autres questions relatives aux établissements humains;

35/ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, Stockholm, 5-16 juin 1972 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.A.14 et rectificatif), chapitre premier.

36/ Ibid., chap. II.

b) En encourageant la réalisation d'études et la diffusion de renseignements sur cette question;

c) En encourageant le système des Nations Unies à fournir, sur demande, une assistance pour l'élaboration de politiques de planification environnementale;

d) En appuyant, à la demande des gouvernements, des programmes de formation à l'intention des responsables locaux dans les domaines intéressant la planification et la gestion des établissements humains, avec la coopération d'universités et d'instituts d'administration publique.

9ème séance

26 mai 1981

9/15. Ecosystèmes terrestres

A

Ecosystèmes des terres arides et semi-arides

Le Conseil d'administration,

Prenant note avec satisfaction de la suite donnée par le Directeur exécutif à sa décision 86 A (V) du 25 mai 1977, par laquelle le Conseil lui demandait d'examiner la possibilité d'étendre le projet intégré pour les zones arides aux zones sahélienne et nord-africaine,

Considérant que le processus de la désertification prend de l'ampleur et constitue toujours une menace sérieuse pour la fertilité de ces régions, et leur capacité de parvenir à un développement durable,

Considérant qu'une approche interdisciplinaire orientée vers la solution des problèmes est nécessaire pour définir des principes de gestion qui permettraient d'atténuer le processus de la désertification et d'assurer le développement rationnel des régions menacées,

Appréciant les efforts que le Programme des Nations Unies pour l'environnement et les institutions coopérantes font pour promouvoir des projets intégrés concernant les terres arides dans les régions sahélienne et nord-africaine,

Prie le Directeur exécutif, en consultation avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, d'envisager en 1982 et 1983 l'élaboration et le financement de nouveaux projets pilotes intégrés concernant les zones arides et semi-arides dans les régions sahélienne et nord-africaine et notamment la poursuite des projets en cours.

9ème séance

26 mai 1981

Politique mondiale des sols

Le Conseil d'administration,Rappelant :

a) Les résolutions de l'Assemblée générale 2997 (XXVII) du 15 décembre 1972, 3326 et 3337 (XXIX) des 16 et 17 décembre 1974, respectivement, 31/108 du 16 décembre 1976 et 32/172 du 19 décembre 1977;

b) Les principes 2 et 3 de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et les recommandations 52, 53, 54 et 55 du Plan d'action pour l'environnement 37/;

c) Les conclusions et recommandations de la Conférence des Nations Unies sur la désertification;

d) Les décisions du Conseil d'administration 1 (I) du 22 juin 1973, 6/5 C du 24 mai 1978, 7/6 B du 3 mai 1979 et 8/10 du 29 avril 1980;

Tenant compte des recommandations de la réunion d'experts de haut niveau sur une politique mondiale des sols, tenue à Rome du 23 au 27 février 1981,

1. Prend note du rapport intérimaire du Directeur exécutif 38/ et des recommandations relatives à la politique mondiale des sols qui y sont présentées à l'intention du Programme des Nations Unies pour l'environnement, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément à la décision 8/10 du Conseil d'administration en date du 29 avril 1980;

2. Prie le Directeur exécutif de transmettre les recommandations mentionnées ci-dessus aux chefs de secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de l'Organisation météorologique mondiale, aux centres de recherche internationaux du Groupe consultatif de la recherche agricole internationale, à l'Association internationale de la science, du sol, et aux autres organisations compétentes appartenant ou non au système des Nations Unies, afin d'obtenir dans un délai de trois mois une évaluation des objectifs et du cadre proposé pour un plan d'action relatif à la mise en oeuvre d'une politique mondiale des sols;

3. Note avec satisfaction l'intention du Directeur exécutif de transmettre aux gouvernements des Etats Membres son rapport d'activité sur les travaux de la réunion d'experts de haut niveau sur une politique mondiale des sols, ainsi que les directives qu'il se propose d'établir en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aux fins de l'élaboration de politiques des sols au niveau national;

37/ Ibid., chapitre premier, p. 4 et chap. II, p. 20 et 21.

38/ UNEP/GC.9/5/Add.5.

4. Invite les gouvernements des pays victimes de l'érosion et de la dégradation des sols à entreprendre d'élaborer des politiques nationales des sols en tant qu'élément fondamental de leurs plans de développement, et, une fois ces politiques formulées, à accorder à leur mise en oeuvre la priorité voulue dans leurs demandes d'aide financière multilatérale et bilatérale;

5. Demande au Directeur exécutif de veiller à ce que les Etats Membres reçoivent, par l'intermédiaire du système des Nations Unies, une assistance technique pour la planification et l'exécution de leurs politiques nationales des sols, et de maintenir et d'intensifier l'appui apporté à la recherche et à la formation au niveau national, particulièrement dans des domaines tels que la conservation des sols, l'évaluation de l'érosion dans les zones tropicales et les régions montagneuses et la lutte contre cette érosion, la définition des critères d'un système international de classification et de surveillance des sols, des études de la capacité des sols, et la détermination des contraintes que des questions juridiques et des problèmes de sols font peser sur la bonne gestion et la conservation des sols;

6. Prie le Directeur exécutif de rendre compte des progrès réalisés en la matière au Conseil d'administration, à sa dixième session.

9ème séance
26 mai 1981

9/16. Environnement et développement

Le Conseil d'administration,

Reconnaissant qu'il importe de prendre en considération les facteurs environnementaux à tous les niveaux de la planification et de la prise des décisions en matière de développement,

Conscient que le concept d'environnement et de développement occupe une place centrale dans le programme pour l'environnement pris dans son ensemble, et, partant, qu'il faut en tenir compte dans les activités du programme et le budget,

Notant avec préoccupation que l'élaboration, le lancement et l'exécution des projets relatifs à l'environnement et au développement ont pris du retard, et que les ressources financières affectées au poste budgétaire correspondant (indicatif à deux chiffres) sont relativement faibles,

Notant en outre l'avancement des études relatives à l'environnement et au développement entreprises dans certains pays en développement, en particulier au Kenya et au Venezuela, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du Programme des Nations Unies pour le développement,

Reconnaissant qu'il faut veiller à ce qu'aucun délai n'intervienne entre les phases d'étude et d'exécution du projet,

Rappelant les observations faites par les délégations, à sa huitième session, au sujet de la nécessité d'appuyer la phase d'exécution du projet relatif à l'environnement et au développement 39/,

Appréciant pleinement la nécessité de lancer des projets similaires dans d'autres pays en développement,

1. Prie le Directeur exécutif de faire une place plus importante au poste "Environnement et développement" dans le contexte du programme et du budget dans les années à venir;

2. Demande au Directeur exécutif d'entreprendre des démarches en vue d'appuyer dans d'autres pays en développement des projets relatifs à l'environnement et au développement analogues à ceux qui ont été entrepris au Kenya et au Venezuela;

3. Prie instamment le Directeur exécutif, compte tenu des résultats de ces projets, d'envisager la possibilité, dans les limites des ressources du Fonds pour l'environnement, de contribuer, grâce à une action catalytique, à l'application de leurs conclusions;

4. Prie le Directeur exécutif de se mettre en rapport avec d'autres organisations internationales et intergouvernementales pour s'assurer leur concours en qualité d'organisations coopérantes aux fins de l'application des résultats des projets relatifs à l'environnement et au développement;

5. Prie le Directeur exécutif de lui faire rapport à sa dixième session sur les progrès réalisés dans la mise en application de la présente décision.

9ème séance
26 mai 1981

9/17. Océans : Mers régionales

A

Application des décisions 7/8 du 3 mai 1979 et 8/13 B
du 29 avril 1980 du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration,

Rappelant ses décisions 7/8 en date du 3 mai 1979 et 8/13 B en date du 29 avril 1980,

Reconnaissant une fois de plus la vaste portée géographique et le caractère pluridisciplinaire des programmes pour les mers régionales entrepris sous l'égide du Programme des Nations Unies pour l'environnement, qui contribuent de façon effective à la protection du milieu marin à l'échelon mondial,

39/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément No 25 (A/35/25), par. 312.

Soulignant les résultats extrêmement positifs enregistrés dans l'exécution des divers programmes pour les mers régionales déjà en cours,

Se félicitant de la mise en oeuvre des nouveaux programmes pour les mers régionales adoptés depuis la dernière session du Conseil d'administration,

Reconnaissant en outre l'importance primordiale de ces programmes pour la protection des écosystèmes marins et côtiers menacés,

1. Prie le Directeur exécutif :

a) De bien vouloir appliquer les dispositions de la décision 7/8 du Conseil d'administration en date du 3 mai 1979, notamment en ce qui concerne l'exercice biennal 1980-1981;

b) De donner suite à la décision 8/13 B du Conseil d'administration en date du 29 avril 1980, notamment aux dispositions priant le Directeur exécutif de prélever, selon qu'il conviendra, les fonds disponibles au titre de tous les postes budgétaires pertinents, pour assurer la réalisation des activités entreprises dans le cadre des programmes pour les mers régionales qui sont expressément liées au plan de travail approuvé au titre de ces postes;

2. Décide qu'il sera accordé, dans l'exécution du plan à moyen terme et dans le cadre du budget, une attention accrue aux chapitres consacrés aux mers régionales en vue de réaliser les objectifs définis dans les divers programmes pour les mers régionales, y compris l'exécution de ceux qui ont été approuvés récemment.

9ème séance
26 mai 1981

B

Application de la décision 8/13 C du 29 avril 1980
du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration,

Rappelant sa décision 8/13 C du 29 avril 1980 sur l'extension du programme pour les mers régionales,

Prenant note du rapport du Directeur exécutif sur les progrès enregistrés dans l'exécution de la décision susmentionnée,

1. Exprime sa satisfaction devant les progrès enregistrés à ce jour dans l'exécution de sa décision 8/13 C du 29 avril 1980;

2. Prie le Directeur exécutif d'achever la mise au point des projets de plans d'action en cours d'élaboration dans ce domaine afin qu'ils soient soumis à l'examen des gouvernements dans les meilleurs délais possibles;

3. Demande instamment aux gouvernements des régions intéressées de coopérer le plus largement possible avec le Directeur exécutif en vue de l'application de la présente décision.

9ème séance
26 mai 1981

9/18. Energie

Le Conseil d'administration,

Rappelant sa décision 7/9 du 3 mai 1979, ainsi que ses décisions antérieures sur la question de l'énergie,

Réaffirmant ses vues sur l'importance de l'énergie pour l'économie mondiale et sur les étroits rapports existant entre l'énergie et les problèmes de l'environnement et des établissements humains,

Préoccupé par l'absence de dispositifs institutionnels appropriés qui prévoient une mise en valeur et une utilisation adéquates des ressources énergétiques à l'échelle mondiale, et conscient de la nécessité de remédier à cette situation,

Profondément préoccupé par le faible degré de priorité accordé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement à cette très importante question, comme en témoignent les ressources allouées à ce poste budgétaire au cours des exercices biennaux précédents,

1. Prie instamment le Directeur exécutif de solliciter la collaboration du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) en vue de procéder à des préparatifs communs pour la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables;

2. Décide, en attendant les résultats de la Conférence, de continuer à affecter des ressources financières importantes au poste budgétaire correspondant à l'énergie afin de permettre le développement accéléré de cet aspect du programme.

9ème séance
26 mai 1981

9/19. Droit de l'environnement

A

Réunion spéciale de hauts fonctionnaires d'administrations nationales
spécialistes du droit de l'environnement

Le Conseil d'administration,

Rappelant sa décision 8/15 du 29 avril 1980, relative à la convocation, avant sa dixième session, d'une réunion spéciale de hauts fonctionnaires d'administrations nationales, spécialistes du droit de l'environnement,

Reconnaissant que les résultats de la réunion spéciale apporteront une contribution importante à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la partie du programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement consacrée au droit de l'environnement,

Reconnaissant en outre que le développement du droit de l'environnement devrait s'inscrire dans le cadre général des efforts visant à promouvoir la coopération internationale,

1. Décide que, conformément à la résolution 35/74 de l'Assemblée générale en date du 5 décembre 1980, la Réunion spéciale de hauts fonctionnaires d'administrations nationales, spécialistes du droit de l'environnement, aura lieu à Montevideo en novembre 1981, et que le Groupe de travail d'experts du droit de l'environnement, agissant en qualité de comité préparatoire de la réunion spéciale, se réunira à Genève pendant une période de deux semaines au début de septembre 1981;

2. Décide en outre que la Réunion spéciale aura pour mandat :

a) D'élaborer un cadre et des méthodes aux fins du développement et de l'examen périodique du droit de l'environnement en mettant l'accent sur :

- i) L'identification des principaux domaines du droit de l'environnement - par exemple la pollution des mers d'origine tellurique, la protection de la couche d'ozone et l'évacuation des déchets dangereux - qui se prêtent à une coordination et à une coopération accrues aux niveaux mondial et régional, une attention particulière étant accordée aux intérêts des pays en développement;
- ii) L'élaboration de directives et, le cas échéant, de principes, ou la conclusion d'accords bilatéraux, régionaux ou multilatéraux se rapportant à ces domaines;
- iii) L'identification d'autres domaines où il serait possible d'élaborer des directives, des principes ou des accords de ce genre;
- iv) L'identification des domaines dans lesquels il serait possible d'élaborer des mesures préventives ainsi que d'autres mécanismes permettant d'appliquer le droit de l'environnement et notamment d'améliorer les voies de recours ouvertes aux victimes de la pollution;
- v) Les moyens de promouvoir et de fournir une assistance technique aux pays en développement dans le domaine du droit de l'environnement;
- vi) L'identification de moyens permettant d'assurer que le droit de l'environnement occupe une place de plus en plus importante dans les programmes d'enseignement;

b) D'entreprendre un programme, prévoyant notamment une action aux niveaux mondial, régional et national, pour promouvoir la réalisation des éléments susmentionnés;

3. Décide également d'examiner le rapport de la Réunion spéciale à sa dixième session;

4. Prie le Directeur exécutif :

a) D'inviter à la Réunion spéciale tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou les membres des institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui ont exprimé le désir d'y participer, les organismes et organes des Nations Unies intéressés ainsi que d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales;

b) De convoquer, en même temps que le Comité préparatoire, une réunion pour identifier les domaines d'intérêt et de préoccupation particuliers des pays en développement, à la lumière du mandat énoncé plus haut;

c) D'établir tous les documents pertinents et de les transmettre, suffisamment longtemps avant les réunions du Comité préparatoire, aux Etats, aux organismes et aux organes des Nations Unies et aux autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées.

9ème séance
26 mai 1981

B

Coopération dans le domaine de l'environnement en matière de ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats

Le Conseil d'administration,

Rappelant que, par sa résolution 34/186 du 18 décembre 1979, l'Assemblée générale a pris note du rapport du groupe de travail intergouvernemental d'experts sur les ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats créé en application de la décision 44 (III) du Conseil d'administration en date du 25 avril 1975 conformément aux dispositions de la résolution 3129 (XXVIII) de l'Assemblée générale en date du 13 décembre 1973, ainsi que des projets de principes rédigés par le groupe de travail,

Rappelant en outre que l'Assemblée générale a prié tous les Etats d'utiliser ces principes comme des orientations et recommandations lors de la formulation de conventions concernant ces ressources naturelles et a prié en outre le Conseil d'administration de lui présenter à sa trente-sixième session un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de cette résolution,

Considérant que le Conseil ne peut, sur la base du rapport présenté par le Directeur exécutif sur la coopération dans le domaine de l'environnement en matière de ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats 40/, établir un rapport qui sera présenté à l'Assemblée générale à sa trente-sixième session,

Prie le Directeur exécutif, en consultation avec les gouvernements, d'établir à l'intention du Conseil d'administration à sa dixième session, un rapport destiné à être soumis à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social, qui serait exclusivement consacré aux progrès enregistrés en ce qui concerne l'application de la résolution 34/186 de l'Assemblée générale et qui ne comprendrait aucune recommandation touchant l'identification ou la définition des ressources naturelles partagées.

9ème séance
26 mai 1981

A

L'université et l'environnement

Le Conseil d'administration,

Rappelant les principes 18 à 20 et 24 de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement 41/ et les recommandations 7, 8 et 94 du Plan d'action pour l'environnement 42/, ainsi que les recommandations de la Conférence intergouvernementale sur l'éducation en matière d'environnement,

Conscient de ce que le plan à moyen terme du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour 1982-1983 cherche à catalyser l'intégration de l'éducation en matière d'environnement à tous les niveaux du système éducatif,

Considérant que, depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, il devient chaque jour plus souhaitable et plus impérieux que l'université moderne adapte sa structure et ses fonctions à la mission que lui impose la nécessité de préserver et de restaurer l'environnement,

Prie le Directeur exécutif de faire en sorte que, dans l'exécution du plan à moyen terme pour 1982-1983, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Université des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales pertinentes ainsi qu'avec l'aide des universités d'Etat ou des universités privées, s'attache à encourager et à promouvoir, en tenant particulièrement compte des besoins des pays en développement,

a) L'inscription des questions écologiques aux programmes universitaires classiques, en particulier aux programmes des écoles ou des facultés de droit, d'économie et de médecine, de tous les établissements d'enseignement technique, des écoles d'architecture et d'urbanisme, de formation des enseignants d'agronomie et de biologie ainsi qu'aux programmes d'études en sciences humaines et en sciences naturelles;

b) La formation dans les disciplines nécessaires à la protection, à la restauration et à la gestion de l'environnement, en s'attachant sans délai à la réalisation, aux niveaux national, régional et international, des programmes figurant dans le plan à moyen terme pour 1982-1983;

c) Des programmes de recherche expérimentaux, des séminaires nationaux et régionaux sur le thème "l'Université moderne et l'environnement" ainsi que la mise au point de méthodes et de matériels éducatifs, en coopération avec certaines universités choisies;

d) Des programmes de formation à l'intention du corps enseignant des universités dans le domaine de l'environnement,

41/ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, Stockholm, 5-16 juin 1972 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.A.14 et rectificatif), chapitre premier.

42/ Ibid., chap. II.

e) L'utilisation des universités nationales et des centres régionaux de formation en matière d'environnement existants aux fins de la formation et du recyclage du personnel dans le domaine de la formation et de la gestion en matière d'environnement.

9ème séance
26 mai 1981

B

Education et formation en matière d'environnement
en Amérique latine et dans les Caraïbes

Le Conseil d'administration,

Considérant qu'il convient d'accorder une haute priorité à la formation en matière d'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes afin de résoudre les problèmes d'environnement,

Tenant compte de ce qu'il existe, en Amérique latine et dans les Caraïbes, diverses institutions qui s'occupent de certains aspects de la formation dans le domaine de l'environnement,

Rappelant ses décisions 7/10 et B du 3 mai 1979 et 8/14 du 29 avril 1980 sur l'éducation et la formation en matière d'environnement,

Rappelant également les résultats de la réunion de programmation régionale commune organisée par le Bureau régional pour l'Amérique latine, ainsi que la création d'un groupe de travail régional interinstitutions qui collabore à l'établissement d'un inventaire des centres de recherche et de formation en matière d'environnement existant en Amérique latine,

1. Approuve la convocation et les résultats de la Réunion spéciale des représentants des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Espagne sur l'éducation et la formation dans le domaine de l'environnement, qui a eu lieu à Montevideo du 19 au 21 novembre 1980, et au cours de laquelle il a été convenu que la mise en place d'un réseau d'institutions chargées d'assurer une formation en matière d'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes devrait commencer sous peu;

2. Se félicite de la création, au sein du Bureau régional pour l'Amérique latine, d'un groupe de coordination appelé à entreprendre les études initiales et à formuler les principes directeurs en vue de la mise en place, dans la région, d'un réseau d'institutions de formation dans le domaine de l'environnement, qui devrait commencer à fonctionner le plus tôt possible;

3. Prie le Directeur exécutif d'inscrire cette activité dans le plan à moyen terme pour 1982-1983 et d'appuyer le futur réseau d'institutions ainsi que l'action du groupe de coordination, puisque ce groupe constituera au départ le principal dispositif pour assurer le lancement et le fonctionnement optimal des programmes de formation qui doivent être dispensés par le réseau;

4. Demande au Directeur exécutif qu'en attendant l'achèvement des études de faisabilité relatives à la création du réseau, le Programme des Nations Unies pour l'environnement appuie, en jouant son rôle de catalyseur, le lancement de certaines activités, afin de répondre aux besoins urgents de la région en matière de formation dans le domaine de l'environnement;

5. Prie instamment les gouvernements des pays d'Amérique latine et des Caraïbes de faciliter, dans toute la mesure du possible, la réalisation des études qui doivent être effectuées, en fournissant en temps voulu les informations demandées et en créant les mécanismes institutionnels nécessaires pour épauler le groupe de coordination dans son travail.

9ème séance
26 mai 1981

C

Education et formation en matière d'environnement
dans la région de l'Asie et du Pacifique

Le Conseil d'administration,

Rappelant sa décision 90 (V) du 25 mai 1977, dans laquelle il priait le Directeur exécutif d'envisager de créer à bref délai un centre d'activités du programme pour l'éducation et la formation environnementales dans la région de l'Asie et du Pacifique,

Reconnaissant qu'il existe dans cette région des universités et des institutions de grande valeur qui cherchent à élaborer des programmes intégrés d'éducation et de formation en matière d'environnement aux niveaux universitaires moyen et supérieur,

Prenant note du rapport de la mission organisée par le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique en 1978 en application de la décision 90 (V), mission qui a étudié les moyens dont disposent ces universités et présenté des recommandations précises concernant la mise en place d'un réseau d'institutions de niveau universitaire pour dispenser des programmes de formation,

Conscient de l'activité bien établie et appréciée du Centre de développement pour l'Asie et le Pacifique (dénommé antérieurement Institut de développement pour l'Asie et le Pacifique) dans le domaine de la formation,

Tenant compte des décisions du Conseil d'administration 6/10 du 24 mai 1978, 7/12 du 3 mai 1979 et 8/16 B du 29 avril 1980, dans lesquelles le Conseil d'administration demandait notamment que les programmes régionaux bénéficient d'un financement et d'un appui appropriés,

1. Prie le Directeur exécutif, agissant dans les limites des ressources disponibles :

a) De fournir de nouveau un appui financier au Centre de développement pour l'Asie et le Pacifique pour une nouvelle période biennale, sur la base d'un plan de travail approuvé d'un commun accord;

b) De prendre des dispositions urgentes en vue de fournir les ressources nécessaires pour établir le réseau proposé d'universités et d'instituts dans la région, afin de dispenser des cours universitaires de niveau supérieur d'éducation et de formation intégrée en matière d'environnement;

c) D'aider ce réseau, en temps voulu, à développer ces moyens de formation dans tous les pays de la région;

d) D'établir un centre d'activités du programme, ou un mécanisme équivalent, pour l'éducation et la formation dans la région en faisant appel aux moyens et à l'expérience du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique pour que les ressources nécessaires à cette fin soient disponibles;

2. Invite l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à apporter le maximum de soutien et d'assistance au Centre d'activités du programme ou au mécanisme équivalent, dans le cadre du programme conjoint d'éducation en matière d'environnement ou selon d'autres modalités.

9ème séance
26 mai 1981

D

Programmes d'éducation et de formation en matière d'environnement
et renforcement des institutions nationales en Afrique

Le Conseil d'administration,

Rappelant ses décisions 6/10 du 24 mai 1978, 7/12 du 3 mai 1979 et 8/16 du 29 avril 1980, faisant état de la nécessité de faire bénéficier les programmes régionaux d'un financement et d'un appui appropriés, et sa décision 8 (II) A, section II.3 d) du 22 mars 1974, tendant à renforcer les institutions nationales,

Sachant qu'il existe dans d'autres régions des institutions qui dispensent une formation en matière d'environnement avec l'appui du Fonds pour l'environnement,

Notant la nécessité impérieuse de dispenser une formation en matière d'environnement dans la région africaine,

Regrettant l'absence d'établissements spécialisés pour répondre aux besoins de la région,

Conscient en outre de l'importance de la gestion de l'environnement pour le développement de la région,

Prenant note de la nécessité de renforcer les institutions nationales de protection et de gestion de l'environnement,

1. Prie le Directeur exécutif d'étudier en consultation avec la Commission économique pour l'Afrique la possibilité de créer une institution régionale de formation et d'éducation en matière d'environnement dans la région africaine;

2. Prie le Directeur exécutif d'étudier les moyens d'apporter un appui aux institutions nationales de protection et de gestion de l'environnement;

3. Demande au Directeur exécutif de faire rapport au Conseil d'administration, à sa dixième session, sur l'application de la présente décision.

9ème séance
26 mai 1981

9/21. Programmes régionaux et appui au programme

Le Conseil d'administration,

Rappelant sa décision 8/16 B du 29 avril 1980 dans laquelle il demandait qu'un appui soit fourni à la mise en oeuvre des programmes régionaux en Asie,

Notant à ce propos qu'un programme sous-régional pour l'environnement de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, un programme coopératif de l'Asie du Sud pour l'environnement et divers programmes sous-régionaux en Amérique latine ont été adoptés depuis lors,

Conscient que les bureaux régionaux du Programme des Nations Unies pour l'environnement doivent continuer à apporter une contribution soutenue et essentielle à l'appui à ces programmes régionaux,

Conscient également de la grave carence de moyens matériels qui risque d'empêcher les bureaux régionaux de s'acquitter de ces obligations,

1. Prie le Directeur exécutif d'appuyer les initiatives prises et les activités menées dans le cadre des programmes sous-régionaux pour l'environnement pendant la période biennale 1982-1983 pour renforcer la capacité des bureaux régionaux du Programme des Nations Unies pour l'environnement de formuler et d'exécuter des programmes;

2. Invite les pays donateurs et les organes directeurs des institutions multilatérales de financement à fournir aux programmes visés au paragraphe 1 ci-dessus un appui suffisant, selon les modalités efficaces;

3. Demande aux pays en développement d'assumer effectivement leur part de responsabilité, notamment en apportant leur propre contribution à leurs programmes et activités communs.

9ème séance
26 mai 1981

9/22. Lutte contre la désertification

A

Coordination et poursuite de l'exécution du Plan d'action pour lutter contre la désertification

Le Conseil d'administration,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 32/172 du 19 décembre 1977, 33/89 du 15 décembre 1978, 34/184 du 18 décembre 1979 et 35/73 du 5 décembre 1980,

Rappelant également l'appel pressant lancé par l'Assemblée générale aux institutions financières internationales, aux institutions financières multilatérales et aux gouvernements des pays industrialisés ainsi qu'à ceux des pays en développement qui sont à même de le faire pour qu'ils apportent un appui financier et versent des contributions généreuses au compte spécial,

Rappelant en outre ses propres décisions 6/11 du 24 mai 1978, 7/13 du 3 mai 1979 et 8/17 du 29 avril 1980,

Ayant examiné le rapport du Directeur exécutif sur la coordination et le suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action pour lutter contre la désertification 43/,

1. Prend note des mesures prises par les gouvernements, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et d'autres organismes des Nations Unies pour mettre en oeuvre le Plan d'action pour lutter contre la désertification 44/, et des mesures prises par le Directeur exécutif pour donner suite à la résolution 35/73 de l'Assemblée générale en date du 5 décembre 1980;

2. Invite instamment les gouvernements, les organes et organismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi que toutes les autres organisations internationales à redoubler d'efforts pour lutter contre la désertification, afin que des progrès soient réalisés dans la mise en oeuvre du Plan d'action d'ici à 1984;

3. Prie le Directeur exécutif de fournir une assistance, sur leur demande et sous réserve que des ressources financières soient disponibles, aux pays actuellement aux prises avec des problèmes de désertification dans des zones humides, pour appuyer les efforts qu'ils déploient pour lutter contre ce fléau;

4. Approuve l'intention du Directeur exécutif de présenter au Conseil d'administration un rapport complet sur la mise en oeuvre du Plan d'action, pour lui permettre de procéder à une première évaluation générale des progrès réalisés dans cette voie, et le prie instamment de le faire avant la date fixée à titre indicatif, à savoir 1985;

43/ UNEP/GC.9/8.

44/ A/CONF.74/36, chapitre premier.

5. Prend note des préparatifs de la troisième session du Groupe consultatif de la lutte contre la désertification, et demande instamment au Groupe consultatif d'intensifier ses efforts en vue de mobiliser des fonds pour mettre en oeuvre les projets de lutte contre la désertification;

6. Approuve les efforts faits par le Directeur exécutif pour établir des études sur les mesures additionnelles de financement du Plan d'action, ainsi que les dispositions prises pour instituer les programmes spécifiques de recherche et de formation préconisés dans la résolution 35/73 de l'Assemblée générale.

9ème séance
26 mai 1981

Application de la résolution 35/72 de l'Assemblée générale en date du 5 décembre 1980 relative à l'application, dans la région soudano-sahélienne du Plan d'action pour lutter contre la désertification

Le Conseil d'administration,

Rappelant les résolutions 32/170 du 19 décembre 1977, 33/88 du 15 décembre 1978, 34/187 du 18 décembre 1979, 35/72 et 35/88 du 5 décembre 1980 de l'Assemblée générale des Nations Unies,

Rappelant aussi ses propres décisions 6/11 du 24 mai 1978, 7/13 du 3 mai 1979 et 8/17 du 29 avril 1980,

Soulignant la gravité de la désertification et ses effets néfastes sur les populations des pays qui en sont victimes, en particulier dans la zone soudano-sahélienne, ainsi que la nécessité d'intensifier les mesures pour lutter contre ce fléau,

Ayant examiné les rapports du Directeur exécutif sur la mise en oeuvre du Plan d'action pour lutter contre la désertification dans la région soudano-sahélienne et sur les résolutions et décisions de la trente-cinquième session de l'Assemblée générale et de la seconde session ordinaire du Conseil économique et social de 1980 intéressant les activités du Programme des Nations Unies pour l'environnement 45/,

1. Prend note avec satisfaction du rapport du Directeur exécutif sur la mise en oeuvre du Plan d'action pour lutter contre la désertification dans les pays de la zone soudano-sahélienne, ainsi que des dispositions prises à cet effet par les gouvernements, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et d'autres organismes compétents des Nations Unies, en particulier les dispositions prises par le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne pour le compte du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
2. Note en outre que la priorité est accordée aux efforts visant à lutter contre la désertification dans les dix-huit pays de la région soudano-sahélienne ainsi que dans les moins avancés des pays en développement situés en dehors de cette région;
3. Décide d'inscrire le Bénin au nombre des pays qui peuvent recevoir une assistance par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne dans la mise en oeuvre du Plan d'action pour lutter contre la désertification;

4. Autorise le Directeur exécutif à continuer de verser au Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, après avoir consulté

l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, la part des dépenses d'administration et de fonctionnement de l'action conjointe imputable au Programme des Nations Unies pour l'environnement pour 1982-1983, sur la base du plan de travail qui doit être approuvé par le Directeur exécutif;

5. Autorise en outre le Directeur exécutif à soumettre, pour le compte du Conseil d'administration, son rapport et la présente décision du Conseil à ce sujet à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa trente-sixième session.

9ème séance
26 mai 1981

9/23. Gestion du Fonds pour l'environnement

Le Conseil d'administration

1. Exprime sa satisfaction aux gouvernements qui ont versé pour la première fois des contributions au Fonds pour l'environnement et à ceux qui ont majoré leurs contributions;

2. Fait appel à tous les gouvernements pour qu'ils maintiennent la valeur réelle de leurs contributions par rapport au pouvoir d'achat du dollar des Etats-Unis en 1978 et, sur cette base, donnent une indication ferme du montant de leurs contributions au Fonds pour les années 1982-1983;

3. Fait appel en outre aux gouvernements qui ne versent pas encore de contributions au Fonds pour qu'ils annoncent une contribution pour 1982-1983, et à ceux dont la contribution est encore inférieure à leurs moyens pour qu'ils augmentent leur contribution pour la période 1982-1983;

4. Prend note du rapport du Directeur exécutif sur les incidences des avoirs en monnaies non convertibles sur la sélection et l'exécution des projets du Fonds 46/;

5. Exprime sa satisfaction au Directeur exécutif pour les efforts constants qu'il fait pour utiliser efficacement les contributions en monnaies non convertibles;

6. Prie le Directeur exécutif d'utiliser le plus efficacement possible les monnaies non convertibles en tenant compte de la nécessité d'équilibrer la sélection des projets et en gardant présentes à l'esprit les conclusions du rapport du Directeur exécutif 47/;

7. Note de nouveau qu'il serait souhaitable que tous les pays appliquent pleinement les dispositions de la règle 203.4 des Règles de gestion financière du Fonds, sans toutefois compromettre le volume des ressources du Fonds;

46/ UNEP/GC.9/10/Add.1.

47/ Ibid., par. 20.

8. Demande aux gouvernements qui sont encore dans l'impossibilité de verser leur contribution au Fonds pour l'environnement en monnaies entièrement convertibles de verser une partie de leur contribution en monnaies convertibles en 1981 et, par la suite, de verser chaque année une proportion croissante de leur contribution en monnaies convertibles;

9. Prie le Directeur exécutif de faire rapport au Conseil d'administration, à sa dixième session, sur les incidences des avoirs en monnaies non convertibles sur la sélection et l'exécution des projets du Fonds, y compris toute incidence excessive que pourrait avoir le niveau des ressources en monnaies non convertibles dont le Fonds dispose;

10. Reconfirme le montant et la répartition des crédits ouverts en faveur des activités relevant du programme du Fonds pour l'exercice biennal 1980-1981 dans son ensemble;

11. Reconnaît qu'il serait souhaitable de fixer un objectif de 120 millions de dollars, dont 93 millions de dollars à répartir entre les activités relevant du programme du Fonds en 1982-1983;

12. Considère que les fonds nécessaires pour exécuter intégralement le programme ne seront peut-être pas réunis, et que le montant mis à la disposition du Fonds ne dépassera pas 77 millions de dollars, et par conséquent donne pour instructions au Directeur exécutif, aux fins de l'exécution du programme :

- a) De préserver à tout moment la solvabilité du Fonds et la liquidité nécessaire;
- b) De répartir les ressources disponibles entre les postes budgétaires à deux chiffres en se fondant sur la répartition en pourcentage établie à cette fin;
- c) De répartir les ressources disponibles pour chaque poste budgétaire à deux chiffres conformément aux priorités définies;

13. Donne également pour instructions au Directeur exécutif de faire rapport au Conseil, à sa dixième session, sur les progrès réalisés dans l'exécution du programme conformément aux recommandations énoncées aux alinéas a), b) et c) ci-dessus et de faire des recommandations appropriées au Conseil, à sa dixième session, sur l'opportunité de maintenir ou de modifier cette politique en fonction des progrès réalisés dans l'exécution du programme et des ressources escomptées. Le rapport devra contenir des renseignements sur l'exécution du programme, des projets et des activités aux différents niveaux (mondial, régional, interrégional, sous-régional et national) et devra également indiquer les engagements et les dépenses encourues ainsi que les décisions du Conseil d'administration sur lesquelles sont fondés les projets et les activités exécutés;

14. Décide de répartir comme suit les crédits ouverts en faveur des activités relevant du programme du Fonds en 1982-1983 :

<u>Activités relevant du programme du Fonds</u>	<u>1982</u>	<u>1983</u>	<u>Total pour 1982-1983</u>	<u>Pour- centage</u>
	(en milliers de dollars)			
01 Etablissement humains et santé humaine	4,5	5,5	10,0	11
03 Appui	7,9	9,2	17,1	18
04 Environnement et développement	2,7	3,3	6,0	6
05 Océans	4,7	5,8	10,5	11
07 Energie	1,0	1,1	2,1	2
10 Gestion de l'environnement et droit de l'environnement	1,1	1,4	2,5	3
11 Ecosystèmes	7,5	9,3	16,8	18
12 Catastrophes naturelles	0,3	0,3	0,6	1
13 Plan Vigie	7,5	9,4	16,9	18
16 Données	0,8	0,7	1,5	2
17 Terres arides et semi-arides y compris la désertification	4,0	5,0	9,0	10
Total des activités du programme du Fonds	42,0	51,0	93,0	100

15. Reconfirme l'autorisation donnée au Directeur exécutif d'ajuster la répartition des fonds de 20 p. 100 au maximum dans chaque poste budgétaire, dans la limite du total des crédits ouverts pour les activités relevant du programme du Fonds en 1982-1983;

16. Souligne la nécessité de préserver à tout moment la liquidité du Fonds;

17. Décide que la réserve du programme du Fonds sera fixée à 1 million de dollars pour chacune des deux années 1982 et 1983;

18. Autorise le Directeur exécutif à prendre des engagements anticipés jusqu'à concurrence de 16 millions de dollars pour les années 1984-1985;

19. Approuve la fixation du niveau de la réserve financière à 4,4 millions de dollars pour 1981, 4,4 millions de dollars pour 1982 et 5,2 millions de dollars pour 1983, et autorise le Directeur exécutif à ajuster le niveau de la réserve financière chaque année pour qu'il corresponde à environ 8 p. 100 du programme approuvé;

20. Prend acte du rapport financier et des comptes vérifiés du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour l'exercice biennal 1978-1979, terminé le 31 décembre 1979, ainsi que du rapport financier et des comptes intérimaires non vérifiés du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour la première année de l'exercice biennal 1980-1981;

21. Se déclare favorable à la poursuite du programme d'évaluation et souligne la nécessité de renforcer la coopération entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et les services d'autres organismes des Nations Unies chargés de l'évaluation.

9ème séance
26 mai 1981

9/24. Ressources supplémentaires destinées à la solution des problèmes écologiques des pays en développement

Le Conseil d'administration,

Soulignant la nécessité de mettre des ressources supplémentaires à la disposition du Fonds pour l'environnement afin d'aider les pays en développement à faire face à leurs problèmes écologiques les plus graves, comme la dégradation des sols et le déboisement, qui sont des exemples de dégradation très sérieuse des ressources naturelles qui méritent une attention particulière,

Exprimant l'espoir que de telles ressources financières supplémentaires pourront être réunies en vue d'être utilisées par le Fonds pour l'environnement aux fins susmentionnées,

1. Décide de différer jusqu'à sa prochaine session l'adoption de mesures pour donner suite à la résolution 1980/49 du Conseil économique et social relative aux ressources supplémentaires destinées à la solution des problèmes écologiques dans les pays en développement;

2. Prie le Directeur exécutif d'informer le Conseil économique et social de cette décision;

3. Prie en outre le Directeur exécutif de poursuivre ses consultations avec les gouvernements et de lui soumettre à nouveau cette question à sa dixième session, compte tenu des points de vue exprimés lors de la neuvième session, en particulier en ce qui concerne le "guichet spécial";

4. Prie le Directeur exécutif de lui faire rapport sur cette question à sa dixième session.

9ème séance
26 mai 1981

9/25. Financement des plans d'action

Le Conseil d'administration,

Ayant pris note du rapport du Directeur exécutif 48/.

1. Décide, qu'afin de permettre au Programme des Nations Unies pour l'environnement de s'acquitter pleinement de son rôle de catalyseur vis-à-vis des plans d'action qu'il a entrepris d'élaborer, le Directeur exécutif devra, seul ou en coopération avec d'autres :

a) Consulter en premier lieu les gouvernements, lesquels lui donneront promptement leur avis sur la façon dont le Programme devrait procéder pour élaborer un plan de financement pour le plan d'action en question;

b) Elaborer, en liaison avec les gouvernements, des plans de financement détaillés dans lesquels les engagements des différents gouvernements et du Programme devraient être énoncés expressément;

2. Décide en outre qu'une fois qu'un plan d'action aura été adopté conformément à la procédure énoncée ci-dessus, le Programme des Nations Unies pour l'environnement devra continuer à lui fournir un appui technique et financier jusqu'à ce que le Conseil d'administration en décide autrement, afin d'assurer qu'il soit exécuté efficacement.

9ème séance
26 mai 1981

9/26. Gestion des fonds d'affectation spéciale

Le Conseil d'administration,

Rappelant ses décisions 6/13 C, 7/14 D et 7/14 E par lesquelles il a approuvé la constitution du Fonds d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de l'Arabie saoudite, de Bahrein, des Emirats arabes unis, de l'Iran, de l'Iraq, du Koweït, de l'Oman et du Qatar, du Fonds d'affectation spéciale pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution et du Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction,

Reconnaissant que tous les fonds d'affectation spéciale constitués par le Secrétaire général et dont l'administration est déléguée au Directeur exécutif sont administrés conformément aux règles de gestion financière du Fonds pour l'environnement et, dans le cas d'une question qui ne serait pas spécifiquement visée par lesdites règles, mutatis mutandis conformément aux règles de gestion financière de l'ONU 49/ et à la circulaire du Secrétaire général concernant la constitution et la gestion des fonds d'affectation spéciale 50/.

48/ UNEP/GC.9/10/Add.3.

49/ ST/SGB/Financial Rules/1/Rev.2.

50/ ST/SGB/146/Rev.1.

Prenant acte de la demande formulée par les Gouvernements de l'Arabie saoudite, de Bahrein, des Emirats arabes unis, de l'Iran, de l'Iraq, du Koweït, de l'Oman et du Qatar, à l'effet de transférer au Secrétaire exécutif de l'Organisation régionale pour la protection du milieu marin la charge d'administrer le Fonds régional d'affectation spéciale et de la proposition du Directeur exécutif à ce sujet,

Prenant acte en outre de la recommandation de la deuxième Réunion des Parties contractantes à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution selon laquelle il faudrait mettre fin au Fonds régional d'affectation spéciale pour la Méditerranée le 31 décembre 1982 au plus tard,

Ayant pris note de la demande formulée lors de la troisième Conférence des Parties contractantes à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, tendant à ce que l'appui financier que le Fonds d'affectation spéciale fournit aux buts de la Convention soit maintenu jusqu'au 31 décembre 1983,

Prenant note en outre de la résolution adoptée lors de la Conférence de plénipotentiaires sur la coopération en vue de la protection et de la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique occidentale et centrale, et en particulier des arrangements institutionnels et financiers proposés,

Ayant également pris note de l'accord intervenu entre les ministres chargés des questions d'environnement des Etats membres de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, selon lequel la mise en oeuvre du plan d'action pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Asie de l'Est sera financée par un fonds d'affectation spéciale,

Ayant pris note de la constitution du Fonds d'affectation spéciale pour des ateliers régionaux de formation à la gestion de l'environnement,

Acueillant avec satisfaction les annonces de contributions faites par les Parties contractantes aux conventions pertinentes en vue du financement des fonds d'affectation spéciale existants et des nouveaux fonds proposés,

1. Approuve, en vertu de l'article V du chapitre II des procédures générales relatives à la conduite des opérations du Fonds pour l'environnement et sous réserve de l'assentiment du Secrétaire général :

a) Le maintien jusqu'au 31 décembre 1981 du Fonds d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de l'Arabie saoudite, de Bahrein, des Emirats arabes, de l'Iran, de l'Iraq, du Koweït, de l'Oman et du Qatar;

b) Le maintien jusqu'au 31 décembre 1982 au plus tard du Fonds d'affectation spéciale pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution;

c) Le maintien jusqu'au 31 décembre 1983 du Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction;

d) La constitution d'un fonds d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique occidentale et centrale pour une période initiale de deux ans allant jusqu'au 31 décembre 1983;

e) La constitution d'un fonds d'affectation spéciale pour la mise en oeuvre du Plan d'action concernant le Programme d'environnement des Caraïbes, pour une période initiale de deux ans allant jusqu'au 31 décembre 1983;

f) La constitution d'un fonds d'affectation spéciale pour la mise en valeur du Plan d'action pour les mers d'Asie de l'Est pour une période initiale de deux ans qui prendra fin le 31 décembre 1983;

2. Approuve l'intention qu'a le Directeur exécutif d'accepter, sous réserve de l'assentiment du Secrétaire général, la charge d'administrer ces fonds aussi longtemps qu'il sera prié de le faire;

3. Invite instamment les Etats à verser promptement leur contribution aux fonds d'affectation spéciale au début de l'année civile à laquelle elle se rapporte.

9ème séance
26 mai 1981

9/27. Dépenses du programme et d'appui au programme

A

Rapport d'exécution du budget des dépenses du programme et d'appui
au programme pour l'exercice biennal 1980-1981

Le Conseil d'administration,

1. Prend acte du rapport d'exécution du budget des dépenses du programme et d'appui au programme présenté par le Directeur exécutif pour l'exercice biennal 1980-1981 et du rapport connexe du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 51/;

2. Prend note de la teneur des paragraphes 10 à 12 du rapport d'exécution présenté comme suite à la demande formulée par le Conseil d'administration au paragraphe 6 de sa décision 7/14 G du 3 mai 1979;

3. Approuve l'inscription au budget des dépenses du programme et d'appui au programme pour l'exercice biennal 1980-1981 de crédits additionnels de 790 230 dollars pour un poste de la classe D-1, un poste de la classe P-5, un poste de la classe P-4 et trois postes de la classe P-3 ainsi que six postes d'agent local qui n'ont pas été transférés au chapitre 18 du budget ordinaire de l'ONU;

51/ UNEP/GC.9/12 et UNEP/GC.9/L.2, respectivement.

4. Approuve l'imputation au budget des dépenses du programme et d'appui au programme, à compter du 1er janvier 1980, du coût de l'appui institutionnel au Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, soit 685 500 dollars, qui est financé jusqu'ici sur le Fonds pour l'environnement au titre du budget des activités relevant du programme du Fonds (poste 17);

5. Approuve la conversion en postes permanents de quatre postes de la classe P-4 du Service de la désertification, qui avaient été créés sur une base temporaire;

6. Approuve l'inscription au budget des dépenses du programme et d'appui au programme d'un crédit de 25 000 dollars à ouvrir en faveur d'une réunion d'un groupe d'experts ad hoc au titre du programme de la désertification;

7. Approuve la conversion en postes permanents de 10 postes d'agent local des services généraux qui étaient financés au moyen de crédits ouverts au titre de l'assistance temporaire en faveur des programmes pour l'environnement, du programme des services administratifs et des services communs et du programme de la liaison et de la représentation régionale, à compter du 1er juillet 1981;

8. Approuve un crédit révisé de 19 800 000 dollars, avec la structure par sous-programme et par objet de dépense proposée par le Directeur exécutif.

B

Dépenses du programme et d'appui au programme pour l'exercice biennal 1982-1983

Le Conseil d'administration,

Ayant examiné les crédits demandés par le Directeur exécutif au titre du budget des dépenses du programme et d'appui au programme pour l'exercice biennal 1982-1983 ainsi que le rapport connexe du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 52/,

1. Approuve le remboursement à l'Organisation des Nations Unies, par le budget des dépenses du programme et d'appui au programme, de 75 p. 100 du coût d'un poste d'administrateur de première classe (P-4) pour un vérificateur intérieur des comptes, ainsi qu'un poste d'agent local pour des services d'appui, étant entendu que le Centre des Nations Unies pour les établissements humains prendra à sa charge les 25 p. 100 restants;

2. Approuve la création d'un poste d'administrateur adjoint de première classe (P-2) pour un programmeur à inscrire au programme des services administratifs et des services communs, la création d'un poste d'administrateur adjoint de première classe (P-2) pour le chef adjoint du Groupe de la reproduction et de la distribution des documents, à inscrire au programme des services de conférence et la création d'un poste d'agent local à inscrire au programme des services de conférence, de trois postes d'agent local à inscrire aux programmes pour l'environnement, d'un poste d'agent local à inscrire au programme de la direction exécutive et de l'administration et d'un poste d'agent local à inscrire au programme de la liaison et de la représentation régionale;

52/ UNEP/GC.9/13 et Add.1 et 2 et UNEP/GC.9/L.3, respectivement.

3. Approuve le reclassement de la classe P-3 à la classe P-4 d'un poste inscrit au programme de la direction exécutive et de l'administration et le reclassement de la classe P-3 à la classe P-4 de deux postes inscrits au programme des services administratifs et des services communs;

4. Approuve en outre l'ouverture d'un crédit de 25 500 000 dollars au titre du budget des dépenses du programme et d'appui au programme pour l'exercice biennal 1982-1983 selon la répartition proposée par sous-programme et par objet de dépenses;

5. Prie le Directeur exécutif d'administrer les crédits ouverts au titre du budget des dépenses du programme et d'appui au programme pour l'exercice biennal 1982-1983 dans un esprit d'extrême économie et avec toute la modération compatible avec l'exécution efficace du programme, compte tenu des ressources disponibles, et de s'efforcer en tout état de cause de faire en sorte que ces dépenses ne dépassent pas 33 p. 100 du montant total des contributions qui auront été effectivement versées au cours de chacune des deux années de l'exercice biennal;

6. Prie en outre le Directeur exécutif de rendre compte au Conseil d'administration, à sa onzième session, de l'exécution du budget des dépenses du programme et d'appui au programme pendant la première année de l'exercice biennal 1982-1983.

9ème séance
26 mai 1981

C

Examen des dépenses du programme et d'appui au programme par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Le Conseil d'administration,

Prie l'Assemblée générale de charger le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires d'examiner de façon approfondie les dépenses du programme et d'appui au programme du Fonds pour l'environnement, au regard des débats qui ont eu lieu à ce sujet à la neuvième session du Conseil d'administration et de rendre compte de cet examen au Conseil à sa dixième session.

9ème séance
26 mai 1981

Autres décisions

Ordre du jour provisoire, date et lieu de la neuvième session du Conseil d'administration

A sa 8ème séance plénière, le 25 mai 1981, le Conseil d'administration a décidé, conformément aux articles 1, 2 et 4 de son règlement intérieur, que sa dixième session se tiendrait à Nairobi du 20 mai au 2 juin 1982 et qu'elle serait précédée de consultations officielles dans la matinée du 19 mai 1982. A cette même séance, le Conseil a approuvé, pour sa neuvième session, l'ordre du jour provisoire ci-après :

1. Ouverture de la session.
2. Organisation de la session :
 - a) Election du Bureau;
 - b) Ordre du jour et organisation des travaux de la session.
3. Vérification des pouvoirs des représentants.
4. Rapport du Directeur exécutif et état de l'environnement.
5. Questions de coordination.
6. Questions intéressant le programme.
7. Coordination et poursuite de l'exécution du Plan d'action pour lutter contre la désertification.
8. Le Fonds pour l'environnement :
 - a) Exécution du programme du Fonds en 1981;
 - b) Gestion du Fonds pour l'environnement;
 - c) Rapport financier et comptes intermédiaires (non vérifiés) pour l'exercice biennal 1980-1981 terminé le 31 décembre 1981;
 - d) Evaluation des projets et du programme.
9. Questions administratives et budgétaires.
10. Ordre du jour provisoire, date et lieu de la onzième session du Conseil d'administration.
11. Questions diverses.
12. Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale.
13. Clôture de la session.

Consultations officielles avec les gouvernements entre
les sessions du Conseil d'administration

A sa 12ème séance plénière, le 29 avril 1980, le Conseil d'administration, rappelant ses décisions 23 (III) du 2 mai 1975 et 104 (V) du 25 mai 1977, a décidé qu'entre les neuvième et dixième sessions du Conseil d'administration, les consultations officielles avec les gouvernements auraient lieu à Nairobi du 16 au 20 novembre 1981 pour procéder à un échange de vues sur le contenu et la présentation des questions relatives au programme et à la politique générale et examiner toute autre question sur laquelle le Directeur exécutif voudra peut-être faire rapport.

ANNEXE II

Activités relatives aux relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement

1. Dans sa décision 8/1 du 29 avril 1980, le Conseil d'administration a souscrit aux propositions qu'un groupe d'experts de haut niveau convoqué par le Directeur exécutif avait formulées au sujet des activités relatives aux relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement que les organismes des Nations Unies, y compris en particulier le PNUE, devraient entreprendre à l'avenir, et il a invité le Conseil économique et social et l'Assemblée générale à considérer favorablement l'application des recommandations du groupe. Dans sa résolution 1980/49 du 23 juillet 1980, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale d'examiner la décision du Conseil d'administration et il a souligné que les modèles établis pour l'étude de ces relations devraient comprendre l'élaboration d'un programme de travail sur les relations réciproques qui soit étroitement lié aux activités intégrées de programmation à l'échelle du système et placé sous la direction du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale, auquel devrait incomber la responsabilité générale des efforts à l'échelle du système. Dans sa résolution 35/74 du 5 décembre 1980, l'Assemblée générale a fait siennes les recommandations du Conseil d'administration et celles du Conseil économique et social, et elle a prié le Secrétaire général de prendre les mesures voulues pour leur application. L'une des propositions du Groupe d'experts auxquelles le Conseil d'administration a souscrit tendait à ce que soit créé un fonds de contributions volontaires sur lequel devraient être prélevées les ressources nécessaires pour faire exécuter certains travaux à entreprendre dans le cadre du programme de travail.

2. La Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, que l'Assemblée générale a adoptée par la résolution 35/56 du 5 décembre 1980, stipule que les relations réciproques existant entre le développement, l'environnement, la population et les ressources doivent être prises en considération dans le cadre du processus de développement, que les travaux de recherche sur ces relations réciproques seront intensifiés, et que les donateurs d'aide bilatérale et multilatérale fourniront une aide, y compris dans le domaine de la formation, pour développer la capacité endogène des pays en développement d'appliquer des méthodes qui tiennent pleinement compte des connaissances déjà acquises en ce qui concerne les relations réciproques.

3. Comme suite à la décision 8/1 du Conseil d'administration, le Directeur exécutif a convoqué une deuxième session du Groupe d'experts de haut niveau en janvier 1981, pour le conseiller au sujet des éléments à inclure dans le programme de travail appelant une action concrète sur les relations réciproques qui doit être élaboré au sein de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que pour ce qui a trait à la contribution que le PNUE devrait apporter aux activités relatives aux relations réciproques qui seront entreprises par les organismes des Nations Unies.

4. Un résumé des recommandations du Groupe d'experts de haut niveau fait l'objet de l'appendice à la présente annexe; le Directeur exécutif invite le Conseil à l'examiner et précise qu'il souhaitera peut-être accorder la priorité, s'agissant de l'action du PNUE, aux études de cas visées aux alinéas a), b) et i) du paragraphe 10.

Appendice à l'annexe II

Résumé des recommandations du Groupe d'experts de haut niveau sur les relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement

I. ARGUMENTS EN FAVEUR DE L'ELABORATION D'UN PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX RELATIONS RECIPROQUES ENTRE LA POPULATION, LES RESSOURCES, L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT ET AMPLEUR A DONNER A CE PROGRAMME

1. Le Groupe d'experts a souligné qu'il fallait élaborer d'urgence au sein de l'Organisation des Nations Unies un programme de travail appelant une action concrète sur les relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement.
2. Dans les sociétés rurales traditionnelles, les décisions de caractère socio-économique étaient prises sur la base d'une connaissance approfondie des corrélations complexes entre les facteurs sociaux, économiques, démographiques et physiques qui avait été acquise au fil des générations et qui exerçait une influence sur toutes les facettes de la vie sociale, qu'il s'agisse des structures et des mécanismes socio-économiques, de la culture, des traditions religieuses ou des légendes. La gestion de l'environnement était assurée sur une base empirique grâce à des méthodes mises au point au fil des générations et on tenait compte de l'expérience acquise ainsi que les effets secondaires et tertiaires dans le cadre du processus de prise des décisions. Il allait de soi qu'une génération ne devait pas se privilégier au détriment des générations suivantes et la population restait dans les limites de la densité potentielle des terres qu'elle occupait. Les membres de ces sociétés géraient les ressources de façon efficace et rationnelle, en coopération étroite les uns avec les autres.
3. Bien souvent, il n'a pas été tenu compte de ces connaissances empiriques dans le cadre du processus de modernisation rapide. En conséquence, les interactions entre l'homme et son environnement ont eu tendance à entraîner d'importantes perturbations imprévues (pauvreté, chômage, croissance explosive des bidonvilles, dégradation de l'environnement et gestion irrationnelle des ressources naturelles) qui dans une large mesure, affectent les couches de la population qui ne sont pas en mesure d'avoir une influence sur les décisions socio-économiques qui provoquent et renforcent ces perturbations.
4. Il faut rétablir l'équilibre et trouver les moyens de maximiser les effets globalement positifs. Quant aux relations réciproques qui renforcent les effets négatifs, il convient d'adopter des mesures coordonnées dans les secteurs intéressés pour y faire face. Il faut identifier des points d'appui aux fins de l'application de politiques et de programmes intégrés appropriés pour entraîner des réactions en chaîne positives susceptibles de promouvoir un développement soutenu. A cet égard, le groupe a souligné l'importance de parvenir à l'autonomie nationale et collective et d'accroître la participation de la population à la prise des décisions.

5. Le Groupe a souligné le bien-fondé des points de vue exprimés par le Secrétaire général au sujet du cadre conceptuel des études relatives aux relations réciproques dans le rapport qu'il a présenté au Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1979 (E/1979/75) et a réaffirmé l'importance qu'il avait attachée à sa première réunion aux systèmes alimentaires, à la gestion des sols, aux systèmes énergétiques, et à la gestion des forêts et de l'eau en tant que domaines où l'étude des relations réciproques pourrait être fructueuse et dans lesquels il fallait fournir d'urgence des services consultatifs aux fins de l'élaboration de politiques et de programmes coordonnés.

6. Le Groupe a souligné que la forme et l'intensité de ces relations variaient selon les secteurs et les pays et même selon les régions en fonction notamment des différences de niveau de développement et de facteurs socio-culturels. C'est donc dans une large mesure au niveau national ou local qu'il convient de procéder, élément par élément, à l'évaluation des relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement et de définir des politiques et des programmes intégrés susceptibles d'entraîner des effets globalement positifs.

7. L'étude sur les ressources foncières dont disposeront les générations futures, que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) ont réalisée conjointement avec le PNUE et l'Institut international pour l'analyse fonctionnelle appliquée, a permis de mettre au point des méthodes claires pour l'examen des relations réciproques entre le potentiel d'utilisation des terres, les systèmes alimentaires, les risques de dégradation, les options envisageables en matière de gestion des sols et de l'eau et la pression démographique. D'après les conclusions de l'évaluation globale qui a été effectuée, l'Afrique perdrait 70 millions d'hectares de ses ressources en sols d'ici à l'an 2000 et le reste subirait une détérioration qualitative de 35 p. 100. Le Groupe a souligné que les études par pays pourraient, si elles étaient plus précises, servir de base concrète pour la mise en application de stratégies mondiales et régionales de développement et jouer un rôle important pour l'élaboration de plans nationaux de développement intégré visant à assurer une autosuffisance accrue en matière de production alimentaire.

8. Les délibérations du Groupe en ce qui concerne l'écologie et le développement rural ont mis en lumière l'importance de mettre au point des modèles pour répondre à des questions précises. On a souligné qu'il était indispensable, pour élaborer de tels modèles, d'entreprendre des recherches empiriques sur des variables déterminées et sur les relations qui existent entre elles, afin d'obtenir des données fiables. Le Groupe a insisté sur le fait qu'il fallait arriver à un compromis entre le risque de surcharger les modèles avec un nombre trop élevé de variables et la nécessité de tenir compte de la complexité du monde réel. Pour ce qui est du choix des variables, le Groupe a souligné la nécessité de tenir compte notamment des perspectives à long terme et à court terme et de prendre en considération les incertitudes, les risques et les mécanismes de rétroaction ainsi que les effets secondaires et tertiaires des décisions socio-économiques.

9. Le Groupe a conclu que, pour recueillir davantage de connaissances sur les relations réciproques entre le développement, la population, l'environnement et les ressources, il conviendrait d'identifier ces relations avec précision grâce à une série d'études de cas portant sur un certain nombre de pays et de régions, la priorité étant accordée aux cas où de telles connaissances sont nécessaires pour analyser des phénomènes négatifs sérieux qui ont déjà atteint un état avancé, comme par exemple, le déboisement et la désertification. Les autres sujets d'étude à faire figurer dans le programme de travail sont ceux pour lesquels il serait extrêmement utile de recueillir des connaissances sur ces relations pour identifier des points d'appui en vue d'une action coordonnée des gouvernements, comme par exemple l'énergie, les bassins hydrographiques et les îles.

II. PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LE SYSTEME DES NATIONS UNIES

10. A l'issue de ses délibérations, le Groupe a proposé de faire figurer dans le programme de travail du système des Nations Unies sur les relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement des études de cas et les projets ci-après, les deux premiers cités étant ceux auxquels il conviendrait dans un premier temps d'accorder le degré de priorité le plus élevé :

a) Déboisement des contreforts de l'Himalaya : Un certain nombre de facteurs sociaux, économiques et physiques interdépendants dont les effets se renforcent mutuellement ont entraîné le déboisement de pentes de plus en plus élevées et de plus en plus abruptes ainsi que des inondations dévastatrices en aval, des sécheresses, une diminution du potentiel d'irrigation ainsi que de la longévité des barrages hydro-électriques et obligent les habitants des villages de montagne à consacrer davantage d'argent et d'efforts à la recherche de bois de chauffage, au détriment de l'agriculture et d'autres activités constructives. Aucune mesure corrective ne peut être efficace si l'on ne parvient pas à briser ce cercle vicieux grâce à l'adoption de politiques et de programmes intégrés élaborés sur la base des connaissances acquises en ce qui concerne les relations réciproques entre ces facteurs. Afin de pouvoir instituer de telles politiques, il faut d'abord déterminer avec précision l'ampleur du problème grâce à la réalisation d'une étude sur les relations réciproques. Toutes les activités entreprises au niveau national devraient être exécutées par des institutions nationales désignées par les gouvernements intéressés;

b) Surpâturage dans la région soudano-sahélienne : L'extension des cultures sèches à des terres marginales, les variations climatiques et le surpâturage résultant de l'accroissement des troupeaux ont entraîné de sérieux problèmes de désertification dans les zones arides et semi-arides. Là encore, il s'agit d'un cercle vicieux : par exemple, les tempêtes de sable qui surviennent lorsque les eaux superficielles ont disparu du fait de l'élimination de la couverture végétale continuent à détruire la végétation restante et, à mesure que la désertification s'étend, les populations nomades se déplacent davantage vers le Sud, provoquant un accroissement des pressions démographiques dans des régions antérieurement saines. Seul un programme de développement d'ensemble appelant une action coordonnée dans les secteurs pertinents et basé sur une connaissance précise et concrète des relations réciproques entre les divers facteurs en cause (préférences alimentaires, ressources vivrières, caractéristiques des sols, approvisionnement en eau, conditions climatiques, aspects démographiques et éléments culturels, etc.) peut permettre

d'enrayer efficacement ce processus. L'essentiel des travaux doit être exécuté par des institutions nationales désignées par les gouvernements, une assistance devant être fournie par les organisations internationales qui exécutent ou qui prévoient d'exécuter des programmes dans la région et notamment le PNUÉ, l'UNESCO et la FAO;

c) Forêts tropicales : Les tentatives qui ont été effectuées pour exploiter les ressources des forêts tropicales ont montré que toute initiative prise sans une connaissance adéquate des incidences réciproques entre les décisions de caractère économique, les populations qui vivent dans les forêts et les éléments constitutifs de l'environnement tels que les plantes, les animaux, les sols, l'eau et le climat, risque d'entraîner des changements rapides et souvent irréversibles des écosystèmes. Le fait de disposer de telles connaissances pourrait aider à identifier des points d'appui au niveau desquels l'adoption de mesures coordonnées pourrait entraîner une accumulation d'effets globalement positifs permettant d'assurer une gestion rationnelle des ressources, et notamment des ressources génétiques très diverses des forêts tropicales;

d) Ressources foncières qui seront léguées aux générations futures : Du fait de la croissance continue de la population mondiale, les besoins alimentaires de l'homme ont augmenté considérablement au cours des dernières années, malgré le caractère limité des ressources en terres et de leur capacité de production. La nature des sols et les conditions climatiques ainsi que les modes d'utilisation et les techniques de gestion sont les facteurs qui viennent limiter la production. Le Groupe a recommandé que le projet décrit dans le paragraphe 7 plus haut, lequel revêt une grande importance pour le programme de travail à l'échelle du système sur les relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement, soit étendu à un éventail plus large de ces relations et comprenne une série d'études par pays. Cela nécessiterait alors que d'autres organisations des Nations Unies telles que la CNUCED, l'OIT, l'UNESCO, la Banque mondiale et l'OMM, ainsi que des gouvernements et des organisations non gouvernementales contribuent à son exécution;

e) Ecologie et développement rural : Dans le meilleur des cas, les programmes de développement rural n'ont entraîné que des améliorations très lentes des conditions de vie des populations rurales. En outre, le fait de ne pas tenir compte des relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement a entraîné divers effets néfastes, dans la mesure où les modifications apportées à un élément de l'écosystème rural exercent nécessairement une influence, souvent négative, sur les autres éléments. Il est nécessaire d'entreprendre des études de cas dans différents contextes écologiques et notamment d'élaborer des modèles pour améliorer les connaissances sur les relations réciproques et les utiliser aux fins de la planification, de l'exécution et de l'évaluation de programmes de développement rural;

f) Planification nationale en matière d'énergie : Ces études de cas à entreprendre pour appuyer les activités nationales de planification en matière d'énergie, pourraient consister à effectuer une évaluation d'ensemble de la consommation totale d'énergie au niveau national, à donner un aperçu des choix de programmes qui s'offrent pour faire face à la dégradation de l'environnement résultant de la production de l'énergie et à réaliser des analyses coût/utilité des politiques envisageables et des évaluations des risques qu'elles comportent. Pour

étudier les relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement on pourrait procéder à une analyse de l'offre et de la demande élément par élément (type de ressources, techniques, intensité d'utilisation et population), ce qui permettrait d'examiner les incidences de l'appauvrissement des ressources, des variables démographiques et sociales ainsi que des nouveautés et des perfectionnements techniques;

g) Bassins hydrographiques : Les projets de construction de barrages ainsi que les autres projets d'aménagement de bassins hydrographiques qui ont été entrepris ont souvent échoué. La gestion de l'eau intéresse de nombreux secteurs d'où la nécessité d'une action coordonnée tenant compte des relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement. Les études sur ces relations dans le contexte de la gestion de l'eau à l'échelle des bassins hydrographiques devraient avoir pour but d'identifier des points d'appui au niveau desquels une action coordonnée pourrait entraîner un enchaînement d'effets globalement positifs;

h) Ecosystèmes insulaires : Deux sortes d'études de cas peuvent être entreprises dans ce domaine, la première portant sur les différentes stratégies de développement pouvant être mise en oeuvre dans les pays en développement insulaires et la seconde sur les petites îles éloignées où la nature relativement fermée des écosystèmes et la facilité avec laquelle les apports extérieurs peuvent être identifiés et quantifiés faciliteraient la réalisation d'analyses globales à l'aide de modèles quantitatifs. La CEPAL, la CESAP, le PNUE, le FNUAP et l'UNESCO participent à la réalisation d'études sur les relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement dans les îles. Les travaux de l'ONU, de la CNUCED et du PNUE relatifs aux pays les moins avancés pourraient être mis à profit pour la réalisation d'une série d'études sur ces relations dans différents contextes insulaires;

i) Elaboration de méthodes et d'instruments aux fins de la planification et de la gestion intégrée du développement : Pour l'élaboration de cette partie du programme, il conviendrait notamment de mettre à profit les résultats de l'étude Kenya/PNUD/PNUE sur les relations réciproques dans le contexte de la planification nationale et l'expérience acquise en matière de planification de l'environnement au Venezuela. Il conviendrait également de mettre au point des méthodes pour permettre de déterminer les effets globaux de certains facteurs interdépendants sur l'environnement ainsi que pour évaluer les risques;

j) Evaluation de l'expérience passée et présente : Il conviendrait d'analyser l'expérience passée ainsi que certaines des activités actuellement en cours qui mettent clairement en lumière les relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement afin d'identifier avec précision certaines de ces relations et d'élaborer des directives en vue d'une action visant à éviter leurs effets négatifs d'ensemble. Les exemples étudiés devraient être représentatifs de différentes régions et de différents sujets : le Groupe a suggéré notamment d'étudier l'utilisation des pesticides en Amérique centrale et la croissance économique rapide dans la région du Golfe.

11. Il ressort des travaux d'élaboration des objectifs et des orientations pour la nouvelle stratégie internationale du développement que l'étude des relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement doit présider à l'élaboration des plans et programmes aux fins de la mise en oeuvre de la stratégie aux niveaux mondial et régional ainsi qu'au niveau national.

12. Les activités de planification commune interorganismes qui ont été instituées sous les auspices du Comité consultatif du CAC sur les questions de fond (Programme) devraient être renforcées grâce au recours à des méthodes d'analyse de systèmes appliquées aux relations réciproques. Pour cela, il faudrait renforcer la capacité d'analyse du système des Nations Unies en ayant recours à des experts extérieurs dans le cadre du programme de travail sur les relations réciproques et à un mécanisme interorganismes approprié. Un appui pourrait également être fourni dans le cadre du programme de travail aux activités consécutives entreprises par les institutions spécialisées du système des Nations Unies et des commissions régionales ainsi qu'aux travaux de l'équipe de travail interorganismes sur les objectifs de développement à long terme.

13. Etudes réalisées en dehors des Nations Unies. Une somme considérable de travaux intéressant directement la méthode des relations réciproques que l'on est en train de mettre au point au sein du système des Nations Unies est effectuée à l'extérieur du système, tant sous l'égide des pouvoirs publics que dans le cadre d'activités entreprises par des établissements d'enseignement et autres établissements de recherche. On pourrait tirer parti de ces différentes activités pour préciser et affiner cette méthode afin de pouvoir y recourir davantage aux fins de l'élaboration de plans et de politiques de développement. Il est naturel et nécessaire que le système des Nations Unies analyse, afin d'en tirer parti, les études relatives aux relations réciproques au niveau mondial qui sont entreprises à l'extérieur du système et l'examen des méthodes suivies et des conclusions obtenues faciliterait l'élaboration et l'exécution du programme de travail dont les grandes lignes ont été définies par le Groupe d'experts.

ANNEXE III

Documents dont le Conseil d'administration était saisi à sa neuvième session

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>
UNEP/GC.9/1	Ordre du jour provisoire
UNEP/GC.9/1/Add.1 et Corr.1 et Add.2	Ordre du jour provisoire annoté
UNEP/GC.9/2	Rapport introductif du Directeur exécutif
UNEP/GC.9/2/Add.1	Résolutions et décisions de la trente-cinquième session de l'Assemblée générale et de la seconde session ordinaire du Conseil économique et social intéressant les activités du PNUE
UNEP/GC.9/2/Add.2 et Corr.1 et 2 et Supplément	Session du Conseil d'administration d'un caractère parti- culier, 1982
UNEP/GC.9/2/Add.3	Relations avec les organisations non gouvernementales
UNEP/GC.9/2/Add.4	Relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement
UNEP/GC.9/2/Add.4/ Supplément	Rapport du Secrétaire général sur les relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement
UNEP/GC.9/2/Add.5	Déclaration liminaire du Directeur exécutif
UNEP/GC.9/2/Add.6	Rapport préliminaire sur l'établissement d'une liste de substances chimiques dangereuses
UNEP/GC.9/3	L'état de l'environnement : sélection de sujets - 1981
UNEP/GC.9/4 et Add.1 et 2	Questions de coordination
UNEP/GC.9/4/Add.3 et Corr.1	Coopération avec les commissions régionales
UNEP/GC.9/4/Add.3/ Supplément	La présence du PNUE au niveau régional
UNEP/GC.9/4/Add.4	Etablissement du programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement
UNEP/GC.9/4/Add.5	Elaboration du descriptif des orientations du programme
UNEP/GC.9/5 et Corr.1*	Rapport sur l'exécution du programme pour l'environnement

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>
UNEP/GC.9/5/Add.1	Conventions et protocoles internationaux dans le domaine de l'environnement
UNEP/GC.9/5/Add.2	Coopération dans le domaine de l'environnement en matière de ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats
UNEP/GC.9/5/Add.3	Pollution des mers
UNEP/GC.9/5/Add.4	Le PNUE et la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables
UNEP/GC.9/5/Add.5	Rapport sur l'exécution du programme pour l'environnement : janvier-avril 1981
UNEP/GC.9/6 et Corr.1 et 2 et Add.1	Programme pour l'environnement : plan à moyen terme pour la période 1982-1983
UNEP/GC.9/7	Le programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement
UNEP/GC.9/8	Coordination et suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action pour lutter contre la désertification
UNEP/GC.9/8/Add.1	Mise en oeuvre du Plan d'action pour lutter contre la désertification dans la région soudano-sahélienne
UNEP/GC.9/9	Exécution du programme du Fonds en 1980
UNEP/GC.9/9/Add.1	Exécution du programme du Fonds en 1980 et en 1981
UNEP/GC.9/10 et Corr.1 et 2	La gestion du Fonds
UNEP/GC.9/10/Add.1	Incidences des avoirs en monnaies non convertibles sur la sélection et l'exécution des projets du Fonds
UNEP/GC.9/10/Add.2	Ressources supplémentaires visant à résoudre les problèmes écologiques dans les pays en développement
UNEP/GC.9/10/Add.3	Financement des plans d'action
UNEP/GC.9/10/Add.4	Procédures générales révisées relatives à la conduite des opérations du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNEP/GC.9/10/Add.5	La gestion du Fonds (1er janvier - 30 avril 1981)
UNEP/GC.9/10/Add.6	Gestion des fonds d'affectation spéciale
UNEP/GC.9/10/Add.7	Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats de la sauvagine : secrétariat permanent et arrangements provisoires

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>
UNEP/GC.9/10/Add.8	Le "guichet spécial" qu'il est proposé d'ouvrir au Fonds pour l'environnement
UNEP/GC.9/10/Add.9	Création d'un fonds régional d'affectation spéciale pour la mise en oeuvre du Plan d'action pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Asie de l'Est
UNEP/GC.9/11	Programme d'évaluation des projets
UNEP/GC.9/12	Rapport sur l'exécution du budget des dépenses du programme et d'appui au programme pour l'exercice biennal 1980-1981
UNEP/GC.9/13 et Corr.1 et Corr.2 (français seulement) et Corr.3 et Add.1 et Corr.1 et Add.2	Projet de budget des dépenses du programme et d'appui au programme du Fonds pour l'environnement, 1982-1983
UNEP/GC.9/14 et Add.1	Locaux des Nations Unies à Nairobi
UNEP/GC/INFORMATION/1/ Rev.1/Supplément 2	Recueil des objectifs et des stratégies, des domaines de concentration et des buts pour 1982 approuvés aux fins du programme pour l'environnement
UNEP/GC/INFORMATION/5/ Supplément 4	Registre des conventions et protocoles internationaux dans le domaine de l'environnement
UNEP/GC/INFORMATION/6/ Add.5	Mémoire d'accord entre les chefs de secrétariat du PNUE, de l'OIT et de l'OMS concernant la coopération relative au Programme international pour la sécurité des substances chimiques
UNEP/GC/INFORMATION/6/ Add.6	Mémoire d'accord régissant la collaboration entre l'OMS, la FAO et le PNUE visant à prévenir et à combattre les maladies d'origine hydrique et les maladies liées à l'utilisation des ressources en eau à des fins agricoles
UNEP/GC.9/INF.1	Plan d'évaluation de l'environnement
UNEP/GC.9/INF.2	Liste des participants
UNEP/GC.9/L.1	Rapport financier et comptes vérifiés du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'exercice biennal 1978-1979 terminé le 31 décembre 1979
UNEP/GC.9/L.2	Rapport sur l'exécution du budget des dépenses du programme et d'appui au programme pour l'exercice biennal 1980-1981
	Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Cote

Titre

UNEP/GC.9/L.3

Projet de budget des dépenses du programme et d'appui au programme du Fonds pour l'environnement, 1982-1983

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

UNEP/GC.9/L.4

Le Fonds pour l'environnement : rapport financier et comptes intérimaires (non vérifiés) de la première année de l'exercice biennal 1980-1981 terminée le 31 décembre 1980

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. أتعلم منها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.